

UNIVERSITÉ DE PARIS

FACULTÉ DE PHARMACIE

Année 1927-1928

N° 6.

LE REMÈDE SECRET

LÉGISLATION ET JURISPRUDENCE

de la Loi du 21 Germinal an XI au Décret du 13 Juillet 1926

THÈSE

pour l'obtention du Diplôme de

Docteur de l'Université de Paris
(PHARMACIE)

présentée et soutenue le 14 Février 1928

par André NARODETZKI

Ancien Avocat à la Cour d'Appel de Paris
Docteur en Droit
Juge Sⁱ au Tribunal de Commerce de la Seine

JURY

MM. RADAIS, *Président.*
GORIS, *Professeur.*
HONNORAT, *Agrégé.*

ANDRÉ DELRIEU, imprimeur, 18, Avenue d'Orléans, PARIS

1928

Personnel de la Faculté de Pharmacie

ADMINISTRATION

MM. RADAIS, *Doyen*, O. *, § I.
PERROT, *Assesseur*, O. *, § I.
G. DURSENT, *Secrétaire*, *, § I.

PROFESSEURS

MM. H. GAUTIER, O. *, § I.	Chimie minérale.
RADAIS, O. *, § I.	Cryptogamie et Microbiologie.
BEHAL, Membre de l'Institut, C. *, § I	Chimie organique.
PERROT, O. *, § I.	Histoire naturelle des médicaments.
COUTIERE, *, § I.	Zoologie.
GRIMBERT, *, § I.	Chimie biologique.
LEBEAU, O. *, § I.	Pharmacie chimique.
DÉLEPINE, O. *, § I.	Hydrologie et Hygiène.
GUERBET, *, § I.	Toxicologie.
BOUGAULT, *, § I.	Chimie analytique.
GORIS, *, § I.	Pharmacie galénique.
GUERIN, *, § I.	Botanique générale.
TASSILLY, *, § I.	Physique.

Doyens honoraires : MM. GUIGNARD, C. *, § I. et H. GAUTIER, O. *, § I.

Professeurs honoraires : MM. MOUREU, G. O. *, § I. et A. VILLIERS, *, § I.

CHARGÉS DE COURS

MM. DAMIENS, *, § I. Minéralogie.
Marc HONNORAT, *, § I. Législation et Déontologie pharmaceutiques.
LUTZ, *, § I. Cryptogramie.

AGRÉGÉS EN EXERCICE

MM. SOMMELET, *, § I.	MM. DELABY,
DAMIENS, *, § A.	PICON, § I.
LUTZ, *, § I.	FABRE § A.
LAUNOY, *, § A.	MASNE, § I.
HERISSEY, *, § I.	

CHEFS DES TRAVAUX PRATIQUES

MM. DEFACQZ, *, § I.	Chimie générale.
COUSIN, *, § I.	Chimie analytique.
SOUEGES, § I.	Micrographie.
LEROUX, § I.	Physique.
DEVAL, § I.	Microbiologie.
HERISSEY, DELABY et PICON : <i>agregés</i> , chargés des travaux généraux de 4 ^e année.	

Bibliothécaire en Chef : M. BEAULIEUX, § I.

UNIVERSITÉ DE PARIS

FACULTÉ DE PHARMACIE

Année 1927-1928

N° 6.

LE REMÈDE SECRET

LÉGISLATION ET JURISPRUDENCE

de la Loi du 21 Germinal an XI au Décret du 13 Juillet 1926

THÈSE

pour l'obtention du Diplôme de

Docteur de l'Université de Paris
(PHARMACIE)

présentée et soutenue le 14 Février 1928

par André NARODETZKI

Ancien Avocat à la Cour d'Appel de Paris
Docteur en Droit
Juge S^t au Tribunal de Commerce de la Seine

JURY

MM. RADAIS, *Président.*
GORIS, *Professeur.*
HONNORAT, *Agrégé.*

ANDRÉ DELRIEU, imprimeur, 18, Avenue d'Orléans, PARIS

1928

Personnel de la Faculté de Pharmacie

ADMINISTRATION

MM. RADAIS, *Doyen*, O. ✱, ☿ I.
PERROT, *Assesseur*, O. ✱, ☿ I.
G. DURSANT, *Secrétaire*, ✱, ☿ I.

PROFESSEURS

MM. H. GAUTIER, O. ✱, ☿ I. Chimie minérale.
RADAIS, O. ✱, ☿ I. Cryptogamie et Microbiologie.
BÉHAL, Membre de l'Institut, C. ✱, ☿ I. Chimie organique.
PERROT, O. ✱, ☿ I. Histoire naturelle des médicaments.
COUTIERE, ✱, ☿ I. Zoologie.
GRIMBERT, ✱, ☿ I. Chimie biologique.
LEBEAU, O. ✱, ☿ I. Pharmacie chimique.
DELÉPINE, O. ✱, ☿ I. Hydrologie et Hygiène.
GUERBET, ✱, ☿ I. Toxicologie.
BOUGAULT, ✱, ☿ I. Chimie analytique.
GORIS, ✱, ☿ I. Pharmacie galénique.
GUERIN, ✱, ☿ I. Botanique générale.
TASSILLY, ✱, ☿ I. Physique.

Doyens honoraires : MM. GUIGNARD, C. ✱, ☿ I. et H. GAUTIER, O. ✱, ☿ I.
Professeurs honoraires : MM. MOUREU, G. O. ✱, ☿ I. et A. VILLIERS, ✱, ☿ I.

CHARGÉS DE COURS

MM. DAMIENS, ✱, ☿ I. Minéralogie.
Marc HONNORAT, ✱, ☿ I. Législation et Déontologie pharmaceutique.
LUTZ, ✱, ☿ I. Cryptogamie.

AGRÉGÉS EN EXERCICE

MM. SOMMELET, ✱, ☿ I.
DAMIENS, ✱, ☿ A.
LUTZ, ✱, ☿ I.
LAUNOY, ✱, ☿ A.
HÉRISSEY, ✱, ☿ I.

MM. DELABY,
PICON, ☿ I.
FABRE ☿ A.
MASCRE ☿ I.

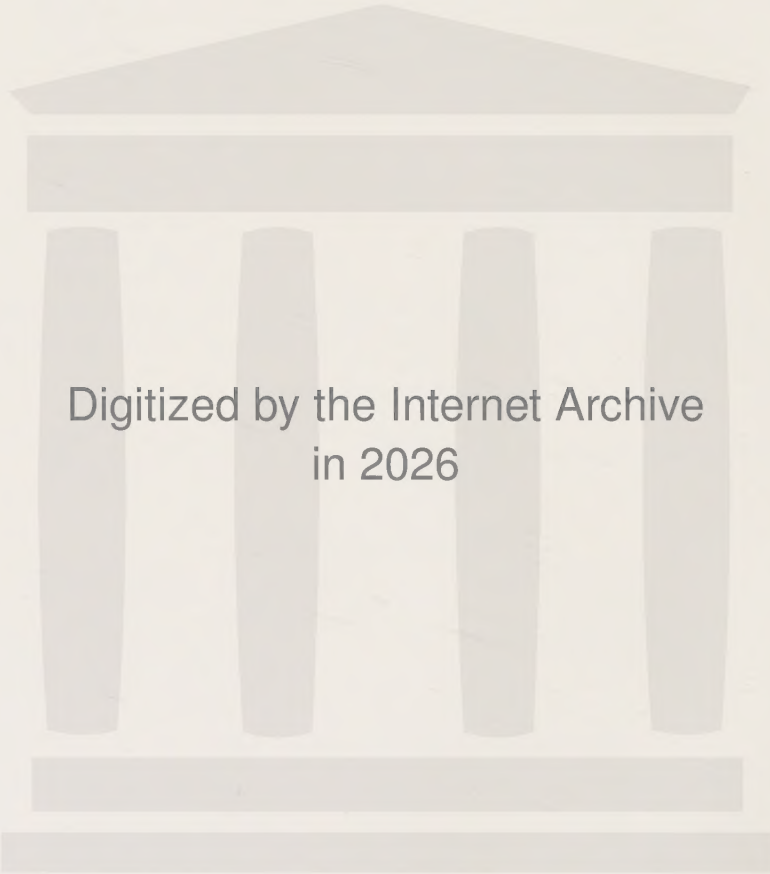


CHEFS DES TRAVAUX PRATIQUES

MM. DEFACQZ, ✱, ☿ I. Chimie générale.
COUSIN, ✱, ☿ I. Chimie analytique.
SOUÈGES, ☿ I. Micrographie.
LEROUX, ☿ I. Physique.
DEVAL, ☿ I. Microbiologie.

HÉRISSEY, DELABY et PICON : *agrégés*,
chargés des travaux généraux de 4^e année.

Bibliothécaire en Chef : M. BEAULIEUX, ☿ I.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

LE REMÈDE SECRET

LÉGISLATION & JURISPRUDENCE

de la Loi du 21 Germinal an XI au Décret du 13 Juillet 1926.

A LA MÉMOIRE DE

Roger NARODETZKI

Chevalier de la Légion d'Honneur, Croix de Guerre (4 citations)

SOUS-LIEUTENANT au 103^e Rég^t d'Infanterie

Étudiant en Pharmacie à la Faculté de Pharmacie de Paris

Mort pour la France le 30 décembre 1917, à l'âge de 23 ans.

INTRODUCTION

Pendant plus d'un siècle, de 1803 à 1926, l'industrie de la Spécialité Pharmaceutique a vécu sous un régime légal d'incohérence et d'illogisme tel qu'aucun autre ne peut lui être comparé. Pourtant, cette industrie était déjà l'un des joyaux de notre activité nationale, serti par les soins diligents de générations successives, l'un des éléments magistraux de notre exportation, honoré par la réputation et la concurrence, voire la contrefaçon. A l'intérieur du pays, la circulation de ses produits se chiffrait par des ventes dont le total annuel atteignit vite plusieurs centaines de millions ; un diplôme, recherché avec zèle, délivré avec scrupule, pouvait seul en ouvrir la carrière ; le fabricant, à condition d'être consciencieux, d'avoir à la fois du savoir et du savoir-faire, y trouvait souvent la récompense de l'aisance, parfois les satisfactions d'une fortune honnête, parfois aussi les témoignages dispensés par les gouvernements aux bons citoyens, voire même jusqu'à l'estime des esprits les plus éminents du pays et l'accès aux corps constitués dont la réunion forme l'Institut de France et se revêt des palmes vertes de l'immortalité. A l'extérieur, la Spécialité

Pharmaceutique française était l'article le plus demandé par le consommateur étranger comme le plus apprécié dans les sphères médicales. Pour chaque flacon de sirop, chaque boîte d'ampoules, chaque étui de pilules, c'était de l'or qui rentrait dans le pays, ce qui ne fut jamais négligeable et devait être particulièrement appréciable dans les temps où notre franc connut les affres d'une dépréciation imméritée. Et c'était sans doute quelque matière première qui sortait : mais ce qui en faisait pour l'acheteur lointain tout le prix, c'était sa qualité de marchandise française, avec son cachet, comme disent également les pharmaciens et les modistes, son cachet d'article bien conçu, bien fini, bien présenté, auquel ont collaboré le talent, le goût, l'habileté et un peu de la science de notre pays.

Aussi les ministres du commerce de toutes les époques, de tous les régimes et de toutes les opinions ne tarissaient pas d'éloges sur cette admirable Spécialité Pharmaceutique française qui, dans toutes les époques, sous tous les régimes et malgré toutes les opinions, constituait l'objet de tant de statistiques heureuses. Cependant que les ministres de l'agriculture prétendaient à la surveiller et que les ministres des finances prétendaient à la taxer et que les ministres de la justice prétendaient à la poursuivre....

Tel a été le fait et tel est-il resté pendant plus d'un siècle. Quant au droit, ce fut une étrange aventure. Par l'obscurité de la loi, par le jeu de textes désuets, par l'intransigeance d'une jurisprudence entièrement asservie à la lettre, la Spécialité Pharmaceutique française a été, pendant plus d'un siècle, chose nulle en droit. Complètement dominée par une conception du remède secret qui a abouti à des résultats d'incroyable paradoxe, l'industrie de la Spécialité Pharmaceutique française s'est heurtée aux prohibitions légales les plus impérieuses, a connu les pires avatars juridiques, a souffert les assimilations les plus outrageantes. Nulle autre industrie n'aurait pu résister

à tant d'obstacles qu'ont accumulés l'incompréhension législative, la rigueur doctrinale et la cautèle chicanière : mais il faut croire que celle-ci répondait à des besoins bien profonds de notre société puisqu'elle a survécu. Au moment où un décret libérateur apporte au fait la sanction du droit et définit, pour aujourd'hui et pour demain, le remède secret tel que la loi doit le connaître afin de le combattre et de le supprimer, il n'est peut-être pas tout à fait inutile d'étudier le remède secret tel qu'un siècle écoulé l'a connu sans être à même, dans le désordre des interdictions trop étroites et des tolérances trop larges, de le délimiter et de le contrôler. Puisque la notion du remède secret rejoint, dans le droit, ce qu'elle était déjà dans le sens commun et dans l'acception du langage, il y a peut-être lieu de conter la curieuse histoire de ce régime, si récemment aboli. Dans l'instant où l'art de guérir quitte les sentiers tortueux et empierrés où il a été trop longtemps contraint de cheminer, il n'est sans doute point déplacé d'indiquer la large et droite voie où va pouvoir s'engager, à la suite du décret du 13 Juillet 1926, l'industrie de la Spécialité Pharmaceutique. Ce modeste ouvrage n'a pas d'autre prétention.

CHAPITRE PREMIER

Sous le signe de Germinal...

Puisque jusqu'au décret libérateur du 13 Juillet 1926, c'est la combinaison de la loi du 21 Germinal an XI (1) et des décrets postérieurement survenus sur la définition du remède secret qui a régi la matière, le plus simple, pour aborder dans un esprit réaliste l'étude que nous entreprenons, sera de mettre d'abord sous les yeux du lecteur les textes eux-mêmes, dans l'ordre de leur promulgation; les commentaires de la doctrine, les applications de la jurisprudence, l'appréciation de la situation juridique ainsi définie, constitueront ensuite un logique développement, qui nous portera au cœur de la question.

La loi du 21 Germinal an XI, comme on le sait, constitue la charte fondamentale de la Pharmacie dans notre pays. Bien que désuète en la plupart de ses prescriptions, elle a résisté jusqu'ici à toutes les tentatives de réfection : les nombreux projets déposés aux fins de l'amender ou de la reviser, pour la mettre d'accord avec l'évolution de la science et de la société n'ont pas abouti jusqu'ici et toute une branche importante de la profession de guérir reste sous l'emprise d'un texte que beaucoup s'entendent à déclarer périmé pour les temps actuels, mais qui n'en garde pas moins toute sa valeur impérative.

(1) Dans le calendrier romain : 11 Avril 1863.

Cette loi règle dans les moindres détails l'accès et l'exercice de la profession pharmaceutique ; faisant exception aux principes de large liberté admis pour tout le commerce par réaction contre les réglementations corporatives trop étroites de l'ancien régime, elle ne fait au fond autre chose qu'arracher au droit commun un commerce déterminé, celui des drogues entrant au corps humain à poids médicinal. Par souci de la santé publique, elle le réserve à une catégorie d'individus dont elle sanctionne le privilège par les conditions mises à leur désignation et les obligations spéciales à eux déferées. Il n'est donc pas étonnant que, réglementant la fabrication et la confection des médicaments, la concédant uniquement aux pharmaciens, elle ait indiqué d'une part les remèdes licites et de l'autre ceux qui ne l'étaient pas. Cette discrimination est l'objet des articles 32 et 36, si souvent cités et ainsi conçus :

Loi du 21 Germinal an XI :

ART. 32. — Les pharmaciens ne pourront livrer et débiter des préparations médicinales ou drogues composées quelconques, que d'après la prescription qui en sera faite par des docteurs en médecine ou en chirurgie, ou par des officiers de santé, et sur leur signature. Ils ne pourront vendre aucun remède secret. Ils se conformeront, pour les préparations et compositions qu'ils devront exécuter et tenir dans leurs officines, aux formules insérées et décrites dans les dispensaires ou formulaires qui ont été rédigés ou qui le seront dans la suite par les écoles de médecine. Ils ne pourront faire, dans les mêmes lieux ou officines, aucun autre commerce ou débit que celui des drogues et préparations médicinales.

ART. 36. — Tout débit au poids médicinal, toute distribution de drogues et préparations médicamenteuses sur des théâtres ou étalages, dans les places publiques, foires et marchés, toute annonce et affiche imprimée qui indiquerait des remèdes secrets, sous quelques dénominations qu'ils soient présentés, sont sévèrement prohibés. Les individus qui se rendraient coupables de ce délit seront poursuivis par mesure de police correctionnelle, et punis conformément à l'art. 83 et suivants du Code des Délits et Peines (1).

Les termes ci-dessus rapportés prononcent la condamnation de principe du remède secret. La loi veut imposer une obligation particulièrement impérieuse à ceux qui, désormais, auront le privilège exclusif de préparer et de vendre les médi-

(1) *Codez Medicamentarius*, page 905.

caments : l'obligation de ne les préparer que sur prescription magistrale ou d'après formule inscrite aux formulaires officiels ; à deux reprises, elle répète son interdiction formelle, générale et absolue, contre le remède secret, c'est-à-dire contre celui qui ne rentre pas dans l'une de ces deux catégories. Elle prévoit même, dans son article 36, pour le débit, la distribution et l'annonce du remède secret une sanction correctionnelle expresse qu'elle a omise dans son article 32 pour la simple fabrication — ce qui ne laissera pas de soulever par la suite une curieuse controverse, d'autant plus qu'un texte spécial intervint peu de temps après pour mieux préciser cette sanction. Ce texte spécial est la loi du 29 Pluviôse an XIII, « loi interprétative de l'article 36 de celle du 21 Germinal an XI sur la pharmacie », ainsi conçue :

Loi du 29 Pluviôse an XIII :

« Ceux qui contreviendront aux dispositions de l'art. 36 de la loi du 21 Germinal an XI, relatif à la police de la pharmacie, seront poursuivis par mesure de police correctionnelle, et punis d'une amende de 25 à 600 francs et, en outre, en cas de récidive, d'une détention de trois jours au moins et de dix au plus. »

Pour avoir une intelligence à peu près complète de ces textes légaux, il n'est peut-être pas inutile de se reporter aux temps de leur gestation. Dans ses premiers élans, la Révolution avait affranchi de toutes ses entraves corporatives le commerce en général ; elle avait détruit cet ensemble de règles minutieuses et de traditions pointilleuses qui l'enserrait jusqu'à le paralyser dans ses meilleurs développements ; par une outrance trop fréquente aux novateurs, elle n'avait voulu admettre à la liberté absolue aucune exception pour aucun commerce, et pas davantage pour le commerce pharmaceutique. Une licence effrénée s'en était aussitôt suivie, qui avait porté au plus haut point les ravages de l'empirisme et du charlatanisme, déjà trop florissants sous l'ancien régime. On sait en effet que la

royauté avait accoutumé, dans la profession de guérir, d'étranges pratiques en distribuant libéralement aux personnes les plus hétéroclites des brevets de préparer des remèdes nouveaux. Les excès auxquels ce système avait conduit ont été trop magistralement rapportés par notre érudit confrère Maurice BOUVET, dans ses nombreuses communications à la Société d'Histoire de la Pharmacie, pour que nous y revenions longuement. Qu'il nous suffise de rappeler, après lui, quelques unes de ces « autorisations spéciales de tenir fourneaux et alambics », moins justifiées par les besoins de la thérapeutique que par la faveur, l'intrigue ou le profit. Sans doute le hasard n'avait pas toujours mal fait les choses et le bon plaisir du Roi avait parfois connu des choix bienfaisants ; ainsi la décision qui a autorisé en 1687 à l'Hôpital général de Paris et à l'Hôtel-Dieu, sous la surveillance de médecins qualifiés, l'essai du remède d'Helvétius, qui n'était autre que l'ipéca (1), ou celle qui a favorisé en 1680 la vulgarisation du quinquina prôné par Talbot. (2).

Mais à côté de ces exemples heureux, le nombre toujours

(1) C'est une histoire curieuse que celle des Helvétius ; on consultera avec intérêt, à ce sujet, le livre intéressant de Louis LAFOND : « *La dynastie des Helvétius ; les remèdes du Roi* », (Paris, éditions Occitania, 1926), où l'auteur étudie ceux qui ont successivement porté ce nom, depuis le premier, qui s'appelait Schweitzer et latinisa son patronyme qu'il rendit déjà illustre en exerçant avec éclat la médecine en Hollande. Le second, Jean-Adrien, vint à Paris au temps de Louis XIV et y vendit des remèdes nouveaux, dont précisément celui à base d'ipéca, et pour lequel il sut obtenir la subvention et le patronage du Grand Roi ; le troisième, Claude, fut le médecin de la Reine Marie Leczinska ; son fils fut le philosophe qui vécut de 1715 et 1771 et marqua d'une empreinte profonde l'œuvre des Encyclopédistes. Notre confrère a retracé d'une plume savante le cours de ces existences bien remplies.

(2) Rappelons, après BOUVET, le rôle du fameux de Blégnv dans la vulgarisation du quinquina, alors dénommé « remède anglois ». Contemporain de Garus, dont notre Pharmacopée devait accueillir l'Elixir, il connut avec lui l'inimitié des médecins contemporains, qui lui reprochaient de n'avoir étudié de sa vie en aucune Université et de pas même savoir la langue latine. Cf. GUITARD : *Deux siècles de presse au service de la Pharmacie*, et D^r SULBLÉ : *Charlatans célèbres*.

grandissant des produits brevetés, répandait dans le public des drogues bizarres, dont les propriétaires étaient d'innombrables membres du Clergé, abbés, prieurs, jacobins, capucins, bénédictins, jésuites, de multiples personnages de haute ou petite noblesse, voire enfin des roturiers aux professions les plus variées : Lamotte, général d'artillerie, Millenet, graveur, Maliverne, horloger, et tant d'autres, mais bien rarement des médecins et plus rarement encore, des apothicaires. La crédulité populaire, sensibilisée par d'interminables discussions religieuses entre jansénistes et jésuites, toute frémissante encore dans les villes de ces hallucinations collectives dont le tombeau de Paris n'avait pas été le seul théâtre, toute imprégnée encore dans les campagnes de ces superstitions baroques héritées d'une lointain paganisme, n'était pas suffisamment armée pour résister à des sollicitations renouvelées et qui se paraient des plus hauts patronages. Le charlatanisme, chassé des tréteaux où Tabarin (1) avait régné, se cachait en recettes mystérieuses, auxquelles tel ou tel grand du royaume assignait par son estampille valeur et foi. Le secret de la préparation — secret dans le choix des ingrédients ou secret dans la mode opératoire, secret soi-disant arraché à la matière inerte par des savantes recherches, ou bien révélé par quelque sainte ou divine protection empruntant pour soulager la gent souffrante d'étranges détours, secret qui paraissait venir de Dieu par les mêmes voies où il aurait pu venir du Diable — le secret de la préparation, c'était là son meilleur titre, sinon le seul, à la faveur d'une clientèle, jusqu'à l'invraisemblance bornée et bernée. A maintes reprises, le pouvoir central avait dû aviser ; en 1778, des lettres patentes du Roi avaient même révoqué tous les brevets accordés aux anciens remèdes et avaient chargé la Société royale de Médecine d'examiner désormais les recettes nouvelles. Mais la situation n'en avait été qu'empirée, puisque, retirant de la circulation un certain nombre de remèdes, la nouvelle réglementation accordait l'apostille d'une savante compagnie, et en quelque sorte sa

(1) Tabarin — qui était docteur en médecine, comme l'a montré notre confrère BOUVET en des études qui méritent la plus flatteuse attention, pour leur érudition, leur couleur et leur puissance évocatrice.

garantie, à tous ceux, nombreux, qui obtinrent la permission requise. Et c'est par cette évolution que le remède secret, dûment autorisé à partir de 1778, fut la forme légale de la spécialité pharmaceutique. La vogue des guérisseurs empiriques ne fit que s'en accroître ; les fabricants de l'époque surent organiser, pour leurs produits ainsi valorisés, les plus efficaces publicités par annonces, affiches, libellés, tracts, établissements de dépôts dans les principales villes de France, distribution d'échantillons, etc. Dans les années qui précédèrent directement la Révolution, le remède secret fut l'objet d'un commerce dont on a peine, aujourd'hui, à se figurer l'importance.

Dès cette époque, d'ailleurs, la protestation légitime des bons esprits s'éleva. « Les plus grands maux dont les malades ont à se garantir », écrivait BONFILS, médecin de Genève, dans *les Annales de l'Art de Guérir* (1791, p. 414 (1) », exercent leurs ravages dans les ténèbres et les rendent eux-mêmes complices des maux qu'on leur fait. » C'est dans ces circonstances de fait et de milieu, brièvement rappelées, qu'est née la loi de germinal ; tout en substituant à la liberté absolue une règle stricte pour la corporation pharmaceutique — première retouche à un idéal révolutionnaire, première amodiation du concept théorique, — elle a dû également réagir contre tous les excès du passé, encore aggravés par le court régime de l'intégral laissez-faire, où n'importe qui put vendre n'importe où n'importe quel produit. Le même législateur, qui avait tant taillé, dut recoudre ; puisque, breveté ou non, le remède secret exerçait des ravages démontrés, puisque le système de la lettre patente de 1778 et le système de la liberté absolue de 1789 avaient pareillement fait faillite, il ne tergiversa point ; le conventionnel de la veille devenu le tribun du jour, imbu d'un identique esprit de doctrine, raya d'un trait de plume le remède secret. Il traça le signe de Germinal sous lequel nous sommes restés pendant plus d'un siècle et qui, plus ou moins vif, avec un éclat que certaines vicissitudes ont parfois tempéré, mais que nulle nécessité n'a su éteindre, a éclairé, de

(1) Cité par FAIGOT, *Le remède secret sous la Révolution et l'Empire*, Paris 1924.

son rayon emprunté aux soleils jacobins, l'orbe légal où s'est mû, en ses mille et mille formes successives et juxtaposées, la spécialité pharmaceutique de ce pays.

Contrairement à ce qu'on aurait pu attendre d'un texte aussi formel, la loi de germinal ne trancha pas la question d'une façon définitive. Dès leur parution, les articles 32 et 36 connurent l'assaut d'après adversaires.

D'une part, les habitudes du public étaient si fortement ancrées que les remèdes secrets conservèrent toute leur vogue et que la vente s'en continua sous le manteau ; d'ailleurs, les fabricants précédemment patentés ne cessèrent de crier à la violation de droits acquis par un long usage et intervinrent auprès des pouvoirs publics avec cette assurance que la fortune sait conférer et cette persévérance qui est ordinaire à ceux dont on prétend tarir la source des profits. D'autre part, l'exercice de la médecine avait été réglementé de telle façon qu'il créait à la loi de germinal une large fissure en accordant aux médecins ou aux officiers de santé permission de fournir les médicaments simples ou composés quand ils étaient installés dans des bourgs, villages ou communes dépourvus de pharmaciens tenant officine ouverte. C'était rendre le contrôle bien difficile, surtout si l'on veut penser à la difficulté des communications et, aussi, à l'audace des empiriques dont beaucoup ne craignirent pas dès lors de troquer leur titre pour celui d'officier de santé.

Moins de deux ans après la promulgation de la loi de Germinal, un décret du 25 Prairial an XIII — 14 Juin 1805 — vint en atténuer la rigueur draconienne.

Ce décret est ainsi conçu :

« Décret relatif à l'annonce et à la vente des remèdes
« secrets » :

« ARTICLE PREMIER. — La défense d'annoncer et vendre des remèdes
« secrets portée par l'art. 36 de la loi du 21 germinal an XI, ne
« concerne pas les préparations et remèdes qui, avant la publication de

« ladite loi, avaient été approuvés, et dont la distribution avait été
« permise dans les formes alors usitées ; elle ne concerne pas non plus
« les préparations et remèdes qui, d'après l'avis des écoles ou sociétés
« de médecine ou de médecins commis à cet effet depuis ladite loi, ont
« été ou seront approuvés, et dont la distribution a été ou sera permise
« par le Gouvernement, quoique leur composition ne soit pas divulguée.

« ART. 2. — Les auteurs et propriétaires de ces remèdes peuvent les
« vendre par eux-mêmes.

« ART. 3. — Ils peuvent aussi les faire vendre et distribuer par un ou
« plusieurs préposés, dans les lieux où ils jugeront convenable d'en
« établir, à la charge de les faire agréer, à Paris, par le Préfet de Police,
« et dans les autres villes par le Préfet, Sous-Préfet, ou, à défaut, par le
« Maire, qui pourront, en cas d'abus, retirer leur agrément. »

Quelques jours après, une ordonnance du 10 Thermidor an XIII (30 Juillet 1805) vint confirmer et préciser en ces termes le décret de Prairial, en faisant aux propriétaires des remèdes anciennement approuvés l'obligation « de justifier du
« titre original en vertu duquel ils se proposent de vendre, et
« d'en disposer une copie dûment collationnée. Cette forma-
« lité sera effectuée à Paris, devant le Préfet de Police, dans les
« communes, devant les sous-préfets ou les maires. » Une autre disposition règle dans quelles conditions pourront opérer ces préposés chargés de la vente par les auteurs des remèdes (1).

L'importance de ces textes est énorme ; ils montrent l'incertitude et l'hésitation du pouvoir légal, apportant des modifications intrinsèques aux principes primitivement posés avec une fermeté impressionnante mais peu durable, et les opérant avec des procédés juridiques mal conformes aux règles strictes du droit public ; car l'on peut en théorie trouver incorrectes ces réfections à la loi apportées par décret : il est vrai que nous sommes à une époque d'instabilité constitutionnelle où, dans la confusion du législatif et de l'exécutif, les mesures réglementaires n'ont pas encore rejoint leur catégorie finale.

Quoi qu'il en soit, et sans s'attacher plus qu'il ne convient

(1) DURUY et LAUGIER, *Pandectes Pharmaceutiques*, Paris, Colas, 1837, p. 284.

à ce problème de science administrative pure, il faut reconnaître au décret de Prairial et à l'ordonnance de Thermidor an XIII une portée considérable. Par ces quelques lignes, le marché a été réouvert aux remèdes secrets antérieurement autorisés dans une forme qui apportait, comme on l'a vu, une piètre garantie aux exigences de la santé publique ; pour les remèdes nouveaux, ils étaient désormais soumis à l'investigation des Société Savantes. On passait donc de l'interdiction générale et systématique au régime de l'autorisation administrative.

Mais l'interdiction subsistait en principe, simplement tempérée par ces tolérances nouvelles ou renouvelées, laissées finalement à l'appréciation, mal limitée, des préfets. Des divergences d'interprétation étaient fatales ; elles furent bientôt si nombreuses qu'il fallut réglementer à nouveau. La chose fut faite par le décret impérial du 18 Août 1810, qui ajoute sa masse imposante au monument inauguré par la loi de Germinal, et déjà insuffisant, malgré les annexes du décret de Prairial et de l'ordonnance de Thermidor an XIII :

Décret au 18 Août 1810 concernant les remèdes secrets :

NAPOLÉON... Plusieurs inventeurs de remèdes spécifiques contre diverses maladies, ou de substances utiles à l'art de guérir, ont obtenu des permissions de les débiter, en gardant le secret de leurs compositions. D'autres demandent encore, pour des cas pareils, de semblables autorisations. D'après le compte que nous nous sommes fait rendre, nous avons reconnu que si ces remèdes sont utiles au soulagement des maladies, notre sollicitude constante pour le bien de nos sujets doit nous porter à en répandre la connaissance et l'emploi, en achetant des inventeurs la recette de leur composition ; que c'est pour les possesseurs de tels secrets un devoir de se prêter à leur publication, et que leur empressement doit être d'autant plus grand qu'ils ont plus de confiance dans leur découverte. En conséquence, voulant d'un côté propager les lumières et augmenter les moyens utiles à l'art de guérir, et de l'autre empêcher le charlatanisme d'imposer un tribut à la crédulité ou d'occasionner des accidents funestes, en débitant des drogues sans vertu ou des substances inconnues, et dont on peut, par ce motif, faire un emploi nuisible à la santé ou dangereux pour la vie de nos sujets. Notre Conseil d'Etat entendu, nous avons décrété et décrétons ce qui suit :

TITRE PREMIER

DES REMÈDES DONT LA VENTE A DÉJÀ ÉTÉ AUTORISÉE

ARTICLE PREMIER. — Les permissions accordées aux inventeurs ou propriétaires de remèdes ou compositions dont ils ont seuls la recette, pour vendre et débiter ces remèdes, cesseront d'avoir leur effet à compter du 1^{er} janvier prochain.

ART. 2. — D'ici à cette époque, lesdits inventeurs ou propriétaires remettront s'ils le jugent convenable, à notre ministre de l'intérieur, qui ne la communiquera qu'aux commissions dont il sera parlé ci-après, la recette de leurs remèdes ou compositions, avec une notice des maladies auxquelles on peut les appliquer, et des expériences qui en ont été déjà faites.

ART. 3. — Notre ministre nommera une commission composée de cinq personnes, dont trois seront prises parmi les professeurs de nos écoles de médecine, à l'effet : 1^o d'examiner la composition du remède et de reconnaître si son administration ne peut être dangereuse ou nuisible en certain cas ; 2^o si ce remède est bon en soi, s'il a produit et produit encore des effets utiles à l'humanité ; 3^o quel est le prix qu'il convient de payer, pour son secret, à l'inventeur du remède reconnu utile, en proportionnant ce prix : 1^o au mérite de la découverte, 2^o aux avantages qu'on en a obtenus ou qu'on peut en espérer pour le soulagement de l'humanité, 3^o aux avantages personnels que l'inventeur en a retirés ou pourrait en attendre encore.

ART. 4. — En cas de réclamation de la part des inventeurs, il sera nommé par notre ministre de l'intérieur une commission de révision, à l'effet de faire l'examen du travail de la première, d'entendre les parties et de donner un nouvel avis.

ART. 5. — Notre ministre de l'intérieur nous fera, d'après le compte qui lui sera rendu par chaque commission, et après avoir entendu les inventeurs, un rapport sur chacun de ces remèdes secrets, et prendra nos ordres sur la somme à accorder à chaque inventeur ou propriétaire.

ART. 6. — Notre ministre de l'intérieur fera ensuite un traité avec les inventeurs. Le traité sera homologué en notre Conseil d'Etat, et le secret publié sans délai.

TITRE II

DES REMÈDES DONT LE DÉBIT N'A PAS ENCORE ÉTÉ AUTORISÉ

ART. 7. — Tout individu qui aura découvert un remède et voudra qu'il en soit fait usage, en remettra la recette à notre ministre de

l'intérieur, comme il est dit art. 2. Il sera ensuite procédé à son égard comme il est dit art. 3, 4 et 5.

TITRE III

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ART. 8. — Nulle permission ne sera accordée désormais aux auteurs d'aucun remède simple ou composé dont ils voudraient tenir la composition secrète, sauf à procéder comme il est dit aux titres I et II.

ART. 9. — Nos procureurs et nos officiers de police sont chargés de poursuivre les contrevenants par devant nos cours et tribunaux, et de faire prononcer contre eux les peines portées par les lois et règlements.

Cette fois, la question du remède secret pouvait sembler résolue : l'impérial législateur — qui continuait d'opérer par décret — était à la fois explicite et minutieux. Les remèdes anciennement analysés étaient soumis à une révision d'ensemble, que les propriétaires devaient solliciter dans les quelque six mois qui les séparaient de la fin de l'année ; la commission d'examen prévue présentait des garanties scientifiques sérieuses, puisque, sur cinq membres, trois devaient être professeurs des écoles de médecine ; une commission d'appel était instituée à la demande de l'inventeur, ce qui lui donnait une garantie de plus. Une indemnité proportionnée au mérite de la découverte, à son utilité pour le public et au profit légitimement escompté par l'inventeur devait lui être versée. L'inventeur d'un remède nouveau était soumis aux mêmes règles. Au fond, c'était une sorte d'expropriation du secret organisée par l'Etat au nom de la santé publique, avec indemnisation de l'inventeur ; somme toute, c'est une thèse défendable. Dans une Société qui se reconnaît — avec raison — le droit d'annexer la propriété individuelle pour y faire passer une route ou établir un judicieux alignement, il est très normal, et même plus social encore, qu'elle interdise à un seul le droit de se réserver l'accès d'une voie que la science ou

le hasard lui auraient ouverte et de percevoir sur la collectivité une capitation égoïste. La circulation de la santé mérite les mêmes égards que la circulation des denrées ou des personnes ; la Révolution, qui avait supprimé les octrois provinciaux où s'acquittaient des taxes incohérentes, pouvait retrouver son esprit dans la décision de l'Empire, qui supprimait, moyennant indemnité de l'Etat, le droit de péage perçu par le fabricant à chaque délivrance de son produit.

Mais l'appât d'une prime une fois pour toutes perçue ne remplace pas facilement celui d'un profit, qui peut être indéfini dans le temps et dans son montant pour peu qu'un habile gestion commerciale, un sens aigu des publicités utiles et l'amitié de quelques médecins renommés sachent en reculer les limites. Les fabricants n'ont pas dû se sentir très séduits par les perspectives d'une indemnité sans doute maigre ; et l'on peut affirmer qu'ils réservèrent au texte de 1810 cet accueil que leurs petits-fils ont, de nos jours, offert à l'injonction de déclarer les bénéfices ou de rapatrier les devises appréciées ; il y a une tradition où le ratiocinement, l'inertie et l'hostilité sourde se sont, de tous temps, « selon l'art », mêlés. Ils attaquèrent donc le décret de 1810 par les moyens usuels et, bien que la commission d'examen fut choisie et eut publié dès le 15 Octobre 1810 son plan de travail, le décret ne fut pas appliqué. Bien plus, un nouveau décret, en date du 26 Décembre 1810 (1) prorogea au 1^{er} Avril 1811 le délai primitivement imparti, qui expirait au 31 Décembre, et dispensait de donner à fin d'examen la recette des produits quand elle avait été antérieurement reconnue ni nuisible ni dange-

(1) Décret du 26 Décembre 1810 :

ARTICLE PREMIER. — Le délai fixé au 1^{er} janvier 1811 par l'article premier du décret du 18 août dernier est prorogé jusqu'au 1^{er} avril prochain.

ART. 2. — Si, antérieurement à notre décret du 18 Août, les inventeurs ou propriétaires de remèdes secrets en ont remis la composition au gouvernement, qu'elle ait déjà été examinée par une commission aux termes du n^o 1^{er} de l'art. 3 de notre dit décret, et qu'il ait été reconnu qu'elle ne contient rien de nuisible ou de dangereux, lesdits inventeurs ou propriétaires seront dispensés de donner et de faire examiner de nouveau leur recette ; et il ne sera statué que sur les dispositions des n^{os} 2 et 3 dudit art. 3 de notre décret.

reuse. C'était accorder une possibilité de validité à toutes les autorisations distribuées de temps immémorial. Seule conservait sa vigueur primitive la disposition instituant l'indemnité d'expropriation à payer par le gouvernement. On ne voit pas bien comment la commission officielle, réunion de savants et de fonctionnaires, pouvait être à même d'apprécier la valeur monétaire de médicaments dont la composition et le mode préparatoire lui restaient inconnus. Tout était remis en question. La commission (2) s'en rendit bien compte et émit plusieurs protestations qui restèrent sans grand effet. Les fabricants, au contraire, poussèrent leur avantage et marquèrent un point d'importance lorsque, sollicité aux fins d'abandonner les facilités consenties par le décret du 26 Décembre 1810 pour revenir aux rigueurs instaurées par celui du 18 Août, le Conseil d'Etat rendit son Avis en date du 9 Avril 1811 dans les termes suivants :

Le Conseil d'Etat, d'après le renvoi ordonné par Sa Majesté, après avoir entendu le rapport de la section de l'intérieur sur celui du ministre de ce département, contenant : 1° des observations sur l'art. 4 du décret du 18 Août 1810, et proposant de modifier cet article en attribuant à la commission d'examen des remèdes secrets la faculté d'ôter, dans certains cas, aux inventeurs ou propriétaires de remèdes le recours à la commission de révision ; 2° des observations sur l'art. 2 du décret du 26 Décembre, qui dispense de donner la recette de leurs remèdes et d'en faire examiner la composition lesdits inventeurs ou propriétaires de remèdes secrets qui ont antérieurement remis les recettes au Gouvernement, lequel a fait reconnaître déjà que leur administration ne peut être dangereuse ou nuisible ; et la proposition de soumettre de nouveau lesdits inventeurs ou propriétaires à remettre et à faire examiner leurs recettes ;

Est d'avis :

1° Qu'il est très important de maintenir la commission de révision en faveur de tous ceux qui voudront y recourir, afin que les droits et la propriété des inventeurs ou propriétaires de remèdes secrets soient garantis, et qu'une commission unique ne soit pas leur juge absolu et sans recours ; et qu'il importe même que cette commission de révision soit sans délai nommée, organisée et demeure en activité jusqu'à ce que le travail ordonné par le décret du 18 Août 1810 soit entièrement fini ;

(2) Rappelons, d'après FALIGOT, déjà cité, qu'elle se réunissait à Paris les 1^{er} et 3^e vendredis de chaque mois, à la Pharmacie Centrale des Hospices de Paris, rue Notre-Dame, 2, « à 3 heures de relevée ».

2° Qu'il n'y a lieu à rien changer aux dispositions du décret du 26 Décembre 1810, attendu que ceux qui ont déjà été soumis à une partie des obligations portées au décret du 18 Août n'ont plus à les remplir, et qu'il ne peut plus être question pour eux que d'exécuter l'art. 3, à commencer seulement par le § 2, et sans parler de l'art. 2 et du § 1^{er} de l'art. 3 ;

3° Enfin, que le 1^{er} avril, terme de la prorogation portée au décret du 26 Décembre, étant expiré sans que le travail de la première commission soit fini, et sans que la commission de révision soit en activité ni même nommée, il n'a pas été possible aux intéressés de se mettre en règle, et qu'il est juste de leur en donner le temps, en prorogeant le délai jusqu'au 1^{er} juillet.

Le Conseil d'Etat, comme on le voit, se ralliait entièrement aux solutions les plus favorables à l'intérêt des fabricants de l'époque ; il reportait au 1^{er} juillet 1811 le délai expiré au 1^{er} avril et exonérait des formalités du décret du 18 août 1810 les produits qui avaient antérieurement accompli une partie de ces obligations, c'est-à-dire reçu une autorisation quelconque ou même un semblant d'autorisation. La Haute Assemblée abandonnait le principe d'un examen nouveau de tous les remèdes secrets, qui n'aurait pas tenu compte des autorisations accordées à des temps différents par les autorités les plus variées. Le décret du 18 Août 1810 était paralysé dans le meilleur de son action ; la commission du premier degré, prévue par l'article 2 du décret du 18 Août 1810, cessa bientôt de poursuivre ses travaux ; nulle commission de révision ne fut nommée et l'on retomba petit à petit dans le chaos et l'incohérence des interminables discussions qui se sont prolongées jusqu'à nos jours.

En droit cependant, le décret du 18 Août 1810, n'ayant pas été rapporté, — mais complété ou déformé par celui du 26 Décembre 1810 — conserva toute sa valeur théorique. C'est lui qui constituera la plus forte branche poussée sur le tronc de l'article 32 et qui portera, avec ses rameaux de Décembre 1810 et d'Avril 1811, sa part d'ombre, sinon l'obscurité, sur le champ assez mal éclairé des fabricants de remèdes secrets.

On pourrait croire que la création de l'Académie de Médecine, qui eut lieu en 1820, fut l'occasion d'y projeter la lumière. Les pouvoirs publics eurent peut-être cette illusion ; en effet, l'ordonnance royale du 20 Décembre 1820, qui établit cette savante compagnie, le fit en ces termes

Ordonnance Royale du 20 Décembre 1820 :

ARTICLE PREMIER. — Il sera établi à Paris pour tout notre royaume, une Académie royale de Médecine.

ART. 2. — Cette Académie sera spécialement instituée pour répondre aux demandes du gouvernement sur tout ce qui intéresse la santé publique, et principalement..... sur l'examen des remèdes nouveaux et les remèdes secrets, tant internes qu'externes.

De ce jour, la question du remède secret connaît une phase nouvelle. L'Académie de Médecine n'a pas manqué de revendiquer en toutes circonstances le droit qui venait de lui être ainsi conféré ; mais la validité persistante des autorisations antérieurement distribuées n'était pas davantage entamée par cette procédure, jusque là imprévue et qui, à la faveur du désordre des textes, n'a rien résolu. Depuis, l'Académie de Médecine s'est souvent occupée des remèdes secrets ; on peut même dire que la prétention légitime de la savante compagnie à vouloir rappeler son droit de regard sur les remèdes présentés au public et celle, moins légitime, de vouloir réglementer, par voie de conséquence, au nom de principes scientifiques incontestables une situation juridique embrouillée, n'a fait qu'ajouter des éléments d'indubitable complication. De maintes initiatives, renouvelées avec plus de fréquence que d'opportunité, la substance ne varie guère ; nous en trouverons l'expression idéale dans ces quelques lignes extraites d'un des premiers mémoires de l'Académie, où sa doctrine est résumée :

« Pour que le remède qui lui est présenté obtienne son
« approbation, il faut qu'il soit réellement nouveau, ou au
« moins qu'on lui ait donné une application nouvelle, et que
« l'expérience en ait démontré l'efficacité. Quand l'Académie
« a émis un avis favorable, le ministre de l'intérieur traite
« avec les inventeurs ou propriétaires ; le traité est approuvé

« par le Conseil d'Etat et le remède publié. Il ne doit plus y
« avoir de remèdes secrets ; ceux de ces remèdes qui sont
« inutiles ou nuisibles seront réformés, les autres seront
« achetés et publiés par le gouvernement, en raison de l'importance de la découverte et des avantages qu'on en aura
« obtenus et qu'on peut en espérer. » (1).

Le plan ainsi formulé n'a connu qu'une application fort limitée ; en fait, l'Académie a proposé au gouvernement l'achat de différents remèdes secrets, mais si l'on en croit une réponse faite le 22 Août 1830 (2) par le ministre du commerce, il n'y aurait eu, dans ce cas, que les pilules de Belloste, les Grains de Santé du Dr Franck, la poudre d'Irroê, le rob de L'affecteur, la pommade antiophthalmique de la veuve Farnier, les préparations antidartreuses de Kunckel. Encore certains auteurs discutent-ils l'inscription des pilules de Belloste, qui n'y auraient été inscrites que par erreur ; par contre, on peut y ajouter en 1831 la poudre de Sancy, en 1832 les biscuits anti-syphilitiques d'Olivier, quelques autres encore. De ces rares unités fut augmenté le nombre des spécialités licites, sans que celui des produits illicites s'en trouvât sensiblement affecté, car il ne cessa de croître d'année en année.

Force est donc à l'administration de multiplier les circulaires. Citons celle du Ministre de l'Intérieur du 16 Avril 1828 :

« Des plaintes s'élèvent de toutes parts sur l'exécution de quelques-unes des dispositions des lois et règlements relatifs à l'exercice de la pharmacie, particulièrement en ce qui concerne la vente des remèdes secrets. J'ai la preuve qu'on affiche dans les rues, qu'on annonce dans les journaux, qu'on vend chez les pharmaciens des remèdes secrets pour le traitement de diverses maladies. Souvent dans ces annonces on se prévaut d'autorisations qui n'ont jamais été accordées, d'approba-

(1) Cité par BRIAND et CHAUDÉ, *Médecine Légale*, page 795.

(2) Cité par DORVAULT, *L'Officine*, édit. 1923, page 1754, en note.

« données par l'Académie royale de Médecine, qui n'a, jusqu'à présent,
« approuvé aucun remède secret ; cependant, aux termes de l'art. 36 de la
« loi de l'an XI, la publication de toute affiche ou annonce imprimée qui
« indiquerait des remèdes secrets, sous quelque dénomination qu'ils
« soient présentés, est sévèrement prohibée ; d'après la loi du 29 Pluviôse
« an XIII, ceux qui contreviendraient aux dispositions de cet article
« doivent être poursuivis par mesure de police correctionnelle, et punis
« d'une amende de 25 à 600 francs, et, en outre, en cas de récidive, d'une
« détention de trois jours au moins, de dix au plus. Les pharmaciens
« eux-mêmes sont soumis à l'application de cette peine, puisqu'il leur
« est interdit par l'art. 32 de la loi de germinal de vendre des remèdes
« secrets. J'ai cru devoir vous rappeler ces dispositions, qu'on paraît
« avoir trop souvent perdues de vue, oubli qui a donné lieu à beaucoup
« d'abus, dont accuse à tort la législation actuellement en vigueur. Je
« sais qu'un assez grand nombre de distributeurs de remèdes secrets
« cherchent à éluder la loi en donnant à ces prétendus remèdes le nom
« de cosmétiques ou quelque autre dénomination analogue. Mais on ne
« doit pas se laisser imposer par des mots ; si les préparations dont il
« s'agit sont de véritables cosmétiques, on ne doit leur attribuer aucune
« propriété médicale ; si on les recommande comme efficaces dans le
« traitement de certaines maladies, ce sont des remèdes qui sont compris
« dans les dispositions de l'art. 36 de la loi de germinal. Enfin, il est un
« petit nombre de remèdes secrets qui avaient été autorisés avant la
« publication du décret du 18 août 1810, et auxquels ce décret n'a pu
« encore être appliqué par suite de diverses circonstances. Une décision
« ministérielle a maintenu ces autorisations jusqu'à ce qu'il puisse être
« statué par un règlement général sur les difficultés que présente encore
« la législation relative aux remèdes secrets. Si un distributeur de
« remèdes secrets s'appuie d'une autorisation de ce genre, vous devez
« (à Paris, les commissaires de police ; dans les départements, les auto-
« rités locales) vous la faire représenter, et prendre les mesures néces-
« saires pour que les conditions auxquelles elle est subordonnée ne
« soient pas enfreintes. » (1).

Quelques jours après, une ordonnance de police du
21 Juin 1828 soulignait le rappel devenu nécessaire aux règles
juridictionnelles de la matière :

« Vu les lois des 21 Germinal an XI et 29 Pluviôse an XIII ;

« Considérant que les dispositions de ces lois concernant les remèdes
« secrets ne sont point exécutées ; qu'on affiche et publie journellement

(1) Cité par TREBLUCHET, *Jurisprudence de la Médecine, de la Chirurgie
et de la Pharmacie*, Paris, J. B. Baillière, 1834, page 366.

« dans les rues, qu'on annonce dans les journaux et qu'on vend chez les
« pharmaciens des remèdes secrets pour le traitement de diverses
« maladies, et qu'il importe de rappeler aux personnes qui se rendent
« coupables de ces infractions à la loi les dispositions qu'elle renferme :

« Ordonnons, etc...

« ARTICLE PREMIER. — Les articles 32 et 36 de la loi du 21 Germinal
« an XI et de la loi du 29 Pluviôse an XIII seront publiés.

« ART. 2. — Les pharmaciens ne devant livrer ni débiter des prépara-
« tions médicinales que d'après la prescription et sur la signature des
« personnes ayant qualité d'exercer l'art de guérir, il leur est expressé-
« ment défendu, ainsi qu'aux herboristes, marchands droguistes et
« autres, de vendre ni d'annoncer, au moyen d'écritaux, affiches, pros-
« pectus ou avis insérés dans les journaux, aucun remède secret dont le
« débit n'aurait pas été autorisé dans les formes légales.

« Il leur est également défendu de vendre ou d'annoncer aucune prépa-
« ration pharmaceutique indiquée comme préservatif de maladies ou
« affections quelconques et qu'ils déguiseraient sous la dénomination
« de cosmétique.

« Ces dispositions sont applicables aux docteurs en médecine et en
« chirurgie, officiers de santé et sages-femmes, qui annonceraient ou
« feraient annoncer des remèdes non autorisés.

« ART. 3. — L'annonce de remèdes autorisés devra en contenir le
« titre, tel qu'il est décrit dans l'autorisation, et ne renfermer aucun
« détail inutile et susceptible de porter atteinte à la morale publique.
« Ces annonces devront en outre faire connaître la date de l'autorisa-
« tion, et l'autorité qui l'a délivrée. Elles ne pourront, du reste, être
« placardées qu'après les formalités voulues pour le placardage des
« affiches en général.

« ART. 4. — Les publications faites dans les carrefours, places
« publiques, foires et marchés, de remèdes et préparations pharmaceu-
« tiques, sont sévèrement prohibées.

« ART. 5. — Les propriétaires et inventeurs de remèdes, les éditeurs
« de feuilles périodiques, les imprimeurs et afficheurs qui contrevien-
« dront aux dispositions rappelées par la présente ordonnance, seront
« poursuivis aux termes de la loi du 29 pluviôse an XIII et passibles
« d'une amende de 25 à 600 francs ; et, en cas de récidive, d'une déten-
« tion de trois jours au moins et de dix au plus. » (1).

(1) BRIAND et CHAUDÉ, *Loc. Cit.* page 642.

Le régime ainsi défini, où l'inexécution de la loi n'est pas compensée par les ordonnances de rappel ou les discussions de l'Académie de Médecine, se poursuit pendant plus de vingt ans, avec les inévitables à-coups dans la tolérance ou dans la répression et les pires incertitudes dans les relations entre particuliers. Les sociétés savantes, le corps pharmaceutique (au premier rang, la commission de l'Ecole de Paris), le corps médical ne cessent d'aborder la question du remède secret, sans que de tant de discussions jaillisse la clarté attendue depuis un demi-siècle déjà.

Toutes ces aspirations, plus ou moins confuses, se fondent dans l'espérance d'un texte nouveau. Celui-ci intervient le 3 Mai 1850, sous forme d'un décret, ainsi conçu :

« **Décret du 3 Mai 1850** (1) *qui règle les conditions de mise en « vente des remèdes nouveaux » :*

« Vu les art. 32 et 36 de la loi du 21 germinal an XI, le décret du 18
« août 1810, l'avis de l'Académie de médecine ; Considérant que, dans
« l'Etat actuel de la législation et de la jurisprudence, tout remède non
« formulé au *Code*x pharmaceutique, ou dont la recette n'a pas été
« publiée par le gouvernement, est considéré comme un remède secret ;
« qu'aux termes de la loi du 21 germinal an XI, toute vente de remèdes
« secrets est prohibée ; qu'il importe à la thérapeutique de favoriser
« l'usage des remèdes nouveaux dont l'utilité aurait été régulièrement
« reconnue, décrète :

« Les remèdes qui auront été reconnus nouveaux et utiles par l'Aca-
« démie nationale de médecine, et dont les formules, approuvées par le
« ministre de l'agriculture et du Commerce, conformément à l'avis de
« cette compagnie savante, auront été publiées dans son Bulletin avec
« l'assentiment des inventeurs ou possesseurs, cesseront d'être consi-
« dérés comme remèdes secrets. Ils pourront être, en conséquence,
« vendus librement par les pharmaciens, en attendant que la recette en
« en soit insérée dans une nouvelle édition du *Code*x.

Les quelques lignes de ce décret n'ont pas tardé à appeler de longs commentaires ; le ministre de l'Agriculture et du

(1) Inséré seulement au *Bulletin des Lois* du 21 Juin 1852.

Commerce, M. Dumas, les paraphrases dans sa « circulaire explicative du 2 Novembre 1850 », adressée aux préfets :

« Monsieur le Préfet, la législation et la jurisprudence concernant
« l'exercice de la pharmacie, en ce qui touche l'annonce et la vente des
« remèdes secrets, sont depuis longtemps une cause d'embarras pour
« l'administration, d'hésitation et de doute pour les jurys médicaux,
« de décisions opposées et contradictoires pour les tribunaux. Cependant,
« la haute jurisprudence de la Cour de Cassation semblait avoir fixé les
« idées et les principes. Suivant cette jurisprudence, on doit entendre
« par remède secret toute préparation qui n'est point inscrite au *Code*
« ou qui n'a point été composée par un pharmacien pour un cas parti-
« culier, ou enfin qui n'a pas été spécialement autorisée par le gouver-
« nement. La même jurisprudence a établi en outre qu'on ne doit consi-
« dérer ni comme remèdes ni comme médicaments les préparations
« simplement hygiéniques, qui sont parfois tout aussi bien du domaine
« du confiseur ou du parfumeur que celui du pharmacien : telles sont
« les pâtes pectorales de guimauve, de jujube, de Regnaud et autres,
« l'eau de Cologne et de Portugal, l'eau de mélisse des Carmes. Les
« jurys médicaux, en présence de la jurisprudence de la Cour de Cassa-
« tion, se sont trouvés dans l'obligation de sévir contre plusieurs prépa-
« rations médicinales dont l'unité avait été consacrée déjà par l'expé-
« rience clinique, et dont les avantages avaient été reconnus par
« l'Académie de Médecine. Les inventeurs ou possesseurs de ces prépa-
« rations invoquaient en vain leur bonne foi, l'approbation des corps
« scientifiques, la publicité donnée à la composition de ces médica-
« ments, et l'usage général qui en était fait par les hommes de l'art ;
« les jurys médicaux et même les parquets trouvaient une contravention
« dans l'annonce et la vente de ces médicaments. L'administration a dû
« se préoccuper, dans l'intérêt des inventeurs sérieux et de la santé
« publique, des difficultés sans cesse renaissantes, et qui toutes
« prenaient leur source dans l'application rigoureuse de la jurispru-
« dence : elle s'est demandé si les remèdes qui avaient été accueillis par
« l'Académie de Médecine, dans l'intervalle écoulé entre leur approba-
« tion et leur insertion au *Code*, devaient être assimilés à des remèdes
« secrets, et si, par suite, on devait en poursuivre les annonces et la
« vente. L'Académie de Médecine consultée a émis un avis par suite
« duquel j'ai été amené à proposer à la signature du Président de la
« République les décrets ci-joints, qui décident que les remèdes
« reconnus comme nouveaux et utiles par l'Académie de Médecine
« cesseront d'être considérés comme remèdes secrets, et pourront être,
« en conséquence, vendus librement par les pharmaciens, en attendant
« que la recette en soit insérée dans la nouvelle édition du *Code*, lorsque
« les formules approuvées par mon ministère, conformément à l'avis
« de l'Académie, auront été publiées dans le Bulletin de cette compagnie
« savante. Vous le voyez, ce décret a pour but de concilier les exigences

« salutaires de la loi avec les intérêts des inventeurs sérieux de choses
« utiles, les garanties précieuses données à la santé publique avec les
« progrès non moins précieux de l'art. Si ce décret ne change rien à la
« législation, l'esprit dans lequel il a été conçu doit éclairer les jurys
« médicaux dans la conduite qu'ils auront à tenir, et prévenir les diffi-
« cultés et les divergences d'opinions qui s'étaient produites. Il est bien
« entendu que l'annonce et la vente des remèdes secrets continueront à
« être poursuivies par les jurys médicaux, auxquels même vous devez
« recommander de redoubler de surveillance. Mais le décret du 3 mai
« 1850 ayant eu pour but de modifier la jurisprudence de la Cour de
« Cassation, en ce qui concerne les remèdes nouveaux reconnus utiles,
« les jurys médicaux seront, par les soins de mon département, tenus
« au courant des remèdes qui, autorisés en vertu du décret du 3 mai
« 1850, pourront être annoncés et vendus légalement. Quant à ceux qui
« ont été dans ces derniers temps, et antérieurement au décret, l'objet
« de rapports favorables de l'Académie de Médecine, et qui sont, on
« peut le dire, passés dans la pratique, tels que les pilules de VALLET, les
« bains ferrugineux de DROUET-BOISSIÈRE, le lactate de fer de GÉLIS et
« CONTRÉ, le citrate de magnésie de ROGÉ, le couso, remède contre le
« ténia, rapporté d'Abyssinie par ROCHET d'HÉRICOURT, la poudre de
« charbon végétal de BELLOC, ceux-là me semblent aujourd'hui à l'abri
« de toutes poursuites, et ne pouvoir être assimilés à des remèdes secrets.
« Veuillez donc recommander aux jurys médicaux de n'apporter aucune
« entrave à l'annonce et à la vente des médicaments qui, depuis la
« promulgation du Codex, auront été, ainsi que ceux dont l'énuméra-
« tion est faite ci-dessus, approuvés par l'Académie de Médecine, soit
« avant, soit depuis le décret du 3 mai 1850, et dont les formules ou
« procédés de fabrication insérés dans son Bulletin auront été, confor-
« mément audit décret, soumis à mon approbation (1). »

Cette première leçon ministérielle était, quelques années après, complétée par une autre circulaire du ministre du Commerce, du 6 Juin 1859, qui étudiait le cas d'une autorisation faussement alléguée par un fabricant et appliquait à cette prétention une pénalité supplémentaire, celle de l'article 15 du décret du 17 Février 1852, décret organique sur la presse qui réprimait, à l'aurore de l'Empire rétabli et dans un but tout politique, la publication des fausses nouvelles. L'interprétation officielle du décret du 3 Mai 1850, telle qu'elle ressort de la circulaire précédemment citée, n'en est pas modifiée, et il nous faut prendre acte de cette confirmation supplémentaire :

(1) Cité par BRIAND et CHAUDÉ, *loc. cit.* page 816.

« Monsieur le Préfet, il arrive fréquemment que certains remèdes non inscrit au Codex et sur lesquels l'Académie ne s'est pas prononcée ou qu'elle a même formellement repoussés, sont présentés dans les annonces et prospectus en des termes propres à faire croire à une approbation de la part de cette Compagnie Savante, et à la légalité de l'annonce et de la vente desdits remèdes. L'Académie s'est vivement émue de ces abus, et elle a demandé qu'ils fussent sévèrement réprimés dans l'intérêt de sa dignité et plus encore dans celui de la santé publique. Cette Compagnie Savante a soumis au gouvernement la question de savoir si l'on ne pourrait pas faire servir à cette répression la disposition de l'art. 15 du décret organique sur la presse des 17-23 Février 1852, ainsi conçu : « La publication ou la reproduction de fausses nouvelles, « de pièces fabriquées falsifiées, ou mensongèrement attribuées à des « tiers, sera punie d'une amende de 50 à 1.000 francs. » Il ne m'a pas paru douteux que cette disposition spéciale ne soit applicable à l'indication mensongèrement faite dans un journal ou dans une affiche ou prospectus de l'approbation d'un remède par l'Académie impériale de médecine. Mon opinion à cet égard a été partagée par Monsieur le Ministre de la Justice.

Vous savez que les remèdes auxquels a été faite jusqu'à présent l'application du décret du 3 mai 1850 relatifs aux remèdes reconnus nouveaux et utiles sont en très petit nombre, ce sont ceux qui ont été désignés dans les circulaires émanées de mon ministère les 15 avril 1852, 22 Décembre 1853, 4 Février et 19 Mars, 1854, 10 Mai et 4 Juin 1857. On a assimilé à ces médicaments quelques préparations qui ont été, antérieurement au décret du 3 Mai 1850, l'objet de rapports favorables de l'Académie de médecine, et dont l'indication se trouve dans une circulaire du 2 Novembre 1850 (1). Il existe encore plusieurs autres remèdes qui, à raison d'autorisations dont ils ont été antérieurement l'objet, continuent d'être vendus sans opposition de la part de l'administration, en attendant qu'une nouvelle législation ait fait cesser cette législation provisoire. Les détenteurs de ces remèdes qui invoqueraient de semblables autorisations doivent, à l'occasion, être tenus de les produire.

« Du reste, à l'exception des médicaments compris dans les catégories qui viennent d'être indiquées et de ceux qui sont inscrits au Codex, aucun remède n'a été approuvé ; tous autres doivent donc être réputés remèdes secrets et sont soumis aux dispositions de l'art. 36 de la loi de l'an XI. Les personnes qui se prévaudraient, dans les énumérations qui précèdent, devraient en outre, être poursuivies par application de l'art. 15 du décret précité des 17-23 Février 1852... (1) »

Cette circulaire éclaire et précise les conditions d'applica-

(1) Cf. plus haut, page 30.

(2) Cité par BRIAND et CHAUDÉ, *loc. cit.* pp. 830-831.

tion du décret du 3 Mai 1850, déjà indiquées par la circulaire du 2 Novembre 1850. Le système que ces textes organisent consacre l'ingérence de l'Académie de Médecine ; ils lui confient le soin de contrôler le marché des remèdes nouveaux offerts au public, de vérifier leur valeur scientifique et de veiller à la moralité des fabricants, quitte à invoquer les commodités répressives où le régime impérial avait assuré son emprise. Il n'est plus question d'indemniser l'inventeur d'un médicament nouveau ; il s'agit simplement de faire échapper, sous certaines conditions, le remède nouveau à la prohibition qui continue de frapper en principe le remède secret. L'avis de l'Académie de médecine, la publication de la formule à son Bulletin, en attendant l'insertion au Codex, lui donne son laissez-passer et permet aux pharmaciens de le vendre librement. Telle est l'économie du décret du 3 Mai 1850. Si l'on se réfère à la circulation du 6 juin 1859 qui rappelle les autorisations, accordées depuis sa promulgation (1) on voit que dès dans ses effets, du moins dans son usage. Dès l'abord, la conception qui assujettit le médicament nouveau à l'impétration de l'Académie de Médecine ne semble donc pas avoir connu les premières années son application fut assez restreinte, sinon plus d'efficacité que les précédentes, qu'elle n'a point au surplus rayées de notre droit, mais qu'elle a, si l'on ose dire, étayées et complétées.

Le décret du 3 Mai 1850 clôt en effet la série des dispositions dont l'ensemble a régi jusqu'au récent décret du 13 Juillet 1926 l'industrie de la spécialité pharmaceutique. De cette brève revue, où nous avons cru devoir faire la part plus large à la citation qu'au commentaire, une première impression ne

(1) Ces autorisations (on trouvera les dates citées dans la circulaire) visant le tannate de quinine, l'opium de pavet pourpre, ainsi que la préparation des extraits, vin, teinture et sirop qui en dérivent, le lactucarium ainsi que son extrait alcoolique, la digitaline, ainsi que les granulés et les sirops qui en contiennent, la valériane d'ammoniaque pur cristallisé et à composition constante, le quinium — tous produits plus connus dans les officines sous les noms de leurs propriétaires : pilules de VALLET, de BLANCARD, de GILLE ; préparations d'AUBERGIER, de DUSSOURD ; quinium de LABARRAQUE.

peut manquer de se dégager : c'est que les textes ont surajouté les unes aux autres les définitions du remède secret et accumulé les formalités à la reconnaissance du caractère licite d'un remède spécialisé. Aucun d'entre eux n'ayant expressément aboli les exigences du précédent, il en est résulté des difficultés d'interprétation considérables. La doctrine légale réside moins dans la réglementation que dans la prohibition ; par principe, chaque occasion est bonne pour rappeler que le remède secret est interdit ; mais nulle part le remède secret n'est défini avec une précision rigoureuse, pourtant nécessaire à la claire connaissance du permis et du défendu. Le statut juridique de la spécialité pharmaceutique, même après le décret de 1850 s'analyse finalement en une négation.

Mais le progrès ne saurait se satisfaire de négation, et l'industrie de la spécialité pharmaceutique eut tôt fait de conquérir dans l'économie nationale, et aussi sur le marché mondial, une importance dont le législateur, hypnotisé dirait-on par le souvenir des charlatans de la royauté défunte, vient seulement de se rendre compte. L'insuffisance des textes a été pour beaucoup dans cette longue suite de querelles, de procès et de poursuites qu'après la loi de Germinal, le décret de 1810 et celui de 1850 n'ont pu arrêter ni même suspendre. La vérité, qu'ils n'ont su dispenser avec évidence, mais qu'ils sont censés contenir, force a été aux tribunaux de la pourchasser, fouillant les mots, soupesant les phrases, lisant au besoin entre les lignes. L'ordre logique de cette étude nous amène maintenant à déceler les caractéristiques de cette jurisprudence, à rechercher si, ayant le nombre, elle a aussi l'unité, et, en un mot, à déterminer, par la confrontation de ses principales décisions, dans quelle mesure elle a résolu le difficile problème né sous le signe de Germinal.

La jurisprudence : elle a été très nette, pour ne pas dire brutale. Pour elle, il faut appliquer la loi, celle de Germinal qui interdit, en ses articles 32 et 36, le remède secret et, puis-

qu'elle n'en donne pas la définition, il faut chercher cette définition, non pas dans n'importe laquelle de ces circulaires ou ordonnances subséquentes, non pas surtout dans le bon sens et la logique des mots, mais uniquement dans le décret du 18 Août 1810 et dans celui du 3 Mai 1850. Pour elle, est un remède secret et par conséquent un remède interdit, toute préparation dont la formule n'est ni conforme à une prescription médicale appliquée à un cas déterminé — ni conforme à une formule du *Codex Medicamentarius* légalement publié et dont, depuis l'Ordonnance Royale du 8 Août 1816 (1) chaque pharmacien tenant officine dans l'étendue du royaume doit être pourvu — ni achetée et rendue publique par le Gouvernement, en vertu du décret du 18 Août 1810 — ni publié au *Bulletin de l'Académie de Médecine*, en attendant insertion au *Codex*, et par conséquent, autorisée par elle, en vertu du décret du 3 Mai 1850.

L'essence de cette jurisprudence se trouve dans un arrêt de la Cour d'Appel de Metz du 11 Février 1857 (2), souvent rappelé depuis et d'une importance telle que nous devons rappeler les faits de la cause, d'après la presse judiciaire de l'époque :

« Le sieur EDANT, pharmacien à Metz, fut assigné directement devant le tribunal de police correctionnelle de cette ville sous l'inculpation d'avoir, le 10 juillet 1856, mis en vente, dans son officine, des remèdes

(1) **Ordonnance Royale du 8 Août 1816** sur la publication d'un nouveau *Codex* pharmaceutique :

ARTICLE PREMIER. — Le nouveau formulaire pharmaceutique, intitulé *Codex Medicamentarius seu Pharmacopa Gallica*, sera publié et imprimé par les soins de notre Ministre de l'Intérieur.

ART. 2. — Dans le délai de six mois, à dater de sa publication, tout pharmacien tenant officine ouverte dans l'étendue du royaume, ou attaché à un établissement public quelconque, sera tenu de se pourvoir du nouveau *Codex*, et de s'y conformer dans la préparation et dans la confection des médicaments. Les contrevenants seront soumis à une amende de 500 francs, conformément à l'arrêt du Parlement de Paris du 23 juillet 1748.

(2) *Sirey*, 58-2.690.

secrets au nombre de huit, délit prévu par les art. 32, 36 de la loi du 21 Germinal an XI, et par la loi de Pluviôse an XIII.

Le 1^{er} octobre 1856, jugement qui décide que le sirop antiphlogistique de BRIANT n'est pas un remède secret, et qui écarte, en conséquence, cette partie de la prévention, mais qui, envisageant comme remèdes secrets l'élixir anti-glaireux du D^r GUILLÉ, le sirop du docteur DUSOURD, le sirop de FLON, le sirop de LHOSTE, la poudre et les pastilles américaines de PATERSON, les biscuits PINEL, condamne le sieur EDANT, à raison de la mise en vente de ces remèdes, à 25 francs d'amende et aux frais.

Toute l'économie de ce jugement, qui contient de très longs développements, peut se résumer en quelques lignes : — est remède secret, toute préparation pharmaceutique qui n'entre pas dans la catégorie : 1^o des remèdes magistraux, c'est-à-dire des remèdes composés par les pharmaciens sur des ordonnances spéciales de médecins ; 2^o des remèdes officinaux, c'est-à-dire confectionnés à l'avance suivant les formules de *Codex* ; 3^o des remèdes dont la recette a été communiquée au Gouvernement par les inventeurs, selon les décrets des 18 Août et 26 Décembre 1810 ou bien dont la recette n'a point été communiquée parce que les inventeurs en ont été dispensés, suivant le décret du 26 Décembre 1810, le Gouvernement ayant été mis en demeure, par une communication précédente, d'acheter et de publier les inventions ; 4^o des remèdes qui, conformément au décret du 3 Mai 1850, ont été reconnus nouveaux et utiles par l'Académie de Médecine, et dont les formules, approuvées par le ministre de l'agriculture et du commerce, ont été publiées dans le bulletin de cette compagnie savante avec l'assentiment des inventeurs ou possesseurs. D'où suit que, vainement, les éléments constituant une préparation pharmaceutique seront-ils connus d'une manière indubitable par l'analyse, vainement des ouvrages scientifiques ou des formulaires pharmaceutiques auront-ils publié les recettes pour la fabrication d'un médicament, ces préparations pharmaceutiques ou médicaments n'en seront pas moins des remèdes secrets, s'ils n'entrent pas complètement et identiquement dans l'une des quatre catégories sus-énoncées. Vainement encore, la formule de la préparation pharmaceutique mise en vente sera-t-elle inscrite au *Codex* ; si cette préparation pharmaceutique est présentée par le vendeur sous un nom nouveau, sous une dénomination qui n'est pas celle du *Codex*, l'identité de cette préparation avec le remède porté au *Codex* ne pouvant point être saisie et reconnue à première vue, ce sera encore là un remède secret. C'est par application de ces principes que les préparations énumérées plus haut ont été condamnées. Quant au sirop de BRIANT, pour motiver l'acquiescement dont il a été l'objet, le jugement a constaté : 1^o que cette composition, en date de 1825, a été, en 1829, l'objet d'un brevet d'invention ; 2^o que pour l'obtention de ce brevet, la formule du sirop a été remise au ministre ; 3^o qu'à l'expiration de la durée du brevet, la formule est nécessairement tombée dans le domaine public ; 4^o que cette formule a

dû être publiée conformément à la législation sur les brevets d'invention ; 5° que ce sirop a été soumis, en 1839, à l'Académie de Médecine dans la vue d'en faire acquérir la formule par le Gouvernement ; que l'Académie déclara qu'il n'y avait rien dans ce sirop qui ne fut connu, en médecine et dans les traités de pharmacie, sous les noms de tisane pectorale et de sirop béchique, ce qui amenait l'Académie à conclure qu'il n'y avait pas lieu, pour l'Etat, d'en faire l'acquisition ; 6° que le ministre du commerce, en annonçant par la lettre du 9 février 1839 ce résultat aux propriétaires du remède, ajoutait que leur qualité de pharmaciens leur donnait le droit de préparer et de délivrer le sirop sous les conditions déterminées par la loi. De l'ensemble de ces circonstances, le jugement conclut que le sirop de BRIANT est un remède secret, mais dont la vente est licite, puisqu'on rencontre à la fois : 1° examen de la formule par l'Académie de Médecine ; 2° publication par le Gouvernement de cette formule comme ayant été l'objet d'un brevet expiré ; 3° et enfin, autorisation expresse donné à la vente par le ministre compétent. Le jugement, se plaçant à un autre point de vue, a exprimé l'idée que la vente du sirop de Briant pouvait d'ailleurs être considérée comme licite, par cela seul que, d'après sa composition connue, il n'est qu'une préparation purement adoucissante, tirée du suc de quelques végétaux, et qui, à vrai dire, ne constitue qu'une boisson hygiénique, à peu près sans vertu, comme le sirop de guimauve, de gomme, de capillaire, que vendent les confiseurs aussi bien que les pharmaciens.

Appel par le sieur EDANT. — Le ministère public s'est abstenu d'appeler.

Sur la plaidoirie de M^e NOGENT-SAINT-LAURENS et les conclusions contraires de l'avocat général quant aux remèdes acquittés, la Cour a rendu l'arrêt suivant :

« LA COUR : — Attendu que la vente des remèdes secrets, formellement interdite en France par les anciens règlements, qui ne la permettaient qu'à certaines conditions d'examen et d'appropriation préalables, a été également prohibée sous la législation nouvelle par les décrets du 21 germinal an XI et 29 pluviôse an XIII ; — Que néanmoins, dans un but d'utilité publique et pour ne mettre aucun obstacle au progrès de la science, les décrets des 18 août et 26 décembre 1810 ont favorisé la publicité et l'emploi des remèdes nouveaux qui seraient découverts, à charge par les inventeurs d'en soumettre les formules à des commissions d'examen et de révision qui devaient éclairer le Gouvernement sur la valeur de ces préparations ; — Que, toujours dans le même but, et pour faciliter l'usage des remèdes nouveaux dont la formule ne serait pas inscrite au *Codex*, mais dont l'utilité aurait été régulièrement reconnue, un décret du 3 Mai 1850 a cessé de considérer comme remèdes secrets et a, en conséquence, autorisé les pharmaciens à vendre librement, en attendant que la recette en soit insérée dans une nouvelle édition du *Codex*, les remèdes qui auront été reconnus nouveaux et utiles par

l'Académie de Médecine, et dont les formules, approuvées par le ministre de l'agriculture et du commerce, conformément à l'avis de cette société savante, auront été publiées dans son bulletin avec l'assentiment des inventeurs ou possesseurs ; — Qu'il résulte de ces diverses dispositions législatives, qu'il y a lieu de considérer comme remèdes secrets, dont l'annonce et la vente sont interdites par les décrets de l'an XI et de l'an XIII, ceux qui ne peuvent être compris dans aucune des catégories mentionnées au jugement, lesquelles sont au nombre de quatre, savoir : 1^o les remèdes dont la formule est inscrite au *Codex* et que les pharmaciens préparent à l'avance pour les conserver dans leurs officines, ou remèdes officinaux ; 2^o ceux que les pharmaciens composent sur des prescriptions spéciales d'un médecin, chirurgien ou officier de santé, ou remèdes magistraux ; 3^o ceux qui ont été achetés et rendus publics par le Gouvernement, conformément aux décrets de 1810 ; 4^o enfin ceux dont la formule a été, avec l'assentiment des inventeurs ou possesseurs, publiée dans le *Bulletin de l'Académie de Médecine*, conformément à l'avis de cette compagnie, et après approbation par le ministre de l'agriculture et du commerce, en exécution du décret du 3 Mai 1850 ;

« Attendu qu'il serait néanmoins inexact de prétendre que toutes les préparations pharmaceutiques qui ne rentrent dans aucune des quatre catégories ci-dessus spécifiées doivent nécessairement être qualifiées remèdes secrets ;

« Attendu qu'il importe peu que, dans l'annonce des compositions de cette nature, on leur attribue une efficacité et des vertus médicinales qui leur donneraient l'apparence d'un remède et les feraient accepter à ce titre par le public, si d'ailleurs il est reconnu qu'on ne peut y voir un véritable médicament, et si les termes menteurs ou hyperboliques de l'annonce ne donnent lieu ni au délit d'escroquerie, ni à celui de tromperie sur la nature de la marchandise ;

« Attendu qu'en faisant application de ces principes aux préparations pharmaceutiques incriminées, il s'en suit qu'il n'y a lieu de considérer comme remèdes secrets : 1^o l'élixir tonique anti-glaireux du D^r GUILLÉ ; 2^o le sirop ferreux de DUSOURD ; 3^o le sirop FLOU ; 4^o les biscuits PINEL ; — Qu'en effet, l'élixir tonique anti-glaireux du D^r GUILLÉ n'est qu'un perfectionnement du remède nommé teinture de jalap composée ou eau-de-vie allemande, dont la formule est inscrite au *Codex* sous le n^o 327 ; qu'en donnant à ce remède perfectionné une désignation nouvelle qui met en relief ses propriétés, l'auteur de la préparation n'a fait que consacrer par cette désignation suivie de son nom, la méthode inventée par lui pour améliorer la fabrication d'un remède connu ;

« Attendu que le sirop ferreux de DUSOURD n'est rien autre chose qu'une combinaison de protoxyde de fer avec le sirop de sucre employé comme excipient ou véhicule ; que ce remède ayant pour base, comme son nom l'indique suffisamment, le protoxyde de fer, dont l'usage est fort ancien et dont l'indication se trouve au *Codex*, on ne saurait trouver

dans une mixture innocente et dans un nom nouveau des motifs suffisants pour le classer parmi les remèdes secrets ; — Qu'il résulte des documents du procès qu'antérieurement au décret du 3 mai 1850, le sirop dont il s'agit a été soumis, avec la recette indiquant le mode de préparation, à l'Académie de Médecine, où il a été, en 1841, l'objet d'un rapport qui, à la vérité, ne concluait pas à une adoption immédiate et à une approbation définitive, mais qui lui accordait une mention favorable, insérée au *Bulletin de l'Académie* de ladite année ; que si cette mention ne remplace pas l'accomplissement des formalités exigées pour l'autorisation des remèdes nouveaux, elle prouve du moins que l'Académie n'a trouvé dans la composition et la préparation de ce remède rien qui fût de nature à en interdire la vente ;

« Attendu que le sirop FLOU a été, en 1853, l'objet d'une analyse chimique faite par des experts nommés par la Cour de Dijon qui l'a renvoyé de la poursuite dirigée contre lui ; qu'il semble résulter de cette analyse et de la décision qui l'a suivie, qu'on ne devrait voir dans le sirop de FLOU qu'une préparation purement hygiénique, dont les ingrédients ont peu de propriétés médicamenteuses ; que si les prospectus et annonces de ce sirop l'élèvent à la hauteur d'un remède et le présentent comme pourvu de grandes vertus curatives, il faut imputer ces exagérations à des habitudes commerciales d'autant plus blâmables que les auteurs des préparations ainsi vantées se voient obligés de rétracter et de nier devant la justice les prétendues qualités dont il leur a plu de décorer leurs inventions devant le public ;

« Qu'il convient aussi de remarquer que par suite de l'acceptation d'un legs fait, par le sieur FLOU, de son officine et de son fonds de commerce à l'école de pharmacie de Paris et au bureau de bienfaisance du deuxième arrondissement de cette ville, la formule du sirop FLOU, vendue au profit de ces deux établissements, a été en quelque sorte patronnée par le Gouvernement, car, si on ne peut voir dans l'autorisation donnée pour accepter le legs, l'équivalent d'une approbation régulière du médicament, on doit admettre cependant que l'administration, même dans un intérêt de charité publique, ne permettrait pas, ne fût-ce qu'indirectement, la vente illicite d'un remède secret ;

« Attendu que si la formule exacte des biscuits PINEL n'a été communiquée par l'inventeur à aucune des autorités compétentes, et si les annonces n'indiquent même pas quelle est la base de ce médicament, l'expérience, l'analyse et les déclarations officieuses de l'auteur ont fait connaître le principal élément constitutif de ce vermifuge, qui est la santonine ;

« Que cette substance médicale, qui figure parmi les médicaments simples inscrits au *Code*, a pu être associée à un excipient utile, sans que le produit de cette association devienne pour cela un remède secret ; qu'il n'y a donc lieu de prohiber l'annonce et la vente de ce médicament ;

« Attendu qu'il n'en est pas de même en ce qui concerne le sirop

pectoral de LHOSTE, ainsi que la poudre et les pastilles de PATERSON ; — Que ces médicaments ne sont pas inscrits au *Code*x et n'ont jamais été publiés en exécution des lois sur la matière ;

« Adoptant, au surplus, à leur égard, les motifs du jugement ;

« PAR CES MOTIFS. — Réforme le jugement, en ce qu'il a déclaré EDANT coupable d'exposition en vente de remèdes secrets, pour avoir tenu publiquement dans son officine, au mois de juillet 1856, à Metz : 1^o l'élixir tonique anti-glaireux du D^r GUILLÉ ; 2^o le sirop ferreux de DUSOURD ; 3^o le sirop FLON ; 4^o les biscuits PINEL ; — Renvoie EDANT de l'inculpation en ce qui touche l'annonce et la mise en vente des quatre médicaments ci-dessus spécifiés ; le surplus du jugement sortissant effet, etc... »

Cet arrêt contient toute la théorie du remède secret, telle qu'elle devait servir, sinon sévir, jusqu'à nos jours ; il est devenu pour ainsi dire classique : c'est le carrefour où se sont rencontrés la loi de Germinal, le décret du 18 Août 1810 et le décret du 3 Mai 1850. Après avoir posé en termes bien précis une définition du remède secret si étroite qu'elle semble devoir interdire désormais toute recherche de préparation nouvelle et toute spécialisation — ce qui équivaut à frapper de stérilité les efforts de la catégorie d'individus dont c'est précisément la fonction que de chercher à améliorer les formules existantes et d'élaborer les produits nouveaux (1) — l'arrêt de la Cour de Metz croit accorder à la profession pharmaceutique de suffisantes possibilités de développement en réservant les exceptions suivantes :

— les produits composés suivant une formule insérée au *Code*x, mais présentés comme nouveaux et désignés sous un nom différent : « Attendu qu'on ne peut, en effet, considérer comme tels les médicaments présentés comme nouveaux et désignés sous un nom différent de celui sous lequel ils étaient connus, lorsque d'ailleurs il est constant que ces médicaments sont composés suivant la formule insérée au *Code*x ; que, dans ce cas, le simple changement de dénomination ne suffit pas pour faire attribuer au remède un caractère autre que celui qui lui est assigné par sa nature et sa composition ».

(1) Pour employer les propres termes du rapport ultérieur de M. le Doyen RADAIS.

— les produits dont la préparation comporte une amélioration à une formule indiquée au *Codex* : « Attendu qu'il faut aussi reconnaître qu'on ne peut donner la qualification de remède secret à celui dont la nouveauté et le mérite consistent dans une modification de peu d'importance, telle que serait un meilleur mode de préparation officinal, un perfectionnement dans l'emploi de substances élémentaires du remède ou dans le dosage des quantités, une légère amélioration à la formule indiquée au *Codex* ou l'addition d'une substance bénigne, employée comme excipient, adjuvant ou véhicule ».

— les produits qui sont moins des médicaments que des produits de beauté ou des produits de régime ou d'alimentation : « Attendu qu'enfin » est impossible de classer parmi les remèdes secrets les diverses compositions chimiques, hygiéniques, odontalgiques, cosmétiques, alimentaires ou autres qui ne doivent point entrer au corps humain en qualité de médicaments, ou qui, si elles sont en même temps susceptibles d'être employées accidentellement en médecine, n'ont pas cependant cette destination d'une manière exclusive, tels que certains sirops qui appartiennent à la fois à l'usage économique et à l'usage médical, et dont la vente est opérée par les confiseurs, liquoristes ou distillateurs aussi bien que par les pharmaciens et les droguistes ».

Dès son apparition, cet arrêt si complet a frappé les contemporains, et le *Journal du Palais* (1) qui le publia le fit suivre d'un long commentaire de M. GRAND, qui était précisément conseiller à cette Cour d'Appel de Metz. Il faut reproduire intégralement ce commentaire, qui a été souvent cité et qui n'a pas peu contribué à la fixation de cette jurisprudence :

— Cette cause met en présence deux systèmes complètement distincts et opposés : celui du jugement et celui de l'arrêt. Suivant que l'on adopte l'un ou l'autre, telle composition chimique pourra être libre-

(1) *Journal du Palais*, 1857, 449.

ment étalée, mise en vente dans une officine pharmaceutique et débitée, ou bien sa simple apparition sur les rayons du laboratoire du pharmacien motivera une saisie, un procès-verbal, la traduction du pharmacien devant le tribunal de police correctionnelle et sa condamnation pour mise en vente de remèdes secrets. — Ces systèmes, qui conduisent à des conséquences si divergentes, s'accordent d'ailleurs sur la législation applicable ; ils ne diffèrent que sur son interprétation.

« En ce qui concerne la législation, elle se compose de la loi du 21 Germinal an XI, que l'on a appelée le règlement fondamental de la pharmacie, et le complément de la loi sur l'exercice de la médecine, dénomination judiciaire, puisqu'il est vrai, suivant l'expression du conseiller d'Etat FOURCROY, dans son exposé des motifs, que le traitement heureux des maladies suppose la bonne préparation des médicaments : de la loi du 29 Pluviôse an XIII, des décrets du 25 Prairial an XIII, du 18 Août 1810, du 26 Décembre 1810, de l'ordonnance du 20 Décembre 1820, du décret des 3 Mai, 21 Juin 1850. On doit aussi consulter une circulaire ministérielle du 2 Novembre 1850 (1).

« Personne ne conteste qu'aux termes de cette législation, les seuls remèdes reconnus par la loi, que peuvent ou doivent tenir et débiter les pharmaciens, sont : 1° les remèdes magistraux, c'est-à-dire ceux composés d'après les prescriptions spéciales des médecins ; 2° les remèdes officinaux, c'est-à-dire ceux composés conformément au *Codex* ou formulaire rédigé par les écoles de médecine ; 3° ceux dont la recette a été achetée et publiée par le gouvernement ; 4° les remèdes reconnus nouveaux et utiles par l'Académie de Médecine, et dont les formules, approuvées par le ministre de l'agriculture et du commerce, ont été publiées dans le *Bulletin de l'Académie de Médecine* avec l'assentiment des inventeurs ou possesseurs.

« Mais de cette volonté de la loi, ainsi formulée, le jugement et le ministère public ont inféré d'une manière absolue : 1° que le caractère de remède secret non autorisé se détermine non pas seulement par la nature et la composition réelles du remède, d'après la vérification qui en est faite et qui constate son identité avec la formule du *Codex*, mais principalement d'après l'objet, la nature et les effets que les possesseurs assignent à leurs préparations, par le titre ou le nom qu'ils leur donnent, et par les étiquettes, prospectus et brochures dont ils les accompagnent ; 2° que l'on doit encore assimiler au remède secret toute composition chimique, fût-elle purement hygiénique et employée indifféremment à l'usage économique et à l'usage médical, par cela seul que, dans l'annonce de cette composition, des vertus médicinales lui ont été attribuées ; 3° qu'il doit enfin en être de même en ce qui concerne le remède, composé suivant la formule du *Codex*, mais modifié par un

(1) V. *supra*, page 30.

mode de préparation, ou par un excipient quelconque, quoique cette modification soit une véritable amélioration du remède, et n'altère point conséquemment ses vertus médicinales.

« La saine interprétation de la législation pharmaceutique conduit-elle à ces conséquences, consacrées par le jugement, et que le ministère public s'est efforcé de faire prévaloir devant le second degré de juridiction ? La Cour de Metz ne l'a pas pensé, le système qu'elle a adopté nous paraît le plus juridique ; il s'appuie tout à la fois sur la lettre de la loi, qui admet comme parfaitement licites les remèdes officinaux, c'est-à-dire composés conformément aux formulaires rédigés par les écoles de médecine, et conservés dans les officines des pharmaciens, et sur son véritable esprit, qui ne permet pas que certaines circonstances, purement accessoires et extrinsèques, privent les remèdes essentiellement officinaux du laissez-passer qu'ils tiennent de la loi.

« En effet, voilà un pharmacien qui met en vente dans son officine un remède préparé à l'avance, et conformément aux prescriptions du *Codex* ? Ce remède est évidemment irréprochable, au point de vue juridique, et quand à sa composition et quant à l'établissement où s'opère la mise en vente ; c'est le remède par excellence, puisque le pharmacien, loin de contrevenir à l'art. 32 de la loi de Germinal an XI, qui lui interdit de vendre aucun remède secret, obéit à la prescription formelle de cet article, portant que les pharmaciens se conformeront, pour les préparations et compositions qu'ils devront exécuter et tenir dans leurs officines, aux formules insérées et décrites dans les dispensaires ou formulaires qui ont été rédigés ou qui le seront dans la suite, par les écoles de médecine ; et cependant, quoique ce remède soit exactement dans les conditions légales qui viennent d'être indiquées, l'étiquette collée à la fiole qui le contient, le prospectus qui l'accompagne, en lui attribuant, en totalité ou en partie, une dénomination non inscrite au *Codex*, lui imprimeront un cachet de clandestinité suffisant pour le faire entrer aussitôt dans la catégorie des remèdes secrets ! C'est ce qui a été jugé par la Cour de Paris, chambre correctionnelle, les 23 janvier et 17 juin 1829.

« Je repousse cette doctrine trop absolue, en faisant remarquer qu'en pareille matière, la première démonstration imposée à la prévention doit établir, au fond, d'une manière certaine et non équivoque, que le remède, matériellement parlant, dans ses éléments essentiels et pharmaceutiques, est un remède secret, c'est-à-dire un remède non inscrit au *Codex*. Sans doute la loi du 21 Germinal an XI, qui prohibe les remèdes secrets prohibe également, dans son art. 36, toute annonce et affiche imprimées qui annonceraient des remèdes secrets, sous quelque dénomination qu'ils soient présentés ; et la sanction pénale de ces infractions, on la trouve, d'après une jurisprudence constante, qu'on ne discute plus, dans la loi du 29 Pluviôse an XIII, qui prononce une amende de 25 à 600 fr., et, en outre, en cas de récidive, une détention de trois jours au moins, et de dix au plus.

« Mais ce n'est pas l'annonce qui constitue le caractère secret des remèdes, ce sont les éléments, c'est le principe pris en dehors du *Codex*, car le danger pour la santé publique n'est pas apparemment dans un prospectus, mais il existe, et il peut être immense, dans un mauvais remède ; et, par une présomption juris et de jure, est réputé mauvais, le remède entaché de clandestinité, dont l'inventeur n'a pas fait disparaître le vice en se conformant soit au décret du 18 août 1810, protecteur des remèdes spécifiques contre diverses maladies, ou des substances utiles à l'art de guérir, soit au décret des 3 mai, 21 juin 1850, qui prend également sous sa protection les remèdes reconnus nouveaux et utiles par l'Académie de médecine. S'agit-il donc, comme dans l'espèce, de la prévention de mise en vente, dans une officine, de remèdes secrets, cette prévention, pour triompher, devra établir que le remède est secret dans les éléments qui le constituent et qui ne sont pas conformes au *Codex*. Que s'il s'agit de la prévention d'avoir annoncé, par la voie d'affiches, des remèdes secrets, il faudra évidemment, pour appliquer la loi, la réunion de deux choses : remède secret et annonce ou mise en vente. L'annonce et l'étiquette, quelles qu'elles soient, ne peuvent pas imprimer le caractère de remède secret à une préparation exactement conforme à la formule du *Codex*. De même et *a contrario*, comme on l'a dit dans cette affaire, un remède véritablement secret, qui ne serait conséquemment point composé suivant les prescriptions du *Codex*, ne pourrait recevoir le caractère de remède autorisé, parce qu'on lui aurait donné le nom d'une formule du *Codex*. Avant tout, c'est le fond des choses qu'il faut examiner, c'est la vérité qu'il faut rechercher ; et si elle nous montre, dans une composition poursuivie comme secrète, un remède conforme au *Codex*, il faut permettre à ce remède de se produire !

« Je ne prétends pas, néanmoins, soutenir que ce soit chose indifférente que d'affubler d'un nom inconnu un médicament composé suivant la formule insérée au *Codex* ; on cite des arrêts, et notamment un arrêt de la Cour de Paris, du 17 juin 1829, qui jugent que l'on peut considérer comme remèdes secrets des remèdes mis en vente sous des noms inconnus. J'admets que le déguisement du remède, à l'aide d'un nom nouveau et différent de celui sous lequel il est connu dans le *Codex*, puisse, combiné avec des circonstances spéciales, le faire descendre dans la catégorie des remèdes secrets. Cette concession, que ne fait point l'arrêt de la Cour de Metz, qui, peut-être, sous ce rapport, est aussi, comme le jugement dans un autre sens, trop absolu dans ses termes, je la crois admissible. Mais il faudra que les circonstances soient d'une extrême gravité, pour qu'elles déterminent le juge à frapper. Il a, en pareille matière, un pouvoir d'appréciation dont il doit user en n'oubliant pas, avant tout, que la conformité du remède aux exigences du *Codex* implique son caractère juridique. Disons donc, en thèse générale, qu'un remède a son passe-port dans le *Codex*, et qu'il ne deviendra pas nécessairement secret, parce qu'on l'aura produit sous un nom nouveau n'en révélant point, ou en révélant imparfaitement la composi-

tion. Cette irrégularité ne métamorphose point le remède, et ne lui enlève point son caractère de remède essentiellement officinal.

« Mais, me dira-t-on, le remède préparé à l'avance, et tenu dans l'officine du pharmacien, est licite à vos yeux, malgré des prospectus et des annonces plus ou moins véridiques, parce que vous reconnaissez, en fait, qu'il est composé conformément au *Codex*, et qu'il a conséquemment au plus haut point le caractère de remède officinal, ce qui le fait entrer dans l'une des quatre catégories admises par la législation pharmaceutique ; d'où vient donc qu'il est dit dans l'arrêt, qui semble d'ailleurs consacrer votre système quant au fond, quelque chose de nature à contrarier la règle qui ne permet pas de reconnaître de remède licite en dehors de ces quatre catégories ? En effet, l'arrêt dit textuellement : « qu'il serait inexact de prétendre que toutes les préparations pharmaceutiques qui ne rentrent dans aucune des quatre catégories ci-dessus spécifiées doivent nécessairement être qualifiées remèdes secrets ; qu'on ne peut, en effet, considérer comme tels les médicaments présentés comme nouveaux et désignés sous un nom différent de celui sous lequel ils étaient connus, lorsque d'ailleurs il est constant que ces médicaments sont composés suivant la formule insérée au *Codex*. »

« A cette objection, je n'ai qu'une réponse, mais catégorique et décisive ; la voici : la dernière partie du motif qu'on vient de reproduire corrige la première partie, qui, à mon point de vue, n'est point conforme aux véritables principes sur la matière. Il faut reconnaître, en droit et contrairement à la proposition formulée dans la première partie du motif, que toutes les préparations pharmaceutiques qui n'entrent dans aucune des quatre catégories sont illicites si elles constituent des remèdes. Mais c'est précisément parce que les remèdes composés suivant la formule insérée au *Codex* entrent dans une de ces quatre catégories, c'est-à-dire dans celle des remèdes officinaux, qu'ils sont licites, le simple changement de dénomination étant impuissant, à lui seul et d'une manière absolue, pour enlever aux remèdes officinaux le caractère qui leur est assigné par leur nature et leur composition, comme le dit très judicieusement la seconde partie du motif.

Une solution non moins importante, contenue dans l'arrêt de la Cour de Metz, et qui a beaucoup d'affinité avec la précédente, est celle qui refuse d'assimiler à un remède secret le remède composé suivant la formule du *Codex*, c'est-à-dire demeurant, au fond, le même que celui du *Codex*, quoique, par suite d'un nouveau mode de préparation, il ait été amélioré d'une manière plus ou moins sensible. La doctrine sur laquelle repose cette solution a été vivement contestée dans les espèces que la Cour avait à juger. Pour la faire prévaloir, la Cour a dû d'abord s'attribuer un droit d'examen et se reconnaître une certaine latitude d'appréciation. C'est ainsi que, s'assurant de la composition de l'élixir tonique anti-glaireux du D^r GUILLÉ, elle a constaté, à l'aide des

documents qu'elle avait sous la main, que cet élixir n'est qu'un perfectionnement du remède nommé teinture de jalap composée, ou eau-de-vie allemande, dont la formule est inscrite au *Codex*. C'est ainsi qu'elle a constaté également que le sirop ferreux de DUSOURD a pour base, comme son nom l'indique d'ailleurs, le protoxyde de fer, dont mention est faite au *Codex*, ce qui l'a conduite à cette conséquence, que la combinaison de ce protoxyde de fer avec le sirop de sucre employé comme véhicule, ne constituait qu'une mixture innocente, que l'on ne saurait, sans fausser l'esprit de la loi sur la matière, ranger dans la catégorie des remèdes secrets. C'est ainsi, encore, qu'elle a admis comme incontestable que le principal élément constitutif du vermifuge connu sous le nom de biscuits PINEL, est la santonine, substance inscrite au *Codex*, et que son association à un excipient utile a donné naissance au biscuit PINEL, qui, dès lors, n'est point un remède nouveau, mais une application d'un remède connu, inscrit au *Codex*, la santonine, avec cette différence que la substance est préparée différemment et à l'aide de procédés qui donnent des résultats meilleurs.

« L'arrêt de la Cour de Metz, en concluant de ces diverses constatations qu'il n'y a pas lieu à proclamer l'existence de remèdes secrets, a adopté un système moins exclusif, moins étroit que celui du jugement qu'il a infirmé en partie, et, à coup sûr, plus en harmonie avec la pensée du législateur, qui ne saurait vouloir que, sans se renseigner sur le plus ou moins d'influence que la modification apportée au remède inscrit au *Codex* est de nature à exercer sur ce même remède, le juge se croit obligé, en n'ayant d'autre base de sa rigueur que la modification elle-même, de condamner comme secret un remède amélioré, perfectionné, mais identique dans son essence avec celui indiqué dans le *Codex*, et ordonné chaque jour par les princes de la science médicale.

« Déjà une jurisprudence progressive et intelligente, comme la législation elle-même, se séparant d'une jurisprudence surannée, avait tracé à la Cour de Metz la voie dans laquelle elle est entrée. Nous voyons notamment, en effet, la Cour de Rouen déclarer, par arrêt du 29 novembre 1855 (1), que l'élixir de GUILLÉ « n'est en définitive, que de « l'eau-de-vie allemande, dont la composition est donnée par le *Codex*, « qu'il contient tous les mêmes éléments, produit les mêmes effets, et « n'en diffère que par un mode de préparation perfectionné dont les « résultats sont toujours plus sûrs que ceux qu'on peut obtenir par les « formules écrites au *Codex*, et qu'ainsi ce médicament ne peut-être « considéré comme un remède secret. » La Cour de Cassation, par arrêt du 6 août 1842, a jugé que l'arrêt qui décide que le mode de préparation d'un médicament (Pilules ferrugineuses de VALLET) ne constitue pas un remède nouveau et secret, mais une simple amélioration à la formule

(1) *Recueil des arrêts de la Cour de Rouen*, année 1855, p. 320.

indiquée au *Codex*, ne viole aucune loi (1). Un arrêt de la Cour de Dijon, du 17 août 1853 (2), s'expliquant sur l'huile iodée de Personne, contient un motif ainsi conçu : « Considérant qu'il est suffisamment établi que ce médicament ne constitue qu'un nouveau mode d'administration de l'iode, substance simple, dont les propriétés sont bien connues, et que les pharmaciens sont tenus d'avoir dans leurs officines, qu'en un mot l'huile étant un adjuvant de l'iode, on ne peut ranger ce médicament dans la catégorie des remèdes secrets ; que c'est donc à tort que le jury médical de la Côte-d'Or a prescrit la saisie dudit médicament. » Enfin, un arrêt de la Cour de Toulouse, du 25 août 1853 (3), fait application des mêmes principes au sirop de digitale de LABELONYE, qu'il déclare ne différer du sirop de digitale formulé au *Codex* que par une préparation meilleure, qui enlève au sirop du *Codex* son âcreté et son odeur, en même temps qu'elle lui donne plus de stabilité et d'efficacité, ce qui constitue une amélioration, un perfectionnement d'un remède approuvé et non un remède nouveau et secret.

« Ainsi, droit d'examen, de comparaison, et, par voie de conséquence droit de décider que le principe du remède étant, nonobstant certaines modifications ou améliorations, resté le même que celui du *Codex*, le délit n'existe pas. Voilà bien l'esprit des décisions que nous venons de rappeler. C'est cet esprit que l'on retrouve aussi dans l'arrêt de la Cour de Metz.

« Si des raisons d'analogie peuvent être utilement invoquées, nous dirons que le ministre de l'intérieur paraît aussi comprendre dans ce sens la législation pharmaceutique. En effet, dans sa circulaire du 2 Novembre 1850, explicative du décret du 3 Mai de la même année, après avoir fait connaître aux préfets les remèdes qui, autorisés en vertu de ce décret, pourront être vendus légalement, c'est-à-dire les remèdes : 1° qui ont été reconnus nouveaux et utiles par l'Académie de médecine ; 2° dont les formules ont été approuvées par le ministre du commerce ; 3° et ont été publiées dans le *Bulletin de l'Académie de Médecine*, le ministre reconnaît qu'il y en a qui, sans réunir ces trois conditions, ne doivent néanmoins pas être poursuivis ; « ce sont ceux, dit-il, qui ont été, dans ces derniers temps et antérieurement au décret, l'objet de rapports favorables de l'Académie de médecine et qui sont, on peut le dire, passés dans la pratique. » Suit dans la circulaire, l'énumération de plusieurs remèdes qui semblent aujourd'hui au ministre à l'abri de toute poursuite et ne pouvoir être assimilés à des remèdes secrets. Ce ne sont pas, qu'on le remarque bien, des remèdes reconnus nouveaux et utiles, et adoptés par l'Académie de médecine, mais qui ont été seule-

(1) *Journal du Palais* 1843. 2. 385.

(2) *Journal du Palais* 1853. 2. 147.

(3) *Journal du Palais* 1857. 456.

ment l'objet de rapports favorables de cette Académie, qui semblent au ministre devoir être placés sous la protection de la justice, quoiqu'ils ne réunissent pas les trois conditions exigées par le décret du 3 mai 1850. Comment donc, quand il s'agit de remèdes passés également dans la pratique depuis de longues années, tels que l'élixir anti-glaireux, c'est-à-dire l'eau-de-vie allemande du Dr GUILLÉ, le sirop ferreux du Dr DUSOURD et les biscuits PINEL, remèdes qui ont sur quelques-uns de ceux indiqués dans la circulaire ministérielle, et protégés par elle, l'avantage d'être inscrits au *Codex* dans leurs éléments essentiels et pharmaceutiques, sauf quelques légères modifications, comment donc le juge serait-il privé du droit d'examen et d'appréciation, dont le ministre lui-même ne balance point à user avec une certaine extension, qui ne l'empêche pas apparemment d'être le fidèle observateur du décret de 1850, sinon dans la lettre rigoureuse, du moins dans l'esprit qui vivifie et qui ne tarderait pas à être dénaturé par un zèle exagéré de formalité ?

« Le système qui protège comme officinal, malgré certaines modifications, le remède ne conservant de la formule du *Codex* que son principe et sa vertu, ne peut, appliqué par des magistrats et consciencieux, énerver la législation pharmaceutique en assurant l'impunité de charlatans propagateurs de remèdes mystérieux dont font tout le mérite la crédulité de ceux qui les emploient et le charlatanisme de ceux qui les débitent. Nous en avons un exemple sous les yeux. Le jugement du Tribunal de Metz, frappé d'appel par le pharmacien EDANT, avait condamné le sirop pectoral de LHOSTE, en le fondant sur ce que jamais ce pharmacien n'en soumis la formule à l'Académie, ni au gouvernement, et qu'il se borne à prétendre que les formulaires de pharmacie contiennent des formules qui ont beaucoup d'analogie avec la sienne ; « cette analogie, ajoutait le jugement, n'équivaudrait pas à l'accomplissement des conditions légales. » Devant la Cour de Metz, le pharmacien EDANT produisait un mémoire où il était dit, pour sa justification et celle du sirop pectoral de LHOSTE, que c'était simplement un mélange de sirop d'hysope, d'ipéca-cuanha, diacode, de fleurs d'oranger et de thridace, arrosé de quelques gouttes de laurier-cerise. En présence de la combinaison de ces six substances, le mot simplement était aussi hasardé que téméraire ; aussi vainement ajoutait-il que si l'on consultait le formulaire médical, p. 519, 520, 522, 524 (1), l'on trouverait un certain nombre de sirops pectoraux ayant la plus grande analogie avec le sirop pectoral de LHOSTE, et que les substances dont il est composé étaient toutes formulées au *Codex*. L'arrêt n'en a pas moins confirmé la partie du jugement qui condamnait ce sirop, parce que, en effet, le remède est nouveau et secret lorsque les modifications faites au *Codex* sont graves, compliquées, et portent sur le mode de préparation, de telle sorte que la composition elle-même puisse en être affectée sans qu'il en résulte

(1) *Encyclopédie des sciences médicales*. (Note de l'article reproduit)

clairement une amélioration. Voilà ce qu'enseigne une saine doctrine consacrée par l'arrêt de la Cour de Metz.

« En renvoyant le pharmacien EDANT de l'inculpation, en ce qui touche le sirop de FLON, l'arrêt de la Cour de Metz s'est associé à la haute jurisprudence de la Cour de Cassation, qui, ainsi que le rappelait la circulaire ministérielle du 2 novembre 1850, a établi qu'on ne doit considérer ni comme remède, ni comme médicaments, les préparations simplement hygiéniques, qui sont parfois tout aussi bien du domaine du confiseur ou du parfumeur que du pharmacien. L'attribution faite, par annonce, à cette inoffensive et salubre composition, de quelques vertus médicinales, ne lui a pas paru non plus, et à juste titre, être de nature à lui imprimer un caractère délictueux.

« Lorsqu'on met en présence les titres respectifs invoqués en faveur du sirop de BRIANT et du sirop de FLON, comme leurs degrés relatifs d'innocuité, on ne comprend pas comment leur sort judiciaire pourrait être différent. Qu'importe qu'il soit présumable, comme l'annonce le jugement, que, à l'expiration du brevet d'invention dont le sirop de BRIANT a été l'objet, la formule, tombée dans le domaine public, ait dû être publiée conformément à la législation sur les brevets d'invention ! Sans doute, au point de vue de la loi, il est une publication opérante en faveur du remède : c'est la publication, dans le *Bulletin de l'Académie de médecine*, de la formule médicamenteuse après approbation de cette même formule par le ministre de l'agriculture et du commerce, et après que l'Académie de médecine a reconnu, conformément au décret du 3 Mai 1850, le remède nouveau et utile. Mais ce n'est pas cette publication, avec tous les accessoires qui viennent d'être rappelés, que le jugement relève en faveur du remède BRIANT, pour en conclure que, tout en étant secret, sa vente est licite. La publication qu'il met en relief, c'est celle qui est la conséquence d'un brevet d'invention obtenu en 1829, avant la loi de 1844, qui n'admet plus de brevets d'invention pour les préparations médicamenteuses ; c'est là un tort ; il ne saurait être permis d'appliquer les règles d'une matière spéciale à une matière entièrement distincte, et la publication qui concerne les brevets est profondément distincte, quant à ses effets, de celle qui concerne les matières pharmaceutiques. Il est vrai, comme le dit le jugement, que la formule a été examinée par l'Académie de médecine, mais quel a été le résultat de cet examen ? Que ce qui constitue ce sirop est connu en médecine et dans les traités de pharmacie sous les noms de tisane pectorale et de tisane béchique. Mais l'Académie de Médecine a-t-elle reconnu, conformément au décret du 3 Mai 1850, la nouveauté et l'utilité de ce remède ? Loin de là, elle a dit formellement qu'il n'y avait pas lieu pour l'Etat d'en faire l'acquisition. Dans ces conditions, quelle portée juridique peut avoir l'examen de la formule par l'Académie de médecine ? Mais il y a une autorisation donnée à la vente par le ministre compétent, est-il dit dans le jugement. Peut-être ne pourrait-on voir, dans la lettre du ministre du commerce du 9 Février 1839,

analysés dans le jugement, rien de concluant, puisqu'on se borne à dire, dans cette lettre, à des pharmaciens, ce qui n'est pas contestable, que leur qualité de pharmaciens leur donne le droit de préparer et délivrer ce sirop sous les conditions déterminées par la loi. Est-ce que parmi ces conditions ne se trouve pas l'ordonnance spéciale du médecin qui imprime au remède confectionné, suivant cette ordonnance, et en vertu de cette ordonnance, le caractère magistral ? Il semble donc que la lettre ministérielle n'a pas d'autre valeur que celle du conseil qu'elle donne de se conformer à la loi.

« Que résulte-t-il de ces observations ? Qu'en vertu du principe proclamé avec beaucoup de force par le jugement lui-même et portant qu'aucuns remèdes non magistraux et non officinaux ne sont licites s'ils ne sont dans les conditions d'autorisation exigées par les décrets des 18 Août-26 Décembre 1810 et 3 Mai 1850, le jugement n'aurait pas dû considérer les circonstances de fait qui viennent d'être rappelées comme imprimant au sirop de BRIANT le caractère de remède tout à la fois secret et licite, comme étant régulièrement autorisé. Sans doute, le sirop de BRIANT devait être, comme il l'a été devant les deux juridictions, l'objet d'un acquittement ; mais par un seul motif, celui que donne *in fine* le jugement du tribunal correctionnel de Metz, à savoir que, d'après sa composition, il n'est qu'une préparation purement adoucissante et hygiénique. C'est aussi la raison décisive en faveur du sirop de FLON, doué de propriétés lénitives et pectorales qu'apprécient les médecins les plus renommés. L'élément de ce sirop, qualifié par le jugement d'essence de laurier-cerise, substance très active et parfois toxique, ne les alarme point, parce que l'analyse chimique leur a démontré, en définitive, que la préparation appelée sirop de FLON n'est qu'un sirop de sucre dans les proportions de 250 grammes, légèrement aromatisé par deux grammes d'eau distillée de laurier-cerise, et coloré par un peu de cochenille, ce qui constitue une combinaison d'une innocuité parfaite, mais non dépourvue de certaines propriétés hygiéniques, c'est-à-dire conservatrices de la santé, qui ont pu être indiquées dans des prospectus et sur des étiquettes, comme on y signale les vertus du sirop BRIANT et du chocolat, sans violation des règles éternelles de la loyauté et de la morale.

« Un dernier mot encore. — Le décret des 3 Mai-21 Juin 1850, dicté par la pensée, ainsi que l'indique le préambule, qu'il importe à la thérapeutique de faciliter l'usage de remèdes nouveaux dont l'utilité aurait été régulièrement reconnue, permet aux pharmaciens de vendre librement, en attendant que la recette en soit insérée dans une nouvelle édition du *Codex*, les remèdes qui auront été reconnus nouveaux et utiles par l'Académie de Médecine ; mais si, parmi ceux qui lui sont fréquemment soumis, plusieurs lui paraissent utiles, aucuns ne lui paraissent nouveaux... ; à l'exception peut-être du biscuit du D^r OLIVIER, acheté, dit-on, par le Gouvernement, qui le paiera, quand l'état des fonds affectés à ce

service le permettra... Ainsi, il est permis de penser, sans témérité, qu'il y a, en ce qui concerne la législation pharmaceutique, quelque chose à faire, suivant une expression qui nous reporte à d'autres temps.

« En attendant, appliquons les lois sur la matière qui nous occupe, en nous efforçant de concilier leur texte et leur esprit. Peut-être parviendrons-nous à empêcher de se reproduire cette anomalie qui fait qu'à un moment donné on saisit, dans une ville de second ou de troisième ordre, le sirop de FLOX, vraiment salulaire pour les poitrines délicates, et d'autres compositions non moins irréprochables à d'autres titres, tandis qu'à Paris, à Bordeaux, à Lyon, à Rouen, à Dijon, on les laisse librement circuler. Ce sera ainsi que, dans notre modeste sphère, nous agirons comme tous les gouvernements qui, pour me servir des expressions de CARRET, dans son rapport sur la loi du 21 germinal an XI, ont étendu leur sollicitude sur la pharmacie, cette profession qui intéresse si essentiellement la santé et la vie des hommes. »

Pendant plus d'un demi-siècle, les tribunaux ne feront guère autre chose qu'appliquer les principes posés par l'arrêt de la Cour de Metz de 1857 et si savamment commentés par le conseiller GRAND. Vingt, cent décisions judiciaires rappelleront qu'aucune publication, soit dans un recueil de médecine, soit dans un formulaire de pharmacie, soit même dans un recueil officiel, tel que le recueil des brevets expirés qu'édite le gouvernement (1), qu'aucune notoriété, fût-elle acquise *urbi et orbi*, qu'aucune divulgation, fût-elle réalisée par l'énonciation explicite de la composition donnée sur l'étiquette du produit lui-même, fût-elle obtenue par l'insertion du produit dans une Pharmacopée étrangère (2), qu'aucune publication donc, de quelque nature qu'elle puisse être, ne peut équivaloir à l'accomplissement des formalités prescrites par les décrets de 1810 et de 1850. Tout remède qui ne répond pas à leurs exigences est réputé remède secret, fût-il le plus connu du monde, et sa délivrance, plus encore sa préparation à l'avance sont prohibées. Il n'importe pas que cette préparation soit délicate et nécessite de longues manipulations, et que le produit, ainsi préparé à l'avance, ne soit strictement déli-

(1) Arrêt de la Cour de Cassation, 19 novembre 1840, *Sirey*, 1841-1-605.

(2) Ainsi jugé à propos des pilules MORRISON, Cour d'Appel de Paris, 30 novembre 1876 (*Gazette des Tribunaux*, 4 janvier 1877).

vré que sur prescription médicale (1). Bien plus, pour une personne possédant les deux diplômes de médecin et de pharmacien, le fait de détenir chez elle des médicaments spécialisés, tout en ne constituant pas à lui seul l'infraction prévue par l'article 32 de la loi de Germinal, est délictueux s'il est

(1) Ainsi jugé à propos des Pilules de Pepsine Hogg. Tribunal correctionnel de la Seine, 12 mars 1862, confirmé par Cour d'Appel de Paris, 4 juillet 1862 :

Le sieur Hogg, pharmacien, avait été condamné; le 16 août 1861, pour annonce et vente d'un remède secret de son invention, désigné sous le nom de pilules nutritives à la pepsine ; poursuivi pour le même fait, en 1862, il représentait une déclaration émanée d'un des docteurs les plus compétents de la Faculté, attestant « selon le désir qu'aurait exprimé le tribunal, que les pilules à la pepsine et au fer ou à l'iodure de fer constituent une préparation qu'il prescrivait souvent avec grand avantage, et qu'il faisait préparer par M. Hogg ; que l'exécution de la formule dont ce pharmacien a une grande expérience réclame un soin particulier, et des opérations longues et multipliées qui exigent beaucoup de temps, et ne permettraient pas de les livrer au moment même où le médecin les prescrit, et où, par conséquent, le malade doit en faire usage, si elles n'étaient préparées à quelques jours de distance ». Cependant, le 12 mars 1862, le tribunal correctionnel statua en ces termes : « Attendu qu'il a été saisi au domicile de Hogg trois préparations désignées sous les noms de : 1° pilules à la pepsine pure ; 2° pilules à la pepsine au fer réduit par l'hydrogène ; 3° pilules de pepsine au proto-iodure ferreux inaltérable, et que ces préparations ont été en outre annoncées par des prospectus ; — attendu, en droit, que l'on doit comprendre sous la dénomination de remèdes secrets les préparations pharmaceutiques qui ne sont ni conformes au *Code*..., ni édictées, ni rendues publiques par le gouvernement, conformément au décret du 18 août 1810 et à celui du 3 mai 1850, ni composées pour chaque cas particulier, sur la prescription du médecin ; que Hogg prétend que ces pilules, dites à la pepsine pure, n'étant autre chose que de la pepsine, ne sauraient être considérées comme une préparation pharmaceutique ; qu'à l'égard des pilules au fer réduit, et de celles au proto-iodure ferreux, il ne les délivre que sur une ordonnance de médecin ; que s'il en a été trouvé chez lui, c'est parce que leur préparation, pour être faite avec soin, exige un laps de temps tel que ces pilules ne pourraient être utilement employées lorsque le médecin juge à propos d'en faire usage, si elles n'étaient préparées à l'avance ; qu'il représente à l'appui de cette assertion plusieurs certificats de médecins ; — attendu, en ce qui concerne les pilules à la pepsine pure, qu'il résulte de leur analyse... qu'elles ne constituent pas un corps simple, mais qu'il entre dans leur préparation divers éléments dont la formule n'est pas au *Code* ; — attendu, relativement aux

établi que ces médicaments soient mis en vente ou vendus sans avoir au préalable été formulés dans une ordonnance magistrale, ainsi qu'il résulte *a contrario* d'un jugement du Tribunal Correctionnel de la Seine (10^e Chambre, 19 Mars 1908, *la Loi*, 22 Avril 1908) (1) : l'ordonnance magistrale doit

pilules au fer réduit et s'alliant au proto-iodure ferreux, qu'il importe pas qu'elles soient délivrées sur une ordonnance du médecin ; qu'elles ne sauraient être considérées comme des remèdes magistraux qu'autant qu'elles seraient composées sur une ordonnance préalable, et d'après une formule donnée pour chaque cas spécial et déterminé ; que si elles sont préparées à l'avance, et d'après une formule générale, elles tombent dans la catégorie des préparations officinales soumises aux prescriptions du *Code* ; que HOGG a commis le délit prévu et puni par les art. 32 et 36 de la loi de Germinal, la loi de Pluviôse an XIII, et l'arrêt de règlement du 23 Juillet 1748.....». Sur l'appel, ce jugement fut confirmé par la Cour de Paris le 4 Juillet 1862.

(1) LE TRIBUNAL :..... Attendu que NOBLET, docteur en médecine et pharmacien de seconde classe, est poursuivi pour infraction aux art. 32 et 36 de la loi du 21 Germinal an XI ; que diverses préparations ont été saisies en son domicile comme constituant des remèdes secrets, qu'il résulte d'un constat du commissaire de police VOLET assisté des professeurs GRIMBERT et LEBEAU que le prévenu occupe au second étage de l'immeuble situé au 49 de la rue Sainte-Anne, à Paris, un appartement dans lequel il donne des consultations et qui ne constitue pas une officine proprement dite ; que les médicaments trouvés chez lui sont préparés à l'avance et conditionnés sous forme de spécialités, qu'ils sont enfermés dans une vitrine placée dans le bureau du comptable et ne portent que des désignations conventionnelles ;

Attendu que la prévention ne signale aucun acte de publicité fait par NOBLET pour arriver à la vente de remèdes dont s'agit ;

Que le prévenu soutient qu'il ne les délivre à ses clients qu'après leur avoir donné une ordonnance que son titre de docteur en médecine l'autorise à formuler ; qu'il n'a pas été établi que NOBLET ait vendu des remèdes sans ordonnance ; que le témoin GRIMBERT a même dû reconnaître qu'il ignorait si le prévenu avait vendu des préparations semblables à celles qui ont été saisies chez lui ; que le fait par NOBLET d'avoir fabriqué un remède et de tenir conservé sans qu'il soit permis à tous de reconnaître qu'elle est sa composition, ne saurait à lui seul constituer un délit ; qu'il n'est pas établi que NOBLET, pharmacien, ait livré ou débité des préparations médicinales sans une prescription faite par un docteur en médecine ou qu'il ait vendu un remède secret ; qu'il n'est pas plus établi qu'il ait débité au poids médicinal ou distribué des drogues ou préparations médicamenteuses sur des théâtres, étalages ou places publiques, ou fait annoncer des remèdes secrets ; qu'en commerce, les délits prévus et punis par les art. 32 et 36 de la loi du 21 Germinal an XI, ne sont pas établis. »

intervenir avant que la préparation ne soit exécutée : il faut que la formule soit prescrite dans une ordonnance du médecin spéciale à un cas déterminé et exécutée strictement en vue de cette ordonnance.

En appliquant à la lettre ces principes déjà rigoureux, la jurisprudence ne s'est pas contentée de déclarer remèdes secrets des préparations dont la formule était connue et publiée dans ses moindres détails, mettant ainsi la langue courant en une paradoxale opposition avec le jargon juridique et aboutissant, comme on le verra aux plus étranges conséquences de droit et de fait. Elle a, de plus, assujetti à l'interdiction de l'article 32 de la loi de Germinal le fait de mettre en vente ou de vendre des produits chimiques définis, figurant au *Codex*, mais délivrés directement au public sans ordonnance magistrale et en divisions préparées à l'avance et sous un nom privatif de propriété. C'est ce qui résulte de cet autre monument jurisprudentiel qu'est l'arrêt de la Cour de Cassation du 8 décembre 1906, relatif à une espèce fort curieuse, où toute la charpente du droit particulier de la spécialité pharmaceutique fut soumise à une révision générale, dont elle sortit consolidée et mieux assise que jamais.

Un pharmacien de Rouen, devant remettre, sur ordonnance médicale, des paquets d'urotropine à un malade et démuné de ce produit, en fait commande à un droguiste ; le droguiste se trompe dans son envoi, expédie de l'héroïne, toxique dangereux, que le pharmacien délivre tel quel à la division prescrite ; le malade meurt. Le pharmacien, innocent selon l'équité d'une faute tout entière imputable au droguiste, est cependant recherché et traduit en police correctionnelle : il est acquitté au premier comme au second degré. Mais le parquet se montre impitoyable, et après avoir fait sur le premier acquittement appel « a minima », se pourvoit en Cassation sur le second et fait état dans son recours de l'interdiction du remède secret posée par l'article 32 de la loi de Germinal, interprétant ainsi à grief le fait pour le pharmacien d'avoir vendu, sous son nom privatif de propriété, même sur ordonnance médicale, une préparation non inscrite au *Codex* et non achetée ni

publiée par le gouvernement. L'arrêt de la Cour de Cassation (8 décembre 1906) est ainsi conçu :

LA COUR. — Sur le moyen unique pris de la violation de l'art. 32 de la loi du 21 Germinal an XI, qui interdit aux pharmaciens de vendre aucun remède secret, et de l'art. 319 Code Pénal :

Vu lesdits articles :

Attendu qu'il résulte des constatations du jugement dont les motifs sont adoptés par l'arrêt attaqué (Rouen, 10 mars 1906) et dudit arrêt, que GOSSET, pharmacien à Pont-Audemer, ayant été chargé d'exécuter l'ordonnance d'un médecin, prescrivant pour le sieur HERSENT l'emploi de dix paquets d'urotropine, à la dose de 1 gramme 50 centigrammes chaque, et n'ayant pas ce produit dans son officine, s'est adressé à Paris, à la « Pharmacie Centrale de France », dont BUCHET est le directeur, qui lui a expédié un flacon portant une étiquette exactement conforme à sa commande, et qui paraissait contenir de l'urotropine ; que GOSSET s'est borné à débiter à son client les paquets renfermant, à la dose indiquée par l'ordonnance, le produit envoyé par la « Pharmacie Centrale », et que HERSENT est décédé à la suite de l'absorption du premier paquet, qui, au lieu de l'urotropine prescrite, contenait un toxique violent connu sous le nom d'héroïne, qui ne se distingue de l'urotropine par aucun signe apparent d'identité ;

Attendu qu'aux termes de l'art. 32 de la loi du 21 Germinal an XI, les pharmaciens ne peuvent vendre aucun remède secret ; que, d'une part, on doit comprendre sous cette dénomination toutes les préparations pharmaceutiques qui ne sont ni conformes aux formulaires ou *Codex* légalement rédigés et publiés, ni achetées et rendues publiques par le Gouvernement conformément au décret du 18 août 1810, ni publiées dans le *Bulletin de l'Académie de Médecine*, en conformité du décret du 3 mai 1850 ; que, d'autre part, l'interdiction de vendre des remèdes secrets s'applique également au cas où cette vente se ferait par ordonnance du médecin, lorsque cette ordonnance ne contient elle-même aucune formule, et renferme seulement la prescription d'un médicament non formulé au *Codex*, ou non publié par le Gouvernement ou le *Bulletin de l'Académie de Médecine*, ladite ordonnance ne pouvant, dans ce cas, donner à ce remède le caractère de remède magistral, puisqu'il n'a pas été préparé suivant une formule prescrite par le médecin.

Attendu que ces principes, édictés dans l'intérêt des malades, doivent recevoir leur application quelle que soit la nature du remède ordonné par le médecin, et sauf une dérogation spéciale résultant de la loi ;

Que, s'il est énoncé que l'urotropine est, ainsi que l'héroïne, un produit chimique, employé comme remède, ne comportant le libellé d'aucune formule médicale, et ne pouvant, même sur ordonnance, être utile-

ment préparé dans l'officine d'un pharmacien, il est constant que ce produit n'est inscrit ni dans le *Codex*, ni dans le *Bulletin de l'Académie de Médecine* ;

D'où il suit que la délivrance faite par le pharmacien GOSSET, dans les circonstances précitées, a constitué la vente d'un remède secret ;

Attendu, dès lors, qu'en prononçant le relaxe de GOSSET, l'arrêt attaqué a violé les dispositions de loi visées au moyen ;

PAR CES MOTIFS :

Casse et renvoie devant la Cour de Caen (1) ;

Cet arrêt avait été précédé du rapport de M. le conseiller ROULIER, qu'il n'est pas indifférent d'annexer à notre étude :

« Le sieur GOSSET, pharmacien à Pont-Audemer, est chargé d'exécuter pour le sieur HERSENT, son client, une ordonnance de médecin, ainsi conçue :

« Régime lacté absolu. Chaque matin, à jeun, prendre dans un verre « d'eau sucrée un paquet urotropine 1 gr. 50 ; en donner dix semblables. « Signé : OMONT. »

Le sieur GOSSET n'a pas d'urotropine dans sa pharmacie. Il s'adresse à Paris, à la « Pharmacie Centrale de France », dont le sieur BUCHET est le directeur, qui lui expédie un flacon portant une étiquette conforme à sa demande et contenant une substance blanchâtre qui paraît être de l'urotropine. Le sieur GOSSET se borne à débiter à son client les dix paquets renfermant, à la dose indiquée par l'ordonnance, le produit envoyé par la « Pharmacie Centrale », et le malade meurt empoisonné, à la suite de l'absorption du premier paquet, qui, au lieu de l'urotropine prescrite par le médecin, contient un toxique violent connu sous le nom d'héroïne, lequel ne se distingue de l'urotropine par aucun signe apparent d'identité.

Le sieur GOUZENNE, préposé au service des toxiques de la « Pharmacie Centrale », avait été chargé d'expédier, le même jour, 20 grammes d'héroïne à un pharmacien de Cholet et 45 grammes d'urotropine au sieur GOSSET. Après avoir pris deux étiquettes et écrit sur chacune d'elles la nature et le poids de chaque produit commandé, il les avait collées sur les flacons en plaçant l'étiquette urotropine sur le flacon qui contenait l'héroïne, et en étiquetant héroïne celui qui renfermait l'urotropine. Vous avez à statuer sur le pourvoi formé par le procureur

(1) Cour de Cassation, Ch. Crim. 8 décembre 1906. MM. BARD, président, ROULIER, rapporteur, LOMBARD, avocat général. *Dalloz*, 1907, 1, 113.

général de Rouen contre l'arrêt qui a prononcé l'acquittement du pharmacien GOSSET.

Il convient tout d'abord d'observer que ce pourvoi ne relève pas une violation de l'art. 319 Code Pénal relativement à des faits de maladresse, d'imprudence, d'inattention ou de négligence proprement dits qui auraient été commis par le sieur Gosset et mal interprétés par l'arrêt attaqué. La requête présentée à l'appui du pourvoi vise exclusivement une inobservation des règlements qui, suivant les termes du mémoire, est, dans l'espèce, l'élément constitutif du délit d'homicide par imprudence.

C'est donc à ce point de vue seulement d'une inobservation des règlements comme cause directe d'un homicide involontaire, que nous examinerons le pourvoi sur lequel vous êtes appelés à vous prononcer.

Quelle était la prévention ? Suivant les termes de l'ordonnance de renvoi, GOUZENNE et GOSSET étaient prévenus d'avoir : GOUZENNE, depuis moins de 3 ans, et GOSSET, le 12 Juillet 1905, par maladresse, imprudence, inattention, négligence ou inobservation des règlements, commis involontairement un homicide, ou d'en avoir été involontairement la cause, qualification conforme au texte de l'art. 319 Code Pénal ;

Le procureur général de Rouen soutient dans sa requête qu'en procédant comme il l'a fait, le pharmacien GOSSET n'a pas observé les prescriptions édictées par les lois et règlements sur la pharmacie, et le moyen de droit qui peut se dégager de cette requête et pris de la violation de l'art. 32 de la loi du 21 Germinal an XI, qui est ainsi conçu :

« Les pharmaciens ne pourront livrer et débiter des préparations « médicinales ou drogues composées quelconques que d'après la prescription qui en sera faite par les D^{rs} en médecine ou en chirurgie, « ou par des officiers de santé, et sur leur signature. Ils ne pourront « vendre aucun remède secret. Ils se conformeront, pour les préparations et compositions qu'ils devront exécuter et tenir dans leurs « officines, aux formules insérées et décrites dans les dispensaires ou « formulaires qui ont été rédigés ou qui le seront dans la suite par les « écoles de médecine... »

De ce texte il résulte que les remèdes qui peuvent être légalement débités par les pharmaciens se distinguent en deux catégories : les remèdes magistraux et les remèdes officinaux. Les remèdes magistraux sont ceux que le pharmacien prépare ou débite en vue d'un cas spécial, au moment de la prescription, et « après l'ordonnance du médecin. Les remèdes officinaux sont ceux qu'il tient tout préparés dans son officine, et qui doivent avoir été confectionnés suivant les formules indiquées par l'art. 32.

Les trois modes officiels de publication des remèdes que les pharmaciens peuvent ainsi préparer, vendre et débiter sont :

1^o) l'insertion au *Code* ;

2°) la publication par le gouvernement acquéreur d'un secret en conformité du décret du 18 Août 1810 ;

3°) la publication dans le *Bulletin de l'Académie de médecine* en conformité du décret du 3 Mai 1850.

Ceci dit, que faut-il entendre par remède secret ?

D'une façon générale, on peut qualifier de secret tout remède qui n'est pas conforme au *Codex* ou au *Bulletin de l'Académie de médecine*, ou qui n'a pas été spécialement préparé ou débité d'après une formule magistrale, c'est-à-dire d'après la formule contenue dans l'ordonnance d'un médecin.

S'agit-il d'un remède officinal ? Ce remède doit être considéré comme secret toutes les fois qu'il n'a pas été composé suivant une formule du *Codex* ou du *Bulletin de l'Académie* ; car le médecin ne peut procéder qu'en vue d'un cas déterminé, spécialement à un malade, et il n'a aucune qualité pour intervenir par mesure générale dans les questions qui touchent à la santé publique...

S'agit-il d'un remède magistral, c'est-à-dire prescrit par ordonnance de médecin ? Une première distinction devient nécessaire : si le *Codex* ou le *Bulletin de l'Académie* contiennent la formule du médicament, alors le médecin peut se borner, dans son ordonnance, à indiquer le nom du remède. Le pharmacien le composera suivant la formule officielle et procédera régulièrement.

Dans le cas contraire, c'est-à-dire dans le cas où il s'agit d'un médicament nouveau, dû aux récents progrès de la science médicale et dont la formule ne se trouve ni dans le *Codex*, ni dans le *Bulletin* alors le médecin a le devoir strict d'en préciser la composition dans son ordonnance, et le pharmacien ne peut le délivrer qu'à cette condition sous peine de commettre une infraction aux dispositions de l'art. 32 de la loi de germinal an XI et, le cas échéant, d'engager gravement sa responsabilité.

« Un remède secret ne peut être vendu par un pharmacien, même sur « une ordonnance de médecin, si ce n'est comme remède magistral, « c'est-à-dire à la condition que le médecin, dans son ordonnance, « énonce les substances qui entrent dans la composition du remède et « les proportions dans lesquelles ces substances doivent être employées. « Le président de la *Société de médecine légale* a signalé, au nom de « cette société, l'abus qui consiste, de la part des médecins, à prescrire « des remèdes non formulés au *Codex*, en se bornant, par exemple, à « en désigner l'emploi par le nom de leur auteur. » (DALLOZ, jur. gén., V^o Médecine, n^o 219 ; *Supplément*, cod. v^o, n^o 149).

En résumé, un pharmacien ne doit délivrer un médicament que sur l'ordonnance d'un médecin ; et, pour le composer, il doit se conformer, soit à la formule du *Codex*, soit à la formule de l'ordonnance. Enfin, si

la formule ne s'en trouve ni dans le *Code*x, ni dans le *Bulletin de l'Académie de médecine*, ni dans l'ordonnance, il doit refuser d'exécuter ladite ordonnance.

Ces règles, essentielles à la protection de la santé publique, sont celles qui résultent de la loi de germinal an XI, et elles ont été, à maintes reprises, appliquées par votre jurisprudence, dont il nous suffira de rappeler les principales décisions.

C'est, d'abord, dans l'ordre chronologique, votre arrêt du 16 Nov. 1837 (Jur. Gén. v^o Médecins, n^o 219). Ce sont ensuite vos arrêts des 16 déc. 1857 (Bull. crim., p. 455) ; 11 nov. 1842 (Jur. Gén., v^o cit., n^o 204) ; 12 juin 1852 (D. P. 52.5.36) ; 17 août 1867 (D. P. 68.1.44) ; 28 mars 1873 (D. P. 73.1.174), qui définissent ce qu'on doit entendre par remède secret. Ce sont aussi vos arrêts des 22 janvier 1842 (Jur. Gén., v^o cit., n^o 203) ; 6 août 1842 (Jur. Gén., v^o cit., n^o 211) ; 26 juillet 1873 (D. P. 73.1.493) qui donnent des exemples de remèdes secrets.... Nous avons enfin le devoir de vous rappeler votre arrêt du 19 nov. 1840 (Jur. Gén., v^o cit., n^o 204), qui, rapproché de l'arrêt précité du 16 nov. 1837, juge le principe alors appliqué au sirop dit « de JOHNSON. »

L'ordonnance de médecin qui ne contient aucune formule et renferme seulement la prescription d'un remède non formulé au *Code*x ne peut donner à ce remède le caractère de remède magistral, puisqu'il n'est pas préparé suivant une formule prescrite par le médecin.

C'est donc à tort, et contrairement à votre jurisprudence, que le jugement dont les motifs sont adoptés par l'arrêt, semble affirmer qu'un remède secret n'est pas susceptible de faire l'objet d'une ordonnance de médecin. Quant à l'arrêt, il s'exprime à ce sujet dans des termes un peu équivoques en disant :

« que les prohibitions de la loi de l'an XI, sur les remèdes secrets, ne s'appliquent pas à la préparation et à la vente des remèdes magistraux, c'est-à-dire à ceux que les pharmaciens préparent et délivrent d'après une ordonnance de docteur en médecine prescrite pour l'usage d'un malade déterminé. » Si la Cour d'appel de Rouen a entendu dire par ces expressions « préparent d'après une ordonnance » que le pharmacien doit préparer le médicament suivant la formule contenue dans l'ordonnance, elle a jugé conformément à la loi. Si, au contraire, elle a cru, comme le tribunal correctionnel, que, du moment où il y a une ordonnance, quelle qu'en soit la forme ou la teneur, il ne peut jamais y avoir remède secret, alors elle a commis une erreur de droit et jugé contrairement à vos arrêts. Nous verrons ultérieurement ce qu'il faut penser de ce motif de l'arrêt appliqué à l'espèce en cause, c'est-à-dire à l'urotropine.

C'est à tort également que le jugement parle, non sans dédain, des formules anciennes du *Code*x, en leur opposant les progrès de la science moderne. Vos arrêts de 1840 et de 1842 ont déjà répondu à cet argument, aussi inexact que facile, en montrant que les règles, rigoureuses

mais nécessaires, de la loi de l'an XI ne mettent aucun obstacle au progrès de la science, puisqu'elles laissent une entière liberté à l'emploi de tout médicament nouveau sur l'ordonnance formulée par les docteurs en médecine et suivant la formule de cette ordonnance.

Enfin, l'arrêt conclut ainsi :

« Attendu que HERSENT n'a absorbé aucune partie d'urotropine ; qu'il « serait donc en tous cas impossible de rattacher, comme conséquence « de cause à effet, le décès du sieur HERSENT à la vente d'une certaine « quantité d'urotropine opérée par le prévenu ; Que le décès a eu pour « cause la faute imputable à GOUZENNE... »

Mais ce que le ministre public reproche précisément au pharmacien GOSSET, c'est de n'avoir pas livré de l'urotropine à HERSENT ; et, aux lieu et place de l'urotropine prescrite par l'ordonnance, d'avoir livré à ce malade une autre substance, l'héroïne, qui l'a empoisonné. Le raisonnement de la Cour, à ce point de vue, n'est que spécieux, et ne saurait être admis, puisque, à le prendre à la lettre, il aboutirait à dégager la responsabilité du pharmacien, par le motif que celui-ci a livré à son client un produit autre que celui qui était prescrit par l'ordonnance. Si, dans la circonstance, la responsabilité pénale de GOSSET doit être écartée, ce ne sera certainement pas pour cette raison ; ce sera parce qu'il n'aura commis, suivant la loi, aucune faute professionnelle, aucune imprudence, et notamment aucune inobservation des règlements sur la pharmacie.

De ce qui précède il résulte qu'en principe, et toutes les fois qu'il s'agit d'un médicament proprement dit, c'est-à-dire, suivant les termes de l'art. 32, d'une préparation médicinale ou d'une composition pharmaceutique, si la préparation ou la composition n'est formulée ni dans le *Code*, ni dans le *Bulletin de l'Académie de Médecine*, ni dans l'ordonnance remise au pharmacien, celui-ci doit refuser d'exécuter ladite ordonnance, ou plutôt demander au médecin la formule de la préparation ou de la composition par lui prescrite, c'est-à-dire de son médicament. C'est à cette conclusion nécessaire que conduisent l'observation de la loi et les documents de votre jurisprudence. Sinon, il y a contravention aux dispositions de l'art. 32 de la loi du 21 germ. an XI ; et, en cas de mort, le pharmacien est exposé à l'application des peines plus sévères de l'art. 319 c. pén. La responsabilité directe et personnelle du pharmacien à l'égard de son client, de celui qui lui a fait confiance, est, dans ce cas, un principe que vous avez toujours appliqué et que vous ne pourriez méconnaître sans qu'il en résultât les plus graves périls pour la santé publique. Et il est impossible d'admettre que cette responsabilité directe et personnelle, puisse, sous des prétextes plus ou moins plausibles, s'abriter et s'effacer derrière ce qu'on peut appeler des responsabilités de seconde main...

Mais, s'il en est ainsi dans le cas de médicaments proprement dits,

c'est-à-dire de remèdes composés, que le pharmacien à la responsabilité, et par conséquent le devoir, de préparer lui-même suivant les indications de l'ordonnance, que faut-il décider lorsqu'il s'agit d'une substance qui doit être considérée en pharmacie comme une sorte de « matière première » et que le pharmacien ne saurait lui-même préparer ? N'est-ce pas le cas de l'urotropine ? Et qu'est-ce donc que l'urotropine ?

L'ordonnance, nous l'avons dit, ne donnait, quant au remède prescrit, aucune autre indication que celle du nom sous lequel il est le plus généralement connu. L'urotropine ou hexaméthylène-amine est une préparation chimique provenant de l'action de l'ammoniaque sur le formol. Ce produit n'est pas considéré comme un toxique, à la différence de l'héroïne ou diacétyl morphine, qui provient de l'action de l'acide acétique sur la morphine. Aux termes de l'art. 3 de la loi du 5 juillet 1844, « ne sont pas susceptibles d'être brevetés les compositions pharmaceutiques ou remèdes de toutes espèces lesdits objets demeurant soumis aux lois et règlements spéciaux sur la matière, et notamment au décret du 18 Août 1850, relatif aux remèdes secrets. Il n'en est pas de même en Allemagne, où la législation reconnaît la brevetabilité des remèdes ; et tel est le cas de l'urotropine qui, sous ce nom, est un produit allemand ; comme l'héroïne. A titre de remède, ce produit chimique est récemment employé en thérapeutique, et, notamment, il ne se trouve pas indiqué dans la nomenclature des produits chimiques de TRILLAT, édition de 1894, ni dans le formulaire de BOUCHARDAT de la même année. L'urotropine est donc, en réalité, pour un pharmacien, une matière première qui peut, le cas échéant, lui servir à composer un médicament prescrit par un médecin, et dans la formation duquel celui-ci aurait fait entrer le produit en question ; mais, dans le cas où, comme dans l'espèce, le médecin a simplement ordonné l'urotropine, le seul devoir du pharmacien ne consiste-il pas à se procurer ce produit chez le fabricant, soit chez un intermédiaire qui, comme la Pharmacie Centrale, lui offre toutes les garanties ou, tout au moins, toutes les apparences de la sécurité, soit au point de vue de la quantité du produit, soit au point de vue de son identité. On n'aperçoit pas, en effet, quelle autre précaution pourrait prendre le pharmacien.

S'agit-il de la fabrication ?

Mais un pharmacien n'a ni l'outillage nécessaire, ni les connaissances scientifiques suffisantes à la fabrication d'un produit chimique, tel que l'urotropine, dont la préparation exige un temps très long et qui ne peut sortir que d'un laboratoire de chimie, où il peut être plus utilement préparé dans de grandes proportions, et ensuite plus utilement vérifié. La préparation qu'un pharmacien aurait la prétention de faire lui-même pourrait offrir les plus graves inconvénients.

S'agit-il de la vérification de la qualité, ou seulement de l'identité du produit qui lui est adressé par son vendeur ?

On peut alors examiner la question sous trois aspects différents la vue, la dégustation, les réactifs.

A la vue, l'urotropine est comme l'héroïne, de couleur blanche ; l'urotropine ressemble assez exactement à du sucre cristallisé qui serait très fin ; l'héroïne, à du sucre en poudre. Et l'urotropine, légèrement pilée dans un mortier, prend alors l'apparence du sucre en poudre, comme l'héroïne.

La dégustation ? Mais la loi n'oblige pas, et ne saurait obliger un pharmacien à goûter aux médicaments qu'il livre à sa clientèle.

Les réactifs ? Mais les réactions de l'urotropine sont très difficiles à trouver. Pas plus que pour la préparation de ce produit, un pharmacien n'est tenu de posséder soit les moyens matériels, soit les connaissances scientifiques qui sont nécessaires ; et l'arrêt attaqué le constate en déclarant « qu'il résulte de l'expertise et des extraits versés aux débats des « formulaires médicaux les plus récents, qu'aucun signe apparent « d'identité ne distingue l'héroïne de l'urotropine, en sorte que « l'examen visuel était suffisant pour signaler à GOSSET l'erreur qui « avait été commise, qu'une analyse chimique seule aurait pu révéler « la nature du produit reçu par GOSSET ; qu'on ne peut lui faire grief « de n'avoir pas reconnu à ce procédé de vérification, que les moyens « dont il disposait et l'urgence ne lui permettaient pas d'employer. »

Dans le même ordre d'idées, le jugement, dont les motifs sont adoptés par l'arrêt, avait déjà dit qu'il résultait du rapport de l'expert chimiste que l'urotropine présente peu de caractères d'identité et que beaucoup d'auteurs n'en indiquent aucun. Enfin, le procureur général reconnaît lui-même formellement dans sa requête que « l'urotropine est en réalité un produit chimique de fabrication difficile qu'aucun pharmacien ne peut confectionner dans son laboratoire. »

De l'ensemble de ces diverses constatations il résulte, croyons-nous, jusqu'à l'évidence, que le pharmacien Gosser était dans l'impossibilité matérielle — et on peut dire scientifique — soit de préparer l'urotropine prescrite par l'ordonnance, soit de vérifier le produit qui, sur sa demande, lui avait été adressé.

Dans un ordre d'idées analogue et à titre de comparaison, il nous sera permis d'ajouter qu'il existe aujourd'hui toute une catégorie de remèdes, inconnus en l'an XI, à la vérification desquels un pharmacien ne pourrait procéder sous peine de les détériorer et même de les détruire, et qu'il serait également dans l'impossibilité de préparer : nous voulons parler des virus atténués, sérums thérapeutiques, toxines modifiées et produits analogues pouvant servir à la prophylaxie et à la thérapeutique des maladies contagieuses, et des substances injectables d'origine organique non définies chimiquement, appliquées au traitement des affections aiguës ou chroniques, et qui jouent depuis quelques années un

rôle si bienfaisant dans la médecine. Le sérum, en effet, doit être employé dès que le flacon qui le contient est ouvert, autrement, il perd son efficacité. Une législation spéciale est intervenue en ce qui les concerne. C'est la loi du 25 Avril 1895 (D. P. 95.4.73), dont l'art. 1^{er} porte qu'ils ne pourront être débités qu'autant qu'ils auront été, au point de vue soit de la fabrication, soit de la provenance, l'objet d'une autorisation du gouvernement rendue après avis du comité consultatif d'hygiène publique de France et de l'Académie de médecine, et dont l'art. 2 est ainsi conçu :

« Ces produits sont délivrés au public par les pharmaciens, sur ordonnances médicales. Chaque bouteille ou récipient portera la marque du lieu d'origine et la date de sa fabrication. En cas d'urgence, les médecins sont autorisés à fournir à leur clientèle ces mêmes produits. »

« Quelques membres de la commission ont demandé, disait le rapporteur du projet de la loi devant la Chambre des députés, pourquoi on accordait au pharmacien le monopole de la vente de ces produits. Le pharmacien, a-t-on dit, est responsable dans l'exercice habituel de ses fonctions ; si un produit est impur, s'il est mal préparé, s'il occasionne des accidents, le pharmacien encourt une peine, et c'est en échange de cette responsabilité que la loi lui confère un privilège. Mais, en ce qui concerne le sérum et les produits analogues, le pharmacien les reçoit et les vend *sans pouvoir s'assurer de leur qualité*. Il n'est qu'entrepositaire, et alors pourquoi ne pas autoriser ce dépôt dans d'autres magasins ou établissements où le sérum serait plus facilement à la portée de tous ? Néanmoins, la commission a pensé qu'il fallait laisser au pharmacien le monopole de la vente au public ;

1^o) parce que c'est là que les malades ont l'habitude de s'approvisionner de médicaments ;

2^o) parce que, mis entre les mains de praticiens compétents, ces produits sont placés dans de meilleures conditions de garantie et de conservation ;

3^o) parce que cela facilite le contrôle et l'inspection ;

4^o) et enfin parce que si ces produits sont encore peu nombreux et faciles à distinguer, il est probable que, dans quelques années, il y aura une telle diversité de noms et d'espèces, qu'il faudra des connaissances spéciales pour en faire la vente sans craindre des erreurs. »

Telle est l'économie générale de la loi du 25 Avril 1895 qui punit des peines portées par l'art. 423 Code Pénal et par la loi du 27 Mars 1851, devenue la loi du 1^{er} Août 1905, ceux qui auront trompé sur la nature desdites substances qu'ils sauront être falsifiées ou corrompues et ceux qui auront trompé ou tenté de tromper sur la qualité des choses livrées. Mais il reste bien entendu que cette loi de 1895 ne vise que les virus atténués, sérums thérapeutiques, et autres produits analogues parmi

lesquels il est impossible de ranger scientifiquement les préparations chimiques telles que l'urotropine.

Dans ces circonstances, que faut-il conclure ?

En exposant la question des remèdes secrets, au cas d'ordonnance magistrale, nous avons dit qu'une première distinction était nécessaire ; que dans le cas où la formule du remède prescrit figurait soit au *Codex*, soit dans le *Bulletin de l'Académie de Médecine*, le médecin pouvait se borner à indiquer dans son ordonnance le nom sous lequel ce remède était connu ; mais que, dans le cas contraire, le médecin avait le devoir d'en préciser la composition, sous peine, par les pharmaciens qui ne la demanderaient pas, de contrevenir à l'art. 32 de la loi de l'an XI, qui leur interdit de vendre aucun remède secret. Cette solution, nous l'avons montré, est commandée par la loi et par votre jurisprudence.

Mais il convient, croyons-nous, de reconnaître qu'une seconde distinction s'impose dans le cas où le remède prescrit par l'ordonnance du médecin n'a pas, au sens de l'art. 32 précité, le caractère d'un médicament proprement dit et n'est pas une des ces préparations médicinales ou compositions pharmaceutiques dont la pilule, par exemple, est le type le plus caractéristique.

Cette distinction nous paraît d'une part, permise par les termes de l'art. 32, parce qu'il s'agit de remèdes qui ne rentrent pas dans les prévisions de la loi de l'an XI et, d'autre part, préparée, dans une certaine mesure, par les arrêts de votre jurisprudence qui laissent au médecin la liberté d'employer tout remède nouveau.

Et vous pourriez faire rentrer dans cette catégorie nouvelle qui serait celle des remèdes régulièrement prescrits par ordonnance sur la simple indication de leur nom, tous ceux qui ne comportent le libellé d'aucune formule pharmaceutique, — car le pharmacien ne peut pas demander au médecin une formule qui n'existe pas, — toutes ces préparations chimiques, urotropine, héroïne et autres, que la médecine emploie en vue du traitement des maladies à la suite et au fur et à mesure des plus récents progrès de la science, — tous les sérums dont le pharmacien ne saurait être rendu responsable en vertu même des dispositions précitées de la loi du 25 Avril 1895, — et enfin tout ce que nous réserve un avenir scientifique dont il est impossible de prévoir les évolutions et les résultats.

Ce serait un nouveau chapitre à ouvrir ; une nouvelle formule légale à trouver, soit sous une forme positive, soit peut être plutôt sous une forme négative, en décidant que tel ou tel remède ne rentre pas dans les prévisions de l'art. 32 de la loi de l'an XI, et que le pharmacien qui le délivre, sur ordonnance, ne peut contrevenir à la disposition de cette loi qui lui interdit la vente des remèdes secrets.

Mais il faudrait, dans tous les cas, que votre formule fût assez ferme pour marquer votre fidélité envers le passé, et assez élastique pour laisser

la porte largement ouverte aux découvertes de la science, pour assurer à la fois, dans la mesure du possible, la sécurité et l'intérêt des malades.

Si vous consentez à entrer dans cet ordre d'idées, il nous semble que vous continuerez ainsi, comme vos devanciers, à réaliser l'accord nécessaire de la science médicale avec la loi.

La solution contraire, celle que vous demande de consacrer le pourvoi du procureur général de Rouen, ne vous conduirait-elle pas à l'interdiction absolue ? Et ceci mérite réflexion.

Si, en effet, il est, au point de vue pratique, hors de toute contestation qu'un pharmacien est dans l'impossibilité matérielle de préparer, contrôler et vérifier l'urotropine, l'héroïne, qui à certaine dose est, elle aussi, un remède, ou tel autre produit nouveau qu'un médecin a prescrit en vue de la guérison d'un malade, le pharmacien va se trouver dans la nécessité de refuser l'exécution de l'ordonnance. Et le médecin lui-même ne va plus pouvoir prescrire un remède qu'il juge utile au traitement de la maladie de son client.

Il faut y prendre garde, et il est permis d'hésiter avant d'interdire par arrêt l'emploi d'un remède, autre qu'un sérum, d'un produit n'agissant pas à la manière des sérums et qui, sans figurer encore au *Code de médecine* ou dans le *Bulletin de l'Académie de médecine*, nous procurerait demain la guérison de telle ou telle maladie. Le malade choisit son médecin, et celui-ci est responsable de ce qu'il ordonne. Nous ne croyons pas pouvoir lui défendre l'essai d'un remède nouveau, en rendant impossible l'exécution de son ordonnance. Et c'est la rendre impossible que de faire peser sur le pharmacien une responsabilité légale dont les causes ne dépendent pas d'un fait qui lui soit personnellement imputable.

D'aucuns penseront peut-être que la loi de l'an XI a vieilli et qu'il la faut réformer. Il ne nous appartient pas de formuler d'appréciation à cet égard. Mais quelle est donc la loi nouvelle qui pourra prévoir les évolutions et les progrès de la science, au lendemain du jour où elle aura été promulguée ? La loi ne peut être ainsi faite et modifiée en vue de circonstances nouvelles, et cependant, il importe de chercher et de trouver les accommodements nécessaires : n'est-ce pas votre rôle, puisque c'est celui de la jurisprudence ? La Cour appréciera.

L'arrêt une fois rendu et dans un sens plus rigoureux que celui de l'honorable rapporteur fit grand bruit dans les milieux judiciaires ; nous n'en voulons pour preuve que les commentaires suivants, dûs à l'éminent magistrat qu'est M. Albert LEGRIS (depuis avocat général à la Cour de Cassation) :

La question sur laquelle la Cour de Cassation s'est prononcée par l'arrêt recueilli ne laissait pas d'être fort délicate. Un médecin prescrit, dans une ordonnance délivrée à un malade, l'emploi d'un produit dont

la thérapeutique fait usage depuis quelque temps, et qu'on dénomme l'urotropine. Bien que ce remède ne figure ni au *Code*x, ni au *Bulletin de l'Académie de Médecine*, le médecin s'abstient d'en formuler la composition. Le pharmacien, chargé d'exécuter l'ordonnance, s'en procure et le débite. Ce pharmacien a-t-il vendu un remède secret, et, par suite, a-t-il enfreint la défense légale ? Il est à remarquer d'abord qu'à supposer que l'urotropine soit un remède secret, le médecin ne pouvait, à aucun titre, être recherché, car ce qui est interdit, ce n'est point la prescriptions des remèdes secrets par les médecins, mais uniquement leur vente par les pharmaciens, « ils (les pharmaciens), dit l'art. 32 de la loi « de Germinal an XI, ne pourront vendre aucun remède secret. » Si les remèdes se distinguent en remèdes magistraux, c'est-à-dire composés et débités sur ordonnance médicale pour une malade désigné, et en remèdes officinaux, c'est-à-dire tenus tout préparés dans les officines pharmaceutiques (Jur. gén. v^o cit. n^o 203), cependant, le fait, par un médecin, d'avoir prescrit, dans une ordonnance, l'emploi d'un remède ne saurait nullement couvrir la faute commise par le pharmacien en le débitant, au cas où ni le *Code*x, ni le *Bulletin de l'Académie de Médecine* n'en mentionnent la constitution. Il est donc indispensable, quand il s'agit d'administrer un remède non rendu public, que le médecin énonce, dans son ordonnance, les substances constitutives de ce remède et les proportions dans lesquelles chacune d'elles doit entrer dans la préparation ; sans quoi, le pharmacien qui délivre le médicament enfreint la disposition prohibitive de l'art. 32 de la loi de l'an XI (v. en ce sens Jur. gén. v^o cit. n^o 219 ; Supplément, eod. v^o, n^o 149 ; Crim. 16 nov. 1837. Jur. gén. v^o et loc. cit.). Tels sont les principes qui s'imposent quand il s'agit pour le médecin de prescrire, et pour le pharmacien de délivrer un remède non rendu public.

Dans le cas particulier, le raisonnement qui a inspiré l'arrêt rapporté est celui-ci ; l'urotropine est employée en thérapeutique ; donc, elle est un remède ; néanmoins, sa constitution n'a pas été publiée suivant l'un des modes voulus par le décret du 18 Août 1810 ou le décret du 3 Mai 1850 ; donc, elle est, dans l'acceptation juridique du terme, un remède secret, et, ainsi, le devoir du pharmacien est de n'en pas délivrer sur une ordonnance qui ne précise pas sa composition. Effectivement, l'urotropine n'est pas décrite au dernier supplément du *Code*x (1895), et elle n'a pas davantage été publiée au *Bulletin de l'Académie de Médecine* ; cependant, elle est entrée dans l'usage courant. Sa formule (CH²) 6 AZ⁴ 6H²O) est bien connue. Dénommée ainsi *hexaméthylène-tétramine*, elle s'obtient par combinaison de l'aldéhyde formique et de l'ammoniaque ; elle est un spécifique apprécié pour le traitement des maladies de la vessie (CRINON, *Revue des Médicaments nouveaux*, 14^e édit., p. 164 et 187 ; BOCQUILLON-LIMOUSIN, *Formulaire des Médicaments nouveaux*, édit. de 1907, p. 297 ; GILBERT et YVON, *Formulaire pratique de Thérapeutique et de Pharmacologie*, 19^e édit. p. 319) ; elle est prescrite journellement par les médecins, sans que ceux-ci en détaillent la compo-

sition sur leurs ordonnances ; et, journallement, par conséquent, de par l'arrêt du 8 décembre 1906, les pharmaciens s'exposent à être traduits devant les tribunaux correctionnels. On aperçoit l'exceptionnelle gravité de la question.

Il est à remarquer, d'ailleurs, que non seulement l'urotropine n'a pas été décrite au *Bulletin de l'Académie*, mais encore que, depuis plus de 30 ans, aucun remède n'a été publié à ce recueil, bien que le décret du 3 Mai 1850 (D. P. 52.4.163) porte que les remèdes qui auront été reconnus nouveaux et utiles par l'Académie de Médecine et dont les formules, approuvées par le Gouvernement, conformément à l'avis de cette compagnie avante, auront été publiées dans son *Bulletin*, cesseront d'être considérée comme remèdes secrets, et pourront être, en conséquence, vendus librement par les pharmaciens, en attendant que la recette en soit insérée dans une nouvelle édition du *Codex*. Comment s'explique ce silence ? Peut-être l'Académie hésite-t-elle à couvrir aucun remède nouveau de la consécration officielle de son approbation. Peut être aussi les inventeurs tiennent-ils à conserver le bénéfice de leur découverte, ce que la publication au *Bulletin de l'Académie* rend impossible, puisque les découvertes pharmaceutiques ne sont pas susceptibles d'être brevetées (L. 5 Juillet 1844, art. 3 ; Jur. gén. v^o Brevet d'invention, n^o 85 et suiv. ; Supplément, eod. v^o, n^o 77 et suiv. ; POUJLET, *Traité théorique et pratique des brevets d'invention*, 4^e édit., n^o 73 et suiv. ; note sous Nîmes, 21 nov. 1904, D. P. 1905.2.474, col. 1). Mais, alors, les inventeurs courent le risque, s'ils font commerce de leur découverte, d'être poursuivis pour vente de remède secret. Quoi qu'il en soit, en fait, le seul mode de publication des remèdes nouveaux actuellement en vigueur est la description aux nouvelles éditions ou suppléments du *Codex*. Or, ces éditions ou ces suppléments ne paraissant qu'à des intervalles éloignés (a), les pharmaciens ne pourraient plus délivrer, dans ces intervalles de temps, des remèdes nouveaux non publiés officiellement, et devraient refuser l'exécution des ordonnances médicales où leur composition n'est pas formulés.

Nous ne pensons pas qu'il faille souscrire à une argumentation aussi rigoureuse et aussi absolue. Elle barre la route aux progrès de la science médicale, et surtout elle repose sur une interprétation, à nos yeux, trop étroite de l'art. 32 de la loi de l'an XI et des décrets du 18 Août 1810 et 3 Mai 1850. Une distinction est nécessaire. En interdisant la vente des remèdes secrets, ces taxes ont entendu viser, non pas la vente des substances simples, des produits chimiques définis, des matières premières, mais le débit des médicaments *composés*, c'est-à-dire ceux qu'on appelle, dans le langage pharmacologique, des *préparations*. Le médecin a le droit de prescrire, sous sa responsabilité, toutes les substances qu'il croit utile d'administrer à ses malades. S'il s'agit d'un remède officinal, il le prescrit généralement sous la dénomination inscrite au *Codex*. Quand il s'agit d'un remède magistral, deux cas peuvent se présenter. Le remède est-il un *mélange* de plusieurs médicaments ? Le médecin doit

en indiquer la formule sur son ordonnance ; s'il ne se conforme pas à cette exigence, s'il désigne le remède sous sa seule dénomination, sans en spécifier la composition et si, par ailleurs, ce remède n'a pas été l'objet de la publication imposée par les décrets de 1810 à 1850, le médicament constitue un remède secret que le pharmacien ne délivrerait qu'en manquant à la défense écrite dans l'art. 32 de la loi de l'an XI. Au contraire, le remède prescrit-il une substance simple, un produit chimique défini, constitué par un seul composant ? Le médecin n'est pas astreint à en libeller la formule, et il peut se contenter de l'ordonner sous sa dénomination usuelle ou sous un synonyme quelconque (Comp. Well, de l'*Exercice illégal de la Médecine et de la Pharmacie*, p. 215).

Aussi bien, cette manière de voir n'est pas en opposition avec la jurisprudence qui est celle de la Cour de Cassation en matière de vente de remèdes secrets (V. les arrêts cités au rapport de M. le Conseiller ROULLIER, p. 115, col. 1). En effet, tous les arrêts antérieurs de la Cour de Cassation relatifs à la vente des remèdes secrets visent le cas où les médicaments étaient des *compositions*, des préparations ou des formules de médicaments composés, et sont étrangers au cas de vente de substances simples.

Mais pourrait-on, à juste titre, trouver la preuve que les substances simples, les produits de composition définie sont soumis à la condition de publication quand ils sont employés en médecine, dans le fait que des substances, des produits de ce genre ont été décrits au *Code*x ? Pourrait-on dire, par exemple : le bromure de potassium, qui est une substance simple, a été publié au *Code*x ; l'antipyrine, qui l'est également, a été publiée, sous le nom d'analgésine, au supplément de 1895 ? Cette objection ne nous paraît pas convaincante. L'insertion de substances simples au *Code*x ne constitue, sous le rapport que nous occupons, qu'une publication en quelque sorte surrogatoire, et qui n'est intervenue, quoique ces produits ne soient ni des *compositions*, ni des *préparations*, qu'en égard à la multiplicité de leurs applications thérapeutiques. Il existe actuellement un grand nombre de médicaments nouveaux constitués par des substances simples, tels que l'aspirine, le pyramidon, la phénacétine, la cryogénine, dont l'emploi est de tous les jours. Il est constant que les médecins ne les prescrivent que par leur nom. Si les pharmaciens se refusaient à les délivrer, en se retranchant derrière l'opinion adoptée par l'arrêt ci-dessus, quel trouble incalculable serait évidemment jeté dans la pratique médicale !

Nous sommes donc conduit à penser que la Cour de Cassation aurait dû juger que l'urotropine prescrite par le médecin est une substance

(a) Les éditions du *Code*x ont paru en 1816, 1837, 1866, 1884 ; un supplément a été publié en 1895 et une nouvelle édition est actuellement en préparation. (Note de l'article cité).

simple, un produit chimique défini, et que le pharmacien, dans l'impossibilité matérielle et scientifique où il se trouvait de la composer lui-même, n'avait, comme il l'a fait, qu'à se la procurer dans le commerce. Elle aurait dû poser la règle que le médecin n'est tenu de préciser la formule des médicaments portés sur son ordonnance que quand il s'agit de préparations *magistrales*, c'est-à-dire de *compositions*, puis décider spécialement que l'urotropine, substance simple, ne saurait être considérée comme une préparation magistrale, qu'ainsi le médecin avait la faculté de la prescrire sous sa simple désignation ; et que, par conséquent, enfin, le pharmacien qui la débitait ne se dérogeait pas aux principes que la jurisprudence antérieure a reconnus et strictement appliqués dans l'intérêt, si hautement précieux, de la santé publique, et elle n'élevait pas, devant les évolutions de la science, des difficultés que l'arrêt du 8 décembre 1906 ne permet qu'à trop redouter (1).

Cet autre commentaire, plus affirmatif encore, ne fait à l'arrêt de la Cour de Cassation aucun grief et, approuvant en droit pur son contenu, n'élève contre lui aucune des réserves précédentes, dictées, comme on l'a vu, par de puissantes considérations de fait :

« La doctrine de cet arrêt peut surprendre au premier examen en raison de ce qu'un médecin avait prescrit la spécialité livrée par le pharmacien et que la pratique constante est de prescrire des spécialités, mais il ne nous semble pas cependant que cet arrêt puisse être sujet à la moindre critique.

La loi de Germinal considère, en effet, comme remède secret, tout médicament qui ne figure pas au *Codex*, alors même qu'il serait un composé de diverses substances y figurant isolément et n'admet d'exception que pour ceux qui ne se différencient du *Codex* que par une légère modification dans le *modus faciendi*, dans l'excipient, l'adjuvant ou les substances élémentaires.

Echappent encore à la prohibition les remèdes dont la formule a été acquise et publiée par le gouvernement (décret de 1810) ou ceux dont la formule est publiée au *Bulletin de l'Académie de Médecine*, en attendant l'édition prochaine du *Codex*.

En dehors de ces trois catégories, tout est remède secret, à moins que le médecin n'ait formulé une ordonnance (remède magistral).

Pourrait-on dire que le médecin qui permet une spécialité la formule ?

Evidemment non, car si le médecin sait d'une manière approximative les éléments qui la composent, il en sait bien rarement les doses exactes :

(1) DALLOZ, 1907, I, 113.

ce n'est donc pas là, indiscutablement, un remède magistral, et l'arrêt ci-dessus applique exactement la loi.

Mais, autres questions : Si le médecin avait connu exactement la dose des substances qui entrent dans la spécialité et qu'il les ait toutes formulées dans son ordonnance, le remède perdrait-il sa qualification de remède secret ?

Pas de discussion, bien entendu, si le remède est « préparé » après l'arrivée de l'ordonnance à l'officine, mais ce ne sera jamais l'espère.

Nous pensons qu'il ne doit pas exister de difficulté non plus si le remède était préparé à l'avance.

Dans le second cas, selon nous, le médicament ne perdrait pas sa qualification de secret.

L'ordonnance doit être, en effet, le résultat du travail personnel du médecin ; il se peut qu'ayant reconnu les bons effets d'une formule enseignée par un de ses maîtres ou de ses confrères ou d'un pharmacien, son ordonnance ne soit pas une nouveauté, mais il doit au moins se l'assimiler et cette assimilation doit être préalable à la confection du remède.

Décider le contraire serait admettre qu'un remède qui était préparé et existait avec sa qualification de remède secret pourra perdre cette qualification par le simple fait de la volonté d'un tiers, ce qui est inadmissible.

Nous pensons donc que si sèvere que soit la théorie de cet arrêt, il la faut approuver entièrement (1).

L'arrêt de la Cour de Cassation, qui recevait en les termes précités l'approbation de la doctrine, reçut également celle de la juridiction de renvoi puisque la Cour d'Appel de Caen statua en ces termes le 31 mars 1907 :

LA COUR :

Statuant comme Cour de renvoi, en exécution de l'arrêt de la Cour de Cassation du 8 décembre 1906 ;

Attendu que, le 9 juillet 1905, le sieur HERSENT, ouvrier charpentier, âgé de 55 ans, domicilié à Saint-Germain-Village (Eure), reçut du D^r OMONT, médecin à Pont-Audemer, une ordonnance prescrivant l'emploi de dix paquets de chacun 1 gr. 5 d'urotropine, à prendre un chaque matin, dissous dans un verre d'eau ; qu'il chargea GOSSET, pharmacien à Pont-Audemer, d'exécuter l'ordonnance ; que GOSSET, n'ayant point d'urotropine dans son officine et n'en trouvant pas chez ses confrères de

(1) La Loi, 13-14 janvier 1907, publié par le *Bulletin de la Société de Prévoyance des Pharmaciens de la Seine*, 31 mars 1907.

la ville, s'adressa, le même jour, 10 juillet, à la « Pharmacie Centrale » à Paris ; que, toutefois, il ne commanda pas exactement de l'urotropine, qui est une spécialité pharmaceutique et qui se vend dans des flacons cachetés et scellés par les soins de l'inventeur, mais 45 grammes d'héxaméthylène-tétramine, qui est chimiquement le même produit que l'urotropine ;

Attendu que, le surlendemain, 11 juillet 1905, GOSSET reçut par la poste un flacon qui contenait, d'après l'étiquette, de l'héxaméthylène tétramine ; qu'il en prépara aussitôt dix paquets de 1 gr. 5 et les fit porter à HERSENT, qu'il constata que la Pharmacie Centrale ne lui avait expédié que 20 grammes au lieu de 45 ; qu'il réclama des 25 grammes de déficit, lesquels lui parvinrent, dans un second flacon, le 13 juillet ;

Attendu que le 12 juillet 1905, vers 6 heures du matin, HERSENT absorba un des dix paquets à lui remis ; qu'au bout de quelques instants, il se sentit défaillir ; qu'on dut le porter à sa chambre et le poser sur son lit ; qu'il entra bientôt en agonie, et, malgré les secours des D^{rs} O... et L..., mourut vers 11 h. 1/2 du matin ;

Attendu qu'il fut inhumé le 14 juillet, mais que, la mort ayant paru suspecte, l'autorité judiciaire fit procéder, le 18 juillet, à l'exhumation et à l'autopsie du cadavre, puis à l'analyse de certains organes, ainsi que des flacons et des paquets dont il a été parlé ci-dessus ;

Attendu que l'instruction a abouti au renvoi devant la juridiction correctionnelle :

1^o de Y..., employé de la pharmacie ;

2^o de GOSSET, pharmacien à Pont-Audemer, l'un et l'autre sous la prévention d'homicide involontaire ;

3^o de Z..., directeur de la pharmacie, comme civilement responsable de son employé Y...

Que, par jugement du 30 novembre 1905, le Tribunal de Pont-Audemer acquitte GOSSET et condamne Y... pour homicide, par inattention ou négligence, à 500 francs d'amende et aux dépens, sous la responsabilité civile de Z... ; que, sur appel du Procureur de la République et de Y..., la Cour de Rouen a, par arrêt du 10 mars 1906, confirmé la décision des premiers juges ;

Attendu que M. le Procureur général et Y... se sont pourvus en cassation contre ledit arrêt ; que Y... s'est ensuite désisté de son pourvoi ; que, par arrêt du 8 décembre 1906, la Cour de Cassation a donné acte du désistement, cassé la décision de relaxe rendue au profit de GOSSET et renvoyé la cause devant la Cour de Caen ;

Attendu que Y... et Z... appelés devant la Cour de céans, demandent leur mise hors de cause ; que l'arrêt de Rouen est, en effet, devenu définitif à leur encontre, qu'il convient de faire droit à leur demande, à laquelle, du reste, M. l'Avocat général ne s'oppose pas, qu'il n'y a lieu, dès lors, de statuer qu'à l'égard de GOSSET ;

Attendu qu'il est constant en fait et d'ailleurs non contesté qu'HERSENT est mort empoisonné ; qu'il avait absorbé, au lieu d'urotropine ou hexaméthylène-tétramine, un toxique connu sous le nom d'héroïne et qui est chimiquement le chlorhydrate de diacétylmorphine, toxique violent, qui se dose au milligramme et qui, au-delà de 2 centigrammes, entraîne fatalement la mort ;

Attendu qu'il est également établi et reconnu que c'est Y..., employé de la Pharmacie Centrale, qui, le 10 juillet 1905, après avoir versé dans deux flacons différents les 45 grammes d'hexaméthylène tétramine commandés par GOSSET, et 20 grammes de chlorhydrate de diacétylmorphine, commandés par un pharmacien de Cholet, a, par une déplorable méprise, collé les étiquettes de chaque produit sur le flacon de l'autre que, les deux produits ayant la même apparence, on s'explique que GOSSET ne se soit pas aperçu de l'erreur à réception ; mais qu'il a commis une faute en exécutant l'ordonnance du D^r O... telle qu'elle était formulée ;

Attendu, en effet, qu'aux termes de l'art. 32 de la loi du 21 Germinal an XI, les pharmaciens ne peuvent vendre aucun remède secret ; que l'urotropine ou hexaméthylène tétramine n'est pas un médicament composé d'après les formules officinales insérées au *Code*x, en conformité de la loi de Germinal an XI, ni d'après les formules publiées, soit par le Gouvernement en vertu du décret du 18 Août 1810, soit dans le *Bulletin de l'Académie de Médecine*, en vertu du décret du 3 Mai 1850 ; qu'elle constitue donc un remède secret, dont la vente est interdite, même aux pharmaciens ; qu'il en est, du reste, de même de l'héroïne ou chlorhydrate de diacétylmorphine ;

Attendu, il est vrai, que X... a délivré le médicament sur la prescription du docteur-médecin ; mais que, pour que la vente en fut licite à titre de remède magistral, il eût fallu que l'ordonnance énonçât les substances qui entrent dans sa composition et les proportions dans lesquelles elles doivent être employées ; que le D^r O... s'était borné à désigner l'urotropine par son nom, sans indiquer aucun des éléments qui la constituent ; que, par conséquence, son ordonnance n'avait pas le caractère magistral et qu'en l'exécutant GOSSET a contrevenu à l'art. 32 de la loi du 21 Germinal an XI ;

Attendu que c'est cette faute initiale de GOSSET qui a amené les conséquences qui ont suivi ; qu'ayant reçu, en qualité de pharmacien, la demande d'un médicament non réglementaire, il s'est, néanmoins, chargé de le fournir ; que c'est sous sa responsabilité qu'il s'est adressé à la pharmacie ; que c'est lui qui a préparé et remis à son client les paquets renfermant du poison ; qu'il a ainsi par inobservation des règlements, involontairement causé la mort d'HERSENT ;

Attendu, enfin, que si GOSSET n'a fait que se conformer aux usages reçus, cette circonstance ne saurait faire disparaître sa culpabilité ; qu'elle est, toutefois, de nature à l'atténuer ; qu'il est, d'ailleurs, l'objet

des meilleurs renseignements : qu'il convient, dans ces conditions, de modérer la peine dans une large mesure ;

PAR CES MOTIFS :

Met Y... et Z... hors de cause sans dépens ;

En ce qui concerne GOSSET, réforme le jugement rendu par le Tribunal de Pont-Audemer, le 30 novembre 1905 ;

Déclare GOSSET coupable d'avoir, en juillet 1905, à Saint-Germain-Village (Eure), par inobservation des règlements, causé involontairement la mort du sieur HERSENT ;

Le condamne à 25 francs d'amende (1).

A cinquante ans d'intervalle, la jurisprudence s'affirme donc constante, irréductible, définitive. Inattaquable en droit, basée sur les raisonnements juridiques les plus rigoureux, il ne servirait à rien, chaque fois que les tribunaux sont saisis, d'invoquer les amodiations d'une tolérance à laquelle la santé publique trouve son intérêt, mais que la loi ne peut sanctionner (2). C'est ainsi que dans les années qui vont de 1850 à

(1) Publié par le *Bulletin de la Société de Prévoyance des Pharmaciens de la Seine*, 31 mars 1907.

(2) Faut-il citer dans le sens de cette stricte interprétation le passage d'un rapport — qui ne fut pas publié en son temps — de professeurs à l'Ecole Supérieure de Pharmacie consultés sur ce sujet et se ralliant entièrement à des principes de rigide interdiction. La question suivante leur avait été posée.

« Les Poudres d'Organes du *Codex*, divisées arbitrairement en doses déterminées et présentées sous des formes d'administration aux malades, sans prescription médicale spéciale à un cas particulier, sont-elles des remèdes secrets ?

Réponse. — Les Poudres d'Organes du *Codex* sont des médicaments officinaux que le pharmacien doit détenir sous la seule forme prévue par le formulaire légal, c'est-à-dire sous la forme de *poudre en vrac*, telle qu'elle est obtenue en suivant la formule de préparation.

Le *Codex* n'a fixé, pour ces médicaments, aucune forme pharmaceutique d'administration aux malades qui comporte des *doses déterminées d'avance*. La réserve gardée à ce point de vue par le formulaire officiel s'explique assez par le fait que certaines poudres d'organes sont douées d'une activité physiologique qui en fait des remèdes dont le dosage doit être fixé par le médecin dans chaque cas particulier.

En conséquence, des formes pharmaceutiques d'administration aux malades, telles que pilules, etc..., comportant des *doses de Poudres d'Organes du Codex déterminées à l'avance et arbitrairement*, sans prescription médicale spéciale à un cas particulier, doivent être considérées comme des remèdes secrets.

1926, au hasard de poursuites où le glaive de justice n'était pas toujours brandi par des mains désintéressées, ou à l'occasion de contestations banales, mais où l'adversaire entendait se retrancher derrière l'exception commode de l'illicéité — commode ou avantageuse — bien des produits ont été frappés de l'anathème du remède secret.

Sans prétendre établir ici un martyrologe complet, citons du moins :

— la « Mixture brésilienne de Lepère », (Cour d'Appel de Paris, 24 décembre 1831).

L'arrêt s'exprime ainsi :

« Considérant qu'aux termes de l'art. 32 de la loi de Germinal, les
« pharmaciens ne peuvent tenir et débiter les préparations médicinales
« que conformément, soit aux prescriptions des médecins, soit aux
« formulaires rédigés par les écoles de médecine ; qu'en vertu du décret
« du 18 Août 1810, les permissions accordées aux inventeurs ou proprié-
« taires de remèdes dont ils avaient seuls la recette ont cessé d'avoir
« leur effet ; que le seul droit qui leur soit resté a été celui de céder au
« Gouvernement leurs recettes, après examen qui en serait fait par une
« commission spéciale ; que, de l'ensemble de cette législation, il résulte
« que les seuls remèdes reconnus par la loi sont : 1^o ceux composés
« d'après les prescriptions de médecins, chirurgiens ou officiers de
« santé ; 2^o ceux composés conformément au *Code* ou formulaires
« rédigés par les écoles de médecine ; 3^o ceux dont la recette a été achetée
« ou publiée par le Gouvernement ; que tous les remèdes en dehors de
« ces catégories, lors même que l'inventeur en aurait divulgué la compo-
« sition, sont des remèdes qui n'offrent aucune espèce de garantie de la
« santé publique, et sont par cela même réputés secrets ;... condamne (1)

— le « Sirop de pointes d'asperges de JOHNSON » (Cour de Cassation, 19 novembre 1840, publié par Sirey 41, 1, 605) :

« Attendu qu'un médicament nouveau ne perd pas le caractère de

(1) Si l'on rapproche cet arrêt de celui de la Cour de Metz rendu en 1857, on voit que le décret de 1850 a assez peu influé au fond sur la jurisprudence du remède secret ; il n'a fait qu'interposer l'autorité de l'Académie de Médecine entre les fabricants et le pouvoir central.

« remède secret parce que le pharmacien qui en est l'inventeur a obtenu
« un brevet d'invention, et qu'à l'expiration de ce brevet il a été publié
« par le Gouvernement dans les recueils des brevets expirés, avec la
« formule faisant connaître sa préparation, encore bien qu'avant
« d'accorder de semblables brevets, le ministre soit dans l'usage de
« consulter une commission spéciale, toutes ces circonstances ne pou-
« vant suppléer les garanties de publicité exigées par le décret du
« 18 août 1810, ni dispenser l'inventeur des formalités prescrites, s'il
« veut jouir des avantages accordés par le décret ; qu'il importe peu que
« le médicament ait été annoncé non seulement dans le recueil des
« brevets expirés, mais encore dans les recueils de médecine, et que les
« médecins en aient souvent prescrit l'usage en le désignant par le nom
« que lui a donné l'inventeur ; que cela ne suffit pas pour autoriser
« l'annonce du remède sous ce nom spécial, ni pour lui attribuer le
« caractère magistral. » (1).

— le « Sirop de GRIMAULT », sirop d'arséniate de fer et de soude
que GRIMAULT, pharmacien, soutenait détenir dans son armoire
aux poisons pour ne le délivrer que sur ordonnance médicale,
mais qu'il lui fallait préparer longtemps à l'avance, afin
d'éviter certains inconvénients de la médication arsenicale.

Le Tribunal de la Seine, jugeant correctionnellement (1), a
condamné GRIMAULT par son jugement du 16 février 1865,
publié par la *Gazette des Tribunaux*, au 18 février 1865 :

« Attendu qu'aux termes de l'art. 32 de la loi de Germinal, les phar-
maciens ne doivent tenir en leur officine que des médicaments conformes
« au *Codex*, ou n'en préparer que sur ordonnance spéciale du médecin ;
« qu'aucune préparation médicamenteuse placée en dehors de ces deux
« cas indiqués dans des termes impératifs et limitatifs ne doit être
« détenue par les pharmaciens, fût-ce même dans une armoire fermée à
« clef, ce qui, d'ailleurs, n'est pas établi ; qu'une ordonnance de méde-
« cin délivrée postérieurement à la fabrication et à la détention d'un
« médicament non inscrit au *Codex*, ne saurait légitimer après coup un
« fait originairement délictueux ; qu'il y aurait là un moyen trop facile
« d'éluder, pour toute espèce de médicaments non conformes au *Codex*,
« les sages prévisions de la loi ; qu'en résumé, l'ordonnance du médecin
« doit précéder et non suivre la préparation du médicament. »

(1) Nous ne citons ici cet arrêt que pour l'illustration de notre exposé
sur la conception jurisprudentielle du remède secret. Pour la question,
plus générale, de la brevetabilité du remède, voir pages 79 et 179.

(2) Comme dans les affaires citées précédemment.

— les « Dragées à l'extrait d'huile de foie de morue », le DEROQUE (Cour d'Appel de Paris, 17 janvier 1873, Cour de Cassation, 26 juillet 1873, publié par Sirey, 74, 1, 43) :

« LA COUR... Attendu que l'arrêt, ayant reconnu à l'huile de foie de morue le caractère de médicament, a été, par voie de conséquence, « pleinement autorisé à qualifier de remède secret une composition dont « ladite substance est l'un des éléments, et qui est préparée à l'aide « d'un procédé particulier, étranger aux indications des formulaires officiels, et non requis ni publié par le Gouvernement... »

« Rejette. »

— les « Pilules du D^r DEHAULT » — du D^r DEHAULT qui, pourvu des deux diplômes de pharmacien et de médecin, préparait d'avance lesdites pilules et ne pouvait, dès lors, fût-ce par une ordonnance subséquente, leur restituer leur caractère de remède magistral (jugement de la 8^e chambre du Tribunal de la Seine, sans date, publié par le *Journal de Chimie légale* 1855, page 93 (1).

— les produits « Potion rouge », « Potion bleue », « Pommade jaune », etc..., du D^r REY DE JOUGLAS, préparés par le pharmacien DUVAL (Tribunal de la Seine, 23 décembre 1854, confirmé par la Cour d'Appel de Paris, 6 mars 1855) :

« Attendu que Rey de Jouglas et Duval ont fabriqué, vendu et distribué « des préparations médicinales qui n'étaient ni inscrites au *Codex*, ni « le résultat d'ordonnances spéciales et particulières pour chaque malade « et chaque maladie ; que ces remèdes étaient, au contraire, préparés « d'avance d'après des formules générales inscrites sur le registre saisi et « formant un *Codex* particulier à l'usage des inculpés ; que ces préparations avaient tellement le caractère de généralité qu'elles avaient reçu « entre les inculpés des dénominations particulières et convenues comme : « potion rouge, potion bleue, pommade jaune, etc..., que ces préparations, ainsi faites d'avance en quantité considérable sur une simple indication renvoyant au registre *Codex* des inculpés, et n'étant ni le résultat « des préparations conformes au *Codex* légal, ni d'ordonnances spéciales « et régulières, constituent de véritables et nombreux remèdes secrets. »

(1) Il faut rapprocher de cette décision, celle rapportée plus haut (page 52) relative aux produits d'un sieur NOBLER, également bi diplômé, et auquel le même raisonnement a été appliqué en 1898.

— les « Pilules anti-névralgiques » du D^r CROSNIER (Tribunal de la Seine, 21 avril 1877, *Gazette des Tribunaux*, 25 avril 1877.) : les défenseurs prétendaient annoncer et vendre ces pilules depuis plus de seize ans sans avoir attiré de poursuites, soutenant qu'au surplus elles n'étaient qu'une amélioration des pilules de MÉGLIN, qui figurent au *Codex* ; cette amélioration consistait en une légère addition de poudre d'aloès, qui n'aurait joué qu'un rôle adjuvant, et de sulfate de quinine, en remplacement d'oxyde de zinc. Mais le Tribunal, par le jugement précité, a déclaré qu'il y avait là des modifications profondes, et non point un simple perfectionnement ; les « pilules antinévralgiques du D^r CROSNIER » doivent être considérées comme un médicament distinct des pilules de MÉGLIN et constituent par suite un remède secret.

— l' « Eau de l'Epicier », appelée aussi de « l'Echelle » ou « Eau de BRIDAULT » (Tribunal de la Seine, 10 mai 1844, Cour d'Appel de Paris, 23 novembre 1843, Tribunal de la Seine, 29 mai 1844). Il s'agit en l'espèce d'un collyre, où l'eau distillée d'iris remplaçait l'eau distillée de rose prescrite par le *Codex* ; le produit avait été spécialisé par un D^r PENNE, qui s'était associé avec un pharmacien et les droguistes CHAVANON et SALUCES ; tous ont été condamnés, à différentes reprises et, en particulier, ces derniers pour avoir annoncé en montre le produit.

-- le « Phénol Bobœuf » (Tribunal Correctionnel de la Seine, 23 avril 1874, confirmé par Cour d'Appel de Paris 24 juillet 1874, *Gazette des Tribunaux*, 29 août 1874) :

M. BOBŒUF, fabricant de produits chimiques et inventeur du « Phénol Bobœuf », était poursuivi : 1^o pour vente de médicaments, et 2^o pour annonces de remèdes secrets. Le tribunal déclara que cette composition ne constituait pas un médicament et que, par conséquent, M. BOBŒUF avait pu la débiter en gros ; mais il décida en même temps que l'annonce et la vente d'une préparation non inscrite au *Codex*, à laquelle on attribue des propriétés médicinales, constitue la vente et l'annonce d'un remède secret, quand même elle n'aurait aucun effet curatif : « Attendu, sur le premier chef de la prévention, que si l'acide phénique doit être rangé parmi les médicaments, la préparation de Bobœuf à laquelle il a donné le nom de Phénol Bobœuf résultant de la combinaison de l'acide phénique

et d'un sel de soude, ne présente cependant, à proprement parler, que des qualités antiniasmatiques, désinfectantes et antiputrides ; que son emploi semble être efficace comme préparation hygiénique et pour les usages domestiques, et qu'il est loin d'être démontré qu'il puisse être efficacement employé comme curatif en cas de maladie ; que dès lors il ne saurait être considéré comme médicament, alors même qu'il conserverait quelques propriétés de l'acide phénique, et qu'accidentellement il aurait pu être employé par quelques médecins ou malades ; que, par conséquent, BOBŒUF, qui le débite en gros, ne saurait être condamné comme ayant contrevenu aux lois sur la pharmacie, pour avoir, sans être pharmacien, vendu soit un remède composé, soit une drogue simple au poids médicinal, le renvoie de ce chef ; — attendu, sur le second chef de la prévention qu'il y a contravention à la loi qui prohibe la vente et l'annonce des remèdes secrets de la part de tout individu qui vend ou annonce des remèdes ou préparations qui ne sont ni des remèdes magistraux, ni des remèdes officinaux, selon la formule du *Codex*, ou non publiés conformément aux décrets de 1810 et de 1850 ; que la loi a voulu atteindre non seulement celui qui vend ou annonce des préparations médicamenteuses non comprises dans les catégories susindiquées, mais aussi celui qui vend ou annonce comme remèdes des préparations même ne présentant aucun effet curatif ; qu'en effet, dans l'un et l'autre cas, l'annonce et le débit comme remèdes, soit de compositions médicinales ou étrangères à la médecine, présentent un égal danger pour la santé publique ; qu'il suffit donc que la préparation annoncée comme remède ne rentre dans aucune catégorie des remèdes ci-dessus indiqués, pour que le fait d'annonce ou de vente soit délictueux ; qu'il est constant que la préparation de BOBŒUF n'a pas sa formule au *Codex*, et qu'elle n'a pas été publiée conformément au décret de 1850 ; qu'il est également constant que BOBŒUF, s'exagérant les effets de sa composition, a, dans des annonces, prospectus et réclames, non seulement proconisé son phénol comme désinfectant et pour les usages hygiéniques, mais qu'il l'a offert et vendu au public comme devant guérir une foule de maladies ; que, dans ces conditions, il s'est rendu coupable de la contravention prévue et punie par l'article 36 de la loi de Germinal et par le décret du 29 Pluviôse an XIII, le condamne à 25 francs d'amende. » (Tribunal de la Seine, 23 avril 1874). En appel, ce jugement a été confirmé purement et simplement (Paris, 24 juillet 1874 ; *Gazette des Tribunaux* du 29 août).

— I' « Elixir ou Eau de Snellieuc » préparée par un sieur CUEILLENS, qui lui avait donné son nom retourné et fut condamné, bien qu'il eût soutenu que ce n'était qu'un cosmétique, et non pas un remède :

« La Cour, considérant que CUEILLENS a débité au poids médicinal et « autrement une préparation médicamenteuse dite Eau de Snellieuc ; que « cette eau n'est pas, comme il le prétend, un cosmétique ; que, dans les

« annonces et affiches publiées par lui, il attribue lui-même à cette eau
« la propriété de guérir certaines maladies, et ne parle pas de son appli-
« cation aux usages de la toilette, ce qui constitue l'infraction prévue
« par l'article 36 et punie par la loi de pluviôse... (Arrêt de la Cour
« d'Appel de Paris, du 11 février 1852.

— la « Pierre Divine Sampso », dite aussi « Injection Infaillible » différente seulement par les proportions du collyre à la pierre divine du *Codex* et cependant condamnée (Seine, 7 mars 1862, *Gazette des Tribunaux*, 9 mars 1862).

— le « Thé Chambard », préparation annoncée par la voie des journaux comme purgative, dépurative et fortifiante, et présentée par son préparateur comme une simple modification du Thé Vulnérable Suisse et du Thé Saint-Germain, espèces inscrites au *Codex*. Il a été par surcroît plaidé que le Thé Chambard ne saurait constituer un remède secret, sa formule ayant été publiée dans divers ouvrages de médecine ou de pharmacie et ayant même été brevetée (1). La Cour de Cassation, par son arrêt en date du 17 août 1867, (Sirey 1868-1-232) a apprécié en ces termes :

« En ce qui touche le moyen pris de ce que le Thé Chambard ne saurait constituer un remède secret, soit parce qu'il a été publié dans des ouvrages de pharmacie pratique, et qu'il a été l'objet d'un brevet d'invention, soit parce que sa composition le rattacherait aux thés vulnérables purgatifs désignés au *Codex*, et qu'il ne diffère des remèdes insérés aux formulaires que par un mode de préparation sans influence sensible sur leurs qualités thérapeutiques : Attendu qu'il résulte des prospectus, étiquettes et boîtes saisies que le Thé Chambard a la prétention d'exercer une action directe et puissante sur le sang, la bile et les humeurs ; que le prévenu reconnaît qu'il ne le compose et ne le débite pas pour chaque cas particulier, sur l'ordonnance d'un médecin ; attendu que la loi entend par remèdes secrets toutes préparations pharmaceutiques qui ne sont pas conformes aux formulaires ou *Codex* légalement rédigés, ni achetées ou rendues publiques par le Gouvernement, suivant le décret du 28 Août 1810, ni autorisées dans les termes du décret du 3 Mai 1850 ; attendu que la publication dans des ouvrages de médecine, de pharmacie ou autres de la formule d'une préparation, en suffit pas pour autoriser à l'annoncer ou à la vendre sous une dénomination spé-

(1) Sur la brevetabilité d'un remède, cf. page 75 (note) et page 179.

ciala ; que ces principes ne font point obstacle aux progrès de la science puisqu'ils laissent une liberté entière à la discussion comme à l'emploi, sur ordonnance, de tous remèdes nouveaux, et que le décret du 3 Mai 1850 a pris soin d'enrichir la thérapeutique de ces remèdes, dès que l'utilité de leur usage a été régulièrement constatée ; attendu que l'obtention d'un brevet d'invention, toujours délivré sans garantie du gouvernement et formellement prohibé par la loi dans la matière dont s'agit, ne peut assurément équivaloir à l'accomplissement des formalités prescrites par les décrets précités et ne présente aucune des garanties exclusivement nécessaires pour autoriser l'introduction d'un remède nouveau dans les officines de pharmacie... ; rejette le pourvoi (Cass., 17 août 1867, *Dall.* 68.1.88 ; *Sir.* 68.1.232).

— les « Pilules anti-goutteuses de LARTIGUES », les Pilules, Poudre et Pastilles de BORIN-DUBUISSON », les « Pilules de MORISON », le Sirop de HARAMBURE », les « Pilules de DEHAULT », les « Pilules ou grains de vie de CLÉRAMBOURG », la « Poudre anti-nerveuse de P.M.M.D.M.P. », condamnés ou recondamnés par le célèbre arrêt de la Cour d'Appel de Dijon du 17 août 1853 (*Dalloz*, 53-11-196).

— la « Rénalgine », préparée par NORMAND, BROCHON et BOURGEOIS (Tribunal correctionnel de la Seine, 20 juin 1877). Dans cette affaire, les prévenus furent condamnés non seulement à l'amende, mais encore à des dommages-intérêts de principe envers des pharmaciens qui s'étaient portés parties civiles par l'organe de M^e BOGELOT père ;

— la « Solution Laroyenne », ainsi qu'il résulte d'un jugement du Tribunal de Commerce de la Seine (1) du 22 octobre 1877 (*Gazette du Palais*, 12 octobre 1877) qui mentionne la condamnation précédemment portée contre le fabricant par le Tribunal Correctionnel ;

— les « Dragées Blot », par un jugement du Tribunal Correctionnel de la Seine du 5 décembre 1886, qui apprécie en ces termes la prétention de leur inventeur que, sauf modification, leur formule figurait au *Codex* :

« Attendu qu'en admettant que certaines modifications à la composition des remèdes dont les formules sont insérées au *Codex* ou ont été

(1) Cf. plus loin, p. 159.

« approuvées par l'Académie de Médecine, conformément au décret du
« 3 mai 1850, peuvent ne pas être toujours considérées comme constituant
« des remèdes secrets, il faut que ces modifications n'apportent pas de
« changements considérables à la composition du remède et ne soient
« pas de nature à changer d'une manière sensible son mode d'action
« sur l'économie animale ;

« Attendu qu'il résulte de l'instruction et des débats que les pilules
« fabriquées par BLOR, qu'il vend et dont il annonce la vente sous le
« nom de « dragées Blot, toniques, dépuratives, au copahivate de fer
« et de magnésie », sont composées de copahu, cubèbe, magnésie,
« sesquioxyle de fer, aloès soccotrin, gomme gutte, azotate de potasse,
« camphre, sulfate d'alumine et de potasse, ratanhia, plus les matières
« neutres nécessaires pour constituer et colorer lesdites dragées ; que les
« quatre premiers de ces ingrédients font seuls partie de la formule
« analogue insérée au *Code*x sous le nom d'opiat de copahu ;

« que les autres ingrédients ont été ajoutés par BLOR soit d'après les
« formules publiées par les médecins ou pharmaciens, soit d'après l'opi-
« nion qu'il a pu se faire que tel ou tel d'entre eux faciliterait l'action
« curative du médicament principal ou annulerait les inconvénients que
« son administration peut entraîner ;

« que l'aloès et la gomme gutte sont classés parmi les purgatifs, que
« l'azotate de potasse est classé parmi les sédatifs, que le ratanhia est
« classé parmi les astringents ;

« que, dans ces circonstances, il est impossible de dire que les additions
« faites par BLOR sont des additions sans importance ne changeant rien
« d'essentiel dans la formule contenue au *Code*x ;

« qu'au contraire l'addition simultanée de purgatifs, de sédatifs et
« d'astringents peut avoir pour résultat de modifier d'une façon
« sensible l'action des ingrédients principaux sur l'économie animale ;
« que, dans ces circonstances, le produit fabriqué et vendu par BLOR
« constitue un remède secret et qu'en l'annonçant et le vendant, BLOR
« a contrevenu aux dispositions de l'article 36 de la loi du 21 Germinal
« an XI et de la loi du 29 Pluviôse an XIII.....

— le « Sirop Pectoral au miel de FINOT » par jugement du Tri-
bunal Correctionnel de Lyon du 14 décembre 1886, confirmé
par arrêt de la Cour d'Appel de Lyon du 7 février 1887 (*Le*
Droit, 25 septembre 1887).

— le « Rob Jacobi », par jugement du Tribunal Correctionnel de la Seine, 10^e Chambre, du 24 mars 1887, qui condamne le fabricant MORISSE tant à l'amende qu'à des dommages-intérêts envers la Société de Prévoyance des Pharmaciens de la Seine, partie civile par l'organe de M^e BOGELOT père :

« attendu qu'il résulte de l'instruction et des débats, et de l'aveu « même du prévenu, qu'il a été préparé, composé et mis en vente, et « annoncé par voie d'affiches, sous le nom de « Rob Jacobi Morisse », un « remède dont la formule ne se trouvant pas au *Codex* constitue un « remède secret ; qu'il prétend vainement que le « Rob Jacobi Morisse » « ne saurait être un remède secret, parce qu'il n'est que la réunion d'élé- « ments puisés dans différentes formules du *Codex* ; qu'il y a remède « secret toutes les fois que la préparation médicinale n'est pas faite con- « formément aux règles strictes du *Codex*, à moins qu'il ne s'agisse « d'une préparation résultant d'ordonnance pour un cas spécial, ou « d'une préparation approuvée par l'Académie de Médecine ;

« que FAURE dit MORISSE s'est donc rendu coupable du délit prévu et « puni par les articles 32 et 36 de la loi du 21 Germinal an XI, 1^{er} de la « loi du 29 Pluviôse an XIII, 24 de l'ordonnance du 8 Août 1816 et 6 de « la déclaration du Roi du 25 Avril 1777 ».....

— l' « Elatine », par arrêt de la Cour d'Appel de Paris, 4^e Chambre, du 3 mai 1888 (*La Loi*, 1^{er} juin 1888) :

« considérant que la formule de l'*Elatine* ne figure pas au *Codex* et n'a « jamais été publiée sous aucune forme....

— la « Nervine », par arrêt de la Cour d'Appel de Paris, 7^e Chambre, du 5 février 1889 (*La Loi*, 12 mars 1889) :

« considérant qu'il est constant que la formule de la Nervine ne figure « sous cette dénomination ni au *Codex*, ni dans aucun formulaire offi- « ciel ; que, dès lors, ce médicament doit être considéré comme un « remède secret...

— le « Chloral Bromuré », par jugement du Tribunal de Commerce de la Seine, du 20 mai 1889 (*La Loi*, 6 juin 1889) :

« Attendu que DURIEZ prétend que les deux éléments constitutifs du « chloral bromuré sont le sirop de chloral et le sirop d'écorces d'oranges « amères au bromure de potassium ; que ces deux éléments figurant au « *Codex*, et leur formule étant connue, leur association combinée par

« le Dr Dubois, dont il est le concessionnaire, ne saurait être considéré
« que comme un remède à la fois magistral, c'est-à-dire préparé sur
« l'ordonnance d'un médecin, et officinal, c'est-à-dire mis par son pro-
« priétaire, en sa qualité de pharmacien, à la disposition de sa clientèle ;
« qu'en conséquence il serait à tort qualifié de secret ;

« Mais attendu qu'aux termes des lois des 21 Germinal an XI et 25
« Prairial an XIII, des décrets des 18 Août 1810 et 3 Mai 1850, sont
« réputés remèdes secrets, les préparations pharmaceutiques qui ne
« peuvent être comprises dans aucune des catégories suivantes : 1^o celles
« dont la formule est inscrite au *Codex* ; 2^o celles composées sur prescrip-
« tions médicales ; 3^o celles achetées et rendues publiques par le gouver-
« nement ; 4^o celles dont la formule a été publiée dans le *Bulletin de*
« *l'Académie de Médecine* ;

« Attendu qu'il est constant que le chloral bromuré ne figure pas dans
« les deux catégories sus visées ; qu'il ne figure pas davantage dans la
« première ; que, si les deux éléments dont il paraît être composé sont
« cités séparément et chacun en particulier au *Codex*, il est incontestable
« que le produit nouveau formé par leur association n'y a point pris
« place, et que les proportions et les dosages suivant lesquels leurs prin-
« cipes actifs s'unissent et se combinent, n'y sont pas publiés ; qu'enfin,
« la formule même permettant d'obtenir ce produit nouveau est restée
« secrète et n'est pas révélée dans les conventions enregistrées inter-
« venues entre DURIEZ et le Docteur Dubois ;

« Attendu que le chloral bromuré ne peut pas non plus être compris
« dans la deuxième catégorie dite : des remèdes préparés sur les prescrip-
« tions d'un médecin et pour des cas déterminées ; qu'il est avéré que ce
« médicament est préparé d'avance, par quantités, sans ordonnance
« spéciale, et vendu à tout venant, sur simple demande ; qu'à tous
« égards donc, il convient de le considérer comme un remède secret...

— la « Liqueur Radam », par arrêt de la Cour d'Appel de
Paris du 12 février 1889 :

« Considérant qu'il résulte de l'instruction et des débats et qu'il n'est
« d'ailleurs pas contesté par le prévenu qu'en 1896, GUILLOU a annoncé
« par affiches imprimées, mis en vente et vendu sous la dénomination
« de Tueur de microbes Radam des préparations médicinales qu'il tenait
« dans son officine, préparées à l'avance ; que ces préparations ne sont
« pas conformes aux formulaires et *Codex* suivant le décret du
« 18 août 1810, ni autorisée dans les termes du décret du 3 mai 1850 et
« constituent dès lors des remèdes secrets ; considérant que GUILLOU
« allègue en vain qu'il n'opérait la vente que sur ordonnance du Docteur
« Y..., que, dans les circonstances et faits ci-dessus précités, l'interven-
« tion du médecin ne pouvait enlever à la préparation le caractère de

« remède secret et lui imprimer celui de remède magistral, puisque cette
« préparation existait en quantité à l'avance dans l'officine de GUILLON,
« et que l'ordonnance formulée en termes convenus entre le pharmacien
« et le médecin, était complètement inutile, facultative et sans effets
« juridiques, n'ayant d'autre objet que de faire fraude aux prescriptions
« générales de la loi... (1).

(1) En première instance, le Tribunal Correctionnel avait admis que l'ordonnance postérieure du médecin légitimait la délivrance du produit ; cette opinion libérale, qui n'eut d'ailleurs pas grandement facilité l'industrie de la spécialité pharmaceutique, n'a pas trouvé grâce devant la Cour qui a jugé selon la jurisprudence usuelle (cf. plus haut pp. 46 et 68) ;

« Attendu que GUILLON est poursuivi pour avoir contrevenu aux lois qui
« réglementent l'exercice de la pharmacie, en délivrant la préparation
« dite « Tueur de microbes Radam », sur la production d'une ordon-
« nance de médecin qui énonçait seulement ce remède, mais ne donnait
« pas le détail des éléments entrant dans sa composition ;

« que la prévention ne doit pas être retenue ;

« que la loi du 21 Germinal an XI, art. 32, exige bien que les pharma-
« ciens ne débitent de remèdes ou drogues composés que d'après la
« prescription qui en sera faite par les docteurs en médecine ou officiers
« de santé, mais qu'elle ne fixe point comment cette prescription doit
« être formulée ;

« que, sans doute, lorsqu'il s'agit d'un remède que le pharmacien
« préparera lui-même, il est nécessaire que l'ordonnance précise les
« drogues ou substances qui, en des doses déterminées, contribueront à
« le former ; qu'ainsi seulement le pharmacien est à l'abri de toute erreur
« et la santé publique se trouve sauvagée ;

« mais que semblable précaution devient inutile quand le remède prescrit
« est une spécialité que le pharmacien n'a pas à composer et qu'il ne
« fait, en réalité, que revendre, après l'avoir reçue, toute prête à l'inven-
« teur ;

« qu'en fait, la liqueur Radam est une spécialité dont la composition et
« la propriété étaient connues du médecin qui l'ordonnait et que ce
« médecin est d'ailleurs attaché à l'établissement Radam ;

« que, dès lors, ni ce médecin, en prescrivant par son nom seulement
« cette spécialité à ses malades, ni le pharmacien en la délivrant sur cette
« simple mais suffisante indication, n'ont contrevenu à la loi.

« Par ces motifs :

« Renvoie des fins de la poursuite sans dépens.

— La « Tisane Indienne », par jugement du Tribunal de Lombez du 31 janvier 1902 :

« attendu que GOURCET Raymond, pharmacien ayant son officine à
« Samatan, depuis moins de trois ans, sur le territoire de cette commune,
« dans tous les cas sur le territoire de l'arrondissement de Lombez, a,
« par des annonces, prospectus et bulletins imprimés, indiqué des
« remèdes secrets, mis en vente et offert au public, qu'il a désignés sous
« la dénomination de tisane indienne, élixir indien, émulsion suédoise
« du Dr DAVID ;

« attendu que ces diverses compositions auxquelles il a attribué de nom-
« breuses propriétés curatives, préparées d'avance, sans ordonnances
« spéciales de médecin, non inscrites au *Code*x ou publiées par le gouver-
« nement et n'étant comprise dans aucune des catégories admises soit
« dans les décrets du 23 Prairial an ., 18 Août 1810, 3 Mai 1850, soit
« dans les décisions prises par le pouvoir compétent, constituent des
« remèdes secrets ;

« attendu que la qualification de remède secret doit être attachée avec
« la conséquence pénale des lois qui régissent la pharmacie, dans les cas
« qu'elles prévoient, à toutes substances médicamenteuses qui n'ont pas
« été rendues licites par des ordonnances émanées de ceux qui ont reçu
« mandat légal de les délivrer ou qui n'ont pas été autorisées par les
« décisions sus-visées ;

« attendu que si des connaissances spéciales sont exigées du pharmacien
« comme garantie de l'exercice utile et éclairé de sa profession, il lui est
« néanmoins interdit, malgré la justification de leur acquisition, d'indi-
« quer et de mettre en vente les compositions médicamenteuses qu'il a
« inventées, ou le produit des découvertes faites par lui ou par d'autres
« avant qu'elles aient été vérifiées suivant les formalités prescrites, et
« que les qualités des substances employées, ainsi que les conditions
« techniques dans lesquelles elles ont été combinées ou préparées aient
« été appréciées et approuvées ; qu'il ne peut les soustraire à cet examen
« préalable et à l'admission officielle imposée dans l'intérêt général sans
« engager sa responsabilité et encourir la répression édictée par la loi ;
« attendu qu'il est établi que GOURCET a, dans les circonstances de temps
« et de lieu plus haut déterminées et notamment dans le courant des
« années 1901-1902, fait distribuer des imprimés indiquant des remèdes
« secrets, ainsi que leur mise en vente, que des annonces dans le même
« but ont été publiées dans le journal *Le Mémorial de Lombez* ;
« attendu que la preuve de ces faits a été fournie et reconnue par le
« prévenu, par les dépositions des témoins entendus à l'audience : que
« leurs déclarations ont été corroborées par les aveux de GOURCET...

— les « Pastilles Poncelet », par jugement du Tribunal de Lille du 15 juillet 1904 (*Gazette du Palais*, 1905-1-43) :

« attendu qu'il n'est pas contesté que les pastilles Poncelet, composées
« de goudron, ipéca, codéine et chlorate de potasse, et destinées, d'après
« leur auteur, à exercer une action thérapeutique sur l'organisme, cons-
« tituent un remède secret dont la vente est illicite...

— le « Sirop de Pagliano », par jugement du Tribunal de la Seine, du 23 mai 1905 :

« attendu... que la formule du sirop de Girolamo Pagliano, dont BRUNO
« est propriétaire, n'est pas inscrite au *Codex*, qu'elle ne figure pas au
« *Codex*, ni au *Bulletin de l'Académie de Médecine* ; que ce produit doit
« être considéré comme un remède secret...

— le « Cicatriciel Marx », par jugement du Tribunal de la Seine, du 11 avril 1905 (*La Loi*, 4-5 juin 1905) :

« attendu qu'il convient de remarquer que la formule réelle du produit
« en question est la suivante : alcool à 95° 100, térébenthine de Venise 3,
« teinture de cachou 5, essence de verveine.... ; que cette préparation
« n'est comprise ni parmi celles dont la formule est inscrite au *Codex*,
« ni parmi celles achetées et rendues publiques par le gouvernement, ni
« parmi celles dont la formule a été publiée dans le *Bulletin de l'Académie de Médecine* ; qu'en conséquence, aux termes des lois des
« 21 Germinal an XI et 25 Prairial an XIII, des décrets des 18 Août 1810
« et 3 Mai 1850, elle est réputée remède secret...

— la « Tisane Américaine des Shakers », par arrêt de la Cour d'Appel de Montpellier du 2 mars 1905 ;

— le « Chlorhydrate de Cocaïne Chaptal », et par le même arrêt dont il convient de souligner l'attendu suivant :

« attendu que quelque surannée que soit la loi du 21 Germinal an XI, le
« droit des intéressés de la mettre en mouvement n'en est pas moins
« certain ; que si l'article 32, qui sert de base aux poursuites, est peu en
« harmonie avec les conditions actuelles de l'exercice de la pharmacie,
« son application s'impose au juge, tant qu'une législation nouvelle
« n'est pas intervenue...

— le « Purificateur Nabonne », par un arrêt de la Cour d'Appel d'Agen du 19 novembre 1905, confirmant par adoption des motifs un jugement du Tribunal de Commerce d'Auch du 6 février 1905 :

« attendu que le demandeur prétend que le produit inventé par lui n'est
« d'abord pas un remède et qu'en second lieu la publicité qui lui a été
« donnée tant en France qu'à l'étranger, les nombreux certificats délivrés par les sommités médicales du monde entier, le dépôt de la
« marque au Tribunal de Commerce de Toulon enlève à ce produit tout
« caractère d'un remède secret ;

« Mais, attendu que sans entrer dans ces nombreuses considérations, il
« suffit au Tribunal d'observer : 1° que ce produit est bien qualifié du
« mot remède ou médicament, que l'on parle des traitements qu'il faut
« suivre avec ce remède, des guérisons obtenues, etc... ; que, par suite,
« il est impossible de lui donner une autre dénomination que celle de
« remède et que la distinction subtile imaginée par le demandeur entre
« les remèdes pour l'usage interne et l'usage externe, distinction
« d'ailleurs repoussée par la jurisprudence, ne saurait être accueillie par
« le Tribunal ; 2° que le produit de Nabonne est bien secret puisqu'il ne
« figure pas au *Codex des Pharmaciens* ; qu'il n'a pas été publié au
« *Bulletin officiel de l'Académie de Médecine* et qu'en outre il résulte
« des explications fournies au Tribunal que sa formule déposée en l'étude
« de M^e BARTHE, notaire à Auch, ne doit être communiquée à qui que ce
« soit, à moins de décès de NABONNE...

Cet arrêt fut déféré à la Cour de Cassation, devant laquelle fut posée à nouveau la question du remède secret. Le rapport de M. le Conseiller GILLET s'exprime en ces termes sur ce sujet :

« Le Purificateur Nabonne, dit le mémoire (1) ne présente pas les
« caractères d'un remède secret ; il n'est en fait qu'une simple potion
« hygiénique qui échappe aux prohibitions des lois relatives à la vente
« des remèdes secrets. Il importe peu que la qualification de remède lui
« ait été appliquée dans les prospectus et sur les étiquettes, contraire-

(1) Mémoire présenté devant la Cour par l'avocat. Rappelons que devant la Cour de Cassation la procédure est écrite et que les avocats présentent leurs plaidoiries sous forme de mémoires, auxquelles ils n'ajoutent que rarement des observations orales.

« ment à la réalité. Une expertise aurait suffi pour le démontrer, la
« Cour d'Agen n'a pas ordonné la mesure d'instruction sollicitée par le
« demandeur, elle n'a pas répondu dans son arrêt aux conclusions prises
« à cette fin en cause d'appel, sa décision tombe sous votre censure par
« application de la loi de 1810.

« Observation :

« Le produit inventé par NABONNE était destiné, d'après lui, à guérir les
« maladies des yeux. Les juges du fait ont déclaré qu'il constituait un
« remède, qu'il était qualifié remède ou médicament dans les prospectus
« et notices le désignant au public, avec indication des modes de traite-
« ment à suivre et mention des guérisons obtenues, ce qui contredit la
« version imaginée pour les besoins de la cause qu'il consistait en une
« simple lotion hygiénique.

« En constatant que ce produit constituait un remède secret, d'une
« part, parce qu'il ne figurait pas au *Codex* des pharmaciens et parce que
« d'autre part, il n'avait pas été publié au *Bulletin Officiel de l'Académie*
« *de Médecine* et qu'en outre sa formule déposée en l'étude du notaire
« BARTHE, à Auch, ne devait être communiquée à qui que ce soit, à
« moins du décès de NABONNE, les juges ont donné les motifs explicites
« et suffisants de leur appréciation et de leur décision.

« En vain le demandeur essaierait-il de se prévaloir de la publicité de
« son Purificateur en France et à l'Etranger, des certificats qui lui ont
« été décernés, du dépôt de la marque au Tribunal de Commerce de
« Toulon, ces circonstances extérieures n'enlèvent pas à son produit tout
« caractère d'un remède secret et sont inopérantes pour contredire les
« constatations, les appréciations des juges du fond exprimées dans
« l'arrêt dénoncé. Ces constatations déterminantes dispensaient la Cour
« de recourir à une expertise ; en visant et en appliquant les textes qui
« régissent la matière, lesquels sont précis et ne prêtent pas à la contro-
« verse, elle a déclaré implicitement que cette mesure était inutile pour
« la solution de la cause.

« Nous ne croyons pas que ce moyen soit fondé et nous vous proposons
« de le rejeter. »

L'arrêt de rejet ainsi sollicité fut rendu le 5 novembre 1906
par la Chambre des Requêtes (*Gazette du Palais*, 6-8 novembre
1906) :

« Attendu qu'il résulte des constatations de l'arrêt attaqué que le pro-
« duit dénommé par le demandeur Purificateur Nabonne constitue, en
« raison de sa nature, de son objet et de son mode d'emploi, un remède
« secret, non inscrit au *Codex* ou au *Bulletin Officiel de l'Académie de*
« *Médecine*, dont la vente est interdite par les lois qui régissent l'exercice
« de la Pharmacie...

« Attendu, d'autre part, qu'aucune disposition de la loi n'obligeait la

« Cour de recourir à une expertise préalable ; ... qu'elle a reconnu implicitement l'inutilité de cette mesure..., d'où il suit que l'arrêt attaqué, qui est suffisamment motivé, loin de violer les textes et les principes énoncés au pourvoi, en a fait une exacte application à la cause ;

Par ces motifs :

Rejette...

— la « Curatine Brunet », par un jugement du Tribunal de Commerce de Tours du 15 février 1907 (*La Loi*, 7 mars 1907) :

« Attendu qu'il convient tout d'abord de constater que le produit fabriqué par BRUNET et dénommé « Curatine » n'est ni inscrit au *Code*, ni publié, quant à sa formule, dans le *Bulletin Officiel de l'Académie de Médecine*, ni acheté par le gouvernement ; que, ne pouvant se classer dans aucune de ces trois catégories, ce produit doit aux termes des lois et décrets précités (21 Germinal an XI, 25 Prairial an XIII, 18 Août 1810 et 3 Mai 1850) être réputé juridiquement secret...

« Que BRUNET ne conteste pas que son produit ne peut rentrer dans aucune des catégories énumérées plus haut ; que, si les divers éléments constituant la « Curatine » figurent au *Code*, la formule exacte de ce produit n'a jamais reçu la publication du *Bulletin de l'Académie de Médecine*...

— l'« Urotropine », par l'arrêt de la Cour d'Appel de Caen du 7 mars 1907, rendu dans les conditions que nous avons exposées (1).

— la « Thyroïdine Bouty », par arrêt de la Cour d'Appel d'Orléans du 19 mars 1907, confirmant jugement du Tribunal Correctionnel d'Orléans du 12 novembre 1906 (*La Loi*, 3-4 avril 1907) :

« Attendu que BOUTY, pharmacien à Paris, a, en 1906, publié dans le journal *La Broderie Illustrée* des annonces imprimées indiquant la vente d'un remède secret sous le nom de Thyroïdine ;

« Attendu que sans qu'il soit nécessaire de rechercher quelle peut être l'influence de la Thyroïdine sur la santé de ceux qui en font usage, il suffit de constater que ce remède ne figure pas au *Code*, qu'il n'a pas

(1) Cf. plus haut, p. 54.

« été acheté et rendu public par le gouvernement suivant le décret du 18 Août 1810, ni autorisé dans les termes du décret du 3 Mai 1850 ;

« Qu'il constitue, dès lors, ce que Boutry ne méconnaît pas d'ailleurs, un remède secret dont l'annonce imprimée est prohibée par l'art. 36 de la loi du 21 Germinal an XI et punie par la loi du 29 Pluviôse an XIII d'une amende de 25 à 600 francs ;

« Attendu que la Thyroïdine est mise en vente sous forme de dragées et ne rentre pas, dès lors, dans la catégorie des sérums et substances injectables d'origine organique non définie chimiquement que Boutry a été autorisé à fabriquer et qui, d'ailleurs, ne peuvent, en termes de l'article 2 de la loi du 29 Avril 1895, être délivrés au public que par les pharmaciens sur ordonnances médicales... (1).

— l' « Elixir et les Confitures de Saint-Vincent-de-Paul », par jugement du Tribunal de Commerce de la Seine du 26 mai 1909 (devenu définitif par désistement d'appel) :

« Attendu que les produits dont s'agit ne sont point des produits alimentaires, qu'ils constituent un véritable remède préconisé pour la guérison des maladies et composé d'après une recette dont le secret aurait été donné aux filles de charité ;

« Que la formule de ce médicament n'est pas inscrite au *Codex*, qu'elle n'a point été publiée dans le *Bulletin de l'Académie de Médecine*...

— le « Traitement du Chartreux », par un arrêt de la Cour d'Appel de Paris du 4 août 1909 (*Gazette du Palais*, 11 décembre 1909).

— le « Végétol Fournier », par jugement du Tribunal de Commerce de la Seine du 13 mars 1913 (*La Loi*, 25 avril 1913) :

« Attendu que cette composition doit être rangée dans la catégorie des remèdes secrets, comme étant un médicament dont la formule n'a point été composée pour un cas déterminé par une personne ayant qualité pour ce faire, ou n'a point été achetée par le gouvernement, ou n'est point inscrite au *Codex*, ou bien enfin, n'a pas été publiée dans le *Bulletin Officiel de l'Académie de Médecine*...

(1) Sur la valeur de l'autorisation donnée en vertu de la loi de 1895 sur les termes comme « protection » contre l'article 31 de la loi de Germinal, Cf. plus loin, pp. 131, 138 et 140.

— les « Pilules Pink », par jugement du Tribunal Correctionnel de la Seine, 10^e Chambre, du 9 avril 1914 (*Gazette des Tribunaux*, 10 mai 1914) :

« Attendu qu'il est constant (1) que le produit incriminé dit Pilules « Pink est un remède secret, qu'en effet il ne figure pas au *Codex*, que « sa recette n'a été ni achetée par le gouvernement, ni insérée au *Bulletin de l'Académie* ;

« Qu'le fait par GABLIN, pharmacien, de vendre ce remède secret et « aussi d'en avoir fait l'annonce par des prospectus imprimés tombe « sous le coup des articles 32 et 36 de la loi du 21 Germinal an XI ; que « dès lors les réquisitions du ministère public tendant à l'application à « GABLIN de la loi pénale sont justifiées...

— I' « Arséno-Benzol BILLON », ainsi qu'il résulte d'un jugement du Tribunal de Commerce de la Seine du 7 Novembre 1921, confirmé par la Cour d'Appel de Paris du 24 Février 1923 (*Gazette des Tribunaux*, 13-14 Avril 1923) :

« Attendu que les Etablissements Poulenc, en leur dernières conclusions motivées, soutiennent et font plaider que l'arséno-benzol Billon, « objet du contrat litigieux, serait un remède secret ; qu'en conséquence, « le dit contrat serait entaché d'une nullité radicale, qui ne saurait être « couverte, la vente des remèdes secrets constituant aux termes de la loi « du 21 Germinal an XI, interprétée par celle du 29 Pluviôse an XIII, un « véritable délit ;

« Que pour résister à cette partie des conclusions des Etablissements « Poulenc, les demandeurs allèguent, tout d'abord, que la loi du 21 Germinal an XI ne serait plus en vigueur, ayant été implicitement abrogée par la loi de finances du 30 Décembre 1916 ; que cette dernière loi « ayant frappé d'un droit fiscal la vente des spécialités pharmaceutiques « dont la formule n'est pas publiée, il en ressortirait une perception de « droits ne pouvant légitimement s'effectuer à l'occasion d'un délit ; « que le législateur aurait entendu rendre libre désormais la vente de « tous les produits pharmaceutiques, qu'ils rentrent où non dans la « catégorie des remèdes secrets ;

« Mais attendu que donner à la loi de finances du 30 Décembre 1916 « une semblable portée serait se méprendre sur ses effets ; qu'elle n'a « eu purement et simplement pour but que de tâcher, devant les besoins « urgents de ressources nouvelles, d'atteindre une matière imposable et

(1) Il avait été ainsi jugé antérieurement à maintes reprises, notamment par le Tribunal de Lyon, 12 août 1904, *Rec. Gazette des Tribunaux*, 1905, 1^{er} Sem. 2 3.

« non encore frappée, qui par sa généralisation était susceptible de
« donner de féconds résultats ; qu'elle n'a pas eu de visées plus hautes
« et n'a même pas tenté d'apporter une modification quelconque à la
« loi, fort surannée d'ailleurs, sur l'exercice de la pharmacie dont la
« réforme est toujours sur le chantier ; qu'elle n'a fait que mettre en
« pratique un adage populaire sur le peu de cas qu'il faut faire de l'ori-
« gine des deniers ; qu'il serait ici malséant d'apprécier si en agissant de
« la sorte elle a été heureusement inspirée ;

« Attendu que, d'autre part, les demandeurs prétendent que l'arséno-
« benzol Billon, qui en fait ne paraît pas avoir satisfait aux exigences
« fiscales de la loi du 30 Décembre 1916, ne serait pas un produit phar-
« maceutique proprement dit, mais un produit spécial et une combi-
« naison propre ; que ce produit ne pourrait être considéré comme un
« remède secret même si on admettait, ce qui est le cas, que la loi du
« 21 Germinal an XI est toujours en vigueur et non encore abrogée ;

« Mais attendu que ces allégations sont sans portée ; que pour qu'un
« remède soit considéré comme remède secret, il faut et il suffit qu'il ne
« figure pas au *Codex*, ce que constate ce *Codex* lui-même dans son intro-
« duction, n'ait pas été acheté et rendu public par le gouvernement
« suivant le décret du 18 Août 1810 et enfin n'ait pas été autorisé dans
« les termes du décret du 3 Mai 1850 ; qu'il est constant que l'arséno-
« benzol Billon, produit pharmaceutique, vendu comme remède, n'a
« satisfait à aucune des exigences ci-dessus rappelées ; qu'il apparaît
« donc, sans conteste possible, comme un véritable remède secret, et ce
« sans avoir à examiner s'il est un produit spécial ayant une combi-
« naison propre (1) ;

(1) Nous reviendrons plus loin (cf. p. 121) sur la valeur du raisonnement cité quant à l'action de la loi de finances du 30 Décembre 1916 sur la notion de remède secret. Indiquons que, dans l'espèce, la Cour a déduit du fait que le produit était un remède secret, la conséquence que la convention était entachée de nullité, comme le Tribunal l'avait également décidé.

Mais, contrairement à une notable portion de la jurisprudence, ces décisions n'ont qu'un caractère relatif à cette nullité alors qu'en droit pur, il est difficile de ne pas lui donner un caractère absolu ; ces décisions ont recherché par suite dans la commune intention des parties les modalités à appliquer à la liquidation qui était demandée par les parties ; la nullité absolue aurait eu, au contraire, pour effet de faire considérer comme totalement inexistantes les conventions intervenues. La Cour de Cassation, saisie, vient d'ailleurs de casser l'arrêt de la Cour d'Appel de Paris et de rappeler sa doctrine, rigoureuse en fait, mais fortement motivée en droit. Dans le chapitre subséquent, où nous étudions les conséquences de la nullité du remède secret en matière de contrats, nous faisons à cet arrêt, le plus récent à ce jour, toute la place qui convient

Sur cet hommage de la fidélité contemporaine à l'esprit de Germinal, arrêtons notre énumération. Ce n'est pas un pilori : c'est un martyrologe. Encore qu'elle soit longue déjà et peut-être fastidieuse, la liste est fort incomplète. On pourrait y ajouter la foule des arrêts et des jugements auxquels renvoie, dans les journaux spéciaux, la science des arrêlistes. Il faudrait de plus rechercher, dans la poussière des greffes, les espèces qui n'ont pas connu le hasard glorieux de la publicité. Et dans les cabinets que recouvre le silence du secret professionnel, on recueillerait une riche moisson de notes et de souvenirs pareillement voués à la combinaison des textes de Germinal an XI, de Prairial an XIII, d'Août 1810 et de Mai 1850. Mais la patience d'un couvent de bénédictins se lasserait avant que soit dressé le catalogue des remèdes que la justice civile, consulaire ou correctionnelle a déclarés secrets. Pour non limitative qu'elle soit, nous croyons cependant que notre énonciation donne l'essentiel ; les textes que nous avons cités, soit pour leur valeur fondamentale, soit pour leur rédaction topique, soit encore pour leur révélation (due à d'affectueuses complaisances) suffisent à démontrer l'unité massive de la jurisprudence. Dans cette forêt d'attendus, le fabricant de spécialités pharmaceutiques s'est promené comme Gringoire dans le verger du Roi Louis, où chaque arbre soutenait un pendu ; il n'a guère trouvé de clairières, et moins encore d'issues pour échapper à la condamnation constante, inéluctable, automatique. Pourtant, il y a eu quelques fissures, par où certains ont pu gagner les larges horizons du libre commerce, celui qui connaît les règles du contrôle, mais ignore les rigueurs de la proscription, celui dont la loi régit l'existence, mais dont elle ne requiert par la condamnation capitale. L'histoire du remède secret, telle que les tribunaux l'écrivirent de 1850 à 1926, ne peut être retracée, même à larges touches, sans le rappel de quelques-unes de ces décisions exceptionnelles, dont le nombre a été restreint et n'a, en tous cas, permis que des dérogations d'espèce aux principes définitivement affirmés de ce droit particulier.

Dans la période qui va de 1810 à 1850, les fabricants invoquèrent parfois la validité survivante des autorisations accordées sous les régimes périmés. D'interminables procès eurent lieu, comme celui du Rob BOYVEAU-LAFFECTEUR, dont les propriétaires successifs ou simultanés épuisèrent tous les degrés et tous les ordres de juridiction pour aboutir à un arrêt de la Cour de Dijon, du 3 août 1866 (1), qui, statuant toutes chambres réunies sur renvoi de la Cour de Cassation (2), finit par refuser définitivement, peut-être sous l'influence du décret de 1850 intervenu sur les entrefaites, toute valeur aux brevets, lettres patentes et autres permissions, délivrés par le bon vouloir du Roi ou de ses lieutenants :

« considérant, quant à la formule, que le privilège accordé à LAFFECTEUR
« par lettres patentes du 12 septembre 1778, d'annoncer et de débiter
« publiquement un remède secret connu sous le nom de Rob^dépuratif
« végétal de BOYVEAU-LAFFECTEUR, à supposer qu'il n'ait pas été réduit
« et annulé par les déclarations et arrêts du Conseil antérieur à 1789, a
« certainement été mis à néant par les dispositions du décret du
« 18 août 1810 ; que, dans l'état actuel de la législation, l'invention d'une
« composition pharmaceutique nouvelle ne peut, à raison de sa nature
« et de sa destination, être l'objet d'un droit privatif indéfini dans sa
« durée comme le droit de propriété, puisque l'inventeur de ce remède
« ne peut ni le vendre, ni le faire vendre, ni s'opposer à ce que toute
« autre personne, en se conformant aux lois sur la pharmacie, ne confec-
« tionne un remède ayant les mêmes éléments en suivant la même
« formule ; que le seul privilège qui puisse appartenir à l'inventeur
« consiste dans la possibilité d'obtenir une indemnité du gouvernement
« en lui révélant un secret utile, que celui-ci pourrait acquérir et
« conserver dans l'intérêt de la santé publique ; mais que ce privilège
« qui est le seul que notre législation laisse à l'inventeur ne peut, dans
« le cas particulier, appartenir au successeur de LAFFECTEUR, puisque
« son remède est depuis longtemps entré dans le commerce et la circula-
« tion ; que les éléments qui le constituent, ainsi que le mode de leur

(1) Cité par BRIAND-CHAUDÉ, *loc. cit.* p. 846.

(2) Sur le Rob BOYVEAU-LAFFECTEUR, cf. arrêt de la Cour de Metz du 5 mars 1856 (qui admet la validité des lettres patentes du 12 septembre 1778), Tribunal de Commerce de la Seine du 22 mai 1856, confirmé par Cour d'Appel de Paris du 15 mai 1858, cassé par Cour de Cassation du 31 janvier 1860, jugé à nouveau par Cour d'Appel d'Orléans du 4 août 1860, cassé encore par Cour de Cassation du 30 décembre 1863, pour aboutir à l'arrêt de la Cour d'Appel de Dijon du 3 août 1866.

« préparation, sont depuis longtemps connus, et que leur formule
« résulte même des énonciations du *Codex* publié en 1818 ; qu'il ne
« reste donc aux héritiers GIRAudeau aucun droit de propriété, ni aucune
« espérance d'avantage éventuel pouvant leur résulter de l'invention ou
« de l'acquisition qu'ils ont faites de la formule du Rob qui porte le
« nom de BOYVEAU-LAFFECTEUR ; — considérant, quant au nom commercial
« qu'il reste à examiner si le nom lui-même est resté la propriété des
« héritiers GIRAudeau, de telle sorte qu'eux seuls puissent le donner aux
« produits qu'ils fabriquent ou font fabriquer ; — considérant, à cet
« égard, que le Rob antisymphilitique, ou végétal dépuratif, selon la
« formule de BOYVEAU-LAFFECTEUR, étant depuis longtemps tombé dans
« le domaine public, il en résulte que le nom et le droit de fabrication y
« sont nécessairement tombés, puisque, dans l'usage et par le fait même
« de l'inventeur, le remède n'est connu que par une désignation dont
« le nom du premier préparateur est devenu l'élément nécessaire, et
« avec laquelle le remède se confond désormais ; qu'il en est ainsi dans
« l'espèce, et que le nom de BOYVEAU-LAFFECTEUR est indispensable pour
« empêcher le public de se tromper sur la nature même des éléments
« qui composent le médicament ; qu'il est notamment établi que depuis
« l'an II jusqu'à nos jours, le Rob BOYVEAU a toujours été désigné sous
« la même dénomination ; qu'en indiquant clairement l'origine ou la
« provenance des produits, et l'individualité de la fabrication,
« CHARPENTIER et C^{ie} n'ont pu faire concurrence déloyale aux héritiers
« GIRAudeau de Saint-Gervais, puisqu'ils ont rédigé leurs annonces et
« étiquettes de manière à éviter toute confusion ; — dit que les appelants
« sont autorisés à se servir de la dénomination de Rob dépuratif végétal
« selon la formule de BOYVEAU-LAFFECTEUR, à charge par eux de rédiger
« constamment leurs annonces et étiquettes de manière à expliquer clai-
« rement l'origine du produit comme sortant de leur laboratoire et non
« de celui de GIRAudeau de Saint-Gervais. »

Même s'il avait pu être admis, l'argument fut resté fort exceptionnel et limité à des produits de plus en plus rares. Au fur et à mesure que le temps passa et qu'avec lui, les médicaments jadis réputés eurent sans doute cessé de guérir, on renonça à déterrer au prétoire les autorisations d'avant la Révolution. Lorsqu'après le décret de 1850, l'arrêt de la Cour d'Appel de Metz du 11 février 1857, auquel on ne saurait trop attacher d'importance, eut donné sa meilleure expression à la charte constitutive de la spécialité pharmaceutique, plus ou moins ébauchée dans des décisions antérieures, le fabricant se raccrocha plutôt aux possibilités que renferme ou rappelle cet arrêt : remède non secret parce que la formule s'en trouve

inscrite au *Codex*, remède non secret parce que sa formule est une amélioration apportée au *Codex*, remède non secret parce que son caractère n'est pas réellement médicamenteux. Désormais, nous retrouverons, tout au long de la jurisprudence : *l'assimilation au Codex, l'amélioration au Codex, le caractère médicamenteux accessoire*. Citons :

— l' « Elixir tonique antigulaireux du Docteur GUILLÉ » :

« parce qu'il n'est qu'un perfectionnement du remède nommé teinture
« du Jalap composé ou eau-de-vie allemande, dont la formule est inscrite
« au *Codex* sous le n° 327, qu'en donnant à ce remède perfectionné une
« désignation nouvelle qui met en relief ses propriétés, l'auteur de la
« préparation n'a fait que consacrer par cette désignation suivie de son
« nom la méthode inventée par lui pour améliorer la fabrication d'un
« remède connu (Cour d'Appel de Metz, 11 février 1857, P. 1857, 449).

— le « Sirop ferreux de DUSSOURD » :

« parce qu'il n'est rien autre chose qu'une combinaison de protoxyde
« de fer avec le sirop de sucre employé comme excipient ou véhicule ;
« que ce remède ayant pour base comme son nom l'indique suffisam-
« ment le protoxyde de fer, dont l'usage est fort ancien et dont l'indi-
« cation se trouve au *Codex*, on ne saurait trouver dans une mixture
« innocente et dans un nom nouveau des motifs suffisants pour le
« classer parmi les remèdes secrets. » (Cour d'Appel de Metz, même arrêt).

— le « Sirop de FLON » :

« parce qu'il a été en 1853 l'objet d'une analyse chimique faite par des
« experts nommés par la Cour de Dijon qui l'a renvoyée des fins de la
« poursuite dirigée contre lui ; qu'il semble résulter de cette analyse et
« de la décision qui l'a suivie qu'on ne devrait voir dans le Sirop de FLON
« qu'une préparation purement hygiénique, dont les ingrédients ont
« peu de propriétés médicamenteuses. » (Cour d'Appel de Metz, même arrêt).

— les « Biscuits PINEL » :

« parce que l'expérience, l'analyse et les déclarations officielles de
« l'auteur ont fait connaître le principal élément constitutif de ce vermi-

« fuge qui est la Santonine ; que cette substance médicale, qui figure
« parmi les médicaments simples inscrits au *Codex*, a pu être associé à un
« excipient utile, sans que le produit de cette association devienne pour
« cela un remède secret. » (Cour d'Appel de Metz, même arrêt).

— le « Sirop antiphlogistique de BRIANT », qui avait été
reconnu licite (par des motifs analogues à ceux qui ont exonéré
le Sirop FLON) dans le jugement du Tribunal Correctionnel de
Metz du 1^{er} octobre 1856, dont l'appel aboutit à l'arrêt de la
Cour précitée.

— l'« Huile Iodée de PERSONNE » :

« parce que ce médicament ne constitue qu'un nouveau mode d'admi-
« nistration de l'iode, substance simple, dont les propriétés sont bien
« connues et que les pharmaciens sont tenus d'avoir dans leurs offi-
« cines ; qu'en un mot, l'huile étant un adjuvant de l'iode, on ne peut
« ranger ce médicament dans la catégorie des remèdes secrets. » (Cour
« d'Appel de Dijon, 17 août 1853, Dalloz, 1853, 2, 197).

— le « Sirop de Salsepareille de QUET », les « Globules de Digi-
tale » et le « Sirop d'Iodure d'Amidon de PERSONNE », le « Sirop
de LAMOUROUX », par le même arrêt.

— le « Sirop de Digitale de LABÉLONYE » :

« parce que la différence dans les moyens extractifs (1) ne change en
« rien au principe du remède, ni à sa vertu ; que tout ce qui en résulte,
« c'est que la formule du sirop de LABÉLONYE enlève au sirop son odeur
« désagréable et son goût âcre en même temps qu'elle lui donne plus de
« stabilité dans sa composition et de certitude dans ses effets ; que, loin
« de constituer un remède nouveau et secret, ce résultat n'était qu'une
« amélioration, un perfectionnement d'un remède approuvé ; (Cour
« d'Appel de Toulouse, 25 août 1853, *Sirey* 1857-2-694) (2).

(1) Le *Codex* opère par infusion ; LABÉLONYE opère par extraction alcoolique.

(2) Le Sirop et les Pastilles de Digitale de LABÉLONYE ont également
bénéficié de l'arrêt de la Cour de Dijon du 17 août 1853, cité plus haut.

— la « Copahine MÈGE » :

« parce que si on ne la trouve pas au *Codex* sous le nom commercial qui lui a été donné, elle y figure en réalité dans le rapport des substances dont elle se compose, qu'il y est même question du mode particulier suivant lequel il est offert au public... » (Cour d'appel d'Amiens, 25-26 juillet 1877, *Gazette des Tribunaux* 25 août 1877). (1).

— le « Sirop de Dentition de DELABARRE » :

« parce que ce sirop n'est pas absolument un médicament, son emploi étant externe et consistant à frictionner plus ou moins souvent les gencives. » (Tribunal Correctionnel de la Seine, 3 janvier 1852).

— la « Revalessière du BARRY »,

« attendu qu'on ne peut considérer comme remèdes secrets les diverses compositions alimentaires ou autres qui ne doivent point entrer au corps humain en qualité de médicaments, ou qui, si elles sont en même temps susceptibles d'être employées accidentellement comme moyens curatifs, n'ont pas cependant par elles-mêmes cette propriété exclusive ou principale ; qu'il importe peu que dans des annonces pompeuses, dont on ne saurait contester le charlatanisme, KLUG, tout en indiquant que sa pâte alimentaire est quatre fois nutritive comme la viande, en vante outre mesure les vertus médicinales et la présente comme une panacée destinée à rendre la santé sans médecine, ni frais... ; que cette réputation plus ou moins loyalement conquise, grâce à ces réclames aussi bruyantes qu'exagérées, ne saurait faire que ce produit si merveilleux, cette farine de santé, soit autre chose que de la fécule de lentilles, choisie et préparée avec soin sans doute, mais sans aucune combinaison secrète... » (Tribunal de la Seine 12 août 1856). En appel, la Cour... : Considérant que la longue énumération faite dans les annonces et prospectus des maladies que la Revalessière a pour effet de prévenir ou de faire cesser est une œuvre personnelle à KLUG, et dont la Cour n'a ni à rechercher ni à contester le mérite réel ou mensonger ; qu'elle n'implique pas nécessairement l'idée de remède ; qu'elle peut se rapporter à une substance servant simplement

(1) Arrêt rendu en audiences solennelles, toutes chambres réunies, après cassation d'un arrêt de la Cour de Paris du 16 mars 1876, infirmant d'ailleurs un jugement du Tribunal de Commerce de la Seine du 5 mai 1875, qui avait déclaré le produit remède secret. La cassation n'est pas intervenue sur la question du remède secret, mais sur une question d'autorisation maritale.

« à l'alimentation ; que tel est le caractère de a Revalesscière ; que cela
« résulte des termes à l'aide desquels elle est désignée et des faits établis
« au procès ; qu'en effet, pour préciser la nature de cette substance,
« KLUG emploie dans l'acte de dépôt de la marque de fabrique les mots
« pâtes alimentaires », dans ses prospectus et annonces ceux de « farine
« de santé du BARRY », en ajoutant que cette farine est « quatre fois
« plus nourrissante que la viande » ; que les principaux dépositaires
« chargés de la vendre sont des épiciers et des marchands de comesti-
« bles ; que ceux-ci la mentionnent eux-mêmes dans leurs catalogues
« sous le titre de « farines diverses » et parmi d'autres produits analo-
« gues... ; confirme de ce chef le jugement (Paris, 3 janvier 1879 ; voy.
« les détails de cette affaire, *Gazette des Tribunaux*, 13 août 1876, 8 et 9
« janvier 1879).

— le « Sirop et l'Elixir Thalassiques » à l'eau de mer de FOSSE
et PAULDET :

« attendu que le produit fabriqué par FOSSE et PAULDET sur les indica-
« tions du D^r L..... et mis en vente sous le nom de Sirop et Elixir thalas-
« siques n'est autre chose que de l'eau de mer additionnée d'une cer-
« taine quantité de sucre pour former le sirop et de rhum pour
« former l'élixir ; que l'eau de mer, à raison de sa nature, doit être
« complètement assimilée aux eaux minérales ; que le débit de ces eaux,
« pas plus que celui des divers produits qu'elles peuvent servir à confec-
« tionner, soit en les employant pures, soit en les employant sous forme
« d'extraits plus ou moins concentrés, n'a jamais été considéré comme
« soumis aux règles qui régissent les remèdes secrets ; que d'ailleurs il
« résulte des termes du décret de mai 1850 que la qualification de
« remède secret suppose la réunion de plusieurs substances naturelles
« ou obtenues par un travail quelconque, et mélangées de manière à
« obtenir une action quelconque sur l'organisme animal ; que les subs-
« tances ajoutées à l'eau de mer, sucre ou rhum, pour composer le Sirop
« et l'Elixir thalassiques sont par eux-mêmes des corps neutres destinés
« à masquer le goût âcre de l'eau de mer et à rendre l'absorption plus
« facile ; que, dans ces circonstances, les produits dont il s'agit ne
« peuvent être considérés comme remèdes secrets... ; par ces motifs,
« renvoie de la plainte. » (Tribunal de la Seine, 22 décembre 1876 ;
Gazette des Tribunaux, 23 décembre 1876).

— le « Vin Régénérateur de MARTIN », qui, relaxé du chef du
remède secret, faillit connaître une condamnation pour escro-
querie et n'y échappa que par l'appel :

« attendu que les analyses desdits liquides ont démontré qu'ils étaient
« composés de vin ou de liquide alcoolisé, auquel était ajouté, dans

« certaines proportions, du sucre, du glucose, du miel, du sureau et de
« l'ortie blanche ; qu'il ne suffit pas pour constituer un remède, secret
« ou non, que celui qui le vend l'annonce comme ayant des propriétés
« curatives ; qu'il faut que les substances qui composent la chose vendue
« jouissent réellement, soit seules, soit en mélange, de propriétés médi-
« camenteuses ; qu'il est établi que les substances employées par MARTIN
« sont complètement inertes et ne peuvent être considérées comme
« médicaments ; que le délit de vente de remède secret n'existe donc pas ;
« mais, attendu que les faits ci-dessus relevés constituent des manœuvres
« frauduleuses tendant à faire naître l'espérance d'un succès chimé-
« rique ; que le haut prix auquel MARTIN cotait la composition qu'il
« fabriquait avec des marchandises d'une valeur inférieure, dénote la
« mauvaise foi et l'intention frauduleuse ; qu'il s'est ainsi rendu coupable
« du délit d'escroquerie... » (Tribunal de la Seine, 26 juillet 1876 :
« *Gazette des Tribunaux* du 28 juillet). Mais sur l'appel, la Cour : « En
« ce qui touche l'annonce et la vente de remède secret, adoptant les
« motifs des premiers juges ; en ce qui touche la prévention d'escro-
« querie, considérant que l'intention frauduleuse qui est un des éléments
« constitutifs du délit d'escroquerie n'est pas suffisamment établie... ;
« renvoie MARTIN des fins de la poursuite. » (Paris, 9 novembre 1876 ;
« *Droit*, 4 décembre 1876).

— les « Pilules de VALLET » :

« attendu qu'elles ne sont autre chose qu'une préparation ferrugineuse
« dont la composition est indiquée au *Code*x, et que les modifications
« apportées par VALLET dans la préparation de ce remède, qui consistent
« dans l'emploi de l'eau sucrée et du miel ne constituent qu'une amélio-
« ration dans le mode de préparation de ce médicament, qu'elles ont
« pour objet seulement d'en prévenir l'altération, et n'en font pas un
« remède nouveau et secret. » (Cour de Cassation, 6 août 1842, *Sirey*,
1843-1-720).

— le « Sirop d'Homs ou du Bon Samaritain » :

« attendu qu'il résulte expressément du rapport de l'expert que le Sirop
« d'Homs ou du Bon Samaritain n'est autre chose que du sirop de
« chlorhydrate de morphine aromatisé avec de l'eau de fleur d'oranger
« et de laurier-cerise, c'est-à-dire une simple variante du sirop de
« morphine du *Code*x ;

« attendu qu'une modification de peu d'importance consistant dans
« l'adjonction de substances bénignes employées comme excipient, adju-
« vant ou véhicule, ne suffit point pour transformer en remède secret
« une préparation pharmaceutique connue et inscrite au *Code*x ; que si

« le laurier-cerise est une substance active et parfois toxique, son emploi
« à titre de simple arôme est sans péril et ne donne même pas à la pré-
« paration qui le contient le caractère de médicament, ainsi qu'il a été
« jugé notamment pour le Sirop de Flow (1) ;

« attendu, enfin, qu'un médicament qui, par sa nature et sa composition,
« n'est point un remède secret, ne saurait être considéré comme tel par
« ce seul fait qu'il est présenté au public sous un nom nouveau n'indi-
« quant ni son nom nouveau, ni sa similitude avec la formule du *Codex* ;
« qu'ainsi le Sirop d'Homs ou du Bon Samaritain n'est point un remède
« secret. » (Tribunal Correctionnel de la Seine, 13 février 1880 ; *Gazette*
des Tribunaux, 15 février 1880 (1).

— le « papier épispastique d'ALBESPEYRES » :

« attendu que la pommade épispastique est portée au *Codex* ; qu'on ne
« saurait voir dans le papier d'ALBESPEYRE un remède proprement dit,
« mais une préparation destinée au pansement des plaies artificielles... »
(Tribunal de Commerce de la Seine, 17 mars 1856, confirmé par Cour
d'Appel de Paris, 12 janvier 1857 ; *Gazette des Tribunaux*, 13 janvier
1857).

— le « Sirop » et le « Fer Bravais » :

« attendu que le Sirop BRAVAIS est du fer dialysé additionné de sucre
« dans une forte proportion ; attendu que le sucre est un véhicule dont
« l'adjonction ne modifie pas les propriétés primitives du médicament ;
« que le fer dialysé ayant été déclaré ne pas être un remède secret, il
« n'est pas possible d'attribuer cette qualification au Sirop BRAVAIS, qu'
« n'en est qu'une modalité, sans addition de principes actifs et nou

(1) Par arrêt de la Cour de Dijon du 17 août 1853. Cf. plus haut
page 97.

(1) Il convient d'indiquer que, dès avant l'application des règles rap-
pelées ou posées par l'arrêt de Metz de 1857, les tribunaux avaient
exonéré des poursuites les produits simplement hygiéniques. Ainsi
l'Eau de Seltz factice et le Soda-Water « à cause de leur innocuité et de
« leur composition vulgaire et connue » (Tribunal de la Seine,
22 juin 1832).

— le Baume de Paraguay Roux « parce que cette substance odon-
« tique est assimilable à un simple cosmétique tel que Eaux de Cologne
« ou autres. » (Cour de Paris, 2 août 1832).

— la Pâte pectorale de REGNAULD, les Pastilles d'HAUTERIVE de Vichy,
dites d'Arcet, par des raisonnements analogues (Cassation, 22 jan-
vier 1842).

« veaux... » (Tribunal Correctionnel de la Seine, 21 avril 1880, *Le Droit*, 1^{er} mai 1880) (2).

— le « Vin de BUGAUD » au quinquina et au cacao :

« parce qu'il n'est autre qu'un remède inscrit au *Codex*, lequel remède « a été l'objet d'une préparation particulière, sans que les caractères « essentiels aient été altérés. » (Cour d'Appel de Paris, 31 mai 1884, *Gazette des Tribunaux*, 3 septembre 1884).

— le « Vésicatoire liquide BIDET » :

« parce qu'il est, comme le vésicatoire du *Codex*, à base de cantharide ; « que les substances qui se trouvent dans l'une ou l'autre des deux pré- « parations ne changent rien au principe du remède ni à sa vertu et ne « sont que de simples excipients ; que le vésicatoire BIDET constitue par « sa forme liquide, un perfectionnement du vésicatoire du *Codex* ; qu'en « donnant à ce remède une désignation nouvelle, BIDET n'a fait que « consacrer par cette désignation suivie de son nom la méthode inventée « par lui pour améliorer une remède approuvé. » (Tribunal de Commerce de la Seine, 6 juin 1903, devenu définitif par désistement d'appel, *La Loi*, 30 juillet 1903).

— le « Goudron GUYOT » :

« parce qu'il n'est, en définitive, que l'eau de goudron du *Codex*, pour « la fabrication de laquelle GUYOT DE GRANDMAISON, son inventeur, a « substitué à la sciure de bois communément employée comme dissol- « vant l'emploi du carbonate de soude, au moyen duquel il a obtenu, « sous un moindre volume, une condensation plus grande, des principes « actifs du goudron. » (Tribunal de Béziers, 15 mars 1904 ; *La Loi*, 6 avril 1904).

— la « Potion DARBEL » :

« considérant qu'un remède ne doit pas être considéré comme secret, au « sens de l'article 32 de la loi du 21 Germinal an XI par ce seul motif

(2) La poursuite se doublait d'une poursuite pour exercice illégal de la pharmacie, à raison du fait que BRAVAIS, pharmacien reçu par le jury établi dans le département de la Seine-Inférieure, ne pouvait exercer que dans l'étendue de ce département et était venu s'établir à Paris, où il avait connu la réussite. Relâché sur le remède secret, il succomba sur l'autre chef et fut condamné à 300 francs d'amende.

« que la formule de ce remède n'est pas au *Codex* et que les formalités
« prescrites par le décret du 3 Mai 1850 n'ont pas été remplies ; qu'il est
« en effet de principe qu'il n'y a pas lieu de qualifier de médicaments
« secrets ceux dont la nouveauté consiste en un meilleur mode de pré-
« paration officinale ou en perfectionnements dans l'emploi des subs-
« tances élémentaires qui les composent ou dans le dosage des quantités ;
« que ne peuvent non plus recevoir cette qualification les remèdes ou la
« modification consiste dans l'addition d'une substance bénigne employée
« comme adjuvant, excipient ou véhicule...
« ... considérant qu'il résulte de l'expertise que le Sirop DARBEL présente
« la composition d'une eau créosotée ou gaïacolée, additionnée d'un peu
« de teinture de benjoin, et peut-être de tolu, et ne renfermant, pour
« 100 grammes, que 6 milligrammes de chlorhydrate de morphine ;
« que cette potion, à raison de sa composition, doit être assimilée aux
« sirops pectoraux considérés comme inoffensifs ; qu'elle n'a à aucun
« point de vue le caractère d'un remède secret. » (Cour d'Appel de Paris,
19 avril 1920) (1).

Si les quelques décisions ci-dessus rapportées ne sauraient constituer la liste complète des multiples cas tranchés par les tribunaux, les motifs qu'elles contiennent donnent les principes généraux de cette jurisprudence qui tourne autour du *Codex*, le feuillette, le consulte, pèse les analogies, évalue les différences, distingue entre la valeur hygiénique et la valeur médicamenteuse. A ne rien céder, les tribunaux jugent en fait, non pas en droit ; aucune disposition générale n'éclaire leur religion ; ils décident en toute souveraineté si la formule du produit à eux déféré est ou non inscrite au *Codex*, si elle est une addition d'adjuvant ou d'excipient, si elle est plus qu'un perfectionnement et si elle modifie la composition réglementaire au point d'en faire un remède nouveau et secret. La Cour de cassation, qui dit le droit mais n'examine pas le fait, rappelle que les juges de première ou de seconde instance sont seuls à même d'apprécier le fait : la décision a donc été le bruit de la libre et toute puissante cogitation des juges, promus du même coup à l'habileté d'exprimer le Code et d'imprimer le *Codex*, en des sentences qui sont autant de petits suppléments à la Pharmacopée nationale. La dictature de la toge a régi

(1) Mentionné par MOUILLESEUX DE BERINÈRES, *Régime juridique des Remèdes Spécialisés*, Paris, 1924.

pendant près d'un siècle la licéité de la fabrication. Il y aurait de la témérité à affirmer que l'équité, et même le bon sens, en aient toujours reçu les plus élémentaires satisfactions.

L'étude de la règle nous a conduit à l'étude de l'exception, l'étude de ce qui est interdit par le principe, à ce qui est admis par la dérogation. La règle et l'exception, le principe et la dérogation participent au droit, si même ils ne le constituent pas ; ils sont le texte, le texte tel qu'il est écrit ou tel qu'il est compris, le texte élargi ou retailé par la doctrine, le texte interprété ou sollicité par la jurisprudence, le texte d'où sont issues ces milliers de solutions diverses et qui les relie cependant d'une trame centrale, texte qui, comme on l'a vu, n'a donné aux fabricants de spécialités pharmaceutiques que des facilités fort minimales. Il leur a donc fallu chercher d'autres moyens de sauver leur industrie ; il ne s'est plus agi alors d'obtenir une reconnaissance légale plus ou moins complète, telle qu'elle ressort malgré tout de l'arrêt de la Cour de Metz de 1857 pour les produits privilégiés qu'une exception arrache à l'interdiction ; il s'est agi au contraire de trouver des procédés plus ou moins dilatoires, d'opposer au texte un autre texte, d'élever contre la poursuite une barrière purement juridique, de ruser contre la Loi au nom de la Loi, de recouvrer la liberté après avoir limé maille après maille la chaîne du remède secret. En un mot, on a appelé la procédure au secours. Nous allons donc examiner maintenant les artifices et les subtilités par lesquels la spécialité pharmaceutique a tenté d'amodier la notion du remède secret telle que la jurisprudence a cru devoir la dégager.

La moins habile de ces habiletés juridiques, pour lesquelles il faut une science du droit extrêmement poussé, n'a pas été celle qui consiste à invoquer le défaut de sanction à l'article 32 de la loi de Germinal. Si l'on se réfère, en effet, au texte (1), on constate que l'article 32 énonce son interdiction en termes très nets :

« Les pharmaciens ne pourront livrer et débiter les préparations médi-

(1) Cf. plus haut, page 12.

« nales ou drogues composées quelconques que d'après la prescription
« qui en sera faite par les docteurs en médecine ou en chirurgie, ou par
« des officiers de santé et sur leur signature. Ils ne pourront vendre au-
« cun remède secret. Ils se conformeront, pour les préparations et compo-
« sitions qu'ils devront exécuter et tenir dans leurs officines, aux for-
« mules insérées et décrites dans les dispensaires ou formulaires qui ont
« été rédigés ou qui le seront dans la suite par les écoles de médecine. Ils
« ne pourront faire, dans les mêmes lieux ou officines, aucun autre
« commerce ou débit que celui des drogues et préparations médicinales. »

Dans ces quatre paragraphes : trois interdictions, — une obligation, — de sanction, point. Au contraire, l'article 36 de la même loi qui interdit l'annonce et la mise en vente du remède secret prévoit *in fine* des poursuites correctionnelles, sanctionnées d'abord par l'application de l'article 83 du *Code des Délits et des Peines*, puis par les dispositions de la loi du 29 Pluviôse an XIII :

« Tout débit au poids médicinal, toute distribution de drogues et prépa-
« rations médicamenteuses sur des théâtres ou étalages, dans les places
« publiques, foires et marchés, toute annonce et affiche imprimée qui
« indiquerait des remèdes secrets, sous quelque dénomination qu'ils
« soient présentés, sont sévèrement prohibés. Les individus qui se ren-
« draient coupables de ce délit seront poursuivis par mesure de police
« correctionnelle, et punis conformément à l'art. 83 du *Code des délits*
« *et des peines*. » (1).

Or, c'est une vérité élémentaire du Droit que les textes répressifs sont d'interprétation étroite. Le droit des Romains disait déjà : *Nulla poena sine lege*. et l'axiome populaire a assez bien traduit : « Tout ce qui n'est pas défendu est permis. » Les juristes pensent que l'on ne peut raisonner par comparai-son ou analogie pour l'application d'une peine : sera-ce

(1) Le législateur en renvoyant à cet article de Code de Brumaire an IV avait par erreur visé un article absolument étranger à la matière, et ne portant aucune pénalité. Il a fallu qu'une nouvelle loi — celle du 29 Pluviôse an XIII, citée plus haut, p. 13 — vint réparer cette malvertance. Elle dit que les contrevenants à l'art. 36 seront poursuivis par mesure de police correctionnelle, et punis d'une amende de 25 à 600 francs, et en outre, en cas de récidive, d'une détention de trois jours au moins, dix jours au plus. Cf. à ce sujet WEIL, *Exercice illégal de la Médecine et de la Pharmacie*, Paris 1886, pp. 260 et suiv.

l'amende, la prison, les travaux forcés, la réclusion, voire la mort? Puisque le texte n'a pas choisi parmi les différentes mesures de rigueur, celle que doit énoncer le juge, on considère que celui-ci est désarmé et que les interdictions de tout ordre prononcées par l'article 32 sont de pure forme.

Les tribunaux, comme on sait, n'ont pas tenu compte de ce raisonnement juridiquement et rigoureusement déduit : ils ont condamné, prétendant trouver la sanction de l'article 32 dans l'article 29 (2) et dans l'article 30 (3), qui, faisant également partie du titre IV de la loi consacré « à la police de la pharmacie » traitant des obligations des pharmaciens, appliquaient à leur manquements « les lois et règlements déjà existants » et déclaraient « qu'il serait procédé contre les délinquants conformément aux lois antérieures. » Ceci revient à assurer la répression des fautes pharmaceutiques de cet ordre par les textes de l'ancien régime, qui sont particulièrement nombreux et qui, imprégnés d'un esprit disparu, ne peuvent s'appliquer qu'avec une certaine accommodation, *mutatis mutandis*. Le plus explicite d'entre eux est un « Arrêt de règle-

(2) Article 29 : A Paris et dans les villes où seront placées les nouvelles écoles de pharmacie, deux docteurs et professeurs des écoles de médecine, accompagnés des membres des écoles de pharmacie et assistés d'un commissaire de police, visiteront, au moins une fois l'an, les officines et magasins des pharmaciens et droguistes, pour vérifier la bonne qualité des drogues et médicaments simples et composés. Les pharmaciens et droguistes seront tenus de représenter les drogues et compositions qu'ils auront dans leurs magasins, officines et laboratoires. Les drogues mal préparées ou détériorées seront saisies à l'instant par le commissaire de police, et il sera procédé ensuite conformément aux lois et règlements actuellement existants.

(3) Article 30 : Les mêmes professeurs en médecine et membres des écoles de pharmacie pourront, avec l'autorisation des préfets, sous-préfets ou maires, et assistés d'un commissaire de police, visiter et inspecter les magasins de drogues, laboratoires et officines de villes placées dans le rayon de dix lieues où sont établies les écoles, et se transporter dans tous les lieux où l'on fabriquera et débitera, sans autorisation légale, des préparations ou compositions médicinales. Les maires et adjoints ou, à leur défaut, les commissaires de police, dresseront procès-verbal de ces visites, pour, en cas de contravention, être procédé contre les délinquants conformément aux lois antérieures.

ment du Parlement de Paris du 23 juillet 1748 », qui enjoint aux apothicaires de suivre le formulaire dressé par la Faculté de Médecine, ainsi conçu :

« Arrêt de règlements du Parlement de Paris qui enjoint aux apothicaires de suivre le formulaire dressé par la Faculté de Médecine « 23 juillet 1748 » (1). Vu par la cour la requête présentée par les doyens et docteurs régents de la Faculté de Médecine de Paris, à ce que, pour les causes y contenues, il plût à la Cour d'ordonner que les arrêts et règlements de la Cour des 3 août 1536, 25 octobre 1591, 12 septembre 1598, 20 décembre 1599, 30 août 1566, 20 janvier 1571, 17 et 29 octobre 1597, 28 avril 1661, 17 septembre 1672 ; les déclarations du roi des 29 mars et 19 juillet 1696, l'édit du mois de mars 1707, ensemble l'arrêt de la Cour du 26 mars 1732, seront exécutés selon leur forme et teneur, ce faisant, que tous les apothicaires de la ville et banlieue de Paris seront tenus de se conformer au nouveau dispensaire fait par la Faculté de Médecine, intitulé *Codex Medicarius, seu Pharmacopœa parisiensis*, et ce, dans six mois à compter du jour où l'exemplaire en aura été mis au greffe de la Cour, en vertu de l'arrêt qui interviendra ; faire défenses aux dits apothicaires d'exposer en vente aucune autre préparation et composition que celles qui leur auront été décrites par les suppliants dans ledit dispensaire, tant en leur qualité que quantité, sous peine de 500 livres d'amende ; comme aussi leur faire défenses de donner lesdites compositions ni autres par eux faites aux malades et autres personnes sur autres ordonnances que celles des docteurs de ladite faculté, ou sur celles des médecins ordinaires du roi ou des maisons royales, servant actuellement, sans ordonnances datées et signées par lesdits médecins, desquelles ordonnances lesdits apothicaires seront obligés de tenir bons et fidèles registres, sous les peines portées par les règlements et arrêts de la Cour, et encore à peine de 500 francs d'amende, applicable moitié au roi et l'autre moitié à la faculté de médecine. Vu les pièces attachées à ladite requête signée THOMAZON, pour conclusions du procureur général du roi, oui le rapport de M. Jean-Baptiste MONTULLÉ, conseiller, tout considéré. La Cour ordonne que les ordonnances, édits et déclarations enregistrés en la Cour, rendus au sujet des médecins et apothicaires seront exécutés selon leur forme et teneur, ce faisant, que tous les apothicaires de cette ville et faubourgs de Paris, seront tenus de se conformer au nouveau dispensaire fait par les suppliants pour la composition des remèdes y mentionnés, et ce, dans six mois à compter du jour du présent arrêt et de l'acte de dépôt qui sera fait au greffe de la Cour

(1) WALKER, *Collection des Loix et Edits*, tome 3, page 328 (DELAHOTTE, libraire, à Paris, 1836).

« dudit dispensaire, après avoir été signé du doyen de la faculté de médecine de cette ville de Paris. Fait inhibitions et défenses aux apothicaires
« de donner les compositions mentionnées audit dispensaire ni autres
« par eux faites aux malades, sur autres ordonnances que celles des
« docteurs de ladite faculté, licenciés d'icelle, ou autres ayant pouvoir
« d'exercer la médecine dans cette ville et faubourgs de Paris, et sans
« ordonnances datées et signées dsdits docteurs, licenciés, ou autres
« ayant pouvoir, desquelles ordonnances lesdits apothicaires seront tenus
« de tenir bon et fidèle registre ; le tout sous les peines portées par les
« ordonnances, édits, déclarations et arrêts de la Cour. Fait en parlement, etc... »

Les Tribunaux n'ayant pas tous admis l'évocation de cet arrêt, qui consacrait une permanence partielle de la législation corporative abolie par la Révolution, la Cour de Cassation fut appelée à se prononcer. L'arrêt le plus net en la matière avait d'abord été l'arrêt MAUGRAS, du 26 mai 1857 (Cour de Cassation, Chambre Criminelle, présidence de M. DE BASTARD (1) ; il avait jugé en ces termes que la loi de Germinal comportait abrogation implicite des textes antérieurs :

Attendu qu'en jugeant qu'aucune disposition pénale n'était applicable dans l'espèce au prévenu, et par suite, aucune condamnation de dépens à prononcer contre lui pour infraction à la prohibition faite aux pharmaciens de livrer, sans ordonnance des hommes de l'art, les préparations médicinales ou drogues composées quelconques, le jugement attaqué n'a violé aucune loi ;

Qu'en effet l'art. 26 de l'édit de mars 1707 n'était pas applicable aux pharmaciens ; que l'arrêt de règlement du Parlement de Paris du 23 juillet 1748, dans l'application qu'il a faite des peines de l'amende dudit art. 26 aux pharmaciens de la ville et banlieue de Paris, et provisoirement maintenu par la loi transitoire du 14 Avril 1791, a été implicitement abrogé par l'art. 32 de la loi du 21 Avril 1803, qui a de nouveau statué sur la matière, ainsi qu'il résulte de l'art. 484 c. pén. ;

Que la sanction de la prohibition contenue dans l'art. 32 de ladite loi ne se trouve pas dans l'art. 36 de la même loi, ni dans la loi du 29 Pluviôse an XIII (28 février 1805), parce que cet art. 36 ne s'applique pas au débit au poids médicinal fait par les officiers préposés à cet effet, mais à ceux seulement qui n'en ont pas reçu la mission de la loi ;

Cet arrêt de 1857 décidait donc que la loi de Germinal, en son article 32, a légiféré d'une façon entièrement nouvelle sur la

(1) *Journal du Palais*, 1837, t. II. p. 19.

matière et qu'il a abrogé au moins implicitement les textes multiples qui ont accumulé, au cours des âges (l'arrêt du Parlement du 23 juillet 1748 en rappelle qui sont de 1536, 1591, 1598, 1599, etc.) les réglementations de tout ordre dans la profession pharmaceutique.

De plus, il séparait l'infraction à l'article 36 — annonce du remède secret — qui prévoit une sanction déterminée, de celle à l'article 32 — vente du remède secret — ouvrant ainsi la porte à une nouvelle controverse. Certains auteurs, en effet, tel que PELLEAULT, dans son « Code des Pharmaciens » (1), veulent uniquement faire de l'article 36 une prohibition édictée contre les charlatans de foire et qui ne pourrait concerner le pharmacien que s'il était assez oublieux de sa dignité pour monter sur les tréteaux, à la manière de TABARIN (qui, d'ailleurs, était docteur en médecine) : l'arrêt de 1857, dans son dernier paragraphe cité, distinguait entre « le débit au poids médicinal fait par les officiers préposés à cet effet » et « ceux qui n'en ont pas reçu mission de la loi » et s'accordait ainsi avec cette interprétation.

Mais la Cour de Cassation ne persista pas dans sa jurisprudence et s'engagea ensuite dans une voie radicalement opposée. L'arrêt qui consacre ce revirement est l'arrêt MULÔT, du 8 février 1867 rendu par la Chambre Criminelle de la Cour de Cassation (1), qui décide que les infractions à l'article 32 tombent sous la pénalité de l'arrêt de Parlement du 23 juillet 1748, lequel, loin d'avoir été abrogé, a été confirmé et étendu à toute la France par les dispositions finales des articles 29 et 30 de la loi de Germinal, lesquelles s'y réfèrent expressément :

Vu les art. 29, 30 et 32 de la loi du 21 Germinal an XI et l'arrêt de règlement du Parlement de Paris du 23 juillet 1748 ;

Attendu que l'arrêt de la Cour impériale d'Orléans, après avoir constaté qu'il résulte de l'instruction et des débats que le sieur MULOT, pharmacien à Beaugency, a, dans la journée du 27 mai 1866, vendu sans ordonnance du médecin, à la dame VILLIERS, une certaine quantité de

(1) Cité par A. CRINON, *Annales de Jurisprudence Pharmaceutique*, 15 janvier 1912, « La loi de Germinal et les réglementations antérieures. »

(1) Sirey, 1867, I, 364.

sulfate de potasse, de manne et de séné, a renvoyé ledit MULOT des fins de la plainte, sur le motif que ce fait, bien que prévu par l'art. 32 de la loi du 21 Germinal an XI, ne donnait lieu à l'application d'aucune peine, la prescription de l'art. 32 n'étant revêtue d'aucune sanction pénale ;

Mais attendu que la sanction dudit article est écrite dans l'arrêt de règlement du Parlement de Paris du 23 juillet 1748 ; que la loi du 21 germinal, dans la disposition finale de son art. 29 et par l'art. 30, s'y réfère expressément, et qu'elle a ainsi maintenu cet arrêt dans sa force et vigueur, et que, s'il était d'abord limité au ressort du Parlement de Paris, elle l'a étendu à la France entière en lui imprimant le caractère de loi ;

Attendu qu'au pourvoi on objecte vainement qu'il résulte de la combinaison des art. 29, 30 et 32 que si la sanction pénale s'applique à la préparation des remèdes faits contrairement au *Code*, elle ne s'applique pas à la vente des remèdes délivrés sans ordonnance du médecin ;

Attendu que cette distinction ne repose sur aucun fondement sérieux ; que l'une et l'autre des prescriptions susénoncées sont de la même nature ; qu'elles sont contenues dans le même article ; qu'elles se fondent sur le même motif d'intérêt public, et qu'elles sont par cela même placées sous la même sanction pénale ;

Attendu, dès lors, que l'arrêt attaqué, en renvoyant MULOT de la poursuite, sur le motif que le fait à lui imputé, quoique formellement prévu par l'art. 32 de la loi du 21 Germinal an XI, n'était puni d'aucune peine, a violé, en ne les appliquant pas, les dispositions de l'arrêt de règlement du 23 juillet 1748 et l'art. 32 de la loi du 21 germinal an XI.

Cet arrêt de 1867 a reçu la confirmation de nombreux arrêts ultérieurs, citons :

— Cour de Cassation, Chambre Criminelle, 25 mars 1876, arrêt VAYSSÉ (1) :

« Attendu qu'il résulte des constatations de l'arrêt que, le 1^{er} août
« 1875. VAYSSÉ, pharmacien,... avait vendu, sans ordonnance de méde-
« cin, une pommade renfermant une certaine dose de belladone et dix
« paquets de calomel et de sucre en poudre ;
« que la pommade de belladone et les paquets de calomel étaient des
« préparations médicinales et des drogues composées ; qu'en décidant
« le contraire, l'arrêt attaqué a fausement appliqué et a violé l'art. 32,
« de la loi du 21 Germinal an XI, qui trouve sa sanction dans l'arrêt de
« règlement du 23 juillet 1748.....

(1) *Bulletin criminel*, 95, p. 174. Cité par M^e Albert CRINON dans sa savante *Consultation pour MM. ROGUET et CRÊNE contre le Ministère Public*, (Paris 1913).

— Cour de Cassation, Chambre Criminelle, 4 décembre 1886, arrêt MARTINEAU (2).

Sur le premier moyen, pris de la violation de l'art. 32 de la loi du 21 Germinal an XI, en ce que le demandeur a été condamné pour avoir livré sans ordonnance de médecin, une certaine quantité de chlorhydrate de morphine, alors que cette substance ne constitue pas une préparation médicinale.....

Sur le second moyen, pris de la violation du même art. 32 de ladite loi et de l'art. 484 Code Pénal, en ce que l'arrêt attaqué a prononcé contre le demandeur l'amende édictée par l'arrêt de règlement du Parlement de Paris, du 23 juillet 1748, bien que cet ancien règlement fut abrogé ;

Attendu que l'art. 32 de la loi du 21 Germinal an XI, trouve sa sanction dans l'arrêt de règlement du Parlement de Paris du 23 juillet 1748 ; que cette loi, par ses art. 29 et 30, se réfère expressément audit arrêt de règlement qui, aux termes de l'art. 484 code pénal, doit continuer à être appliqué ;

Attendu que le pourvoi objecte vainement que si la sanction pénale dudit arrêt de règlement est maintenue pour la préparation des remèdes composés contrairement aux prescriptions du *Codex*, elle ne s'applique pas à la vente des médicaments délivrés sans ordonnance de médecin ;

Attendu que cette distinction ne repose sur aucun fondement ; que l'une et l'autre de ces dispositions sont contenues dans le même article, qu'elles sont de même nature ; qu'elles se fondent sur le même motif d'intérêt public et qu'elles sont par cela même placées sous la même sanction pénale ;

D'où il suit que loin d'avoir violé les dispositions de l'art. 32 de la loi du 21 Germinal an XI et de l'art. 484 code pénal, en prononçant contre le demandeur la peine édictée par l'arrêt de règlement du Parlement de Paris du 23 juillet 1748, l'arrêt attaqué a fait une saine application des dits textes de loi ;

— Cour de Cassation, Chambre Criminelle, 19 mars 1903, arrêt VERMOT (1) :

Sur le moyen pris de la violation par fausse application de l'article 32 de la loi du 21 germinal an XI et de l'arrêt de règlement du Parlement de Paris du 23 juillet 1748, lequel serait abrogé ;

Attendu que l'article 32 de la loi du 21 germinal an XI porte que
« Les pharmaciens ne peuvent livrer et débiter des préparations médi-
« cinales ou drogues composées quelconques, que d'après la prescription

(2) *Dalloz*, 1887-1-287. Egalement cité par CRINON, loc. cit.

(1) *La Loi*, 5-6 avril 1903. Egalement cité par CRINON, loc. cit.

« qui en sera faite par des docteurs en médecine ou en chirurgie, ou
« par des officiers de santé et sur leur signature » ;

Attendu qu'il résulte de l'arrêt attaqué, que VERMOT, pharmacien, a
livré et débité de l'iodure de potassium sans l'ordonnance et la signa-
ture d'un médecin ;

Attendu que l'iodure de potassium est une préparation médicinale et
un produit qui ne peut être employé comme remède, que d'après une
prescription d'un homme de l'art, que VERMOT a donc commis l'infraction
prévue par l'article 32 précité ;

Attendu, d'autre part, que cet article trouve sa sanction dans l'arrêt
de règlement du Parlement de Paris du 23 juillet 1748, qui punissait
d'amende ladite infraction et qui a été maintenu par la loi du 21 germi-
nal an XI, laquelle, en lui imprimant le caractère de la loi, l'a étendu
du ressort de Paris à la France entière ;

Les arrêts précités assoient définitivement la thèse par
laquelle l'article 32 trouve sa sanction dans l'arrêt de règle-
ment du 23 juillet 1748.

Cette thèse, qui, depuis 1867, reçoit l'assentiment de la haute
assemblée judiciaire, a cependant dressé contre elle un détracteur
acharné, notre érudit confrère à la Cour d'Appel de Paris,
M^e Albert CRINON, dont maint chartiste envierait la culture et
la connaissance des vieilles écritures. S'il faut l'en croire (2),
la Cour de Cassation n'aurait d'autre raison à se référer à l'ar-
rêt de règlement de 1748, que le fait qu'il serait le seul connu
d'elle. Or, après des recherches qui sont restées fameuses,
M^e CRINON a retrouvé et révélé quantité d'autres décisions de
différents Parlements, qui, intervenues, sur la même matière,
ont assujéti les infortunés apothicaires aux peines les plus
diverses, amendes tantôt de cent marcs d'argent, tantôt de
trente à soixante florins, tantôt de cent à cinq cents livres, pri-
son, punition corporelle, voire même la hart, qui est propre-
ment la potence (1). Etant donné qu'il n'y a pas de raison
d'étendre à toute la France telle disposition prise par un Parle-
ment régional plutôt que telle autre, l'article 32, s'il trouve sa
sanction dans l'arrêt du 23 juillet 1748, la trouve aussi dans

(1) Cf. son ouvrage déjà cité : *Consultation pour MM. ROGUET et CHÊNE contre Ministère Public*, (Paris, 1913) — ainsi que son étude : *La Loi de Germinal et les règlements antérieurs*, *Annales de jurisprudence Pharmaceutique*, 15 novembre 1911 et suiv.

toutes les autres. Ce n'est plus de défaut de sanction à l'article 32 qu'il faudrait parler, mais bien plutôt de la multiplicité des sanctions...

Il est vrai que M^e Albert CRINON ne s'en est pas tenu là. Comme le Christ touchant du doigt Lazare, il avait ressuscité de sa plume diligente vingt textes ensevelis sous la poussière des grimoires. Mais, ensuite, saisi d'un accès contradictoire de scepticisme, après avoir fait croire à ce qu'on ne voyait plus, il s'est refusé, tel alors saint Thomas, à croire à ce qu'il ne voyait pas ; et il a demandé à ce qu'on lui représentât *dans leurs originaux* les arrêts de Parlement, dont, à l'occasion, il avait si doctement disserté. On ne lira pas sans en savourer la haute épice, les conclusions motivées qu'il prépara dans une affaire CHAPELLE et MÉRIT contre Procureur de la République et AMANIEUX, FLACH et DIDERET, et que nous tenons d'une confraternité amicale :

Attendu que l'existence même de cet arrêt du Parlement du 23 juillet 1748 est des plus contestables ; qu'il a été vainement recherché soit à la Bibliothèque Nationale, à celle de l'Ecole de Pharmacie et dans celle de l'Ordre des Avocats à la Cour de Paris, qui possède une collection complète des Ordonnances royales, Edits, sentences et arrêts du Parlement et que si dans ces collections on retrouve toute une série de textes antérieurs, concomitants et postérieurs, l'arrêt du 24 juillet 1748 est partout introuvable, ni en original, ni même en copie ayant la plus petite authenticité ;

Que si les codes CARPENTIER indiquent ce texte, ils le réfèrent à WALKER, Tome 3, page 329, qui lui-même n'indique aucune référence ; qu'ainsi donc, depuis 70 ans, on vit sur un texte peut-être apocryphe ou dont l'existence tout au moins n'est pas démontrée et qui dès lors ne saurait être appliqué ;

Attendu dans tous les cas que même si on faisait confiance au texte rapporté par un commentateur qui n'en donne pas l'origine, il est tout au moins certain que ce texte ne comporte lui-même aucune sanction et n'est qu'un simple arrêt de référence ;

(1) Cf. Or Henri MARTIN. Le défaut de sanction de l'article 32 de la loi de Germinal, *Journal de Pharmacie et de Chimie*, 16 mai 1913 (tome 7, n° 10), qui expose et commente longuement les documents exhumés par M^e CRINON.

Attendu qu'à la vérité certains codes et auteurs contemporains ont pu ajouter au texte qu'ils ont donné, en inscrivant entre parenthèses 500 livres d'amende, mais qu'aucun de ces auteurs n'a pris soin d'indiquer où ce renseignement, d'ailleurs à coup sûr erroné, avait été puisé ;

Qu'il suffit de lire ce texte dans la teneur même où il est rapporté pour se convaincre qu'il ne comporte aucune sanction et que l'arrêt se borne à viser des textes précédents ;

Attendu que ces textes précédents auxquels l'arrêt du Parlement de 1748 se référait, s'il existe, ne sont en tous cas pas cités dans l'arrêt lui-même tel que le produit WALKER, mais seulement dans la requête des médecins à l'occasion de laquelle l'arrêt aurait été rendu ;

Qu'il est à supposer que les médecins ont commis des erreurs, car la plupart des édits et sentences qu'ils visent sont eux-mêmes introuvables et que seul parmi les textes cités par les médecins l'arrêt du Parlement de 1536, 3 août, et celui de mars 1707 sont relatifs à l'exercice illégal de la médecine et non à la vente des remèdes ;

Qu'ainsi donc à tous égards l'arrêt du Parlement doit être considéré comme inexistant et même s'il existait comme dépourvu de sanction (1) :

Et reliant avec virtuosité à cet ordre d'arguments nouveaux ceux dont il s'était fait auparavant le promoteur talentueux, M^e CRINON continue en ces termes, qu'il faut reproduire, parce qu'ils posent, avec une finesse critique à laquelle nous ne sau-

(1) S'il fallait résumer une opinion aussi pertinente, nous n'aurions qu'à reproduire les quelques lignes où, dans le ton plus familier de la correspondance, le savant avocat semble condenser sa doctrine :

« L'arrêt de 1748 est un dogme. LATERRADE le donne tout en disant qu'il est abrogé. BRIAND et CHAUDÉ, et DUBRAC le donnent également, mais je ne crois pas en avoir jamais rencontré de texte authentique. Il est curieux de constater que le *Code* ne le répertorie pas. ISAMBERT fait d'ailleurs de même. J'ai vérifié à nouveau qu'on ne le trouve pas dans le Recueil des Arrêts du Parlement de Paris qui est à la Bibliothèque de l'Ordre (des Avocats).

En trouve-t-on un exemplaire à la Bibliothèque de la Faculté de Pharmacie ! Je n'en ai pas souvenance ; je me souviens seulement d'y avoir trouvé l'arrêt précédent, celui de 1732. C'est à vérifier. Je ne me rappelle pas d'ailleurs si l'arrêt subséquent de 1762 y figure ; je crois que je l'ai vu mentionné, sans jamais avoir le texte sous les yeux.

Peut-être à la Faculté de Médecine dans les anciens Registres de la Faculté cet arrêt de 1748 est-il transcrit ? C'est encore à vérifier.

J'irais voir aussi aux Archives Nationales ; mais je crois qu'on n'a pas les registres du Parlement de cette époque dans la série XIA. Faibles indications — et dire que c'est sur ce fragile texte qu'on condamne ! »

rions prétendre, un problème qui a gardé toute sa valeur théorique :

Attendu enfin que viendrait-on à décider par impossible que cet arrêt existe et qu'il a une sanction, la Cour de Cassation a été encore à coup sûr induite en erreur en décidant qu'il a été étendu à toute la France par la loi de Germinal ;

Attendu qu'aucun mot ni aucune phrase de la loi de Germinal ne contient la moindre allusion à un texte déterminé, qu'elle entendait en le faisant revivre, étendre à toute la France et que pour ainsi décider la Cour de Cassation n'a pu se fonder que sur la croyance erronée où elle était alors, que les textes plus ou moins authentiques qu'elle possédait étaient les seuls existants et que jugeant que les articles 29 et 30 de la loi de Germinal faisait revivre « les anciennes lois, statuts et règlements » elle en a déduit que l'arrêt du Parlement du 23 juillet 1748 figurant parmi ces textes revenait la sanction générale de la loi ;

Attendu que depuis ces arrêts la Cour de Cassation, de très anciens textes qui ont du moins le mérite d'exister indiscutablement ont été mis au jour, qu'ils sont les uns concomitants et les autres antérieurs ou postérieurs aux textes qui étaient jadis connus ;

Qu'aujourd'hui la Cour de Cassation pour être logique avec son système ne saurait refuser l'existence à l'arrêt du Conseil du Roi du 3 juillet 1728 (Recueil d'édits et arrêts, année 1728, Bibliothèque des Avocats de Paris) ; à l'arrêt du Conseil d'Etat du Roi du 25 octobre 1728 (Code Louis XV, Tome II, Bibliothèque des Avocats) à la déclaration du Roi du 25 avril 1772 (Recueil d'édits et arrêts, année 1772, Bibliothèque des Avocats) ;

Attendu que ces textes dont l'un est postérieur au prétendu arrêt du Parlement de 1748 statuant sur les mêmes natures de prohibition et comportent des sanctions différentes ;

Attendu que tout spécialement un arrêt de règlement du Parlement de Besançon du 18 mai 1751 et des lettres patentes portant statuts pour IV, p. 144 et 788, Bibliothèque des Avocats) sont plus récents que le prétendu arrêt de 1748 ;

Que bien plus ces textes infiniment plus complets semblent plus que tous autres avoir inspiré le législateur si on se réfère d'une part en les comparant à la loi de Germinal et d'autre part aux seuls travaux préparatoires de la loi : les rapports de CARRET et de FOURCROY (v° DALLOZ Alpha-bétique, v° Médecine page 363 et suivantes et note) ;

Attendu qu'ainsi la Cour de Cassation loin de se trouver en présence d'une disette de texte, on ne trouve au contraire une quantité innombrable, contenant sur les mêmes matières des prohibitions analogues, assorties de sanctions variables ;

Attendu, dès lors, qu'on ne saurait désormais décider que tel texte de préférence à tel autre a été étendu à toute la France et, que, dans l'incertitude, c'est au législateur seul qu'il appartient de compléter sa pensée....

Il ne nous appartient pas de donner une conclusion au débat si hautement académique que M^r CRISON a engagé avec la Cour de Cassation et qui n'est pas dénué de beaucoup de subtilité. Nous indiquerons seulement que la Cour de Cassation, si empressée à recueillir l'arrêt de règlement de 1748 et si exclusive à ne recueillir que lui, a également étendu à l'article 32 la sanction inscrite dans l'article 36. Par un raisonnement très simple, qui est empreint de bon sens, sinon de sens juridique, elle s'est refusée à dire que le pharmacien — seul, au contraire du non-pharmacien, lequel serait atteint en tout état de cause, pourrait impunément vendre ce qu'il ne lui serait interdit que d'annoncer, et elle a déclaré en de nombreuses décisions dont nous reproduisons quelques-unes, que l'article 36 punissait la vente aussi bien que l'annonce du remède secret, tant pour le pharmacien que pour tous autres :

« — Attendu que le législateur qui a interdit la tentative ne peut avoir
« toléré la vente ; d'où il suit que la prohibition de l'art. 36 s'applique
« au débit des remèdes secrets ; que COUVERT a vendu ou gratuitement
« distribué un remède secret, ce qui constitue le délit prévu par l'art.
« 36 de la loi de Germinal et de la loi du 29 Pluviôse an XIII » (1).

« — Considérant que l'art. 36, en prohibant leur indication par annonces et affiches, a prohibé à plus forte raison leur distribution et leur vente de quelque manière qu'elles soient faites ; que cette double prohibition, qui résulte l'esprit de l'art. 36 et de l'interprétation rationnelle de son texte, est d'ailleurs reconnue et consacrée par le décret du 25 Prairial an XIII, puisque l'art. 1^{er} de ce décret considère comme portée par l'art. 36 de la loi de germinal la défense d'annoncer et de vendre des remèdes secrets ; que le décret du 18 août 1810, loin de modifier cette disposition de l'art. 36 et d'autoriser la vente des remèdes secrets qui ne seraient pas indiqués par annonces ou affiches, a fait cesser l'effet des permission accordées aux inventeurs et propriétaires desdits remèdes pour les débiter ; que le préambule de ce décret et la combinaison de ces divers articles établissent, d'une manière non équivoque, la défense de vendre, à l'avenir, des remèdes simples ou composés dont l'auteur voudrait tenir la composition secrète... ; qu'il est établi, en effet, que LABOUREY, inventeur d'un remède secret, dit principe auxiliaire du régime vital, a vendu et débité divers paquets de se remède ; que les faits prouvent que le défendeur, non pharmacien et non autorisé à

(1) Cassation, 20 janvier 1855, aff. COUVERT.

vendre le remède dont il s'agit, a vendu un remède secret et contrevenu à l'art. 36 de la loi de Germinal ; que la Cour de Nîmes, en le renvoyant des poursuites, a fait une fausse interprétation de l'art. 36 de la loi du 21 Germinal, du décret du 25 Prairial an XIII et de celui du 10 Août 1810, et a expressément violé ledit art. 36, casse l'arrêt de Nîmes du 13 novembre 1835 » (1).

— « Attendu que c'est faussement interpréter la loi que de soutenir que la prohibition de vendre ou de mettre en vente des remèdes secrets est dépourvue de sanction pénale à l'égard des pharmaciens ; qu'en effet cette prohibition devait être et a été prononcée par la loi d'une manière impérative et absolue, sans restriction quant aux divers remèdes secrets qui seraient vendus, mais aussi sans exception aucune quant aux personnes qui pourraient les vendre^o ; qu'il serait étrange que les pharmaciens fussent les seuls qui pussent impunément vendre des remèdes secrets, lorsque c'est par eux que se fait la vente de presque tous les remèdes secrets... et que l'art. 32 leur a expressément interdit de pareilles ventes ; que si la sanction pénale d'une défense aussi importante ne se rencontre pas dans cet article 32, elle se trouve dans l'art. 36 de la même loi et dans la loi du 29 pluviôse, qui, en défendant, sous les peines qu'elles déterminent, à tous individus toute annonce et affiche et, par conséquent, toute vente ou mise en vente de remèdes secrets, ont nécessairement compris, dans des expressions aussi générales et aussi absolues, les pharmaciens eux-mêmes, comme toutes autres personnes ; qu'ainsi l'expression de la loi est conforme à sa pensée ; elles s'accordent pour ne pas laisser violer impunément par toute une classe de citoyens une prohibition faite dans de hautes vues d'intérêt public et qui ne peut être efficace qu'à la condition d'être respectée de tous. » (Rouen, 11 janvier 1844, aff. JOHNSON et DUVIGNAU). Cette décision fut portée devant la Cour de Cassation, qui jugea ainsi :

« ... Sur le pourvoi, la Cour : Attendu que la disposition de l'art. 36, qui prohibe l'annonce est générale et s'applique aux pharmaciens, comme à tous autres ; que cette disposition doit être entendue d'après le décret du 25 prairial an XIII, comme interdisant en même temps la vente de ces remèdes ; que l'art. 32 ne peut fournir un motif d'admettre une exception en faveur des pharmaciens, puisque, au contraire, il établit contre eux, d'une manière plus spéciale, la même prohibition... ; rejette (2).

De la conjugaison de ces différents arrêts, il résultait — avant le décret du 13 juillet 1926 — un système extrêmement

(1) Cassation, Chambres réunies, 16 décembre 1836, aff. LABOUREY.

(2) Cassation, 18 mai 1844 ; DALLOZ 1845-1-18.

compact, dans lequel la Cour de Cassation, disant le droit, et les tribunaux, l'appliquant aux espèces à eux soumises, renforçaient la sanction trouvée à l'article 32 ou dans l'arrêt de règlement du Parlement de Paris du 23 juillet 1748, par la sanction portée et inscrite dans l'article 36. Si corrosive qu'elle ait été, aucune argumentation n'a entamé ce bloc. Cette controverse acérée est restée toute théorique et n'a guère porté d'autres résultats que de souligner, d'un trait tout particulier, les défauts foncières du texte de Germinal.

*
* *

Les fabricants de spécialités pharmaceutiques, auxquels la thèse du défaut de sanction à l'article 32 n'a pas valu les améliorations escomptées, ne sont pas restés sur leur déception. Ils ont eu, d'autres occasions d'essayer la stratégie tournante et d'attaquer par la voie oblique la réglementation du remède secret. L'année 1916 leur en offrit deux qui méritent d'être étudiées : la parution du décret sur les substances vénéneuses du 14 Septembre 1916, et la taxation des spécialités pharmaceutiques opérée par l'art. 16 de la loi de finances du 30 Décembre 1916.

Le décret sur les substances vénéneuses du 14 Septembre 1916 est venu mettre en harmonie avec les nécessités, les préoccupations, et peut-être les vices de notre temps, un fragment

de la législation pharmaceutique qui avait, lui aussi, terriblement vieilli.

Il mentionne en différents passages les remèdes spécialités, que les textes antérieurs sur les substances vénéneuses passaient sous silence et qu'il appelle « les médicaments préparés à l'avance et désignés couramment sous le nom de spécialités. » « Dans son rapport liminaire, il proclame d'abord « la « nécessité, sans détruire le commerce des spécialités pharmaceutiques, de ne pas le laisser comme une fissure par « lequel il eut été facile d'échapper aux prescriptions du décret. » Puis, il a prévu dans quelles proportions les substances de chacune des trois catégories (toxiques, stupéfiants, separanda) qu'il venait de créer pourraient figurer dans les spécialités sans les assujettir aux obligations plus ou moins rigoureuses qui frappaient la délivrance des remèdes officiels ou magistraux ; il acceptait — avec des modalités différentes pour chacun des trois tableaux A, B, C, — que, les produits stupéfiants ou hypnotiques, ou les produits simplement dangereux, soient introduits dans la composition des spécialités. Mais un arrêt en Conseil d'Etat devait définir produit par produits une dose - limite que la spécialité ne devait point dépasser, à peine de rentrer dans le droit commun de la catégorie et, par conséquent, pour A et B, de n'être plus délivrable au public que sur ordonnance médicale, ce qui modifie les conditions de la vente dans un sens que le fabricant peut ne pas désirer, ou, selon les modalités de son commerce, rechercher tout particulièrement. Ces vues sont assez raisonnables et ont rendu à la santé publique plus de services qu'on ne veut le reconnaître communément, car le décret, qui a permis d'entamer une lutte sérieuse contre la toxicomanie et ses pourvoyeurs, a aussi gêné quelques habitudes du corps pharmaceutique — ou médical — qui n'étaient pas forcément excellentes. Mais il est regrettable que l'arrêté projeté n'ait point encore paru, ce qui laisse dans l'indécision la marge de libre utiliza-

tion des produits qui sont évidemment les plus nécessaires à la thérapeutique (1).

Dans ces prescriptions, précises quant à la manipulation des substances vénéneuses, mais vagues quant à la spécialité pharmaceutique, on a voulu cependant voir une reconnaissance implicite de son existence légale. C'était méconnaître de façon assez grossière la nature exacte du décret. Etabli pour réglementer l'usage, la détention et la délivrance des substances vénéneuses, il devait tenir compte, du remède spécialisé, qui est un des modes de cet usages, de cette détention et de cette délivrance, comme le remède magistral et le remède officinal. Il s'en est occupé pour l'inclure nommément dans son champ d'action et ne pas pêcher par omission. S'il pouvait en fait s'appliquer à toutes (2), en droit il ne réglementait qu'à l'égard des spécialités pharmaceutiques reconnues dès avant comme licites et, comme telles, échappant à l'interdiction prononcé contre les remèdes secrets. Le décret ne prétendait pas trancher, d'une manière qui eut été très subsidiaire, les difficultés inhérentes au remède secret tel que défini par les textes et la jurisprudence : il déterminait simplement les conditions de présence ou de proportion des substances vénéneuses dans celles des spécialités pharmaceutiques auxquels le respect des

(1) Devant cette lacune, les tribunaux ont eu à apprécier. Mais la jurisprudence qui s'est formé est assez incohérente. D'une part, il a été jugé, et précisément dans l'affaire de la Potion DARBEL (Cour d'Appel de Paris, 19 avril 1920, cf. plus haut), que « l'arrêté n'étant pas intervenu, c'est aux cours et tribunaux qu'il appartient d'apprécier en fait dans chaque espèce si, à raison de la dose d'alcaloïde contenu, une préparation rentre ou non dans l'exception ainsi expressément prévue, que d'ailleurs le décret lui-même avait déjà exempté du régime rigoureux auquel sont soumises les substances classées au tableau B et classé dans le tableau C certains produits qui renferment des alcaloïdes à faible dose, tel que le sirop de morphine. » D'autre part, il a été également jugé qu'aussi longtemps que l'arrêté ne serait pas paru, il fallait considérer que la tolérance prévue n'était pas organisée et que, pour faibles que puissent être les doses contenues dans la préparation, celle-ci devait satisfaire à toutes les obligations de principe posées par le décret.

(2) Car le fait d'être un remède secret ne peut relever de l'obéissance due à un autre texte réglementaire : on peut commettre plusieurs délits à la fois.

textes (autorisation du décret de 1810, publication du décret de 1850) ou la décision de la jurisprudence (assimilation au *Codex*, amélioration au *Codex*, caractère médicamenteux accessoire) avaient assuré une existence légale. Devant lui, toutes les autres étaient comme si elles n'étaient pas ; donner au décret du 14 Septembre 1916 une autre interprétation, c'est, sciemment ou non, vouloir étendre faussement sa portée ; c'est prêter à ses auteurs une ambition qu'ils n'avaient pas et ne pouvaient avoir. D'ailleurs, les commentateurs ne s'y sont pas trompés ; les uns comme BOGELOT et TORAUDE, dans leur ouvrage déjà cité, ont été très réservés ; les autres ont fait montre d'une complaisance un peu imprudente pour l'illusion chère à quelques fabricants.

Quant à la loi de finances du 30 Décembre 1916, par son article 16 ainsi conçu :

Loi du 30 Décembre 1916, art. 16.

« A partir d'une date que fixera un décret contresigné par le ministre
« des finances un impôt sera établi sur les spécialités pharmaceutiques,
« présentées comme jouissant de propriétés curatives ou préventives.
« Cet impôt sera basé sur le prix de vente au détail, prix dont l'inscrip-
« tion sur les étiquettes en caractères apparents est obligatoire, conformé-
« ment au tarif ci-annexé :

« — Produits dont le prix de vente n'excède pas 0 fr. 50 centimes :
« 0 fr. 05 centimes ;

« — Produits dont le prix de vente excède 0 fr. 50 centimes sans dépasser
« 10 francs : 0 fr. 10 centimes par franc ou fraction de francs ;

« — Produits dont le prix de vente est supérieur à 10 francs : 0 fr. 50
« centimes par 5 francs ou par fraction de 5 francs.

« Sont considérés comme spécialités les produits auxquels le fabricant
« ou le vendeur attache une dénomination particulière ou dont il ré-
« clame soit la priorité d'invention, soit la propriété exclusive, ou enfin
« dont il préconise la supériorité par voie d'annonces, de prospectus ou
« d'étiquettes et desquels il ne publie pas la formule.

« — Sont exempts les produits que les pharmaciens préparent pour les
« livrer directement à leur clientèle sans publicité, avec indication des
« substances entrant dans leur composition, et exclusivement au détail.

« Les mesures nécessaires pour assurer la franchise de l'impôt sur les produits exportés seront réglées par des arrêtés du ministre des finances.

« Les boîtes, flacons ou paquets contenant les produits imposés ne peuvent circuler, être mis en vente ou vendus sans être revêtus de vignettes formant scellement et constatant le paiement de l'impôt. Ces vignettes sont vendues par l'administration des contributions indirectes et apposées par les soins de fabricants avant la sortie des fabriques, et par les importateurs avant toute circulation sur le territoire ou, au plus tard, avant la sortie d'un magasin de dépôt sur lequel les produits seraient dirigés sous le lien d'un acquit à caution.

« Dans les huit jours de la publication du décret prévu au paragraphe du présent article, tous commerçants ou détenteurs autres que les fabricants devront, dans la même forme, soumettre à l'impôt les produits en leur possession.

« L'administration des contributions indirectes est chargée d'assurer l'application des dispositions du présent article.

« Les contraventions à ces dispositions sont constatées par les agents dénommés à l'article 5 de la loi du 28 Février 1872 et à l'article 2 de la loi du 21 Juin 1873. »

Outre les spécialités pharmaceutiques, les « poudres, sels, comprimés et généralement tous produits préconisés par voie d'annonces ou de prospectus, comme destinés à parer des eaux minérales artificielles », sont également soumis à l'impôt, ainsi qu'il résulte des dispositions de l'art. 15 de la loi (1).

(1) Le montant de la fiscalité ainsi établi a été modifié ultérieurement, d'abord quant au montant, qui a été aggravé dans la proportion du double décime, puis quant à son principe. La loi du 4 Avril 1926 a établi un nouveau critérium d'imposition ; les produits paient ou non selon que la publicité en est faite auprès du corps médical ou pharmaceutique, ou bien directement au public par annonces, prospectus, affiches, etc... Distinction assez critiquable dans le fond et dans ses effets, et qui a soulevé une polémique extrêmement vive. Cf. la presse médicale et pharmaceutique de 1926 à ce jour, dont, presque sans exception, il n'est pas un numéro, de quelque organe que ce soit, qui ne contienne un article sur le sujet. Sans s'y attarder, encore que le sujet mérite la plus parfaite attention et qu'il y a à y revenir dans une étude spéciale, il convient cependant de remarquer que le critérium fiscal de la loi de 1926, s'il occupe en deux la profession pharmaceutique, ne saurait avoir d'effet sur notre exposé juridique ; ce qu'il importe présentement d'étudier, c'est l'établissement de l'impôt quel qu'il soit, et sa répercussion sur l'état de droit de la spécialité pharmaceutique.

La loi fiscale de 1916 a ainsi taxé les spécialités pharmaceutiques sans autrement les définir et sans faire la moindre allusion aux remèdes secrets. Il n'était que trop naturel que cette rédaction soulevât au cœur des fabricants une nouvelle espérance d'obtenir la légitimation de leur industrie.

D'une part, le fait même que la loi taxât les spécialités pharmaceutiques, de l'autre la discrimination, du point de vue de cette propre taxation, entre les spécialités qui portaient leur formule et celles qui ne la portaient point, semblaient vraiment de nature à affirmer la corrélation entre la reconnaissance légale et l'assujettissement fiscal. Une excusable confusion fut jetée dans l'esprit d'honorables fabricants, impatientes d'une brimade bientôt séculaire et mal informés des arcanes juridiques. « Puisqu'on taxe ceux de nos produits dont nous « taisons la composition et qu'on détaxe ceux dont nous la « proclamons, c'est, dans les deux cas, reconnaître qu'il n'y « a plus de remèdes secrets, soit que l'Etat touche sa perception, soit que la formule soit publiée ; dans les deux cas, la « spécialité rachète son caractère de remède secret, soit par « l'acquit de la taxe, soit par la publicité de la formule. »

C'était là parler à la fois la langue de Monsieur de Voltaire et celle de tout le monde, ce qui, à en croire une assertion répandue, témoigne de bien de l'esprit ; c'était parler la langue du bon sens qui dit qu'un secret qui est connu à la fois de son fabricant, de la foule escomptée, et souhaitable, de ses acheteurs, et de l'élite intellectuelle des pharmaciens - revendeurs et des médecins - prescrivants, n'est probablement plus un secret ; c'était aussi parler la langue d'une très élémentaire probité commerciale : « Payez et vous serez considéré », affirme orgueilleusement le boutiquier qui présume, dans le même temps, la considération de ses fournisseurs quand il les paie, et la déconsidération de ses clients s'ils ne le payaient point. Mais ce n'est pas parler la langue du Droit, qui est beaucoup plus subtile et beaucoup plus nuancée, dont les clartés risquent toujours d'être aveuglantes, et dont les obscurités se superposent et se complètent.

D'abord, il faut rappeler qu'en Droit français, il ne peut y avoir d'abrogation tacite. En face du raisonnement simpliste

par lequel la taxation de la spécialité annulait l'interdiction posée par la loi de Germinal et les textes subséquents, il convient d'énoncer l'opinion d'une des plus hautes autorités en science administrative, le Professeur HAURIOU, doyen de la Faculté de Droit de Toulouse, qui écrit dans son « *Traité de Droit Constitutionnel* » :

« Il faut voir dans des symptômes de réaction contre le principe de l'abrogation tacite de la loi ancienne par la loi nouvelle par simple contrariété de texte dans..... les efforts législatifs faits pour mettre un terme à la pratique abusive des réformes introduites dans la loi de finances. Voir loi du 30 Juillet 1913, art. 105 : « Il ne peut être introduit dans la loi de finances que des dispositions visant directement les recettes et les dépenses, à l'exclusion de toutes autres questions. » Et assurément ce texte ne suffira pas à changer les mœurs parlementaires, mais c'est une indication (1). »

L'abrogation de l'article 32 ne pouvait donc, sans jeter à bas les fondements de tout notre édifice juridique, se trouver sous-entendue entre les lignes de la loi du 30 Décembre 1916. Elle le pouvait d'autant moins que cette loi est une loi de finances et qu'il y a en droit public une autre règle (qui n'est inscrite nulle part en propres termes, mais qui n'en a sans doute que plus de force, car elle s'intègre ainsi au droit naturel lui-même), une règle que la Cour de Cassation comme le Conseil d'Etat rappellent en toutes occasions, à savoir que les lois de finances ne sont pas tout à fait des lois comme les autres et qu'en conséquence, elles ne sauraient abroger, même explicitement, les dispositions législatives précédemment édictées. Autrement dit, les lois de finances ne légitèrent pas : elles taxent. La loi du 30 Décembre 1916, qui est une loi de finances, ne pouvait donc abroger d'aucune façon, ni même modifier la loi du 21 Germinal an XI, qui est un texte de réglementation et non de fiscalité.

Après cette première considération de forme, qui suffirait

(1) HAURIOU, *Traité de Droit Constitutionnel*, Paris, 1923, pp. 204 et suiv.

déjà à clore ce débat, il faut en venir au fond même de la prétention de ceux qui croyaient en toute bonne foi avoir obtenu à beaux deniers comptants la reconnaissance de leur industrie et qui cherchaient dans les circulaires de l'administration des contributions indirectes une... indirecte contribution à leur thèse.

Les malheureux ! Aux prétentions du fisc, qui ne craignait pas d'enfreindre les prescriptions salutaires de la loi et des traditions en faveur d'un inviolable secret professionnel, ils durent ajouter l'affront des comparaisons les moins flatteuses. En effet, par un axiome irréfuté, les obligations fiscales ne lèvent pour les faits qu'elles soumettent à l'impôt aucune des prohibitions portées par les lois pénales. La doctrine, avec toute l'autorité que confère la chaire professorale (1), et la jurisprudence, par la triple voix du Tribunal de Commerce de la Seine, de la Cour d'Appel de Paris et de la Cour de Cassation, ne manquèrent pas de faire sentir toute l'inanité d'une

(1) Georges RENARD, professeur de Droit public à la Faculté de Droit de de Nancy, chargé du cours de Législation Pharmaceutique à la Faculté de Pharmacie de la même ville, s'exprime ainsi en son traité : *Le Droit de la Profession Pharmaceutique*, Paris, 1924, page 104 en note :

« Quant à la taxe sur les spécialités, c'est une règle établie que les lois
« fiscales ne lèvent pas les prohibitions de la loi pénale touchant les faits
« qu'elles assujettissent à l'impôt. Les congrégations religieuses ont vaine-
« ment plaidé l'abrogation tacite de prohibition de l'époque révolution-
« naire par les lois qui les ont frappées d'impôts spéciaux. Plus récem-
« ment, il a été jugé que l'établissement d'une taxe sur les courses de
« taureaux n'implique aucune dérogation à la loi du 2 Juillet 1850 sur la
« protection des animaux domestiques, ni au pouvoir des maires et
« préfets d'interdire ce genre de spectacles : Cassation, Chambre Crimi-
« nelle, 8 avril 1922, *Gazette des Tribunaux*, 5 mai 1922. Observation
« analogue au sujet de l'article 49 de la loi du 31 Décembre 1921 relatif
« au visa des films cinématographiques : « Le visa par le ministre des
« Beaux-Arts vaut autorisation de représenter sur tout le territoire fran-
« çais ; » la Cour de Cassation a jugé, le 28 novembre 1922 qu'il n'y
« avait là qu'une mesure fiscale ; le pouvoir d'interdiction des maires et
« des préfets est respecté ; même jurisprudence au Conseil d'Etat. »

Nous donnons plus loin notre entier accord à cette argumentation magistrale.

présomption qui a été régulièrement condamnée chaque fois qu'elle s'est fait jour, en cette matière comme en d'autres. La perception d'une taxe n'est jamais un brevet de reconnaissance ; le fisc ne se préoccupe jamais de la régularité d'une situation ; muni d'un texte pour frapper, il n'a pas à s'enquérir du texte qui interdit ou du texte qui réglemente. Le paiement de la taxe ne rachète aucune tare, congénitale ou acquise. Un pharmacien, dont le diplôme n'aurait pas été visé à la préfecture comme le prescrit la loi, mais qui acquitterait ponctuellement sa patente ne pourrait échapper à une poursuite en exhibant sa quittance. Encore là pourrait-on interpréter l'exemple comme un effet du compartimentage et de la non-pénétration des diverses administrations, en l'espèce de la police et des contributions. Mais la règle est bien plus générale. La taxe apposée sur les courses de taureaux avec mise à mort n'a pu abolir l'interdiction édictée contre elles par la loi du 2 Juillet 1850, dite loi Grammont, pour punir les mauvais traitements contre les animaux domestiques, et il fallait un magistrat bien pénétré des passions locales pour rendre cette sentence du 19 septembre 1922 (1), où quelques fabricants crurent trouver motif à se réjouir pour leur cause :

« Attendu que l'article 92 de la loi fiscale du 25 Juin 1920, instituant
« la taxe de 25 0/0 sur les courses de taureaux constitue une forte pré-
« somption de légalité en faveur de ces courses et que l'Etat, en encais-
« sant lui-même une partie des recettes en provenant, aurait mauvaise
« grâce à critiquer ces sortes de réunions et à s'y opposer ;

« Attendu qu'il est difficile de concevoir que le législateur soit allé
« chercher des ressources budgétaires en frappant d'une taxe un specta-
« cle qu'il aurait d'autre part considéré comme illicite et immoral, mais
« qu'il faut considérer qu'il a simplement et en même temps sanctionné
« la situation de fait (2)....

A ceux qui prennent volontiers leurs désirs pour des réalités et qui parfois ont préféré l'encouragement intéressé à l'avis

(1) Béziers, jugement du Tribunal de simple police.

(2) *Les Courses de Taureaux*, par Henri PRUD'HOMME, conseiller honoraire de Cour d'Appel, Revue Pénitentiaire et de Droit Pénal, 46^e année, N^o 7-9, pp. 498 et s. (avec commentaire).

sagace, mais un peu désabusé, des vrais maîtres du droit pharmaceutique, la prose de l'honorable juge de paix prêtait aux plus aimables transpositions :

« Attendu que l'article 16 de la loi du 30 Décembre 1916 instituant la « taxe de 10 o/o sur les spécialités pharmaceutiques constitue une forte « présomption de légalité en faveur de ces spécialités et que l'Etat, « encaissant lui-même une partie des recettes en provenant, aurait mau- « vaise grâce à critiquer ces sortes de fabrication et à s'y opposer ;

« Attendu qu'il est difficile de concevoir que le législateur soit allé « chercher des ressources budgétaires en frappant d'une taxe une fabri- « cation qu'il aurait considéré comme illicite et immorale, mais qu'il « faut considérer qu'il a simplement et en même temps sanctionné la « situation de fait... (1).

Qu'il est plaisant de statuer en équité, et qu'il est misérable de se soucier des principes fondamentaux du droit national, quand il s'agit d'effacer l'inique condamnation portée contre la distraction dominicale ou le labeur quotidien ! Et qu'il est doux d'être un grand homme rue d'Aumale, à Paris, par les mêmes motifs où on l'est à Béziers ! Mais la Cour de Cassation veille en son imperturbable sérénité, et un arrêt solennel, toutes chambres réunies, attesta bientôt toute la différence qui sépare la sanction du fait telle que l'espérance l'aperçoit et la reconnaissance du droit telle que les textes l'enferment :

« La Cour, toutes chambres réunies :

« Vu l'arrêt de la Chambre Criminelle en date du 21 avril 1923, ren- « voyant la cause et les parties devant les chambres réunies de la Cour « de Cassation ;

« Vu la loi du 2 juillet 1850 et l'article 92 de la loi du 25 juin 1920 ;
« Sur le moyen tiré de la violation des articles sus-visés :

« Attendu que la loi du 25 Juin 1920 en comprenant, dans son « article 92, les courses de taureaux parmi les spectacles et autres attrac- « tions ou divertissements similaires sur lesquels elle institue une taxe « proportionnelle au montant des recettes, n'a eu d'autre objet que de

(1) A rapprocher de ces motifs... idéaux, les motifs très réels, et qui ne prêtent à aucune prise, du jugement du Tribunal de Commerce, confirmé par la Cour, dans l'affaire ASTIER-POULENG, rapportée plus haut. (Cf. page 91). Pour cette partie du moins, ces décisions ont rencontré l'adhésion unanime, — qui, comme nous l'avons déjà dit, leur a manqué par ailleurs tant des commentateurs que de la Cour de Cassation.

« créer des ressources au profit du Trésor public ; que cette disposition
« purement fiscale ne contredit en aucun point les prescriptions de la
« loi du 2 juillet 1850, punissant des peines de simple police les mauvais
« traitements exercés sur les animaux domestiques et, en conséquence,
« n'en restreint nullement l'application ; qu'il suit de là qu'elle ne
« saurait avoir pour effet de modifier dans leurs rapports avec la loi
« pénale le caractère des faits qui peuvent se produire dans les courses,
« lesquels continuent de constituer une contravention, lorsqu'ils réunis-
« sent les éléments prévus par le texte répressif précité... (1).

Pour les amateurs de transpositions il y a là un thème d'une cruelle ironie. La déconvenue était bien facile à prévoir cependant, tant les principes évoqués par la Cour de Cassation sont intimement sondés à notre droit. Faut-il d'autres exemples ? Faut-il parler de ces commerces que des contributions élevées ne peuvent laver de leur immoralité intrinsèque ? Empruntons plutôt une décision du même ordre à la profession cinématographique. L'article 49 de la loi de finances du 31 Décembre 1921 a établi une taxe générale de cinq centimes par mètre de film ; mais cette perception n'implique aucunement une autorisation de représentation et chaque maire ou préfet conserve le droit qu'il puisse dans les articles 97 et 99 de la loi du 5 Avril 1884 d'interdire par mesure de police telle ou telle représentation (2). Le fait est donc bien établi, et sans qu'on puisse y revenir, que la taxe instaurée sur la spécialité pharmaceutique n'a pas détruit l'interdiction du remède secret. Seule d'ailleurs une méconnaissance absolue des règles juridiques avait pu en favoriser la fallacieuse espérance et les fabricants de spécialités pharmaceutiques ont vite été amenés à éprouver que la loi du 30 Décembre 1916 ne comportait pour leur industrie aucune modification essentielle et qu'elle laissait subsister, dans tout leur illogisme comme dans toute leur gravité, les inconvénients de la notion du remède secret telle que les textes et les tribunaux l'ont définie.

(1) Cour de Cassation, 13 juin 1923 (*La Loi*, 9 novembre 1923) Cf. aussi Cour de Cassation, Chambre Criminelle, 8 avril 1922, *La Loi*, 21 juin 1922.

(2) Cf. Cour de Cassation, 28 octobre 1922 (*Gazette des Tribunaux*, 16 novembre 1922).

Si elle avait réveillé l'espoir d'une légitimation par la voie détournée, la loi du 19 Avril 1923, aurait conduit aux mêmes déceptions. On sait qu'elle a pour effet de réglementer les conditions d'entrée en France des spécialités pharmaceutiques étrangères et de substituer à la tolérance administrative le régime de l'admission, sous réserve de réciprocité dans le pays originaire du produit importé. Ce n'est pas un mystère qu'elle a puisé son inspiration auprès de certaines personnalités, particulièrement qualifiées tant par leur compétence et leur sens des possibilités (1) que par leurs hautes fonctions à la Chambre Syndicale des Fabricants de Produits Pharmaceutiques ; l'honorable M. CAMUZET, député de la Marne, l'a rapportée à la Chambre ; l'éminent M. CHAPSAL, sénateur de la Charente, que ses fonctions précédentes au ministère du Commerce avaient renseigné de façon très complète sur l'importance de la question, défendit devant le Sénat le texte voté par la Chambre et obtint son adoption :

Loi du 19 Avril 1923 modifiant la loi du 11 Janvier 1892 portant établissement du Tarif général des douanes :

ARTICLE PREMIER. — Le tableau A annexé à la loi de douane du 11 Janvier 1892, revisée par la loi du 29 Mars 1910, est modifié ainsi qu'il suit :

N° du tarif d'entrée : 3r6.

Désignation des marchandises : médicaments composés non dénommés — non compris les sérums, vaccins, virus, toxines et produits similaires :

1°) figurant dans une pharmacopée officielle : suit l'indication des taxes ;

2°) N'y figurant pas, mais portant en caractères apparents et en langue française, sauf sur le récipient même du produit que sur son conditionnement extérieur, le nom usuel et la dose des substances actives (à l'exclusion des dénominations et formules chimiques) ainsi que le nom et l'adresse du fabricant : suit l'indication du tarif ;

3°) N'y figurant pas et ne portant pas les mentions susvisées : suit l'indication du tarif.

(1) Les noms du Docteur FAURE, son éminent président, et du Docteur LEPRINCE, notre très distingué confrère, viendront à la pensée de tous ceux qui liront ces lignes.

Les médicaments désignés sous le n° 2 et originaires de pays qui n'assurent pas à la France des avantages équivalents pour l'importation de ses médicaments sont prohibés.

[ART. 2. — Taxe les règles du calcul des droits.

ART. 3. — Interdit l'entrée des anti-conceptionnels].

Tout ce qui a été prétendu sur la reconnaissance légale de la spécialité pharmaceutique par la taxation de la loi de 1916 aurait pu être répété avec aussi peu de succès (1) à propos de la loi de 1923. Pas plus que le législateur de 1916, celui de 1923 n'a entendu absorber de biais la question du remède secret ; la loi CAMUZET-CHAPSAL est une mesure d'ordonnance-

(1) Cf. RENARD, loc. cit. p. 118, note :

« Nous ne pouvons admettre ici, pas plus qu'à propos des remèdes secrets, l'abolition d'une prohibition de la loi pénale par une mesure fiscale. La situation n'en est pas moins singulière : l'administration des douanes donne accès sur le territoire national, à prix d'argent, à des produits dont la vente, pour l'usage médicinal auquel ils sont destinés, est susceptible d'être poursuivie devant les tribunaux répressifs. La situation est d'autant plus choquante que le traité de Versailles (partie 8, sect. I, annexe 6) prévoit la livraison de produits pharmaceutiques allemands à titre de réparation ; qu'en ferons-nous si nos pharmacies ne peuvent les débiter ? Et il faut maintenir cette anomalie, à peine de tomber dans un paradoxe plus étrange, qui consisterait, à permettre aux pharmaciens français de débiter des médicaments qu'ils n'auraient pas le droit de préparer eux-mêmes, et à autoriser la vente en France de produits qu'il serait interdit d'y fabriquer. Du reste la loi de 1923 est l'aboutissement d'une proposition de M. RENARD (Chambre des Députés, 9 juin 1922, n° 4439), dont l'exposé des motifs se termine de la façon suivante : « Il demeure entendu que ce système ne toucherait en rien aux garanties organisées dans l'intérêt de la santé publique, et que les autorités chargées d'assurer la surveillance de la circulation, de la détention et de la vente des produits pharmaceutiques conserveraient, vis-à-vis des médicaments importés, leur pouvoir d'investigation et d'examen comme vis-à-vis des spécialités fabriquées en France. Les règles en matière d'hygiène et de santé publiques sont générales et aucun produit n'y est soustrait ». A la veille du vote définitif, le corps pharmaceutique avait appelé l'attention parlementaire sur la nécessité de réaliser la révision du régime des remèdes secrets avant de réorganiser le régime douanier des compositions pharmaceutiques (lettre à M. le sénateur CHAPSAL, rapporteur, en date du 31 janvier 1923, dans le *Bulletin de l'Association générale des Syndicats pharmaceutiques*, 1923, p. 53 et s.). »

ment très technique, adaptée à ces formalités spéciales qui constituent l'armature douanière du pays ; elle n'envisage la spécialité pharmaceutique nationale qu'autant qu'elle est par ailleurs conforme aux lois et règlements en vigueur, sans se soucier ni d'en vérifier le fonctionnement, s'ils sont défectueux, ni d'en restaurer la vétusté, s'ils sont faussés par l'âge. On ne peut déduire l'abrogation du remède secret d'une mesure législative qui est censée ne s'appliquer qu'aux seuls produits licites et reconnus comme tels ; c'est un texte explicite et exprès qui, désormais, doit rectifier une notion que les tribunaux ont dégagée et qu'ils ont mise à l'abri de toute atteinte par ricochet.

Défaut de sanction à l'article 32 — moyen de pure procédure ; reconnaissance détournée soit par le décret du 14 Septembre 1916, soit par la loi de finances du 30 Décembre 1916, soit par la loi du 19 Avril 1923 (1) — moyen d'un droit incertain : nous avons analysé, à la lumière d'une science que nous savons imparfaite, ces procédés qui furent sans efficacité s'ils ne furent ni sans ingéniosité ni sans subtilité.

Ils n'ont pas délivré la profession pharmaceutique de l'emprise des textes de Germinal an XI, d'Août 1810 et de Mai 1850 dont une conjonction rigoureuse a fait le statut juridique du remède spécialisé. Tout produit dont la formule n'a pas été achetée pour être publiée en vertu du décret de 1810 ou n'a pas été publiée pour autorisation par l'Académie de Médecine en vertu du décret de 1850 doit être réputé remède secret — sauf

(1) Faut-il parler de la loi sur les sérums, qui a intauré un régime très particulier pour certains produits d'origine biologiques ? En quelques notes (Cf. pp. 90, 138 et 140) nous avons montré que la prétention d'abriter certaines spécialités pharmaceutiques derrière la loi du 25 Avril 1895 ne pouvait être invoquée qu'à l'occasion de produits très particuliers dont l'ensemble constitue la sérothérapie et, malgré quelques extensions assez ingénieuses, n'a jamais représenté qu'une part relativement faible de la fabrication française, soumise à la notion du remède secret.

les exceptions du produit conforme au *Codex*, du produit présentant une amélioration sur le *Codex*, du produit qui n'est qu'accessoirement médicamenteux. Tels sont les principes qui ressortent incontestablement de l'étude entreprise ; il convient maintenant de quitter ce domaine de la théorie, ce domaine du droit pur, et d'examiner, dans les faits, le champ de la pratique, d'analyser les conséquences de la législation et d'en rechercher les incidences, tant au point de vue d'une profession très déterminée qu'au point de vue, beaucoup plus général, de l'économie nationale et de la santé publique.

CHAPITRE II

Sous le signe de la Tolérance...

Si l'on a bien voulu accorder aux notions qui précèdent une attention dont l'auteur se sait indigne, mais que requiert impérieusement la matière, on demeurera d'accord qu'il ne fait pas de doute que le signe du remède secret a marqué, de son empreinte ou de sa hantise, les spécialités pharmaceutiques inventées ou fabriquées en ce pays pendant plus d'un siècle. Elles n'en sont pas toutes mortes, c'est entendu, mais enfin toutes ont été plus ou moins frappées, même les meilleures. Ce qui les a le plus gênées, ce n'est pas tellement la Loi, (c'est-à-dire la combinaison des textes précédemment étudiés, qui posaient une définition stricte, critiquable, à la fois trop ajustée et imprécise, mais à la rigueur possible), c'est la deshérence de la Loi. En effet, sauf des exceptions si rares qu'on peut les compter nommément et que nous avons rappelées, (1) les décrets de 1810 et de 1850, à voir les choses de près, n'ont pas été appliqués. Sitôt parus, sitôt attaqués par tout le monde : médecins, pharmaciens, fabricants, juristes, par les uns au nom de la science, par les autres au nom de la profession, au nom de la santé publique, au nom du droit, au nom de la logique, au nom du bon sens, au nom de la liberté du commerce, l'administration, pourtant chargée de les appliquer, les a laissés en sommeil et ils n'ont plus connu force et vigueur que dans les prétoires. Les Tribunaux, par (définition, sont tenus d'avoir plus de mémoire que les ministères et, à peine de forfaiture) ne peuvent d'eux-mêmes déclarer caducs des textes que le législateur n'a point abrogés ou amendés.

Or, la réglementation des spécialités pharmaceutiques est essentiellement d'ordre public et de ce que l'administration n'a

(1) Cf. plus haut, pages 26, 27, 33 notamment.

pas assuré aux prescriptions légales le respect intégral et constant, seul capable d'incorporer aux nécessités variables d'une profession le souci d'un ordre supérieur, il s'en est suivi que, finalement, c'est au pouvoir judiciaire qu'est revenue la tâche de dire le bien et le mal, le permis et le défendu. Contribution peut-être imprévue, mais notable à cette opinion de droit administratif dont le savant Professeur JACQUELIN, de la Faculté de Paris, s'est fait le hardi zélateur : que juger, c'est encore administrer. Dans cette substitution du judiciaire à l'exécutif, l'arrêt de Metz de 1857, sur lequel nous avons longuement insisté, est le monument capital ; il a imprimé ses directives à toutes les décisions ultérieures en rappelant à la fois l'interdiction de principe qui frappe le remède secret et les formalités prescrites pour concilier cette interdiction avec les progrès de la science et les intérêts des inventeurs.

L'interprétation qu'il a donnée des textes est très stricte et selon la lettre. La jurisprudence antérieure leur avait été parfois moins étroitement attachée ; n'en citons pour exemple qu'un autre arrêt de la même Cour de Metz, du 5 mars 1856 celui-là, où s'était affirmée une compréhension assez différente, beaucoup plus libérale, sans doute moins exacte, mais qui, si elle avait dû prédominer, serait arrivée à changer la définition juridique de la spécialité en admettant qu'une longue tolérance pouvait comporter une légitimation implicite (1).

(1) En 1855, le *Moniteur de la Moselle* avait inséré des annonces du *Rob Boyveau-Laffeteur* ; des poursuites furent dirigées contre le gérant du journal, le docteur GIRAudeau de SAINT-GERVAIS, propriétaire du remède, et le directeur de l'agence de publicité qui avait fait faire l'annonce ; tous les trois furent condamnés à 600 francs d'amende pour annonce de remèdes secrets. En appel, le docteur GIRAudeau de SAINT-GERVAIS produisit un arrêt du Conseil d'Etat du 12 septembre 1778 autorisant M. LAFFETEUR à vendre le *Rob antisymphilitique* de sa composition avec faculté de marquer les bouteilles de son nom, de son cachet ou de telle autre marque qu'il aviserait, et défenses expresses à toute personne de contrefaire ladite marque ; 2° un procès-verbal du 11 Vendémiaire an XIV, constatant l'enregistrement de ce titre à la préfecture de police pour la continuation de la vente du remède connu sous le nom de *Rob antisymphilitique* ; 3° une lettre du ministère de l'intérieur du 16 Décembre 1828 reconnaissant que la loi de Germinal n'était pas applicable aux remèdes antérieurement autorisés et spécialement au *Rob antisymphilitique* dont la vente et l'annonce continuaient à être licites, sauf le droit de

l'administration de refuser son agrément à tel des dépositaires qui ne lui paraîtrait pas offrir des garanties nécessaires ; 4° Diverses lettres ministérielles des 8 Novembre 1831, 1^{er} Octobre, 6 et 29 Novembre et 4 Décembre 1855, ayant le même objet ; la Cour statua en ces termes : « Attendu que le docteur GIRAudeau est propriétaire du *Rob Laffecteur*, que ce *Rob* a été autorisé par arrêt du Conseil du 12 Septembre 1778, que la loi du 21 Germinal an XI a prohibé d'une manière générale et absolue tous les remèdes secrets, mais que le décret du 25 Prairial an XIII, art. 1^{er}, a créé une exception à ladite loi en faveur des remèdes antérieurement autorisés et dont la distribution a été permise par le gouvernement ; attendu que s'il est vrai que le décret du 18 Août 1810 a renouvelé par son art. 1^{er} les prohibitions de la loi de Germinal, que par son art. 2 il a obligé sans distinction les inventeurs ou propriétaires de remèdes secrets à communiquer leurs recettes à l'examen d'une commission et, que par son art. 6, il a donné au gouvernement le droit d'expropriation moyennant une indemnité préalable, il est certain que le décret du 26 Décembre 1810 a modifié celui du 18 Août en dispensant par son art. 2 les remèdes anciens autorisés avant le décret du 18 Août 1810 de l'examen de leurs recettes par une commission qui n'avait plus, dans ce cas, qu'à s'expliquer sur la bonté desdits remèdes, sur l'effet utile qu'ils procurent à l'humanité et sur le prix à payer aux propriétaires par le gouvernement pour achats de leurs secrets ; — attendu que les commissions de remèdes secrets, devant s'expliquer sur leur bonté, ont jugé ne pouvoir remplir cette mission qu'autant que les recettes des remèdes seraient soumises à leur examen, motif pour lequel elles n'ont pas admis l'exception portée dans l'art. 2 du décret du 26 Décembre 1810 et se sont toujours refusées à donner leur avis sur les remèdes dont la recette ne leur était pas communiquée ; que ce fait est expressément déclaré par le ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics dans sa lettre du 29 Novembre 1855 ; que ce fut là une première entrave à l'exécution du décret du 26 Décembre 1810 ; — attendu qu'il a été plaidé, et que le contraire n'a pas été établi, que jamais la seconde commission dite de révision prescrite par l'art. 4 du décret du 18 Août 1810 devant laquelle devaient se pouvoir, en cas de réclamation, les inventeurs ou propriétaires de remèdes secrets, n'avait été organisée ; que ce fut là une seconde entrave à l'exécution du décret de 1810 pas plus imputable que la première aux propriétaires ou inventeurs desdits remèdes ; — attendu qu'il est énoncé dans les lettres du ministre de l'agriculture et du Commerce des 24 Octobre 1820, 1^{er} Octobre et 4 Décembre 1855, que c'est en raison des difficultés qui se sont opposées à l'exécution des décrets de 1810, que l'administration a été amenée à tolérer exceptionnellement l'annonce et la vente du *Rob Laffecteur* en attendant qu'une nouvelle législation intervînt dans cette matière ; attendu que cette tolérance n'a pas discontinué depuis trente-six ans que le *Rob Laffecteur* est répandu en France et en pays étrangers ; que les préfets en ont autorisé le dépôt dans un très grand nombre de départements ; que dans un tel état de choses, dans la position particulière et exceptionnelle où GIRAudeau a été placé par le gouvernement ou ses ministres, l'annonce du *Rob Laffecteur* ne saurait être réputée illégale, décharge les appelants des condamnations (Metz, 5 Mars 1856).

L'arrêt de 1857 a mis fin à toute controverse possible, délimitant d'un même coup la zone interdite du remède secret et la zone permise de la fabrication licite, qui se reconnaît désormais, comme nous l'avons dit soit au caractère non exclusivement médicamenteux ou quasi-fantaisiste du produit, soit à la traduction, parfois revue et corrigée, du *Codex*. On voit facilement quels éléments de complication ont été ainsi introduits. Or, il est bien rare qu'un médicament soit entièrement nouveau ; l'humanité est composée de plus de morts que de vivants, et un médicament nouveau n'est le plus souvent que l'amélioration d'un médicament ancien ; toute acquisition de la science retentit sur la thérapeutique primitive et mille incidences successives modifient de fond en comble la fabrication, qu'elle ait lieu d'après des données personnelles ou d'après les formulaires officiels, dont la mission est pourtant de fixation. Pour ne leur emprunter qu'un exemple, la préparation inventée en 1660 par Thomas SYDENHAM est devenue notre Teinture d'Opium Safranée, non sans que la Pharmacopée Gallicane, en son édition de 1908, n'ait encore rectifié l'édition de 1884, qui revisait déjà les précédentes.

A la macération vineuse de l'opium, du safran, de la cannelle et du girofle s'est subsistée l'extraction alcoolique des principes actifs, aromatisés par des essences. Sydenham ne s'y recontraît pas plus qu'aux mixtures où Paracelse mêlait jadis l'opium et le safran avec l'ambre gris, le suc de corail, la quintessence d'or et le magistère de perle. Tout est dans tout, et demain, on y reviendra peut-être, suivant des formes que nous ne saurions présentement prévoir et que nous trouverons toutes simples. Aussi y-a-t-il bien de la prétention, même pour un Tribunal, à déclarer nouveau tel médicament, donc ce qui en fait un remède secret puisque sa formule n'aura point été acquise selon le décret de 1810 ni le décret publié selon celui de 1850 ; ou, au contraire à n'y voir qu'une transposition légère et louable du *Codex*, ce qui en fait un produit licite. C'était en vérité livrer le fabricant à l'entier arbitraire du juge, souverain appréciateur du fait. Les illogismes étaient inévitables ; les contradictions devaient s'accumuler : le même jugement a déclaré remède secret le Thé Chambard qui est un mélange de plantes pas si éloigné de ceux qui figurent au *Codex* tandis qu'il inno-

centait le Sirop d'Homs, tout en acceptant que le laurier-cerise s'y ajoutât à la morphine, cette modification n'étant considérée que de « peu d'importance (1). »

Des distinctions aussi fallacieuses ont vite enlevé à la chose jugée l'autorité qu'on est disposé à lui attribuer en toute matière et qu'on ne lui a plus accordée en celle-ci qu'avec beaucoup d'arrière-pensée. Au surplus, les énonciations du *Codex* ne sont pas si constamment remarquables qu'elles n'aient pu permettre à un fabricant de mettre en vente des produits d'une qualité médiocre et de faible efficacité ; pour être à l'abri, il n'avait qu'à parer d'un nom heureux une formule inscrite à la Pharmacopée officielle en se gardant bien d'y toucher pour quoi que ce soit. Par contre, aucun fabricant consciencieux, ayant apporté à la suite de recherches personnelles — expérience opiniâtre ou trouvaille heureuse — une modification non inopportune, ne pouvait s'affirmer en sécurité, sa préparation étant toujours sous le coup de l'appréciation d'un tribunal. Bien plus, quand l'arrêt de 1906 sur l'urotropine fut intervenu (1)

(1) Jugement du Tribunal de la Seine, 13 février 1880, *Gazette des Tribunaux*, 15 février 1880, cité plus haut (voir pages 79 et 100).

Sous le nom « d'Espèces purgatives ou Thé de Saint-Germain » le *Codex* indique le mélange suivant : séné (folioles) 2, sureau 1, fenouil 0,50, anis 1, crème de tartre 0,50. Le fabricant de Thé Chambard soutenait que son produit n'était qu'une simple modification de la formule du *Codex* ; sans donner les éléments précis de sa documentation, le Tribunal en a décidé autrement, allant ainsi contre la réalité probable et, en tous cas, l'opinion générale des techniciens : dans sa dernière édition (1923), l'*Officine ou Répertoire générale de Pharmacie pratique*, de DORVAULT mentionne sous la reproduction de la formule des Espèces purgatives du *Codex* ou Thé de Saint-Germain : « le Thé purgatif, le Thé de Smye ou de santé, de CHAMBARD et autres, ne sont que des variantes de cette préparation. »

On se demande vraiment ce que le fabricant du Thé Chambard a pu enlever ou ajouter aux espèces purgatives du *Codex* pour commettre un délit quand le fabricant du Sirop d'Homs (ou du Bon Samaritain) a pu licitement se servir d'une eau distillée toxique quand elle est employée à forte dose et qui, en tous cas, figure aux médicaments « à séparer », à titre d'arôme ou d'excipient.

(1) Cour de Cassation, Ch. Crim. 8 décembre 1906, cité plus haut, pp. 47 et suivantes.

et que la Cour de Cassation eut une fois pour toutes porté l'interdiction de l'article 32 sur les produits nouveaux, ç'aurait dû en être fait de tous les produits dûs au progrès scientifique, puisque tant et tant d'entre eux étaient dans le cas de l'urotropine. On imagine mal le médecin, pour s'incliner devant l'immuabilité d'un juridique, prescrivant par leur formule et leur procédé de préparation, les produits que les découvertes quotidiennes de la chimie et de la pharmacologie lui apportent pour l'expérience ou pour l'usage : la plus encyclopédique faculté d'apprendre et de se souvenir n'y parviendrait pas.

Frappant la médecine d'impuissance, l'arrêt de 1906 rend également l'exercice de la pharmacie impossible, si le pharmacien doit être condamné quand il tient son esprit au courant des remèdes nouveaux et son officine à jour de ceux d'entre eux qu'il est dans l'absolue incapacité de fabriquer, même sur prescription expresse et spéciale du médecin. La loi de Germinal n'avait pas prévu l'urotropine ni le radium ; l'arrêt de 1906, d'un trait de plume, écarte les auxiliaires trop fraîchement recrutés à la thérapeutique des temps modernes.

A en croire la jurisprudence, l'industrie pharmaceutique aurait donc dû se contenter d'exploiter les recettes sanctionnées par le *Codex*. Une exception a bien été faite pour la serotherapie (1), qui a eu les honneurs d'une loi spéciale, du 25 avril 1895, relative à la préparation, à la vente et à la distribution des Sérums thérapeutiques et autres produits analogues (2) ; mais

(1) Cf. pp. 90, 131 et 140 (notes).

(2) Loi du 25 Avril 1895 relative à la préparation, à la vente et à la distribution des sérums thérapeutiques et autres produits analogues.

ART. 1^{er}. — Les virus atténués, sérums thérapeutiques, toxines modifiées et produits analogues pouvant servir à la prophylaxie et à la thérapeutique des maladies contagieuses, et les substances injectables d'origine organique non définies chimiquement, appliquées au traitement des affections aiguës ou chroniques, ne pourront être débités, à titre gratuit ou onéreux,

le nombre des préparations de cette nature est forcément assez restreint et la loi précitée ayant admis à leur fabrication les non-pharmaciens n'a fait que compliquer d'avantage la situa-

qu'autant qu'ils auront été, au point de vue soit de la fabrication, soit de la provenance, l'objet d'une autorisation du gouvernement rendue après avis du Comité consultatif d'hygiène publique de France et de l'Académie de médecine.

Ces produits ne bénéficieront que d'une autorisation temporaire et révocable. Ils seront soumis à une inspection exercée par une commission nommée par le ministre compétent.

Art. 2. — Ces produits seront délivrés au public par les pharmaciens, sur ordonnances médicales. Chaque bouteille ou récipient portera la marque du lieu d'origine et la date de sa fabrication.

En cas d'urgence, les médecins sont autorisés à fournir à leur clientèle ces mêmes produits.

Lorsqu'ils seront destinés à être délivrés à titre gratuit aux indigents, les flacons contenant ces produits porteront, dans la pâte du verre, les mots : Assistance publique — gratuit.

Ils pourront alors être déposés, en dehors des officines de pharmacies et sous la surveillance d'un médecin, dans des établissements d'assistance désignés par l'administration, qui auront la faculté de se procurer directement ces produits.

Toutes ces prescriptions ne s'appliquent pas au vaccin jennérien humain ou animal.

Art. 3. — (1). — La livraison des substances mentionnées à l'art. premier, à quelque titre qu'elle soit faite, sera assimilée à la vente et soumise aux dispositions de l'art. 423 du Code pénal et de la loi du 27 Mars 1851.

En conséquence, seront punis des peines portées par l'art. 423 du Code pénal et par la loi du 27 mars 1851 ceux qui auront trompé sur la nature desdites substances qu'ils sauront être falsifiées ou corrompues et ceux qui auront trompé ou tenté de trompé sur la qualité des choses livrées.

Art. 4. — Toutes autres infractions aux dispositions de la présente loi seront punies d'une amende de 16 à 1.000 francs.

(1) Modifié par l'article 45 de la loi du 4^{er} Août 1905 sur les fraudes et falsifications, qui substitue à celles de ce texte, les pénalités et les dispositions d'affichage qu'elle organise.

tion (1). Les exigences de la pratique se sont donc fréquemment opposées à celles de la jurisprudence. La vie a des besoins que le droit tarde parfois à reconnaître, mais qu'il ne saurait interdire ; la spécialité pharmaceutique répondait à des nécessités si évidentes qu'elle a débordé le cadre des vieux textes trop étroits. Au fur et à mesure que les progrès de la chimie et de la pharmacologie ont enrichi l'art de guérir, une demande énorme s'est élevée d'une consommation avide sinon de tout absorber, du moins de tout essayer. Les mœurs ont tôt fait de dépasser et le législateur s'il se fige aux formes d'un passé périmé, et la jurisprudence, si par ses étroitesse et ses sévérités, souligne hors de propos le désaccord du droit et du fait. La philosophie du droit cite la loi de Germinal au premier rang des lois qu'une vieillesse entrecoupée de rares sursauts conduit à l'ensevelissement de l'oubli ; et dans son ouvrage (2), où il a atteint à une si rare élévation d'esprit, un juriste remarquable, Jean CRUET, que la guerre nous a ravi sans qu'il ait donné toute sa mesure, l'a dit en termes excellents :

. Max NORDAU, au nombre des mensonges traditionnels de la civilisation, a oublié l'un des plus caractéristiques : le mensonge juridique. Ne

(1) Nous avons déjà exposé (Cf. plus haut, pp. 90, 131 et 138) que certains fabricants ont voulu prouver dans la loi de 1895 une protection que la loi de Germinal leur avait, comme aux autres, refusée et ont essayé de faire passer leurs produits par cette fissure. Répétons donc ici que les tribunaux ne leur ont pas été cléments, les Facultés de Pharmacie non plus et le résultat le plus tangible de la loi de 1895 a été de permettre, en dehors de la pharmacie la construction de laboratoires importants (qui n'ont guère tardé par la suite à se consacrer à la fabrication des remèdes purement secrets). Les pharmaciens n'ont certainement pas obtenu par la loi de 1895 une meilleure protection de leur diplôme.

Cf. Cour d'Appel d'Orléans, 19 mars 1907, cité avec notes par *La Loi*, 2/4 avril 1907 (voir *supra*, page 89) Cf. également un arrêt tout récent sur le *Sérum aviaire* de la Cour de Paris du 30 mars 1906, *Recueil juridique des Sociétés*, Paris, mars 1927, avec commentaires du Professeur Pierre GARRAUD, de la Faculté de Lyon, vrai cocktail juridique où toutes les lois sur la médecine et la pharmacie sont brassées pour aboutir à un mélange assez peu recommandable.

(2) Jean CRUET. *La Vie du Droit et de l'Impuissance des Lois*. Bibliothèque de Philosophie scientifique, FAMMARION, Paris, (1^{re} édition, 1908).

faisons pas la folle gageure de perpétuer la fiction, cette hypocrisie du droit, dans le but hasardeux de sauver les apparences, en établissant entre des principes et une pratique profondément contradictoires, un accord purement extérieur.

Plus qu'aucune autre, la loi de Germinal, dont nous avons relaté les sources archaïques (1) est le type de ces textes moribonds qu'un regain galvanise parfois, mais qui s'avèrent incapables de remplir leur mission sociale de réglementation et d'ordonnancement. Le produit pharmaceutique devait tendre à lui échapper pour rejoindre la loi de taylorisation, plus haute et plus forte, qui est la charte fondamentale des temps modernes.

En pharmacie comme ailleurs la spécialisation est devenue la condition première de toute bonne fabrication, qui y trouve la récompense du profit et l'émulation de la concurrence ; et le remède a évolué au rythme du siècle. Remède moyen, offert par les voix de la grande presse à la consommation des demi-malades, des convalescents, des affaiblis, des « mal-fichus », qu'un essai convertira aux pilules antianémiques, au vin fortifiant, à la pastille béchique, que la publicité aura appâtés, mais que seule, la qualité saura retenir ; remède moyen, qui ne peut réussir commercialement que s'il réussit, sans autre qualification ; remède moyen, qui a éliminé les secrets de bonne femme et les élucubrations charlatanesques ; remède moyen, qui a vaincu les superstitions et démocratisé l'hygiène ; remède moyen, qui fait de..... (ne nommons personne!) la monnaie de Pasteur et élève au foyer moyen la qualité moyenne de la vie..... — ou remède inédit, remède nouveau échappé au hasard des cornues, conçu dans la dignité des laboratoires de science pure, élaboré dans la fièvre des hautes industries, et qui ne cesse d'être un article d'expérimentation pour rentrer dans l'application quotidienne qu'après avoir connu les appréciations judicieuses du prix de revient et donné les assurances du profit légitime..... Remèdes qui, tous, quels qu'ils soient, malgré l'interdiction légale d'hier et l'inégalité fiscale d'aujourd'hui, apportent à la race des hommes, avec toujours

(1) Cf. *Supra*, page 13.

un peu d'illusion, la certitude des réalités souvent bienfaisantes, remèdes qui aident à vivre comme à mourir, quelle autorité aurait pu briser leur essor que la force des choses imposait à la méconnaissance des textes et à la mauvaise volonté des procédures ?

Aussi bien a-t'on vécu sous le signe de la tolérance. On a pris depuis longtemps l'habitude de considérer l'édifice de Germinal avec ses annexes de 1810 et de 1850 comme un arsenal où la justice répressive savait trouver l'arme efficace pour sévir en cas de fraude, d'accident ou d'exploitation éhontée de la crédulité publique ; la chose défendue en droit existait donc en fait. Face à la loi caduque, aux décrets infirmes, à la jurisprudence désaxée, le remède secret florissait, sous l'œil à demi-fermé d'une Thémis complaisante, sensible à la désharmonie latente des textes et des temps, et, dans le fond, désireuse d'enterrer sous l'oubli un appareil judiciaire dont le fonctionnement avait toujours quelque chose d'illogique et de déplacé. L'interdiction de forme, cristallisée dans l'intransigeance fautive d'une définition raisonnable, a fait place, pendant un siècle, à la tolérance de fait. Mais la tolérance n'est que le déguisement de l'arbitraire et nous prétendons démontrer qu'aucun régime ne pouvait présenter plus d'inconvénients.

Si l'on examine, en effet, la spécialité pharmaceutique telle qu'elle a existé jusqu'à nos jours, telle que la tolérance, avec ses vices juridiques découlant moins des textes que de la jurisprudence, l'a admise, telle donc que ses fabricants ou ses inventeurs ont pu la confectionner et la vendre à peu près librement, il faut d'abord constater qu'aucune ne portait sa formule, qu'elle fût spécialité licite ou remède secret. Le client qui l'achetait, comme le médecin qui la prescrivait et le pharmacien qui la délivrait, étaient dans une identique ignorance, à laquelle le statut juridique du médicament n'apportait point d'éclaircissement.

Les quelques spécialités licites ne se croyaient point obligées de rappeler leur composition, qui était censée avoir été publiée une fois pour toutes par les soins du gouvernement ou ceux de l'Académie de Médecine. Mais, sans vouloir faire la moindre peine à leurs fabricants, on peut bien poser en principe qu'on interrogerait vainement cent consommateurs, cent médecins et cent pharmaciens avant de reconstituer à peu près exactement les éléments d'une composition que cette extraordinaire publicité légale a légitimée. Que serait-ce s'il s'agissait d'un de ces produits qui doivent leur licéité à la jurisprudence, parce qu'ils n'étaient — voir arrêt de Metz de 1857 — qu'une reproduction fidèle du *Codex*, ou une amélioration assez peu originale (une amélioration originale constitue un remède secret), ou une prescription sans caractère nettement médicamenteux ? Quel médecin — ou quel malade — a jamais pu se tenir au courant de décisions dont lesunes, nous croyons bien l'avoir montré, étaient assez surprenantes et les autres assez inéquitables ? Quel médecin ou quel malade aurait reconnu, sous le masque du Bon Samaritain, le sirop de chlorhydrate de morphine, et quel malade ou quel médecin aurait décelé dans la Potion Darbel les les sirops pectoraux que mentionne le *Codex* ? Quel médecin ou quel malade retrouverait sous l'étiquette martiale du Vin Bugeaud un remède inscrit dans la Pharmacopée officielle ?

Par ailleurs, qui donc se doutait, dans le dessein d'éviter les crieries d'un nourrisson braillard, que le sirop de Dentition de Delabarre n'était licite au regard de la loi que parce qu'il n'était pas absolument un médicament ? Son fabricant, qui fabrique au surplus une belle quantité de remèdes secrets, n'aurait peut-être pas été absolument contristé d'en inscrire un de plus au catalogue de ses préparations si la décision du Tribunal de la Seine du 3 janvier 1852, à laquelle nous faisons allusion et que nous avons rapportée (1) n'avait pas été complètement ignorée, quant à ses motifs comme à ses conséquences, tant par le corps médical que par les mères de famille.

Que dire alors de l'excellente Revalessière du Barry, que les décisions de justice ont littéralement mal menée (2) et placée en

(1) Cf. *Supra*, page 98.

(2) Cf. *Supra*, page 98.

quelque sorte au-dessous du remède secret lui-même ? Il y a de ces relaxes dont le bénéficiaire sort le dos mieux rompu, les épaules plus courbées, le front plus marqué que tel condamné rehaussé par l'insolence d'un beau crime dignement châtié. Une condamnation solennelle ne manque pas d'éclat aux yeux du vulgaire et il y a plus d'avantage à sortir de prison par la grande porte, quitte envers la justice des hommes, qu'à être « sorti » d'un commissariat de police par un pied méprisant. En cherchant bien, on trouverait de ces spécialités auxquelles la jurisprudence n'a refusé la flétrissure du remède secret qu'à raison de leur caractère complètement anodin et inoffensif : après tout, l'« aqua simplex » est au *Codex*.

Par contre, les produits les plus sérieux, les plus réellement intéressants à la santé publique, les plus recommandables à l'exercice loyal de l'art de guérir n'ont pas été épargnés. Ce qui les a par bonheur sauvés d'un injuste discrédit, c'est précisément l'ignorance bienfaisante dans laquelle le plus souvent ont mariné les décisions représsives. Dans la condamnation comme dans l'acquiescement, ni médecins ni malades n'ont rien aperçu du drame judiciaire où seul s'est débattu un infortuné fabricant, moins bien partagé que ses confrères en licite ou illicite spécialisation. Les médecins ont prescrit, les pharmaciens ont délivré, les malades ont absorbé sans connaître autre chose qu'une dénomination mémorable, un conditionnement notable, une saveur spécifique à tel remède, toutes réserves étant admises sur son efficacité et sa licéité, toutes licences étant par contre accordées quant à sa composition exacte et réelle.

Ce qui ajoute encore à ce paradoxe, c'est que la situation ainsi créée eût été en quelque sorte aggravée si les prescriptions légales avaient reçu la sanction normale d'une pratique régulière. Nous avons établi et longuement commenté dans les pages qui précèdent le fait que les décrets de 1810 et de 1850 sont tombés en désuétude sitôt que parus. S'ils avaient connu autre chose que les applications fragmentaires que nous avons rapportées, si le système avait fonctionné, si le gouvernement avait observé la nécessité d'acheter et de publier les formules et, plus tard, l'Académie de Médecine, celle d'autoriser les produits, leur nombre n'eût pas tardé à être assez grand pour défier les mé-

moires les mieux douées ou déborder es manuels les plus complets. La publicité de la formule étant en principe acquise par l'accomplissement des formalités légales sans qu'il fût nécessaire d'y revenir par aucune publication, plus il y aurait eu de remèdes connus, moins ils l'auraient été. Mieux ils auraient été licites, mieux ils auraient été secrets : conclusion inéluctable de prémices juridiques mal posés.

Quand le médecin ne sait pas très complètement ce qu'il prescrit, quand le pharmacien n'est pas très bien fixé sur ce qu'il délivre — l'ignorance du malade est peut-être plus souhaitable (1) — on est en plein remède secret, pour la logique, pour le sens commun et pour le langage courant. Et pour les charlatans...

Précisons. Si, dans leur immense majorité, dans leur quasi-unanimité les fabricants français de spécialités pharmaceutiques ont témoigné d'une science et d'une conscience qui leur ont valu, à défaut de la considération des textes nationaux, la conquête du marché mondial et l'estime de la médecine universelle, il faut bien convenir que quelques exceptions, de très rares exceptions, ont pu être relevées. Sans doute l'efficacité d'une préparation oblige déjà à la qualité ; sans doute le succès commercial n'a-t-il jamais été décisif sans la valeur et la tenue ;

(1) La nécessité du secret de la composition pour le consommateur public a été très sérieusement soutenue, soit pour éviter au malade une lumière trop crue sur son état, soit pour obtenir un effet psychique plus certain, soit encore pour instaurer un traitement dissimulé de certaines affections. Bien que la question nous paraisse mériter une étude la plus minutieuse, il ne nous semble pas possible qu'on y réponde dans un sens défavorable à la publication de la formule, ses avantages étant évidents et ses inconvénients pouvant être évités par l'emploi de procédés laissés à l'ingéniosité combinée des fabricants et des médecins.

mais enfin il y a eu de ces produits destinés à guérir la tuberculose, le cancer ou la syphilis qu'il serait difficile de sauver d'une trop léguime prescription ; il y a eu de ces promesses de guérison en trois semaines, en trois jours ou en trois heures qui ont fait le plus grand tort à la spécialité pharmaceutique digne de ce nom ; il y a eu de ces produits à publicité tapageuse dont la conception et la réalisation déplorablement inférieures ont valu à la fabrique sérieuse la réputation d'un profit que, pour notre part, nous ne lui avons jamais connu (1).

Mais comment n'en eût-il pas été ainsi sous un régime qui ne faisait au fond aucune distinction entre les produits décents et les autres, qui les confondait tous dans un même mépris de principe et n'instituait de contrôle sur aucun. La non-application de textes inapplicables a conduit à cette tolérance générale, issue en ligne directe du parti pris et génératrice, à son tour, de l'arbitraire. Puisqu'aucune surveillance n'était organisée et ne pouvait l'être, en l'absence de toute publicité de la formule, puisqu'à moins de sévir contre les bons en même temps que contre les mauvais, la justice répressive avait décidé, sauf des réveils de dignité pas toujours explicables par les seules raisons de la raison, de les englober tous dans la même indifférence hostile, il eût été bien surprenant que d'aucuns n'essaient pas de tirer de la situation la prime qu'elle offrait à la malhonnêteté et d'exploiter la crédulité publique par les mille moyens de la propagande abusive, de l'annonce immodeste, de la promesse

(1) Il n'est pas rare, même aujourd'hui, d'entendre soutenir que les spécialités pharmaceutiques se vendent avec un bénéfice de 100, 200, 300 0/0 sur leur prix de revient. Un journal parisien du soir dans une campagne récente, un quotidien du matin, nouvellement créé, ont repris ce refrain. La vérité est tout autre : la spécialité pharmaceutique « travaille » à 15 ou 20 0/0 de bénéfice net, et souvent au-dessous : ce pourcentage n'est dépassé que par celles à allure ultra-scientifique, qui remplacent la publicité aux formes onéreuses par la propagande spéciale auprès du corps médical, et qui, par les parrainages qu'elles se sont assurés, peuvent se permettre des prix de vente beaucoup plus élevés. Une enquête officielle de la Chambre Syndicale des Fabricants de Produits Pharmaceutiques (alias des Fabricants de Spécialités) sur cette délicate question serait fort souhaitable, ses résultats n'éclaireraient pas le public sans de fortes surprises.

éhontée. Ce sont là les vrais abus du remède secret ; et nous avons vécu un siècle sous la tolérance du régime secret.

Le diplôme ne suffit pas, la juste sanction de la juste loi peut seule assurer à une profession, quelques élevés qu'en soient le recrutement et la scolarité, le maximum de sa moralité déontologique. L'homme est ainsi fait qu'il voit toujours des ailes aux créatures idéales qu'il offre à son rêve : au dos de l'ange ou au talon de Mercure. La bonne rédaction des textes retentit sur le zèle des fidèles qui porteraient indifféremment leur culte si une volonté supérieure ne leur spécifiait pas exactement où commence et où finit le droit de plumer. A compter sans optimisme excessif la juste part des imperfections humaines, c'est proprement miracle que le siècle écoulé n'ait pas connu autant de guérisseurs qu'à l'époque où gémissait Fourcroy (1). Les progrès de l'instruction générale ont reculé les bornes de la crédulité publique ; c'est à la seule diffusion de notions pourtant élémentaires que l'on doit que les masses populaires n'aient pas été davantage entamées par les méfaits du charlatanisme, car elle n'a pas trouvé sa vraie défense dans l'interdiction mal tenue de la loi de Germinal et les définitions platoniques des décrets subséquents. Un rempart pour la santé publique, cette conception du remède secret telle qu'un siècle s'y est tenu ? Non : un hommage rendu par la superstition au mystère, un tribut levé sur l'ignorance par la fraude.

Si le remède secret, comme on l'a toléré, présentait les pires dangers pour le corps social tout entier, il a exercé, par surcroît, la plus néfaste influence sur l'exercice de la profession pharmaceutique.

En l'absence d'une réglementation précise, qui eut subordonné à des exigences bien définies et régulièrement satisfaites

(1) Cf. FALIGOT, ouvrage déjà cité.

la reconnaissance légale du médicament spécialisé, nous n'avons enregistré qu'une interdiction générique et sans pertinence. Le moindre inconvénient n'en aura pas été la menace, perpétuellement suspendue sur le fabricant, d'un rappel à des prescriptions desuètes. Créé en violation de la loi, la spécialité pharmaceutique ne pouvait en référer à la protection de la loi. Heureuses celles dont le développement s'est poursuivi à l'ombre des sentiers broussailleux que leur ouvrait l'oubli des défenses originelles quand la clarté des larges voies de la reconnaissance légale leur était refusée ! Heureux — et rares — les fabricants auxquels, à un moment quelconque de leur carrière, l'objection infamante du remède secret n'a pas été opposée.

Si les poursuites directes du Parquet ont été assez peu fréquentes, si elles n'ont été le plus souvent, comme nous l'avons exposé, qu'une riposte contre une publicité inadmissible, ou une sanction contre un usage malheureux, il n'en est pas moins vrai que le droit de ranimer la vindicte judiciaire restait latent, par le jeu de la constitution de partie civile, à tout individu fondé à se prétendre lésé. C'est même de cette façon qu'ont été obtenues la plupart des décisions rapportées en notre chapitre précédent. Sans vouloir employer de gands mots, ni porter la moindre appréciation sur les conditions où s'est exercée la profession pharmaceutique sous le régime toujours valide, mais bancal, de la loi de Germinal, il sera peut-être permis d'indiquer, d'une plume extrêmement légère, que l'article 32 a plus aidé aux pressions de la concurrence qu'au développement d'une mentalité confraternelle. N'y insistons pas ; ne marquons pas, même de la plus succincte référence, ces arrêts où la condamnation de la spécialité ne fut acquise qu'au nom des droits d'un même diplôme : les « spécialités » — ceux du Droit Pharmaceutique — savent de quoi il retourne. Admettons que la solidarité juridique des motifs du jugement n'ait eu d'égale que la pureté morale de ceux de l'action. Regrettons, en cette occasion comme en toute autre, que des pharmaciens aient poursuivi des pharmaciens. Rappelons-nous que les querelles de familles sont les plus acharnées. Ne jetons même pas la pierre à ceux qui, hier, ont aigri hors de propos un malentendu sans grande consistance.

Reconnaissons volontiers qu'il est pénible, pour celui qui

conforme au respect de la loi sa conduite journalière et n'en reçoit parfois qu'une trop médiocre récompense, d'assister à l'essor d'une carrière plus fertile en succès et en profits encore qu'infidèle aux textes élémentaires. Il n'est bâtard royal dont le plus modeste rejeton légitime n'ait plaisir à rappeler le vice congénital, et l'illicéité constitutionnelle de la spécialité l'exposait dangereusement aux avatars de cet ordre.

Mais il serait inopportun de s'appesantir dans le moment précis où se fait l'apaisement. Le désagrément pénal de la condamnation correctionnelle n'était d'ailleurs pas le seul, ni même pratiquement, le plus grave (1). Dans toutes les circonstances qui amènent devant les tribunaux : vente, interprétation de contrat, poursuite contre un débiteur mal pressé, concurrence déloyale, etc... l'irrégularité native de la spécialité pharmaceutique lui a valu la nullité de droit civil qui accompagne, en vertu de l'article 1131 du Code Civil, la cause illicite :

« L'obligation sans cause, ou sur une fausse cause, ou sur une cause illicite, ne peut avoir aucun effet. »

La prescription impérative de l'article 1131 est complétée par celle de l'article 1133 qui ne l'est pas moins :

« La cause est illicite, quand elle est prohibée par la loi,

(1) On rapporte qu'un avocat de beaucoup d'esprit avait coutume de comparer la poursuite pour remède secret aux maladies de la première enfance, qui frappent les uns et épargnent les autres, sans qu'on sache pourquoi. Encore que ce confrère ait eu le tort parfois de s'exprimer ainsi devant des auditoires mal préparés à saisir son ironie, il faut reconnaître qu'une poursuite, ou une condamnation, pour remède secret ne peut marquer d'infamie celui qui en a été l'objet. Ce n'est pas là, d'ailleurs, le moindre argument contre le régime antérieur, le caractère moral de la répression important autant et même plus que son côté matériel.

« quand elle est contraire aux bonnes mœurs ou à l'ordre public... »

ce qui ne fait, somme toute, que répéter sous une autre forme l'interdiction générale déjà portée par l'article 6 du Code Civil ainsi conçu :

« On ne peut déroger, par des conventions particulières aux lois qui intéressent l'ordre public ou les bonnes mœurs. »

Il résulte de la combinaison de ces articles que toute convention dont la cause est illicite (comme contraire à l'ordre public ou aux bonnes mœurs) ne peut avoir d'effet. C'est la théorie générale de la « nullité pour cause illicite » que proclament les décisions de toutes les jurisprudences dans les espèces les plus variées.

Pour aider à la compréhension d'une matière assez technique, citons l'arrêt suivant de la Cour de Cassation, Chambres de Requêtes, Présidence de M. TANON, 15 mars 1911 (1), dont le sommaire et le texte sont typiques :

« Toute convention dont la cause est illicite comme contraire à l'ordre public ou aux bonnes mœurs, ne peut avoir aucun effet.

« Par suite, lorsque des sommes d'argent étaient destinées « à être remises à titre de commissions à des fonctionnaires d'un gouvernement étranger pour les déterminer à favoriser une Société dans ses tractations commerciales », celui qui les a versées ne peut exercer aucune action, soit pour leur restitution, soit pour obtenir l'exécution des conventions.

(CRESPI contre SCHNEIDER et C^{ie})

« Pourvoi contre un arrêt de la Cour de Paris, du 13 juillet 1909.

« La Cour.

« Sur le moyen unique du pourvoi pris de la violation des articles 1131, 1133 et 1375 Code civil, des règles de l'action « de in rem verso » et du principe que nul ne doit s'enrichir indûment aux dépens d'autrui ;

« Attendu qu'aux termes des articles 1131 et 1133, Code civil, toute convention dont la cause est illicite, comme contraire à l'ordre public ou aux bonnes mœurs, ne peut avoir aucun effet ;

« Attendu qu'il résulte des constatations de l'arrêt attaqué que les sommes, objet du litige, étaient destinées « à être remises à titre de

(1) La Loi, 29 août 1911.

« commissions à des fonctionnaires d'un gouvernement étranger pour
« le déterminer à favoriser la Société demanderesse dans ses tractations
« commerciales » ; que de ces faits il résulte que les conventions inter-
« venues entre les parties ont une cause illicite qui rend les parties
« irrecevables à fonder sur elles aucune action, soit pour l'exécution de
« ces conventions, soit pour la restitution des sommes payées ou des
« avances faites pour leur exécution ;

« Qu'il importe peu que, par suite de l'avance que le demandeur au-
« rait faite de tout ou partie de ces sommes, la défenderesse éventuelle
« en ait tiré profit et qu'il en soit résulté pour elle un enrichissement
« indû ; qu'en effet, l'action, qu'elle ait pour objet l'exécution directe
« de la convention ou la restitution d'avances, a, dans l'un et l'autre
« cas, pour fondement une obligation illicite ; d'où il suit qu'en déclara-
« rant l'action irrecevable, l'arrêt attaqué n'a violé ni faussement appli-
« qué, ni les articles 1131, 1133 et 1375 Code civil, ni les principes de
« droit visés au moyen ;

« Rejette.

« Rapporteur M. FEUILLOLEY, conseiller ; Ministère public : M. BLONDEL,
avocat-général ; M. MORNARD, avocat.

Citons encore, pour bien démontrer l'esprit de la loi, un arrêt de la Cour de Cassation, Chambre Civile, Présidence de M. DURAND, du 5 décembre 1911 (1) qui casse un arrêt de la Cour de Douai du 30 juin 1905 et pose le dogme dans toute sa rigueur :

La convention passée entre un boucher et le vétérinaire chargé de l'inspection de l'abattoir d'une ville, d'après laquelle, moyennant une somme à forfait par chaque bête abattue, celui-ci s'est engagé à faire la visite des bêtes conduites à l'abattoir par ce boucher à toute réquisition de ce dernier, ayant été faite en vue d'obtenir du vétérinaire inspecteur de l'abattoir un service qui se rattachait directement à l'exercice même de sa fonction, et ayant pour résultat de faire salarier un fonctionnaire chargé d'un contrôle public par la personne même qui devait être contrôlée, a une cause illicite.

A raison de son caractère forfaitaire, la rémunération fixée pour chaque bête « quels que fussent les jours et heures de la visite » n'avait pas les caractères d'une indemnité pour services facultatifs et bénévoles, puisqu'elle s'appliquait, indistinctement, à toutes les visites du service obligatoire et gratuit.

Dès lors doit être cassé l'arrêt qui, sous le seul prétexte que cette con-

(1) *Gazette du Palais*, 23 décembre 1911.

vention n'avait pas une cause illicite, refuse d'ordonner la restitution des sommes payées par le boucher au vétérinaire.

(CARON contre LEDUCQ).

M. CARON, boucher, s'est pourvu en Cassation contre un arrêt de la Cour de Douai du 30 juin 1905, rendu au profit de M. LEDUCQ.

Il a invoqué à l'appui de son pourvoi les moyens suivants :

1^o) Violation des art. 1131, 1133, 1235, 1376 et 1377 C. civ., en ce que l'arrêt attaqué a refusé d'ordonner la restitution des sommes perçues en vertu d'une convention qui, d'après les constatations mêmes des juges du fond, étaient sans cause, ou n'avaient qu'une cause illicite et contraire à l'ordre public.

2^o) Violation des art. 1131, 1133,, 1235 C. civ., en ce que la Cour d'Appel a refusé d'ordonner la restitution des sommes qui, d'après ses propres constatations, ont été stipulées et payées à un fonctionnaire en vertu d'un forfait, et à titre d'honoraires à raison d'actes de sa fonction pour lesquels il ne pouvait légalement exiger ni recevoir aucune rémunération du demandeur.

Arrêt (après délibération en chambre du conseil) :

La Cour,

Sur les deux moyens réunis :

Vu l'art. 1131 C. civ. ;

Attendu qu'aux termes de cet article, l'obligation sur une cause illicite ne peut avoir aucun effet » ;

Attendu que l'arrêt attaqué constate : 1^o) que CARON, qui exploite à Boulogne-sur-Mer, une boucherie chevaline, a fait avec LEDUCQ, médecin vétérinaire, chargé de l'inspection de l'abattoir de cette ville, une convention d'après laquelle, moyennant 5 francs, à forfait, par chaque bête abattue, LEDUCQ s'engageait à faire la visite des bêtes conduites à l'abattoir, par CARON, à toute réquisition de ce dernier ; 2^o) qu'en exécution de cette convention, CARON a payé à LEDUCQ, depuis 1899 jusqu'en 1904 une somme de 3.240 francs dont il a demandé la restitution, en justice, en soutenant que les perceptions, opérées par LEDUCQ, à raison d'un service public rétribué par la Ville, avaient une cause illicite ;

Attendu que pour rejeter cette demande, l'arrêt attaqué déclare d'abord, que LEDUCQ « n'était pas astreint à donner tout son temps au service d'inspection de l'abattoir où il n'était obligé de se rendre que quatre fois par semaine » ; que l'arrêt ajoute « que CARON savait que la situation à lui faite était meilleure que celle des autres bouchers obligés d'attendre des heures de visite réglementaire, et que c'est en connaissance de cause qu'il a promis et versé les sommes convenues en échange d'un service qu'il n'avait pas le droit d'exiger », qu'enfin, l'arrêt décide

« que LEDUCQ était rétribué, non pour les certificats qu'il délivrait, mais pour les dérangements qu'il consentait à subir, en dehors des heures de service de l'abattoir, la perception n'était qu'une indemnité payée au vétérinaire pour un acte purement gracieux » ;

Mais attendu, d'une part, qu'à raison de son caractère forfaitaire la rémunération de 5 francs par chaque bête abattue, « quels que fussent les jours et les heures de visite », n'avait pas les caractères d'une indemnité pour les services facultatifs et bénévoles, puisqu'elle s'appliquait, indistinctement, à toutes les visites du service obligatoire et gratuit ; qu'ayant eu ainsi pour résultat nécessaire de faire salarier un fonctionnaire chargé d'un contrôle public, par la personne même qui devait être contrôlée, cette rémunération avait une cause illicite ; qu'en décidant le contraire, l'arrêt a violé le texte de loi ci-dessus visé ;

Casse.....

MM. DELCOURTOU rapporteur ; MERILLON avocat-général (conclusions conformes). — M^{es} de LALANDE et HANNOTIN avocats.

Cette nullité est donc une nullité absolue, en ce sens qu'aucun accord, de quelque nature qu'il soit, ne pourrait valider l'obligation contractée en vertu de la cause illicite. Si même des contractants s'engageaient à ne pas soulever cette nullité en cas de contestation, cet engagement serait nul : la nullité de l'article 1131 est une nullité radicale qui doit en tout état de cause sortir de son plein effet.

L'application de cette nullité de l'article 1131 a été faite à la spécialité pharmaceutique chaque fois que le caractère de remède secret lui a été reconnu. Les différents ordres de juridiction se sont trop fréquemment prononcés en ce sens pour qu'il soit possible de conserver — et de plaider — le moindre doute à cet égard. Il en est résulté, dans la pratique que les tribunaux ne peuvent reconnaître la moindre validité à toute convention relative à l'exploitation d'une Spécialité pharmaceutique, même passée exclusivement entre pharmaciens :

Arrêt de la Cour d'Appel de Paris, 7^e Chambre, Présidence de M. FAUCONNEAU-DUPRESNE, du 5 février 1889 (1) : toute convention relative à la vente d'un remède secret est nulle, comme

(1) *La Loi*, 12 mars 1889.

fondée sur une cause illicite, et les parties sont non-recevables à en poursuivre l'exécution :

M. MELCIER, ancien pharmacien, et M. FOURLON, pharmacien à Essonnes, se sont associés, en 1884 pour l'exploitation d'un produit pharmaceutique appartenant à M. FOURLON, et dénommé par celui-ci « La Nervine », M. FOURLON s'engageait à apporter une somme de 20.000 francs destinés aux frais de publicité.

Des difficultés, s'étant élevées entre les deux associés, ont donné lieu au jugement suivant, rendu par le Tribunal d'Etampes, jugeant commercialement, le 26 juillet 1887 :

Le Tribunal :

Attendu que les parties, par leur mandataires, déclarent formellement refuser de désigner des arbitres pour juger leur différend ;

Attendu que la Société d'entre les parties est dissoute par l'expiration du temps pour lequel avait été contractée ;

Attendu qu'aux termes des art. 4 et 9 de cette société, MERCIER a apporté 20.000 francs qu'il s'est engagé à employer en frais de publicité en trois ans, à partir du 1^{er} avril 1884 et par tiers ;

Qu'il ne justifie que d'une dépense d'environ 6.000 francs, faite en 1884 ;

Qu'il a donc manqué à ses engagements ;

Que vainement, il oppose à FOURLON le peu de valeur du produit qui constituait l'apport de celui-ci ;

Qu'il a, en effet, consenti à exposer ses capitaux sur la foi de son associé, sans vérifier préalablement la valeur de son produit, dont il ne s'est pas fait remettre la formule ;

Attendu qu'en n'exécutant pas ses engagements, MERCIER a causé à FOURLON un dommage dont il lui est dû réparation ;

Qu'il n'est pas contesté par FOURLON que la vente du produit mis en société n'ait rapporté que 300 francs environ en 1884 ;

Attendu que dans l'art. 9 de l'acte de société susvisé, il a été stipulé FOURLON pourrait, en cas de non accomplissement, par MERCIER de ses engagements, retirer de l'étude du notaire chez lequel elle a été déposée, la formule du produit constituant son apport ;

Qu'il convient par les motifs ci-dessus exprimés, d'ordonner l'exécution de cette clause :

Par ces motifs :

Dit qu'il n'y a lieu de prononcer la dissolution de la société d'entre les parties ;

Dit que FOURLON pourra retirer de l'étude de M^e LAURENS, notaire à

Angerville, la formule du produit constituant son apport et dénommée la « Nervine FOURLON » ;

Condamne MERCIER à payer à FOURLON 500 francs à titre de dommages-intérêts, et le condamne en outre aux dépens ».

Sur l'appel principal de M. MERCIER et l'appel incident de M. FOURLON, la Cour a rendu l'arrêt dont voici le texte :

« La Cour,

« Considérant que, suivant acte sous seings privés en date du 23 avril 1884, MERCIER et FOURLON se sont associés pour l'exploitation d'un produit pharmaceutique appartenant à FOURLON, et qu'il dénommait à la « Nervine », MERCIER s'engageant en retour à apporter une somme de 20.000 francs destinée à faire de la publicité ;

« Considérant que ce produit a été représenté par les prospectus qui en ont fait l'annonce comme ayant une vertu curative nettement déterminée à l'égard des névralgies faciales, de la migraine et des douleurs dentaires, et comme étant, en conséquence, un véritable médicament ;

« Considérant, d'autre part, qu'il a été expressément stipulé par FOURLON que la formule et la préparation dudit remède seraient exclusivement connues de lui seul, qui se réservait d'en faire le dépôt cacheté chez un notaire de son choix ;

« Qu'il est constant que la formule de la « Nervine » ne figure, sous cette dénomination, ni au *Code*, ni dans aucun formulaire officiel ;

« Que, des lors, ce médicament doit être considéré comme un remède secret ;

« Que, la loi prohibant la vente des remèdes de cette nature, toute convention ayant pour objet cette vente, est nulle comme fondée sur une cause illicite, et que les parties sont non recevables à en poursuivre l'exécution ;

« Considérant qu'il résulte de ce qui précède qu'il n'y a lieu de faire droit à l'appel incident ;

« Par ces motifs :

« Reçoit MERCIER appelant au principal et FOURLON incidemment appelant du jugement rendu par le Tribunal de Commerce d'Etampes, le 26 juillet 1887 ;

« Met à néant le jugement dont appel ;

« Déclare FOURLON non recevable, en tous cas mal fondé en ses moyens, fins et conclusions ;

« L'en déboute ;

« Décharge MERCIER des dispositions et condamnations contre lui prononcées ;

« Condamne FOURLON à l'amende et à tous les dépens de première instance et d'appel ;

« Ordonne la restitution de l'amende consignée sur l'appel principal. »

Le caractère du remède secret suffit donc à vicier toute convention relative à une spécialité pharmaceutique, même entre pharmaciens. La participation de non-diplômés n'aurait pour effet que d'ajouter une nullité supplémentaire, ainsi qu'il résulte des décisions suivantes, données à titre d'exemples : Cour d'Appel de Paris, 4^e Chambre, Présidence de M. FAURE-BIGUET, 3 mai 1888⁽¹⁾ : les conventions ayant pour objet l'exploitation d'un remède secret sont nulles comme étant contraires à la loi. Toutes les parties sont non recevables à en poursuivre l'exécution. Ainsi jugé dans une affaire Dame de ROCHEFORT-LUCAY contre DECLAT et LEMETTAIS, par infirmation d'un jugement du Tribunal de Commerce de la Seine, du 1^{er} juin 1885 :

La Cour :

« Considérant que suivant accords du mois de novembre 1862, feu BOIN de BEAUPRE, père de la dame ROCHEFORT de LUCAY, a confié au pharmacien ACAULT, dont LEMETTAIS se dit l'ayant cause, le dépôt exclusif et la vente d'une préparation à base de goudron dont il était l'inventeur et qu'il fabriquait sous le nom « d'Elatine » ;

Que, de son côté, le docteur DECLAT s'est engagé à recommander au public l'emploi de cette drogue, moyennant une redevance à lui promise de 15 centimes par bouteille vendue ;

Que dans la commune intention des parties, le débit de l'Elatine avait un caractère médicinal certain ;

Que cela ne résulte pas seulement du soin pris par les parties de l'offrir au public par l'intermédiaire d'un pharmacien et sous le patronage d'un médecin, mais encore de ce que, dans les conventions, le docteur DECLAT a expressément reconnu avoir constaté la valeur médicinale de cette préparation, dont les vertus curatives ont été, d'ailleurs, hautement proclamées par les parties pour la guérison d'un grand nombre de maladies ;

Considérant que la formule de l'Elatine ne figure pas au *Codex* et n'a jamais été publiée sous aucune forme ; qu'il a été stipulé, dans les conventions ci-dessus visées, qu'elle resterait connue de BOIN de BEAUPRE

(1) *La Loi*, 1^{er} juin 1888.

seul, et que celui-ci ne la révélerait qu'à son cessionnaire seulement, si, plus tard, il jugeait à propos de la vendre ;

Que dès lors, les conventions dont s'agit ont eu pour objet l'exploitation d'un remède secret, et qui, dans l'intention des contractants, devait rester tel ; que ces conventions sont nulles comme étant contraires à la loi, et que toutes les parties sont non recevables à en poursuivre l'exécution ;

Par ces motifs, etc...

— Tribunal de Commerce de la Seine, Présidence de M. RICHEMOND, 20 mai 1889 (1), — dans une affaire DURIEZ contre DELOUCHE (chloral bromuré) (2) :

« Sur le défaut de protection légale accordée à la propriété d'un remède secret ;

Attendu que la loi prohibe la vente des remèdes de cette nature ;

Que toute convention ayant pour objet cette vente est nulle, comme fondée sur une cause illicite ;

Qu'en conséquence, DURIEZ, qui se présente comme acquéreur et seul concessionnaire d'un remède secret dénommé : « Chloral bromuré », ne saurait se prévaloir d'une prétendue propriété dont la loi ne lui permet même pas d'établir la légitimité, et ne peut être admis à demander à ce tribunal de sanctionner et de protéger, dans son intérêt exclusif, la vente et l'annonce, en un mot l'exploitation du remède sus visé ;

Qu'il convient, par suite, de déclarer non recevable son instance en concurrence déloyale ;

Par ces motifs, etc... »

— Cour d'Appel de Paris, 8^e Chambre, Présidence de M. CABAT, 4 août 1909 (3) dans une affaire relative au partage entre époux des bénéfices produits par un remède secret (4) :

« Considérant... que l'exception dont se prévaut DEVOS contre la dame
« COULLON est sans doute opposable à toute demande tendant à l'exécution d'une convention illicite, nul ne pouvant réclamer à la justice de
« régler la sanction des lois pour un acte qu'il a passé à leur mépris ;
« qu'en particulier, s'agissant de remèdes secret, l'exécution des conven-

(1) *La Loi*, 6 juin 1889.

(2) Cf. *supra*, page 82.

(3) *Gazette du Palais*, 11 décembre 1909.

(4) Cf. *supra*, page 90.

« tions intervenues entre l'inventeur et les dispositaires ne saurait faire
« l'objet d'aucune sanction judiciaire... »

— Tribunal de Commerce de la Seine, Présidence de M. ROSENBAUM, 13 mars 1913 (1), dans une affaire FERON contre FOURNIER relative au « Végétol FOURNIER » (2) :

« Attendu qu'il résulte des débats et des documents de la cause, que la demande introduite par FERON contre FOURNIER est basée uniquement sur une convention passée entre les parties, en date à Suresnes du 28 février 1913, relative à la préparation et à la vente tant en France qu'à l'Etranger d'une composition pharmaceutique dite « Végétol FOURNIER » ; que cette composition doit être rangée dans la catégorie des remèdes secrets, comme étant un médicament dont la formule n'a point été composée pour un cas déterminé par une personne ayant qualité pour ce faire, ou n'a point été achetée par le gouvernement, ou n'est point inscrite au *Codex*, ou bien enfin n'a pas été publiée dans le « *Bulletin Officiel de l'Académie de Médecine* » ; qu'en outre, d'après la convention susdite, FOURNIER, quoique non pourvu du diplôme de pharmacien, se réservait le droit de préparer ledit produit ; qu'il échet de dire que quelle que soit la combinaison imaginée par les parties pour tenter d'éluder la loi, et pour mettre en vente sous le couvert du pharmacien FERON un produit en réalité fabriqué illégalement par FOURNIER, non pourvu du diplôme de pharmacien, cette combinaison ne saurait être sanctionnée à quelque titre que ce soit par un Tribunal, toute action en justice devant être refusée aussi bien à l'une qu'à l'autre des parties en raison de l'illicéité du contrat qui les lie, la loi du 21 Germinal an XI précisant que nul, s'il n'est pourvu du diplôme de pharmacien, ne peut préparer aucun médicament, et que la vente de tout remède secret est interdite ;

Qu'il convient en conséquence de déclarer tant FERON non recevable en sa demande à toutes fins qu'elle comporte, que FOURNIER lui-même en ses conclusions ;

Les conséquences de cette nullité, de ce refus par la justice d'examiner les conventions passées au mépris de la loi, ont été poussées très loin par certaines décisions. Ainsi il a été jugé qu'il n'y avait pas lieu quand il s'agit d'un remède secret d'ordonner la restitution d'une somme avancée pour frais de

(1) *La Loi*, 25 avril 1913.

(2) Cf. *supra*, page 90.

publicité, ni d'accorder de dommages-intérêts pour l'inexécution de la convention :

— Tribunal de Commerce de la Seine, l'résidence de M. HENNECART, 22 septembre 1877 (1), dans une affaire relative à la « Solution Laroyenne » (2) :

« M. LAROYENNE, pharmacien-chimiste, est l'inventeur d'un spécifique destiné à la guérison de l'épilepsie. Le 8 juillet 1876, il a formé une société en participation, pour l'exploitation de ce remède, avec M. SCHINDLER, directeur d'une agence de publicité dite « l'Union des bains. » Aux termes des conventions intervenues entre eux, il a été dit que M. LAROYENNE fournirait le médicament et M. SCHINDLER la publicité, et que, pour sa part de bénéfices, M. SCHINDLER toucherait 4 francs par dose vendue 20 francs, et 3 francs par dose vendue 15 francs.

Sur ces entrefaites, le remède de M. LAROYENNE ayant été considéré comme remède secret, son inventeur a été poursuivi en police correctionnelle et condamné à l'amende.

C'est dans cette situation que M. SCHINDLER, prétendant que le Tribunal Correctionnel avait interdit la vente du remède de M. LAROYENNE, ce qui empêchait l'exécution du traité du 8 juillet 1876, a assigné celui-ci en nullité ou en résiliation des conventions intervenues entre eux et en restitution des avances par lui faites pour la publicité, s'élevant à la somme de 5.611 francs. Il a réclaté en outre 25.000 francs de dommages-intérêts pour le préjudice qui lui faisait éprouver la résiliation du traité, résiliation nécessitée par la faute de M. LAROYENNE.

Mais le Tribunal, après avoir entendu M^e RENAULT, agréé de M. SCHINDLER et M^e LIGNEREUX, pour M. LAROYENNE, a repoussé cette demande par le jugement suivant :

« Attendu que par conventions verbales, en date du 8 juillet 1876, SCHINDLER et LAROYENNE ont formé entre eux une société en participation pour exploiter un produit devant servir à la guérison de l'épilepsie : que LAROYENNE devait fournir le remède, et SCHINDLER, la publicité pour une somme de 600 francs par mois, et ce pendant un an ; que conformément à ces conventions, il devait être payé à SCHINDLER, à titre de part de bénéfices, 4 francs par dose vendue 20 francs et 3 francs par dose vendue 15 francs ;

« Attendu que SCHINDLER soutient que le Tribunal correctionnel ayant interdit à LAROYENNE la vente de ce remède, il y aurait lieu pour lui de demander la résiliation des conventions et la restitution de 5.611 francs pour frais de publicité et 25.000 francs à titre de dommages-intérêts ;

(1) *Gazette*, 18 octobre 1877.

(2) Cf. *supra*, page 80.

« Mais attendu qu'il résulte des explications données à la barre que le remède a été réclaré secret par jugement du Tribunal correctionnel, et LAROYENNE condamné à une amende ; qu'en vertu de l'art. 1128 du Code civil, il n'y a que les choses qui sont dans le commerce qui peuvent être l'objet de conventions, qu'un remède secret ne saurait être considéré comme une chose pouvant être dans le commerce ; que les conventions ayant une cause illicite ne peuvent donner lieu à une demande en justice, soit en résiliation, soit en paiement de frais ou de dommages-intérêts ; qu'il y a donc lieu pour le Tribunal de déclarer SCHINDLER non recevable en sa demande... »

— Tribunal de Commerce de la Seine, Présidence de M. NITOT, 11 avril 1905 (1), dans une affaire MARX contre BELIERES, DUFFOURG et NOEL :

« Attendu qu'il est acquis aux débats que suivant acte sous seings privés, en date du 30 avril 1878, enregistré ; MARX a proposé aux sieurs PRADEL et PAQUIGNON, alors propriétaires de la Pharmacie Normale, sise à Paris, rue Drouot, n° 19, d'exploiter en commun un produit pharmaceutique dénommé « cicatriciel » (alcoolé de calaba) destiné à la guérison des plaies, blessures, écorchures, etc... ;

Qu'en raison de cette exploitation lesdits sieurs PRADEL et PAQUIGNON ont dans un délai et sous une astreinte à impartir, ceux-ci seront tenus, en vue des règlements auxquels il a droit, de représenter et de justifier du

Que le prix du flacon du produit était fixé à francs 2.50, sur laquelle somme MARX devait toucher 0 fr. 50 ;

Que c'est dans ces conditions que MARX assigne BELIERES, DUFFOURG et NOEL, actuellement propriétaires de ladite pharmacie, pour voir dire que dans un délai et sous une astreinte à impartir, ceux-ci seront tenus en vue des règlements auxquels il a droit de représenter et de justifier du nombre des flacons vendus par eux ;

Mais attendu que la loi du 21 Germinal an XI, stipule que nul ne peut exploiter un médicament s'il n'est muni d'un diplôme de pharmacien ;

Qu'en l'espèce, ce principe a été violé, puisque aux termes des conventions sus analysées MARX, non diplômé, était chargé exclusivement de la publicité, ce qui constituait de sa part une ingérence dans l'exploitation ;

Attendu au surplus, qu'il convient de remarquer que la formule réelle du produit en question est la suivante :

Alcool à 95°	100
Térébentine de Venise	3
Teinture de cachou	5
Essence de verveine	

(1) *La Loi*, 4/5 juin 1905.

Que cette préparation n'est comprise ni parmi celles, dont la formule est inscrite au *Codex*, ni parmi celles achetées et rendues publiques par le gouvernement, ni parmi celles dont la formule a été publiée dans le *Bulletin de l'Académie de Médecine* ; qu'en conséquence, aux termes des lois des 21 Germinal an XI et 25 Prairial an XIII, des décrets des 1^{er} Août 1810 et Mai 1850, elle est réputée remède secret ;

Qu'à tous égards donc, les conventions dont se prévaut MARX sont nulle comme étant basées sur une cause illicite ;

Que celui-ci n'est donc pas recevable à en poursuivre l'exécution, la sanction d'une telle nullité étant le refus de toute action en justice à quiconque appuie sa demande sur de telles conventions.....

— Conséquences d'un autre ordre : l'obligation de livrer des médicaments qui constituent des remèdes secrets étant fondée sur une cause illicite ne peut donner lieu à aucune action utile en livraison de la part de l'acheteur contre son vendeur :

Tribunal de Commerce de la Seine, Présidence de M. GIRARD,
12 juin 1889 (1), dans une affaire DURIEZ contre DUBOIS :

Les faits de la cause sont suffisamment expliqués par le jugement qui suit :

Le Tribunal,

Attendu que la demande de Duriez tend à la livraison de différents remèdes énumérés en l'exploit du 22 mars 1889 ;

Et attendu que les formules desdits remèdes ne figurent pas au *Codex* ;

Qu'il n'est pas davantage établi que ces remèdes puissent être assimilés à telles ou telles préparations du *Codex* dont ils ne s'écarteraient que par une modification ne concernant pas le principe actif, et qui, par suite, ne changerait pas la nature du médicament ;

Que, dans ces conditions, ces préparations constituent des remèdes secrets, au terme de la loi du 21 Germinal an XI, qui régit la pharmacie ;

Et attendu qu'aux termes de l'art. 1131 du Code Civil, l'obligation sur une cause illicite ne peut avoir aucun effet ;

Que, dans ces conditions, la demande introduite par Duriez est non recevable.....

— Autre conséquence, d'une portée beaucoup plus pratique et qui a exercé sur l'exercice de la profession la pire influence :

(1) La Loi, 25 juillet 1889.

le fabricant de spécialités pharmaceutiques, qui fabrique un remède secret prohibé par la loi, ne saurait avoir d'action en concurrence déloyale. C'est là une espèce absolument courante, et qui a été jugée à de nombreuses reprises :

— Tribunal de Lille, 1^{re} Chambre, 15 juillet 1904 (1) dans une affaire PONCELET contre FOURNIER et autres (2) :

« Attendu que du moment où la contrefaçon ou l'imitation illicite de
« la marque n'existe pas, il ne saurait plus être question de concurrence
« déloyale connexe à celle-ci, mais d'une simple question de concurrence
« déloyale ;

« attendu qu'il n'est pas contesté que les pastilles Poncelet, composées
« de goudron, ipéca, codéine et chlorate de potasse, et destinées d'après
« leur auteur à exercer une action thérapeutique sur l'organisme consti-
« tuent un remède secret dont la vente est illicite, que, par suite, les
« demandeurs ne peuvent agir en justice.....

— Tribunal de la Seine, 3^e Chambre, Présidence M. MARC, 23 mai 1905, dans une affaire BRUNO contre NITOT, relative au Sirop de Pagliano (3) :

« Attendu..... que la formule du Sirop de Girolamo Pagliano, dont
« BRUNO est propriétaire, n'est pas inscrire au *Code*, qu'elle ne figure
« pas au *Code*, ni au *Bulletin de l'Académie de Médecine* ; que ce pro-
« duit doit être considéré comme un remède secret, et que, par suite,
« les contestations relatives à la concurrence déloyale ou illicite qui se-
« rait faite au remède inventé par GIROLAMO PAGLIANO ne sauraient
« donner lieu à une action en justice... »

— Tribunal de Commerce de la Seine, Présidence de M. BEAU-VALET, 26 mai 1909, dans une affaire MERCIER, de CHAMBURE et PELOILLE contre CANONNE (jugement devenu définitif par désistement d'appel) relative aux « Confitures de Saint-Vincent de Paul » (4) :

(1) *Gazette du Palais*, 1905-1-43

(2) Cf. *supra*, page 86.

(3) Cf. *supra*, page 86.

(4) Cf. *supra*, page 90.

« Attendu que MERCIER, de CHAMBURE et PELOILLE, agissant comme co-intéressés, les deux premiers, comme seuls propriétaires des marques « Elixir de Saint-Vincent de Paul » et « Confitures de Saint-Vincent de Paul », régulièrement déposées, et le dernier comme seul concessionnaire des dites marques, exposent que par procès-verbal de STRELETSKIE, huissier à Paris, en date du 8 mai 1908, enregistré, ils ont fait constater que le défendeur CANONNE (et non CANNONNE, comme le nom est orthographié en l'exploit), avait affiché dans son magasin, à la vue du public, l'annonce suivante :

« Pour des raisons d'ordre judiciaire, la vente des produits de Saint-Vincent de Paul est suspendue jusqu'à nouvel avis. »

Que CANONNE ayant eu connaissance de ce constat, modifia son annonce qu'il transforma en l'avis suivant :

« La vente des produits de Saint-Vincent de Paul est momentanément suspendue. »

Ainsi qu'il résulte d'un nouveau constat du même huissier, en date du 11 mai 1908.

Que sur ce nouveau constat, CANONNE modifia encore son annonce qui, ainsi qu'il résulte d'un constat de STRELETSKIE du 16 mai 1908, enregistré, était, à cette date, ainsi conçue :

« Nous ne vendons plus de produits Saint-Vincent de Paul. »

Qu'ils prétendent et font plaider que s'il est loisible à tout pharmacien d'exclure de sa vente, les marques qui ne lui conviennent pas, il lui serait complètement interdit d'annoncer au public qu'il a pris cette décision, encore moins d'expliquer que la décision aurait été motivée par des raisons d'ordre judiciaire ;

Que ces agissements constitueraient une véritable mise à l'index de la marque, laquelle leur causerait un grave préjudice ;

Que CANONNE dûment prévenu aurait persisté dans son attitude ;

Qu'il ne pourrait donc invoquer aucune excuse, qu'il se serait contenté et encore seulement à la date du 5 juin 1908, de déclarer qu'il supprimerait toute mention, mais après la réimpression de son catalogue ;

Que, plus tard, à la date du 24 juin, il aurait déclaré supprimer toute mention sur le tableau des variations ;

Que CANONNE aurait reconnu par ces différentes mesures prises par lui, le bien fondé de leur prétention, mais que non seulement il ne les aurait pas indemnisés du préjudice subi, mais encore aurait accentué et aggravé ses torts ;

Qu'en effet, il résulte d'un constat dressé par THOMAS, huissier à Paris, en date du 20 août 1908, enregistré, que le personnel de la Maison CANONNE répond aux clients qui lui demandent l'Elixir de Saint-Vincent de Paul que la maison ne tient plus cet article, « que cela ne se fait plus, que c'est défendu d'en vendre, vous n'en trouverez nulle part » ;

Qu'en même temps, CANONNE met en vente, dans le même local où se

passaient les faits incriminés, un élixir H. CANONNE, anti-anémique, qu'il annonce dans son catalogue, à la même place que les anciennes annonces concernant la marque de l'Elixir de Saint-Vincent de Paul et avec les mêmes caractères spéciaux d'imprimerie ;

Que ces agissements leur auraient causé et leur causeraient encore le plus grave préjudice ;

Qu'ils seraient en droit d'en exiger la cassation, ainsi que la réparation du préjudice causé ;

Qu'ils demandent à ce Tribunal de dire et juger que CANONNE soit tenu de supprimer l'annonce constatée ou toute autre annonce similaire, excluant de la vente les marques de Saint-Vincent de Paul, ainsi que toutes les indications verbales incriminées et ce, dans un délai à déterminer et ce, sous une astreinte à impartir pendant un mois, passé lequel délai, il sera fait droit ;

S'entendre, CANONNE, condamner à payer la somme de 30.000 francs à titre de dommages-intérêts ;

Dire et ordonner que vu la publicité de l'annonce, le jugement à intervenir sera publié dans 10 journaux à leur choix et aux frais de CANONNE, requérant les dépens à titre de supplément de dommages-intérêts ;

Mais attendu que si la marque est indépendante du produit qu'elle recouvre, il ressort des débats et documents fournis, que l'instance en concurrence déloyale, sur la confusion, est basée non sur les marques dont MERCIER et de CHAMBURE se prétendent propriétaires, mais sur l'exploitation du produit lui-même, puisque les faits reprochés à CANONNE tendraient au lancement, dans le public, d'un produit similaire ;

Que les produits dont s'agit ne sont point des produits alimentaires ;

Qu'ils constituent un véritable remède préconisé pour la guérison des maladies et composé d'après une recette dont le secret aurait été donné aux filles de Charité ;

Que la formule de ce médicament n'est pas inscrite au *Codex* ;

Qu'elle n'a point été publiée dans le *Bulletin de l'Académie de Médecine* ;

Que son caractère de remède ressort des documents versés aux débats.

Attendu, d'ailleurs, que MERCIER et de CHAMBURE ne sauraient le contester, alors que dans une instance portée par eux devant la 2^e chambre de la Cour et concernant les mêmes produits, celle-ci a rendu un arrêt en date du 1^{er} mai 100 qui consacre la qualité de remèdes secrets de ces produits et les déclare non recevables en leur demande, comme ne pouvant exercer d'action en justice pour l'exécution d'obligation dérivant d'une convention nulle, ayant eu pour objet l'exploitation d'un remède secret.

Qu'ils ne sauraient donc baser, non plus que PELOILLE une action en concurrence déloyale sur la vente dudit produit à raison de son caractère illicite ;

Que leur demande est donc non recevable

Nous n'avons pas la prétention de faire un historique complet de la concurrence déloyale : les décisions que nous rapportons ont été choisies pour leur allure typique, elles nous dispensent d'en citer d'autres. Il faut cependant rapprocher deux affaires qui ont fait en leur temps grand bruit et sur lesquelles nous ne voulons pas insister, puisque l'apaisement est venu et que le corps pharmaceutique a renoncé, avec sagesse, à se déchirer lui-même.

La première est l'affaire DERVILLE contre BLOTTIERE et autres. M. DERVILLE, ancien pharmacien à Paris, où il n'avait exercé que pendant un temps très court, puis pharmacien à Courtomer, avait assigné onze des maisons les plus importantes de la place de Paris dans le commerce des spécialités pharmaceutiques, mais préalablement à la citation directe, il avait tout d'abord déposé une plainte entre les mains du Procureur de la République.

Lors du dépôt de la plainte, le Procureur avait donné commission rogatoire au commissaire de police aux délégations judiciaires de faire une enquête officieuse sur l'état des maisons dénoncées.

L'enquête avait eu lieu, et, à la suite de ses résultats, le Procureur avait classé l'affaire sans suite. Ce fut à la suite de ce classement que DERVILLE avait cru devoir saisir directement le Tribunal.

A l'audience, les prévenus soutinrent la régularité de leurs officines et de leur commerce, mais ils s'attachèrent surtout à démontrer que le plaignant était sans intérêt pour agir.

Ils démontrèrent que DERVILLE n'avait pas, en fait, exercé longtemps la pharmacie à Paris, et qu'au moment où il assignait, il avait même cessé d'exercer à Paris pour aller exercer dans le nord, à Courtomer.

Ils démontrèrent, en outre, que les remèdes dont DERVILLE critiquait la vente chez eux en les qualifiant de remèdes secrets, étaient les mêmes qu'il vendait lui-même dans son officine. Enfin, ils établirent qu'à Paris, M. DERVILLE avait été le chef de laboratoire d'une maison de commerce n'appartenant pas à des pharmaciens, et qui se livrait à la fabrication et à la vente de spécialités qui méritaient le titre de remèdes secrets. En un mot, ils établirent que les faits dont le plaignant prétendait

obtenir la cassation étaient identiquement les mêmes que ceux auxquels il se livrait de tout temps.

Le Tribunal a pensé que, dans ces conditions, DERVILLE ne justifiait d'aucun intérêt pour agir, et que, d'autre part, le Procureur ayant classé, il s'en suivait que les médicaments dont la vente était reprochée n'étaient pas de nature à préjudicier à la santé publique.

Il rendit donc le jugement suivant :

« Le Tribunal, après en avoir délibéré :

« Attendu que DERVILLE reproche à BLOTTIERE, gérant de la
« Société Henri BLOTTIERE et C^{ie}, de mettre en vente des re-
« mède secrets et d'exercer illégalement la pharmacie, en ven-
« dant des produits pharmaceutiques, dans un officine qui ne
« lui appartenait pas, et dont tous les propriétaires ne seraient
« pas tous pourvus de diplôme de pharmacien, que les faits
« dont s'agit ont été portés à la connaissance du Parquet ;
« qu'une enquête officieuse a été prescrite et que la procédure
« à été laissée sans suite qu'il ne semble pas que la livraison,
« par le prévenu, des spécialités qu'il débite, constitue un
« danger contre lequel il est nécessaire de protéger le consom-
« mateur ; que le plaignant lui-même ne peut pas protester
« contre cette opinion puisqu'il a comme tous les pharma-
« ciens, vendus à ses clients des spécialités pharmaceutiques,
« et qu'il a été, de novembre 1904, à juillet 1906, chef de loba-
« ratoire et fabricant pour le compte de la Société « Union des
« Grandes Spécialités Pharmaceutiques », des produits analo-
« gues à ceux qu'il qualifie aujourd'hui de remède secrets ;
« qu'il serait néanmoins fondé à saisir le Tribunal correc-
« tionnel, s'il avait à se plaindre du préjudice certain résultant
« pour lui des faits délictueux dont le prévenu se serait rendu
« coupable, mais qu'il ne fournit aucune justification au sujet
« du dommage qu'il aurait éprouvé ; qu'il convient de retenir
« que si le plaignant est aujourd'hui pharmacien, à Courto,
« mer, ainsi que peut le faire supposer une insertion contenue
« dans le journal « *Les Affiches Parisiennes* », du 8 janvier
« 1908, et s'il a exploité pendant une période très courte une
« pharmacie à Paris, il résulte d'une autre insertion contenue

« dans le même journal, mais à la date du 3 décembre 1907,
« que DERVILLE avait, à cette date, vendu le fonds dont il était
« propriétaire, à Paris, 27, rue Saint-Lazarre, et que son suc-
« cesseur en avait pris possession dès le 1^{er} décembre 1907,
« qu'ainsi ne justifiant d'aucun intérêt, il ne peut saisir le
« tribunal ;

« Par ces motifs :

« Déboute DERVILLE de ses demandes, fins et conclusions ;

« Le condamne en tous les dépens. »

À la même audience, le Tribunal a prononcé dix autres jugements identiques prononçant le relaxe de tous les prévenus.

Nous abstenant volontairement des commentaires que le temps a heureusement rendus inutiles, on peut dire que les prévenus ont dû avoir assez chaud, car leur relaxe a été laborieux. La décision est une application du vieux principe : « Pas d'intérêt, pas d'action. » On a dû être rudement content de l'invoquer à l'époque, car si M. DERVILLE avait été installé pendant dix ans à Paris, au lieu de l'être à Courtomer...

La seconde est connue sous le nom d'affaire CERBELAUD. Ce pharmacien, a eu l'idée ingénieuse et d'autant plus défendable que la publication des formules n'était organisée nulle part, de rechercher la composition de spécialités pharmaceutiques les plus couramment vendues. Les fabricants se sont fâchés tout rouges prétendant que l'ouvrage de M. CERBELAUD, par lui-même intitulé Formulaire, était l'auxiliaire le plus précieux de la contrefaçon ; et il faut bien reconnaître que M. CERBELAUD ne se bornait pas à reconstituer, parfois d'assez loin, les formules, mais tâchait aussi à reconstituer, parfois d'assez près, l'aspect extérieur du produit. M. CERBELAUD s'est bien défendu, a invoqué l'exception de remède secret contre MM. les fabricants qui ont été renvoyés de leur demande. M. CERBELAUD vend aujourd'hui son Formulaire cent francs ; le décret du 13 juillet 1926 va lui faire bien du tort.

De hautes raisons d'honneur et de sentiment corporatifs nous interdisent de traiter, aujourd'hui, la répercussion de la notion de remède secret sur la concurrence déloyale avec l'ampleur que la question a connue, hier. Disons simplement que, si le décret du 13 Juillet 1926 devait jamais être attaqué, le seul

rappel de quelques souvenirs suffirait à démontrer que ceux qui redoutent la clarté de ses prescriptions sont justement ceux là qui ont utilisé à des fins profitables la nullité d'ordre public qui a pesé si lourdement sur les rapports confraternels.

Nous ne pouvons cependant passer sous silence cette nullité fondamentale a même été invoquée pour faire obstacle à la préoccupation, cependant légitime, du fabricant de fixer le prix de vente de son produit :

— Tribunal de Commerce de Tours, Présidence de M. PASQUIER, 15 février 1907 (1) dans une affaire BRUNET contre MÉTADIER, relative à la réglementation de la « Curatine » (2) :

« Attendu que les lois et décrets qui viennent d'être rappelés (21 Germinal an XI, 25 Prairial an XIII, 18 Août, 1810, 3 Mai 1850) ne sont « jamais tombés en désuétude ; qu'elles ont été édictées dans l'intérêt « supérieur de la santé publique ; qu'il y a donc lieu, pour les juges, de « refuser toute action en justice, destinée à faire respecter les conventions passés à l'occasion de la fabrication et la vente de ces remèdes. »

Par ces quelques exemples, on voit à quels résultats d'iniquité aboutit l'évocation de la nullité pour cause illicite : *summum jus, summa injuria*. Il serait presque impossible, à moins d'y vouer une armée de chartistes, de dresser le catalogue des décisions basées sur le remède secret, et génératrices de solutions où le droit strict trouve son compte mais où l'équité ne trouve pas le sien. La doctrine s'est efforcée de pallier aux conséquences rigoureuses de la nullité absolue et, tout en maintenant le principe, a essayé d'en limiter le champ

(1) *La Loi*, 7 mars 1907.

(2) Cf. *supra*, page 89. MÉTADIER avait vendu au-dessous du prix marqué le produit de BRUNET et avait, cependant, demandé le paiement de sa remise. Assigné en dommages et intérêts, *bien que pharmacien et fabricant de spécialités lui-même*, MÉTADIER avait répondu par l'exception du remède secret. Le Tribunal lui a donné raison.

par l'opposition aux textes formels d'une règle puisée à ce droit supérieur, non écrit, qu'on appelle le droit naturel ou la morale. Elle a donc, dans un pieux sentiment, bâti la théorie dite de « l'enrichissement sans cause », basée sur la maxime : « nul ne peut s'enrichir aux dépens d'autrui. » L'« enrichissement sans cause » et « la nullité du pacte honteux » devaient s'affronter, à diverses reprises, devant la jurisprudence. Un jugement célèbre du Tribunal Civil de Vervins du 21 juillet 1911 (1) a posé les éléments de cette controverse avec une netteté qu'il faut louer et avec une brutalité que la matière ne justifiait pas, car elle était délicate : il s'agissait de maison de tolérance. Un vendeur non payé de son prix demandait à être remis en possession de ses locaux et de son matériel ; son acheteur s'opposait à cette répétition en invoquant la nullité absolue de l'acte passé entre eux. Le Tribunal de Vervins, tout en déclarant nulle la vente du fonds, comme le droit pur l'y obligeait, s'est refusé cependant à considérer la convention comme totalement inexistante et a réglé le litige entre les parties par l'application du droit naturel — et avec quelle verdeur :

Attendu qu'aux termes de l'art. 1131 du Code civil, l'obligation sur cause illicite ne peut avoir aucun effet, et que, d'après l'art. 1133 du même Code, on doit considérer comme illicite, une cause contraire aux bonnes mœurs ; qu'il s'ensuit que la cession d'une maison de tolérance, et notamment, la cession du droit au bail de l'immeuble où l'on exploite cet établissement, est nulle et de nul effet, comme se trouvant engendrées par des obligations fondées sur une cause illicite ;

Attendu que cette nullité peut être invoquée par toute personne intéressée ; qu'il y a donc lieu de la déclarer pour le contrat en litige ;

Attendu qu'une telle nullité a pour conséquence nécessaire, non seulement l'impossibilité pour chaque partie d'exiger de l'autre l'exécution de son obligation, mais encore, si en fait, le contrat a été exécuté le droit, pour chaque partie, de réclamer de l'autre la remise des choses en leur état primitif et partant, la restitution de la prestation qu'elle a fournie en exécution du contrat, car autrement, l'on donnerait effet aux obligations ainsi exécutées, alors que, d'après la loi, elles n'en doivent produire aucun ; que, d'ailleurs, aux termes de l'art. 1235 au Code civil tout paiement supposant une dette, ce qui a été payé sans être dû, et il en est

(1) *La Loi*, 2 octobre 1912.

évidemment ainsi du paiement d'une obligation réputée inexistante, est sujet à répétition, à moins qu'il ne s'agisse, ce qui assurément n'est point le cas en l'espèce, de l'acquiescement volontaire d'une obligation naturelle ;

Attendu que la règle qui vient d'être posée s'applique aussi bien dans le cas où la cause de l'obligation exécutée était illicite à l'égard des deux parties, que dans celui où elle ne l'était qu'à l'égard de la personne qui a reçu la prestation, car les art. 1131 et 1235 précités, ne distinguent nullement entre ces deux hypothèses, qu'il est vrai, qu'en droit romain (L. 3. Digeste, De condictione ob turpem vel injustam causam) et dans l'ancien droit français (Pothier, Obligations n° 43 et suiv.) on écartait l'action en répétition dans le cas où le vice de la cause et la turpitude qui en résulte se trouvaient communs aux deux parties, mais que, contrairement à ce que soutiennent les défendeurs, cette solution qu'on a coutume de formuler dans les maximes : « In pari causa turpitudinis melior est causa possidentis » et « Nemo auditur propriam turpitudinem allegans » n'a certainement pas été admise par le Code civil, puisqu'elle n'est inscrite dans aucun texte ; qu'elle se trouve, au contraire, implicitement contredite par les art. 1131 et 1235 précités, et qu'il n'en a même pas été parlé dans les travaux préparatoires ; qu'il est à remarquer que le législateur a pris soin de spécifier au § 2 de l'art. 1235 et à l'art. 1967, que, par exception au principe posé dans le premier paragraphe de l'art. 1235, l'acquiescement volontaire des obligations naturelles et des dettes de jeu, ne donnait pas lieu à répétition, et qu'on ne s'expliquerait pas que, s'il avait voulu édicter aussi une semblable exception pour le cas dont il s'agit, il ne l'eût point fait de même en termes formels (Voir en ce sens : Demolombe, t. XXXI, pp. 365-383 ; Baudry-Lacantinerie et Barde, Traité des obligations, 2^e édition, t. 1, p. 323, n° 316 et note. — Cass. 11 février 1884, D. P. 1885. 1 99. — Tribunal de l'Empire allemand, 1^{er} décembre 1891, D. P. 1893, 2. 11 et les autres autorités ou décisions citées dans la note de DALLOZ, sous ce dernier arrêt. — Contra : Aubry et Rau, 4^e édit. t. IV, § 441 bis, page 793, note 8. — Caen, 29 juillet 1874, D. P. 1875. 2127. — Cass. 1^{er} avril 1895, D. P. 1895. 1. 263, et les autres autorités et décisions citées dans la note susmentionnée ;

Attendu que loin de justifier, dans le cas en litige, le refus de l'action en répétition, les considérations morales qu'on peut invoquer en cette matière, militent plutôt en faveur de la thèse opposée, car il est assurément plus moral de déduire tous les effets d'un pacte honteux que d'en laisser substituer quelques-uns, et de favoriser ainsi l'une des parties au détriment de l'autre, alors que toutes les deux sont également coupables ;

Attendu, d'ailleurs que, d'après un principe incontesté de notre droit, « nul ne peut s'enrichir aux dépens d'autrui » et que ce principe serait manifestement violé, si dans le cas où, comme en l'espèce, le contrat nul n'a été exécuté que d'un seul côté, l'on refusait à celui qui y a satisfait, l'action en répétition ;

Attendu qu'on objecte que la dignité de la magistrature s'oppose à ce qu'elle laisse discuter dans son prétoire, sur le sens, la portée et les effets

des pactes honteux (arrêt de Caen, précité), mais que cette considération ne supporte pas l'examen, car on ne voit pas en quoi il serait plus contraire à la dignité de la magistrature, de s'occuper d'un pacte honteux pour en détruire les effets, qu'à la dignité de la médecine d'examiner, pour les guérir, les maladies réputées honteuses ; que d'ailleurs, aussi bien pour repousser la demande en restitution, que pour y faire droit, les Tribunaux sont également obligé de constater le caractère honteux du pacte, par conséquent, d'examiner ce pacte et d'écouter les parties alléguant leur turpitude.....

C'était admettre que le « pacte honteux » pouvait, nonobstant sa nullité fondamentale en droit, porter quelque effet de fait. Cette conception, assez osée, n'a trouvé aucune grâce devant la juridiction supérieure et le jugement de Vervins a été infirmé par la Cour d'Appel d'Amiens, 1^{re} Chambre, Présidence de M. BARADES, en un arrêt du 1^{er} avril 1912 (1) fortement motivé :

«Considérant qu'aux termes des art. 1131 et 1133 du Code civil, les conventions illicites et contraires aux bonnes mœurs sont nulles, et ne peuvent produire aucun effet ; qu'il suit de là que la vente d'une maison de tolérance, et notamment la cession du droit au bail de l'immeuble dans lequel a lieu l'exploitation de cet établissement est nulle et de nul effet ;

Considérant que les intimés, à l'appui de leur demande tendant à être remis en possession de l'immeuble occupé par les appelants, ne peuvent invoquer ni l'acte de cession par eux consenti, ni le bail par lequel les consorts DESHARBES leur avaient loué le même immeuble déjà aménagé pour l'exploitation d'une maison de tolérance, parce que ces deux actes, procédant l'un et l'autre d'une cause contraire aux bonnes mœurs, sont dénués de toute efficacité juridique, et qu'il n'est, dès lors, permis à personne de s'en prévaloir en justice... »

La convention qui a une cause illicite ne peut donc être portée en justice ; l'accès du prétoire doit être interdit à celui qui a méconnu les prohibitions portées par la loi, et les tribunaux refuseront d'examiner les conséquences de l'acte intervenu et de rétablir entre les parties l'équilibre rompu par l'enrichissement sans cause de l'une d'elles. La Cour d'Amiens en a ainsi jugé, à propos d'une industrie prédisposée par essence

(1) *La Loi*, 2 octobre 1912.

aux pactes honteux : qu'on n'aille pas dire que la spécialité pharmaceutique ne peut être comparée à un commerce immoral. Aux yeux de Thémis toutes les causes illicites se valent ; et il n'est pas entre elles de hiérarchie et la Cour de Cassation avait eu l'occasion de le rappeler dans une espèce ayant précisément trait à la spécialité pharmaceutique.

C'est une affaire NABONNE contre VANCON et CANTELOUP, relative à une société constituée pour l'exploitation d'un remède reconnu secret, le Purificateur Nabonne (1), la Cour d'Appel d'Agen adoptant les motifs du Tribunal de Commerce d'Auch par un arrêt du 10 novembre 1905 (2) avait refusé pour cause illicite toute action au demandeur qui réclamait la dissolution d'une association de fait ayant existé entre lui et les défenseurs :

«Attendu que le demandeur invoque une convention verbale qui serait intervenue entre lui et CANTELOUP d'une part, et VANCON d'autre part à la date du 20 mars 1902, convention aux termes de laquelle VANCON se serait engagé à lancer dans le public et à faire vendre en France et à l'étranger le produit dont la marque avait été déposée par le demandeur au greffe du Tribunal de Commerce de Toulon, le 4 septembre 1897 sous le nom de « Purificateur Nabonne » ; que se basant sur cette prétendue société le demandeur prétend obtenir condamnation conjointe et solidaire contre VANCON pour le paiement de sommes dont ces derniers lui seraient redevables en vertu dudit traité verbal et pour requérir contre VANCON seul une condamnation en 40.000 francs de dommages-intérêts pour inexécution desdites conventions et préjudice causé par le changement de dénomination donné au produit NABONNE ;

Attendu que l'action du demandeur est irrecevable, le contrat verbal invoqué par lui étant nul et non avenu comme ayant une cause illicite conformément à l'art. 1131 du Code civil ;

Attendu en effet, qu'aux termes de l'art. 32 et 36 de la loi du 21 germinal an Xi complétée par les décrets du 25 prairial an XIII et du 3 mai 1850, la vente des remèdes secrets est interdite et est punie comme un délit correctionnel ;

Attendu qu'il suit de là que toute vente de remèdes secrets est nulle de plein droit et que cette nullité d'ordre public impose le rejet de toute action en justice, basée sur cette vente... »

Cet arrêt fut déféré à la Cour de Cassation et deux moyens

(1) Cf. *supra*, page 87.

(2) *Gazette du Palais*, 6/8 novembre 1906.

furent relevés l'un exposant que le remède litigieux n'était point secret, l'autre, qui nous importe davantage, faisant état précisément de l'adage : « Nul ne peut s'enrichir sans cause. » Le pourvoi, sur mémoire de M^e BRESSOLLES, fut examiné après un rapport de M. le Conseiller GILLET qui s'exprime ainsi :

« Le mémoire expose qu'en admettant que les contrats conclus entre les parties et concernant le Purificateur Nabonne fussent nuls, comme l'a déclaré la Cour d'Agen, parce que le produit ainsi dénommé constitue un remède secret, CANTELOUP ne saurait retenir sous aucun prétexte légal la somme de 961 fr. 50 qu'il a touchée pour son compte, à l'occasion de son produit, et que, de son côté, VANCON est tenu de lui régler le prix des flacons qui lui ont été expédiés, qu'il n'a pas retournés et qu'il a même écoulés dans la clientèle.

L'auteur du mémoire invoque l'adage : que nul ne saurait s'enrichir aux dépens d'autrui sans cause légitime et au soutien de sa thèse, il cite un arrêt conforme de votre chambre civile, du 2 juin 1886, D. 86. 1. 160.

La nullité d'une société dont le but a été reconnu illicite, alors même qu'elle constitue une contravention à une loi disciplinaire ou pénale, a pour conséquence juridique l'action en répétition de l'indu exercée par la partie ayant payé ce qu'elle ne devait pas contre la partie ayant reçu ce qui ne lui était pas dû. (Voir dans ce sens l'arrêt de la chambre civile du 14 mai 1888, D. 88. 1. 487).

Or, dans l'espace, NABONNE avait formé une première association avec CANTELOUP en vue de la vente d'un remède qu'il avait inventé, destiné à guérir les maladies des yeux, et dénommé : le Purificateur Nabonne, et une seconde association entre lui et CANTELOUP d'une part avec VANCON d'autre part, pour lancer dans le public et faire vendre en France et à l'étranger son Purificateur.

Se basant sur les contrats qu'il avait passés en 1902, avec les défenseurs éventuels, NABONNE leur réclamait devant le Tribunal de Commerce d'Auch le paiement des sommes dont ils lui étaient redevables en vertu desdits contrats, notamment en ce qui concerne VANCON pour envoi de flacons du produit dont il s'agit, avec dommages-intérêts pour inexécution des conventions. Il prétendait qu'il avait décaissé des sommes ou des marchandises, reçues par VANCON et CANTELOUP qui devaient lui en tenir compte. Si l'association est illicite, les défendeurs ne sauraient alléguer leur propre turpitude pour conserver ce qui ne leur était pas dû, VANCON devait restituer à NABONNE les flacons qui lui avaient été expédiés.

La nullité des opérations intervenues entre les parties ne comportait pas les conséquences injustes résultant de l'arrêt dénoncé, contraire au principe de morale sus rappelé et aux dispositions des art. 1131 et 1377 du Code civil.

Telle est l'argumentation développée à l'appui du 1^{er} moyen.

OBSERVATION

Pour réfuter les critiques dirigées de ce chef contre l'arrêt du 19 novembre 1905, il suffit de rappeler qu'aux termes des art. 32 et 36 de la loi du 21 Germinal an XI complétée par les décrets du 25 Prairial an XIII et du 3 Mai 1850, la vente des remèdes secrets est interdite et punie comme délit correctionnel. Si la vente de ces sortes de remèdes est prohibée, elle est nulle de nullité d'ordre public, et il est de même de tous les contrats ayant pour objet l'exploitation de ces produits, notamment des contrats de société formés à cette fin, ce qui implique le rejet de toute action en justice pour leur exécution.

C'est par application de cette règle, que la Cour après avoir constaté que le Purificateur Nabonne était un remède secret, a déclaré que l'action du demandeur, basée sur des conventions relatives à la vente de remèdes secrets et par conséquent sur des conventions illicites, n'était pas recevable en raison de la nullité radicale dont elles étaient entachées, ce qui les empêchait de produire aucun effet ; NABONNE soutenait que le produit auquel il avait donné son nom n'était pas un remède secret, mais une lotion hygiénique et que par suite les contrats passés avec VANCON et CANTELOUP étaient valables, il poursuivait la dissolution de la première société avec CANTELOUP faute de versement de son apport, il réclamait aux défenseurs le paiement des sommes dont ils étaient redevables en vertu desdites conventions, avec dommages-intérêts pour leur inexécution, mais il ne prétendait pas exercer la répétition de l'indû contre eux, comme le mémoire essaie de l'établir.

En décidant que le produit litigieux constituait un remède secret, la Cour était fondée à rejeter comme irrecevable l'action du demandeur.

L'arrêt de 1888 visé au mémoire n'est pas applicable à la matière, ne s'agissant pas de nullité d'une convention illicite faite en fraude de la loi.

Si l'arrêt de 1888 présente des caractères d'analogie avec l'espèce de l'arrêt attaqué, il est certain toutefois que la répétition de l'indû faisait l'objet de la demande et que celle-ci ne comportait pas l'application de conventions annulées et sans effet légal.

Nous estimons que le premier moyen n'est pas justifié et si vous partagez notre manière de voir, vous en prononcerez le rejet.

Par arrêt du 5 novembre 1906 (1), la Chambre des requêtes Président M. FANON rejetait le pourvoi, se prononçant ainsi pour la nullité complète et de plein effet.

Tout récemment, l'affaire ASTIER-POULENC, que nous avons eu déjà l'occasion d'évoquer (2), a mis en jeu les mêmes prin-

(1) *Gazette du Palais*, 6/8 novembre 1906.

(2) Cf. *supra*, page 91.

cipes et repris la discussion, avec l'élément nouveau introduit par l'impôt sur les spécialités pharmaceutiques et avec cette différence que les juges du 1^{er} et du 2^e degrés ont, après avoir reconnu la nullité du contrat intervenu, admis cependant qu'une communauté d'intérêts s'était formée entre les parties et qu'elle devait être liquidée, nul ne pouvant s'enrichir sans droit. C'est en ce sens, après avoir, comme nous l'avons dit, constaté que la création de l'impôt sur les spécialités pharmaceutiques n'avait pu modifier la définition légale du remède secret, que s'était prononcé le Tribunal de Commerce de la Seine, Présidence de M. d'AYCURANDE, le 17 novembre 1921 (1) :

« qu'en conséquence, toute société comme celle constituée d'entre ASTIER de son vivant et les Etablissements POULENC pour l'exploitation de ce remède doit être déclarée nulle comme ayant un objet illicite ;

« Qu'il échet de prononcer cette nullité, mais toutefois en faisant droit à la partie de la demande reconventionnelle relative à la nomination d'un Liquidateur, et ce, sans qu'il puisse être statué sur le point relatif à la continuation de la société dont s'agit avec les héritiers de feu ASTIER ou sur la suffisance des offres faites en vertu d'un contrat de société qui va être déclaré nul et ne peut servir de base à une action en justice ; qu'en effet, ce sera (en raison de la nullité de la Société qui va être prononcée) la communauté d'intérêts qui en fait existe d'entre ASTIER de son vivant, après sa mort d'entre ses héritiers et les Etablissements POULENC, qui donnera lieu à règlement par le liquidateur des droits réciproques : C. de Cassation, 9 août 1851 (Dalloz, 1852, 1. 281) ; C. de Cassation, 13 mai 1862 (Sirey, 1862. 1. 825) ; Paris, 12 février 1885, C. de Cassation 5 janvier 1886 (Sir., 1886. 1. 1241) ; C. de Cassation, 27 juin 1893 (Sir., 1894. 1. 25) ; qu'il doit en être ainsi même lorsque, comme dans le cas actuel, la Société est frappée de nullité pour objet illicite : C. de Cassation, 12 mai 1862 ; C. de Paris, 12 février 1882 ; C. de Cassation, 5 janvier 1886 (déjà cité) :

« Que toutefois, d'ores et déjà, il convient, comme réclamé dans les conclusions motivées des demandeurs ASTIER, de préciser quelles seront les bases de la liquidation qui sera effectuée ; que le règlement des droits respectifs des parties doit être celui envisagé par leur commune intention, c'est-à-dire par leurs stipulations dans le pacte social, l'application du droit commun ne pouvant intervenir qu'à défaut de stipulations (même jurisprudence déjà citée) ;

(1) *Revue Pratique de Législation et de Jurisprudence du Tribunal de Commerce de la Seine*, 1^{er} janvier 1922.

« Que spécialement le pacte social, en date du 10 mai 1911, qui sera enregistré avec le présent jugement, a prévu in fine qu'en cas de dissolution ou de réalisation pour une cause quelconque, tout l'actif, quel qu'il soit, aussi bien marque de fabrique, procédé de fabrication, que clientèle et littérature publiée, serait partagé par moitié entre les deux parties contractantes, que c'est en suivant ces errements que la liquidation d'entre ASTIER et les Etablissements POULENC doit être opérée ; »

La Cour d'Appel de Paris, 4^e Chambre, Présidence de M. LE BERQUIER, a confirmé ce jugement par un arrêt du 24 février 1923, renforçant l'argumentation du premier juge par l'évocation de principes d'équité :

« Considérant que la Société fondée entre ASTIER et les Etablissements POULENC frères pour l'exploitation de la marque Arseno-Benzol Billion, qui est un remède secret est nulle comme ayant un objet illicite ;

« Considérant que, s'il en résulte qu'aucune action en justice ne peut être introduite en vertu de ce contrat, qui est censé n'avoir jamais existé, il n'est pas moins constant qu'il s'est formé entre les parties une communauté d'intérêts qui a subsisté après le décès d'ASTIER jusqu'en novembre 1918 et qui doit être liquidée ;

« Que la Société appelante ne saurait méconnaître ce principe d'équité que nul ne doit s'enrichir aux dépens d'autrui, ayant elle-même fait offres réelles aux intimés de la somme de 700.000 francs qu'elle estimait leur être due jusqu'au décès d'ASTIER, mais que ceux-ci ont, à bon droit, refusée comme insuffisante ;

« Considérant que cette liquidation doit se faire, non pas en appliquant le pacte social lui-même, qui n'a pas d'existence légale, mais en y recherchant pour s'en inspirer l'expression de la commune intention des parties ;

« Considérant que la marque de fabrique, qui était la propriété de la Société appelante, ayant fait partie de cette communauté d'intérêts, c'est à bon droit que les premiers juges en ont ordonné la vente, conformément à la commune intention des parties. »

Ces décisions — qui n'ont pas été sans surprendre — auraient rouvert la controverse sur la question si délicate de savoir si l'on peut faire sa part à la nullité absolue de l'article 1131 ; mais elles ont été déférées à la Cour de Cassation qui par un arrêt de sa Chambre civile, Présidence de M. SELIGMAN,

13 Juillet 1927 (1), s'est prononcée dans le sens le plus intransigeant, le moyen unique du pourvoi étant :

« Violation des art. 1108, 1131 et 1133 Code Civil, 32 et 36 de la loi du 21 Germinal an XI, des décrets du 18 Août 1810 et 3 Mai 1850, de l'art. 7 de la loi du 20 Avril 1810, pour défaut et contradiction de motifs et manque de base légale, en ce que l'arrêt attaqué, après avoir reconnu que la société formée pour l'exploitation d'un remède secret était nulle comme ayant un objet illicite, a néanmoins décidé qu'elle devait être liquidée conformément à la commune intention des parties et a ordonné dans son dispositif la mise en vente de la marque relative à ce remède, alors que, d'une part, la nullité de la société pour cause illicite mettait obstacle à toute liquidation d'après les énonciations du pacte social et interdisait, en tous cas, la mise en vente des apports des associés, lesquels devaient leur être restitués en vertu de la *condictiosine causa*, la liquidation ne pouvant porter que sur le résultat des opérations sociales, solution qu'imposait en outre la nature de la société qui était une association en participation, et alors, d'autre part, qu'en ordonnant la liquidation, l'arrêt devait fixer une date précise et non comme il l'a fait, retenir deux dates, l'une dans ses motifs et l'autre dans son dispositif, se contredisant ainsi d'une manière certaine. »

L'arrêt, rendu après délibération en Chambre du Conseil, sur le rapport de M. CANAC, les conclusions de M. LANGLOIS, avocat général, et les plaidoiries de M^{es} LABBÉ et CONTARD, est ainsi conçu :

La Cour,

Sur le moyen unique pris dans sa première branche :

Vu l'art. 1131 Code Civil ;

Attendu que les contrats qui reposent sur une cause illicite sont dénués de toute efficacité juridique et doivent par conséquent être considérés comme non avenus ;

Attendu que l'arrêt attaqué constate à bon droit que l'association entre ASTIER et la Société des Etablissements POULENC pour l'exploitation de la marque « Arseno-benzol Billion », qui est un remède secret, est nulle comme ayant une clause illicite, mais qu'ayant néanmoins fonctionné, il en est résulté entre les parties une communauté d'intérêts qui doit être liquidée ;

Attendu, en effet, que la nullité de la société n'empêche pas que, jusqu'au moment où cette nullité est invoquée, il a pu y avoir entre les associés des rapports de fait qui doivent se régler par le partage équitable de l'actif ou du passif résultant des opérations, dans l'espèce à forme commerciale, qui ont été faites en commun ;

(1) *Gazette du Palais*, 14 Octobre 1927.

Mais attendu qu'on ne peut comprendre dans la masse active provenant de la communauté d'intérêts créée par un simple fonctionnement de fait, les apports qui résultent de stipulations dont la nullité est absolue ;

Attendu, par suite, qu'en autorisant le liquidateur à vendre aux enchères publiques, comme faisant partie de l'actif de la communauté d'intérêts susvisée, la marque qui était la propriété des Etablissements POULENC, l'arrêt attaqué a violé les textes visés au moyen ;

Sur la seconde branche du moyen ;

Vu l'art. 7, alin. 2 de la loi du 20 Avril 1810 ;

Attendu que le Tribunal de Commerce de la Seine qui a prononcé la nullité de la société, a ordonné la liquidation de la communauté qui, en fait, s'est formée jusqu'au 17 novembre 1921, jour du jugement, entre ASTIER d'abord, et, après son décès, entre ses héritiers et les Etablissements POULENC ; que l'arrêt attaqué déclare dans ses motifs que ladite communauté d'intérêts n'a subsisté que jusqu'en novembre 1918 ; que néanmoins, confirmant le dispositif du jugement, c'est au 17 novembre 1921 qu'il ordonne la liquidation des intérêts communs ;

Attendu que cette contradiction entre les motifs et le dispositif de l'arrêt équivaut à un défaut de motifs ; en quoi il y a violation du texte susvisé ;

Et attendu que la cassation doit être totale à raison de l'indivisibilité du dispositif ;

Par ces motifs,

Casse.....

Cet arrêt est excessivement rigoureux, et, pour l'apprécier, il ne faut pas se laisser arrêter par le point où il admet l'existence entre les parties de rapports de fait. Au fond, il dissèque, de plus près encore qu'on ne l'avait peut-être fait avant, la situation créée par la convention illicite ; il revient à dire : « Ce que ce contrat, qui est nul, a déclaré, nous ne voulons pas l'examiner, nous n'avons même pas à le savoir. « Mais sans que nous sachions pourquoi ni comment, une « situation de fait a existé entre X et Y, de telle date à telle « date. C'est cette situation qui va être liquidée — elle et rien « d'autre. »

Il apparait donc comme bien acquis que toute convention relative à un remède secret est radicalement nulle et ne saurait être invoquée en justice. L'argumentation empruntée au vieux fonds du droit naturel est restée impuissante à apporter un

élément de vitalité aux différents contrats que les vicissitudes de son commerce proposent au fabricant de spécialités pharmaceutiques. Celui-ci a donc cherché dans la forêt des textes d'autres branches de salut et il a cru les trouver dans la loi du 25 Juin 1857 sur les marques de fabrique. Cette prétention n'a pas toujours été acceptée sans beaucoup de difficultés, car elle s'appuie d'un raisonnement fort subtil ; pour donner de la situation légale de la spécialité pharmaceutique une idée point trop incomplète, il convient de s'y arrêter.

Il faut d'abord remarquer que, dès les premiers temps de la parution de la loi du 25 Juin 1857, on a voulu étendre au dépôt d'une marque de fabrique pour la protection d'un produit pharmaceutique l'interdiction de brevetabilité établie dans ce domaine par l'article 3 de la loi du 5 Juillet 1844 sur les brevets :

« La législation prohibant les remèdes secrets se trouvait
« dans une certaine mesure incompatible avec la loi du 21 Dé-
« cembre 1790 - 7 Janvier 1791 qui permettait de prendre un
« brevet pour un remède. Une préparation pharmaceutique
« venait-elle d'être inventée, dès avant qu'elle fut inscrite au
« *Codex* ou autorisée par l'Académie de Médecine, alors par
« suite qu'elle^e constituait encore un remède secret, elle
« pouvait obtenir un brevet sous le régime de la loi de 1791.
« Ce brevet avait bien pour résultat de rendre publics sa com-
« position et son procédé de préparation, il n'en pouvait chan-
« ger la nature, il se trouvait ainsi couvrir un remède secret.
« On essayait de concilier ces différents textes par la pratique

« suivante : avant de délivrer le brevet, l'Administration consultait l'Académie de Médecine, si elle déclarait la composition dangereuse, on prévenait l'inventeur, s'il persistait, on lui accordait le brevet en avertissant le ministère public pour qu'il format une demande en nullité de brevet et pour qu'il poursuivît l'industriel qui l'exploitait. La loi du 5 Juillet 1844, article 3, mit fin à cette pratique. » (1)

Citons une espèce typique. Raisonnant par analogie, le ministre du Commerce crut pouvoir annuler le dépôt d'un modèle de marque de fabrique destiné à être imposé indistinctement sur tous les produits fabriqués par un sieur Raspail, ingénieur-chimiste, qui avait déposé au greffe du Tribunal de la Seine une étiquette portant les mots : « droguerie et hygiène complémentaire de la maison Raspail. » Le ministre motivait sa décision par le fait « que ces produits constituent de véritables médicaments qui ne sont ni insérés dans le *Codex*, ni dans le *Bulletin de l'Académie de Médecine* et doivent être considérés comme des remèdes secrets dont l'annonce et la « et la mise en vente sont interdites. »

Le Conseil d'Etat annula cette décision les 26 décembre 1862 et 22 janvier 1863 (1), déclarant qu'aux termes de la loi du 23 Juin 1857, le droit de revendiquer la propriété exclusive d'une marque de fabrique s'acquiert par le dépôt de cette marque au Tribunal de Commerce : aucune disposition de la loi

(1) MOUILLESEUX DE BERNIÈRES : *Le régime juridique des remèdes spécialisés*, Paris, 1924 (Thèse Faculté de Droit). Le cadre de cet exposé ne semble pas comporter l'étude de la brevetabilité du médicament en tant que question de principe. Signalons simplement que notre législation qui l'a résolue dans le sens négatif va peut-être se trouver embarrassée de certaines requêtes qui lui sont annoncés par la Société des Nations, où l'on se préoccupe d'organiser une brevetabilité internationale. La question du droit français a longuement préoccupé les auteurs du siècle précédent : Cf. WEIL, *Exercice illégal de la Médecine et de la Pharmacie*, Paris, Librairie générale de Jurisprudence, 1886, page 204, et TRÉBUCHET, *Jurisprudence de la Médecine, de la Chirurgie et de la Pharmacie*, Paris, J.-B. Baillière, 1834, pp. 393 et suiv.

Voir également *supra*, pages 75 et 79, notes.

(1) Cité par BRIAND et CHAUDÉ, *loc. cit.* page 849.

ne donne pouvoir au ministre d'annuler ces dépôts reçus par greffiers, seuls, les tribunaux, à la demande des tiers intéressés, pouvant décider qu'il n'y a pas lieu à marque de fabrique. La marque de fabrique n'est donc, comme le dit un auteur (2) que « le moyen matériel de garantir l'origine ou la provenance de la marchandise aux tiers qui l'achètent, en quelque lieu et en quelques mains qu'elle se trouve. »

L'interprétation donnée par la juridiction administrative a reçu différentes confirmations de la part des tribunaux judiciaires. Citons, parce qu'il apparaît également comme typique, l'arrêt de la Cour de Cassation du 8 mai 1868, rejetant un pourvoi contre un arrêt de la Cour d'Appel de Paris du 24 janvier 1868 (3), par lequel un sieur Eugène Boyer avait été condamné pour avoir contrefait la marque de fabrique d'Amédée Boyer, fabricant d' « Eau de Mélisse des Carmes » avant régulièrement fait son dépôt :

« Statuant sur l'exception fondée sur ce que la marque de BOYER, le plaignant, étant appliquée sur un produit qui constitue un médicament ou remède secret, celui-ci ne peut revendiquer la propriété de cette marque qui consacrerait un débit contraire à la loi : Considérant que dans les termes de la citation et du jugement, il ne s'agit que de l'imitation frauduleuse de la marque de fabrique de Boyer ; que la marque de fabrique et de commerce constitue une propriété particulière qui est tout à fait indépendante de la nature et de la composition des produits qu'elle couvre et recommande au public ; qu'elle a principalement pour objet de faire connaître l'origine de ces produits et de sauvegarder ainsi la personnalité du fabricant, et que la question de savoir si la composition vendue par Boyer est un médicament ou un remède secret devient une question tout à fait distincte et indépendante de la question d'imitation frauduleuse d'une marque de fabrication et ne peut lui être opposée comme une exception préjudicielle et préemptoire ; considérant, d'ailleurs, que l'eau de mélisse n'est pas une préparation pharmaceutique et médicamentieuse dans le sens absolu de ces expressions, qu'elle n'offre pas seulement les caractères d'un remède et d'une préparation curative, mais que, par son emploi et ses propriétés, elle est aussi une liqueur hygiénique d'un usage journalier et en dehors de tout état maladif ; qu'il en est ainsi de beaucoup d'autres préparations indiquées dans le *Codex* et

(2) *POUILLET, Marques de fabrique*, Paris 1926, page 13.

(3) *Gazette des Tribunaux*, 5 Juillet 1879.

que cette interprétation a été consacrée par des décisions judiciaires et administratives » (Paris, 24 janvier 1868).

Sur le pourvoi, la Cour : « Attendu qu'aux termes de l'art. 2 de la loi du 23 Juin 1857, une marque de fabrique devient la propriété exclusive de celui qui en a déposé deux exemplaires au greffe du tribunal de commerce... ; qu'il résulte de l'ensemble des dispositions de la loi que cette propriété... est absolue et entièrement indépendante de l'usage auquel elle peut être appliquée ; que si la marque est apposée par son propriétaire sur des objets dont le commerce est prohibé, ou qui ne peuvent être fabriqués ou vendus que par des personnes investies d'un privilège, comme, par exemple, les substances médicamenteuses, il pourra résulter, s'il y a lieu, de cette fabrication ou de cette vente illicites, une poursuite pour contravention aux lois et règlements, mais qu'on ne sera pas en droit d'en induire que la marque aura cessé d'être la propriété du déposant, et sera tombée dans le domaine public ; que si elle reste alors inerte entre les mains de son propriétaire, on peut prévoir pourtant un cas où, par suite de modifications dans la législation ou par d'autres circonstances, notamment par une cession entre le propriétaire de la marque et un fabricant ou vendeur autorisé, son application ne rencontrera plus dans l'avenir les obstacles qui s'opposaient d'abord à son usage légal ; attendu enfin que ce qui achève de démontrer que la marque est indépendante du produit de l'industrie ou de l'objet du commerce, c'est que, à la différence de la loi du 5 Juillet 1844 sur les brevets d'invention, la loi du 23 Juin 1857 n'a nullement prévu le cas où la marque serait destinée à des objets contraires, soit à la sûreté publique, soit aux bonnes mœurs, soit aux lois ; que dès lors l'arrêt attaqué, en décidant que la question de savoir si les produits sur lesquels Amédée Boyer, non pharmacien, applique la marque dont il a fait légalement le dépôt sont un médicament ou un remède secret, reste sans intérêt dans la cause, n'a fait qu'une saine interprétation de la loi du 23 Juin 1857.

« Sur le deuxième moyen : Attendu que de l'arrêt attaqué sainement interprété, il résulte que l'Eau de mélisse des Carmes, fabriquée et vendue par Amédée Boyer, est principalement une liqueur hygiénique, et que si elle est administrée dans certaines circonstances comme un médicament, cet emploi purement accidentel ne peut avoir pour résultat d'en changer le caractère ; que cette déclaration échappe à la censure de la Cour de Cassation... ; rejette. »

La protection ainsi reconnue à la marque de fabrique complètement indépendante du produit qu'elle recouvre a été dès lors fréquemment invoquée par les fabricants de spécialités qui, sous la menace de l'objection du remède secret, ont ainsi essayé de se défendre avec plus ou moins de bonheur contre

l'imitation ou la déloyauté. On peut relever quelques arrêts qui leur ont donné cette élémentaire satisfaction :

— Tribunal de Béziers, 15 mars 1904 (1) dans une affaire relative au Goudron Guyot (2) :

« ... attendu qu'il est de jurisprudence certaine que la propriété de la
« marque est indépendante de la qualité du produit auquel elle s'appli-
« que et que, cette marque fût elle caractéristique d'un remède secret,
« sa propriété n'en devrait pas moins être sauvegardée par les Tribu-
« naux... »

— Tribunal Civil d'Angoulême, 4 janvier 1899 (3), les mots
« Henry's calcined Magnesia » constituent une marque de
fabrique valable comme formée du nom du fabricant combiné
avec la désignation générique du produit ; en conséquence,
l'usage de cette dénomination par des tiers constitue une con-
trefaçon.

— Cour d'Appel de Rouen, 29 mars 1899 (4) :

La dénomination « Créodine » est une dénomination arbitraire et de
fantaisie sans aucun rapport soit avec la composition du produit, soit
avec l'usage auquel il est destiné, et elle constitue la propriété exclusive
de Pearson à titre de marque de fabrique.

Le professeur PERREAU, de la Faculté de Droit de Toulouse,
dans son ouvrage *Législation et Jurisprudence Pharmaceu-
tique* (1) sanctionne de son autorité cette opinion : « Mieux
encore, la marque, étant l'objet d'un droit distinct de celui
qu'on a sur la chose où on l'applique, doit être protégée même
quand on l'appose sur des objets illicites. C'est pourquoi l'on
doit la garantir même quand elle est apposée sur des remèdes
secrets. (Cour de Cassation, Chambre Criminelle, 18 juin

(1) *La Loi*, 6, avril 1904.

(2) Cf. *supra*, page 102.

(3) *Gazette du Palais*, 1899, 1-531.

(4) Cité par *Recueil de Jurisprudence Générale et Législation de la
Médecine-Pharmacie*, Paris, 1911, page 236.

(1) PERREAU, *loc. cit.* page 121.

1909, Sirey 1909. 1, supplément 80 ; Tribunal de Dijon, 11 août 1904, *la Loi*, 28 août 1904, Grenoble, 20 novembre 1908, *la Publicité*, novembre 1908, page 13 ; Cour de Cassation, Chambre Criminelle, 8 mai 1868, *Bulletin Criminel*, 1868, page 207 ; contre Tribunal de Lille, 15 juillet 1904, *Gazette du Palais*, 1905. 1. 48). »

Le Professeur RENARD (2), de la Faculté de Droit de Nancy, dans son traité du *Droit de la Profession Pharmaceutique* est allé même jusqu'à dire que « c'est effectivement dans la loi du 25 juin 1857 que les fabricants de spécialités pharmaceutiques ont trouvé leur charte », on doit reconnaître qu'elle leur a donné le seul moyen de protection qu'ils aient reçu, depuis la carence des textes fondamentaux. Protection que conditionne, d'ailleurs, l'accomplissement de formalités préliminaires et dont la validité n'est acquise qu'après avoir satisfait aux exigences de la loi et de la jurisprudence quant au dépôt, à la dénomination choisie, à la priorité d'utilisation etc... Si l'on observe que la propriété de la marque est indépendante également de l'usage qu'on en veut faire, il s'ensuit que des non-pharmaciens peuvent valablement être propriétaires de marques destinées à désigner des remèdes qu'ils n'ont pas le droit de débiter. En vertu de cette même conception qui sépare la marque du produit, ils peuvent invoquer les droits qui découlent de leurs dépôts. Ainsi, c'est à une doctrine qui fait complètement abstraction de son diplôme de pharmacien que le fabricant de spécialités pharmaceutiques a dû recourir pour assurer sa défense contre les pratiques les plus déloyales et les plus préjudiciables. On aurait compris que le privilège du diplôme fût compensé par des disciplines précises ; entassant les paradoxes, le régime de l'interdiction de droit compensé par la tolérance de fait n'a accordé d'aide au fabricant lésé qu'autant qu'il dépouille son diplôme et se confond avec celui qu'aucun titre légal ne désigne à la délivrance des médicaments. Incohérence, où vraiment nul n'a trouvé son compte,

(2) RENARD, *Droit de la Profession Pharmaceutique*, Paris 1924, page III.

ni le pharmacien-fabricant, ni le pharmacien détaillant, ni le médecin, ni le malade...

Article 32 de la loi de Germinal qui interdit le remède secret sans le définir, et peut-être sans sanctionner cette interdiction, — décrets subséquents dont nous avons établi la liste et qui de 1805 à 1850 ont amassé des définitions théoriques sans connaître d'application pratique, — jurisprudence qui maintient toutes les exigences de la lettre et refuse au fait la protection légale — décision de non-brevetabilité, mais possibilité du dépôt de marque de fabrique — fiscalité récemment établie, déjà aggravée, mais qui n'implique point de reconnaissance juridique — réglementation douanière qui ajoute aux vides de la loi — régime provisoire ankylosé en sa permanence, tel a été, pendant près d'un siècle, le statut chaotique de la spécialité pharmaceutique. Dans une matière qui touche aux plus hauts intérêts de la nation, à la santé de la race comme à la sauvegarde de son esprit, à la défense des crédules comme au soulagement des souffrants, on trouve la tolérance, l'arbitraire ou le laissez-faire, mais on cherche en vain l'ordre, le contrôle et le droit. Dans une production qui apporte à l'Etat de profitables matérialités, les pactes sont déclarés honteux dans le même temps que le fisc asseoit ses perceptions sur leurs résultats. Dans une industrie qui est l'un des éléments essentiels de l'expansion à l'étranger, le marché intérieur échappe aux directives d'une discipline établie et la même fabrication conduit à comparaître en correctionnelle et à conseiller le commerce extérieur. Dans une profession où la différenciation ne s'établit que sous la solidarité du diplôme, la probité corporative ne rencontre sa meilleure expression que dans l'oubli du diplôme.

Au milieu de ce cubisme juridique, de cette ronde de chi-

canes, de ce sabbat d'illogismes, un texte a surgi, le 13 Juillet 1927. Il tient cinquante lignes à l'officiel du 25 du même mois, sous la signature d'un ministre — DURAFOUR — dont ce seul décret conservera le nom. Il efface tout un passé ténébreux, il donne à la raison les satisfactions longtemps refusées, il règle toute la question. La Faculté de Pharmacie de Paris l'a préparé ; son Doyen, le Professeur RADAIS, l'a marqué de son empreinte. Abordons avec respect l'étude de ce texte décisif, dont les conséquences apparaissent déjà de l'ordre le plus éminent.

CHAPITRE III

Sous le signe de la Clarté...

Si l'exposé qui précède n'a pas été trop inférieur à son dessein, on aura déjà compris pourquoi tant de difficultés d'ordre juridique, économique et social ont été la rançon inéluctable de l'essor pris dans les cinquante dernières années par la spécialité pharmaceutique. L'interdiction de principe ne pouvait être compensée par la tolérance, alors surtout que celle-ci résultait du sommeil de prescriptions légales toujours exposées à un sursaut intempestif, soit pour des préoccupations répressives, soit pour des combinaisons pécuniaires. Le vice intrinsèque du régime que nous venons de décrire dans ses grandes lignes était plus encore dans cette intermittence toute arbitraire que dans son essence ; si le décret de 1850, suite et complément au décret de 1810, méritait largement les critiques qui ne lui ont pas manqué dès les lendemains de sa parution, pire encore que le système par lui instauré était la désuétude où, presque aussitôt, l'administration l'a laissé. Dans la conception française (1) où l'art de guérir est d'abord assujéti à la délivrance d'un diplôme et ensuite à une étroite

(1) On sait qu'il n'en va pas de même en Angleterre et aux Etats-Unis, par exemple, où la pharmacie n'est que l'accessoire, à peine plus réglementé, d'un commerce de la droguerie lui-même beaucoup plus étendu que chez nous.

surveillance officielle, la jurisprudence, malgré des rappels constants, mais par définition accidentels, ne pouvait à elle seule introduire dans les mœurs les disciplines légales, qui gardent un caractère théorique tant que les autorités n'assurent pas leur diffusion par la matière forte ; ce sont les procès-verbaux quotidiens par milliers qui font le Code de la Route, la promulgation n'est qu'une formalité. C'est la carence administrative qui a créé un problème redoutable par ses données immédiates comme par ses incidences.

Certes, les textes de 1810 et de 1850 ne valaient pas cher, mais nous ne sommes pas éloigné de croire que si on les avait appliqués, le fait aurait suivi le droit, quitte à obtenir par les voies admises les amodiations successives qu'avait réclamées les besoins pratiques. Nous avons montré que le décret de 1810 et le décret de 1850 ont séché dans leur fleur à peine éclosé : les commissions du décret de 1810 n'ont pas été constituées,⁽¹⁾ et l'Académie de Médecine, à part quelques velléités demeurées platoniques, n'a pas usé du droit à elle reconnu par le décret de 1850. Dans ces conditions, la question de la spécialité pharmaceutique a débordé, avec le temps, le champ corporatif pour affecter l'économie nationale, intéressée tant à protéger la santé publique et à utiliser les progrès de la science qu'à encourager un négoce prospère. Aussi le Parlement en a-t-il été maintes fois saisi ; les différents projets de loi sur l'exercice de la pharmacie — d'Alfred NAQUET à Emile VINCENT, il y en a eu quelques-uns, à ne considérer que la période contemporaine ⁽²⁾ — ont donné de la spécialité pharmaceutique des définitions particulières aux notions de leur auteur ou aux circonstances de leur dépôt. A peine de nous étendre inconsidérément, nous ne pouvons faire à ces solutions éventuelles la place que mérite leur valeur ou leur ingéniosité ; on sait qu'une longue suite de hasards et de remises n'a pas encore permis aux Chambres, soumises aux exigences des actualités passagères, d'avancer la réalisation d'une législation moderne.

(1) Cf. *supra*, voir page 23.

(2) Il se trouvera bien quelque chercheur pour faire le compte et l'analyse de tous ces projets ou propositions de loi dont la présente étude ne comporte qu'une mention très rapide.

adaptée aux besoins de la population et de la science, et de toutes parts, où une profession digne d'être honorée ne trouve remplacer la loi de Germinal, éduice verroullé, craquant de plus un abri sûr pour les nécessités de son exercice (1) ; pourtant, de cette loi élimée, dont l'usure n'a pas échappé à l'ironie supérieure de Jean CRUET en son livre déjà cité (2), nulle disposition n'appelait plus de lamentations que celle de l'article 32, à laquelle les décrets chargés de la compléter et de la circonscrire n'ont su qu'ajouter des injonctions irréalisables, et que la jurisprudence n'a pu que rappeler sans l'imposer à la pratique, dont les besoins légitimaient une tolérance à la fois injurieuse et large. Chacune des décisions judiciaires qui rejetait à l'interdiction radicale du remède secret les spécialités parlois les mieux prisées soulevait des protestations violentes dans le groupe des fabricants et des inventeurs. Sainement appréciateurs de leur contribution à la santé publique et à la prospérité nationale, ils supportaient de plus en plus difficilement l'écartement ou les tenait le respect de textes mal appropriés à notre époque. L'accueil réservé par des tribunaux à certaines poursuites très motivées en concurrence déloyale n'avait pu manquer d'émouvoir par sa rigueur toute juridique et son iniquité loncière. Sans renoncer complètement comme certains fabricants en délicatesse l'avaient fait galamment, a

(1) On se rappelle que la dernière fois que la loi sur l'exercice de la pharmacie figura à l'ordre du jour de la Chambre, ce fut précisément au jour où le Président du Conseil, M. POINCARÉ, devait répondre aux interpellations sur l'occupation de la Ruhr, qui venait d'être effectuée. L'Assemblée, préoccupée d'assurer son ampleur à un débat hautement politique et international, refusa d'écouter M. Emile VINCENT, le distingué rapporteur du projet, et renvoya « à la suite », ce qui est la formule classique de l'enterrement.

La déconvenue fut vive au corps pharmaceutique, impatient, avec raison, d'une législation périmée. Depuis, le projet est resté en plan. Notre maître, le Professeur PERROT, qui est profond psychologue, prétend qu'on ne le discutera pas, malgré son importance, tant qu'on ne lui aura pas trouvé un titre plus frappant pour l'opinion publique, qui n'en saisit pas la portée générale et le rabaisse à de menues préoccupations de métier alors qu'elle adopterait d'enthousiasme une appellation plus emphatique, telle que Loi sur la Protection de la Santé Publique.

(2) Cf. Jean CRUET, *La Vie du Droit et l'Impuissance des Lois*, Bibliothèque de Philosophie Scientifique, FLAMMARION, Paris 1908, page 254).

soulever dans les litiges entre diplômés l'objection du remède secret, les spécialistes et les aspirants-spécialistes — dont la réunion est bien près de constituer l'ensemble du corps pharmaceutique — ne dissimulaient pas la stupéfaction que leur causait l'assimilation d'une certaine fabrication, désormais passée au premier plan, avoué ou non, de leurs ambition. tantôt à la tenue d'une maison de tolérance, tantôt à l'organisation d'une course de taureaux, tantôt à la corruption de fonctionnaires, toutes opérations dont les péripéties usuelles s'accompagnent de l'élaboration de pactes dits honteux, auxquels, tour à tour, la Cour de Cassation, les Cours d'Appel ou les Tribunaux de première instance civils et commerciaux renvoyaient pour comparaison les contrats relatifs aux spécialités pharmaceutiques, ainsi que nous l'avons rapporté.

La Chambre Syndicale, qui réunit les fabricants de spécialités pharmaceutiques — sans qu'ils aient osé, d'ailleurs, se dénommer autrement que fabricants de produits chimiques et pharmaceutiques — ne manquait pas d'apporter à ce concert de protestations la voix puissante de ses adhérents. Devenus influents par le nombre et par la qualité, groupés autour d'une direction sagace et prudente, dont l'autorité s'est rehaussée, en notre pays de ministères sans stabilité, par la permanence d'une présidence qui dure depuis plus de quinze ans sans être près de finir, et dont l'activité s'est déployée en des manifestations extrêmement nombreuses. Toutes devraient être citées, car elles sont toutes des documents de premier ordre dans cette longue lutte contre la néfaste conception du remède secret tel que nous l'avons connu pendant trois quarts de siècle. Dans l'impossibilité matérielle où nous sommes de les recueillir dans leur intégralité, nous ferons un sort particulier à certain discours que prononça le 20 décembre 1924, au Banquet annuel de la Chambre Syndicale, son Président, l'éminent Dr Jean FAURE, parce qu'il semble bien, s'adressant en une circonstance solennelle au Ministre du Commerce, avoir donné une forme définitive aux aspirations de sa corporation :

« Je vais une fois de plus, a-t-il dit, réclamer au nom de la Spécialité Pharmaceutique le droit à l'existence. De même que le style Consulat

« et Empire semble abandonné en présence de l'effort considérable qui
« est fait par les Arts décoratifs modernes, de même notre corporation
« est lasse de son vêtement coupé par les tailleurs de Germinal an XI,
« désuet et trop étroit aux entournures. Donnez-nous, M. le Ministre, un
« statut qui consacre nos spécialités comme des remèdes légaux, qui
« nous fournisse les moyens de nous protéger contre les fraudes et les
« contrefaçons, qui nous fasse enfin notre place au soleil. Ce serait là,
« soyez en certain, un des éléments les plus utiles de l'œuvre que vous
« accomplissez si utilement à votre ministère pour la défense de notre
« expansion économique...

« Nous ne sollicitons ni protection ni privilège. Il suffirait à notre
« bonheur de ne pas être considéré comme un enfant naturel non
« reconnu. Il y a assez longtemps que nous avons fait notre entrée dans
« le monde pour avoir droit à l'état d'enfant légitime (1) »

Tous les assistants avaient applaudi à la revendication, élégamment présentée, profondément justifiée — qu'ils fussent parlementaires, hauts fonctionnaires, magistrats, professeurs, confrères en pharmacie ou même en fabrication de . . remèdes secrets (2).

A cette pesée contre l'article 32, à cette lutte qu'un orateur, au même banquet, avait comparé pour sa durée à la guerre de cent ans, les Ecoles de Pharmacie n'ont pu rester indifférentes.

(1) Discours prononcé le 20 décembre 1924 par M. le Dr Jean FAURE, Président de la Chambre Syndicale des Fabricants de Produits Pharmaceutiques, au Banquet annuel de la Chambre Syndicale, en présence de M. le Ministre du Commerce (M. RAINALDY, Député), du Professeur RADAIS, Doyen de la Faculté de Pharmacie de Paris, du Professeur ROGER, Doyen de la Faculté de Médecine, de nombreux professeurs et diverses hautes personnalités.

(2) M. RAINALDY, député, Ministre du Commerce, avait répondu longuement, d'une éloquence un peu pesante. Détachons de son discours les phrases suivantes :

« Je ne puis vous donner l'assurance que, comme VINCENT (le rapporteur de la loi sur l'exercice de la Pharmacie) je trouve que cette loi de Germinal an XI est bien vieillie, que depuis longtemps elle devrait être rayée de nos cadres et qu'il faut enfin que la situation que vous avez, qui n'est pas une situation légale, qui est une situation jurisprudentielle, soit enfin et définitivement consacrée par la loi, car vos droits sont certains et il est impossible que la loi ne les reconnaisse pas. »

On pense bien que ceux qui, en vertu de la loi de Germinal — et c'est bien la seule disposition qui nous en satisfasse — sont les éducateurs et les inspecteurs de la profession pharmaceutique, ceux qui, après avoir enseigné la jeunesse, conservent un droit de regard permanent sur l'ensemble des praticiens, les Professeurs des Facultés et Ecoles de Pharmacie, s'étaient de longtemps penchés sur l'étrange situation faite à la spécialité pharmaceutique par son régime d'interdiction et de tolérance panachées.

Avec la haute autorité qui s'attache à leur fonction comme à leur personne, les maîtres de la Pharmacie, sans avoir jamais rencontré l'opportunité de concerter leurs vues, mais dans le souci du bien public comme de l'honneur corporatif, avaient fréquemment l'occasion d'intervenir, pas seulement officieusement, dans l'application de l'art. 32 de la loi de Germinal telle que la pratique l'avait travestie. Que ce fût à la demande des parquets ou des tribunaux, à celle des plaideurs parfois, ils donnaient leur sentiment sur ce sujet qui, à le bien prendre, est partie intégrante au fond même de leur enseignement chargé de répandre et d'ordonner la connaissance des remèdes. Dans les commissions officiellement constituées par les ministères intéressés à la santé nationale, comme dans les Sociétés Savantes (et particulièrement à l'Académie de Médecine, qui, depuis 1850, a réclamé avec beaucoup d'insistance le pouvoir de légiférer presque souverainement en cette matière), ils ont

(1) L'Académie de Médecine a pris très au sérieux les énonciations de l'ordonnance fondamentale du 20 décembre 1820 qui l'instituait spécialement (cf. *supra* page...) « pour répondre aux demandes du gouvernement surtout ce qui intéresse la santé publique, et principalement... l'examen des remèdes nouveaux et des remèdes secrets, tant internes qu'externes. » Dans son souci de respecter le texte, un peu vague, il faut bien reconnaître que l'Académie, plus d'une fois, a devancé le gouvernement qui ne la questionnait pas et fait d'un même coup les demandes et les réponses. Il serait assez fastidieux de faire une énumération, qui risquerait d'être incomplète, des séances où l'Académie s'est occupée du remède secret.

Notons plus brièvement que, dans le courant de 1916, elle a instauré sur la « situation équivoque » des spécialités pharmaceutiques un grand examen d'ensemble, déclenché par le Prof. HAYEM ; une commission fut nommée, dont le rapporteur fut M. LÉGER. Sans analyser un travail, où

été maintes fois les portes parolés qualifiés de ceux qui ne cessent jamais tout à fait d'être leurs élèves (1). Aussi ne peut-on être étonné que ce soit à l'un des plus éminents parmi ces Maîtres qu'il ait été donné de faire entendre sur cette question une voix décisive, dans une circonstance toute spéciale et où séculaire.

L'importance petit à petit acquise par la spécialité pharmaceutique dans l'art de guérir était telle qu'il était désormais

pour notre part, nous relèverions quelques erreurs juridiques des plus grossières (M. LÉGER est d'avis que l'établissement de l'impôt alors récent entraînait la reconnaissance implicite de la légalité de transactions qui, jusque là ne bénéficiaient que d'une simple tolérance — théorie qui ne tient pas (cf. *supra* page 121) — indiquons qu'il reçut une critique fort pénétrante de la part du Professeur V. GALIPPE, laquelle fut suivie de nombreuses interventions ; la discussion prit un tour fort aigre et se poursuivit au dehors dans la presse médicale, après avoir abouti aux conclusions suivantes, que nous reproduisons sans les commenter et qui furent votées à la séance du 18 Décembre 1917 :

« L'Académie, considérant que la non-application des art. de la loi
« du 21 Germinial an XI visant les remèdes secrets fait courir des
« dangers à la santé publique, demande l'application rigoureuse de cette
« loi ; elle estime que pour obtenir ce résultat la disposition suivante
« doit compléter le décret du 3 mai 1850 » : « Tout médicament, simple
« ou composé, dont la composition qualitative ou quantitative n'est pas
« encore connue, doit être considéré comme remède secret et poursuivi
« comme tel. » Elle réclame l'application immédiate aux spécialités
« pharmaceutiques du décret du 3 Mai 1850 ainsi complété et du décret
« du 14 Septembre 1916 ; en ce qui concerne les spécialités hygiéniques
« ou alimentaires, l'Académie émet le vœu que ces produits, lorsqu'ils
« sont destinés aux malades portent sur l'étiquette l'indication exacte
« de leur composition. »

Sur toute cette discussion, voir « *le Bulletin Officiel de l'Académie de Médecine* », Paris, Masson et Co, éditeurs, 1916, 1917, et « *Moniteur Médical* », Paris, 12 février 1918, article du Prof. V. GALIPPE : « Réponse au discours prononcé par M. HAYEM, président de l'Académie, dans la séance du 20 novembre 1917 » où l'éminent académicien traite ledit président sans la moindre aménité.

impossible de l'ignorer, nonobstant toutes entraves de texte ou de jurisprudence, dès qu'il s'agissait de la Santé publique. Il découle de cette vérité, si évidente qu'elle évoque une lapallissade, que le remède spécialisé doit être, comme les autres, assuré à ceux auxquels, par la reconnaissance d'une solidarité imprescriptible, la Société doit fournir les éléments de la guérison aux frais de la collectivité. L'Assistance Médicale gratuite est devenue une des plus lourdes préoccupations humanitaires et budgétaires : il lui faut organiser la défense commune contre la maladie ou la mort, et elle ne peut négliger aucune des armes que lui offre un arsenal chaque jour enrichi par quelque découverte ou par quelque invention. Mais, comme il ressort de ce que nous avons vu précédemment, la plupart de ces nouveautés, dont beaucoup sont admirables et dont la thérapeutique moderne ne saurait se passer, sont spécialisées par leurs fabricants, par la prétention tout à fait légitime. La question s'est donc posée un jour de savoir comment à propos de la loi de solidarité interhumaine qu'est l'Assistance Médicale, pourraient être conciliées les nécessités profondes d'une assistance impossible à assurer sans ces remèdes nouveaux et l'interdiction générique prononcée contre eux au nom de la conception du remède secret telle qu'elle régnait depuis soixante quinze ans. Au moment où il s'agissait d'ouvrir des crédits officiels, pour des achats à effectuer par les personnes morales du droit administratif, on ne pouvait pas conserver la définition de la spécialité licite donnée par la jurisprudence et qui aurait conduit à rayer des fournitures aux assistés de l'Etat du département ou de la commune une grande quantité de remèdes utiles. L'argent public ne peut en effet aller à des fabrications illicites ; comme, à moins de rendre illusoire toute l'œuvre entreprise, il était impossible de renoncer à l'acquisition de produits notoirement qualifiés de remèdes secrets, peut-être même déclarés tels et condamnés par les tribunaux, la nécessité de rectifier le critérium de licéité posé par les textes antérieurs et d'opérer une révision fondamentale de la notion jurisprudentielle. Ainsi, c'est sur cet aspect un peu imprévu qu'une solution nouvelle fut projetée sur un très vieux problème, et que se renversa l'édifice de Germinal avec ses ailes de 1810 et de 1850.

L'instrument décisif de cette évolution est le rapport rédigé par le Professeur RADAIS, Doyen de la Faculté de Pharmacie de Paris, devant une Commission des Spécialités Pharmaceutiques instituée par arrêté du Ministre du Travail et de l'Hygiène en date du 9 avril 1925. Sans doute, nul mieux que l'éminent Doyen ne pouvait dire avec force les vérités utiles et préparer les décisions nécessaires ; on savait toute la qualité de cet esprit, si haut placé dans la hiérarchie intellectuelle, si averti des exigences publiques et professionnelles, depuis longtemps rompu aux difficultés que soulève, en tant de points d'un vaste domaine, la loi vieillie de Germinal. Pourtant, il sera permis de dire que le rapport du Doyen RADAIS a été un coup de tonnerre ; il a surelassé le point de vue un peu étroit qui était à ses origines et pris les proportions d'un événement historique. Il est devenu la plate-forme sur laquelle un texte gouvernemental a pu se bâtir. Toute étude de la situation juridique de la spécialité pharmaceutique devra rappeler et commenter ce document définitif, qui ne saurait donc manquer à celle-ci, pour indigne qu'elle soit d'une confrontation si dangereuse.

Nous le reproduisons in extenso, comme il sied :

Commission des Spécialités Pharmaceutiques (instituée par arrêté ministériel du 9 Avril 1925), séance du 10 Février 1926, *Rapport de M. RADAIS, Président* :

Par arrêté en date du 9 avril 1925, M. le Ministre du Travail et de l'Hygiène a institué une Commission chargée de dresser et de tenir à jour, à titre d'indication pour les Conseils généraux, la liste des Spécialités pharmaceutiques qui semblent devoir figurer dans la nomenclature des médicaments admis pour le service de l'Assistance médicale gratuite.

Par lettre en date du 14 mai 1925, M. RADAIS, doyen de la Faculté de Pharmacie de Paris, président de la susdite Commission, attirait respectueusement l'attention de M. le Ministre sur une première difficulté que présenterait l'établissement de cette liste lorsqu'il s'agirait d'y faire entrer ceux des remèdes qui, répondant à la qualification de Spécialités pharmaceutiques, seraient, en même temps, des remèdes secrets dont la vente par les pharmaciens, tout en bénéficiant actuellement d'une large tolérance, est néanmoins prohibée par la loi.

Par la même lettre, M. RADAIS faisait remarquer qu'il serait possible de faire cesser cette première difficulté en élargissant les conditions juri-

diques qui définissent le remède secret et en admettant à la libre vente par les pharmaciens ceux des médicaments dont la composition serait rendue publique dans des conditions nouvelles à déterminer.

Par lettre en date du 8 juin 1925, M. le Ministre du Travail et de l'Hygiène, retenant le principe de ces remarques et estimant que la Commission créée par l'arrêté du 9 avril précédent était qualifiée pour étudier cette question préjudicielle, invitait son président à la réunir afin de rechercher les moyens d'accomplir sa mission sans porter atteinte à la législation en vigueur.

C'est dans ces conditions que le 22 juin suivant fut tenue une première réunion de la Commission à la Faculté de Pharmacie de Paris, sous la présidence de M. RADAI, doyen de la Faculté.

Cette première délibération aboutit à la conclusion que la recherche d'une modification légale du régime actuel de tolérance qui s'applique à la plupart des remèdes secrets devait être poursuivie, conformément à l'invitation qui en était donnée à la Commission par M. le Ministre ; que l'examen de la mission première qui était la raison d'être de sa constitution ne pourrait être abordé que lorsque le premier but aurait été atteint ; que les pouvoirs nouveaux conférés à ladite Commission, quant aux propositions à formuler, semblaient nécessiter son élargissement, tant par l'adjonction de divers représentants des départements ministériels appelés à connaître des réformes proposées, que par celle d'autres éléments appartenant au Corps médical et au Corps pharmaceutique ; que, dans la plus prochaine réunion, M. RADAI, président, présenterait un rapport en vue de la préparation d'un texte susceptible de servir de base à la réforme projetée.

Telles sont, Messieurs, les origines de votre Commission qui, composée au début de 20 membres, en comprend aujourd'hui 33 par suite des additions dont la nécessité vient de vous être exposée.

Bien que la lecture du procès-verbal de la première réunion vous ait indiqué, par les échanges de vue qui s'y trouvent consignés, le sens général de la mission confiée à votre rapporteur, il m'apparaît que l'adjonction de nouveaux membres, appelés à délibérer sur la première question qui vous est soumise, m'impose le devoir de la présenter à nouveau sous son aspect initial.

Nous devons d'abord essayer de délimiter le champ de notre action en recherchant dans quelle mesure il est utile et équitable de faire cesser, vis-à-vis d'une catégorie de remèdes, un ostracisme légal contre lequel prévaut, en fait et le plus souvent, l'inobservation des règlements en vigueur.

Il serait sans doute instructif de rechercher, dans les périodes de temps qui ont précédé ces règlements, par quelles évolutions l'art de formuler appliqué au traitement des maladies a évolué en passant de l'empirisme presque exclusif à la discussion raisonnée de la composition du médica-

ment. Une pareille étude nous entraînerait trop loin, mais on peut utilement examiner par quelles interventions successives les Pouvoirs publics ont voulu protéger la santé publique contre les abus causés par la diffusion de remèdes empiriques et charlatanesques sans nuire aux progrès que l'on doit attendre de la recherche de remèdes nouveaux et utiles.

Ces interventions furent d'abord régionales et se firent jour sous la forme d'un contrôle exercé par des Sociétés de médecins pour endiguer le flot des remèdes de composition inconnue en ne laissant subsister que ceux qui, après examen de leur formule, paraîtraient répondre à un but médical utile, sans danger pour la santé publique. Des permissions de vente furent ainsi accordées sans se trouver d'ailleurs sanctionnées par l'autorité royale.

Ce fut seulement en 1778 que, par Lettres Patentes du Roi, la Société royale de Médecine de Paris recut la mission exclusive d'étudier ces demandes de permissions en vue de l'octroi de brevets valables pour la vente dans tout le royaume.

Les inventeurs, sans distinction de qualité, devaient communiquer leurs formules à deux commissaires qui les recevaient sous le sceau du secret ; ils devaient préparer au besoin leurs remèdes devant ces commissaires qui en faisaient rapport à la Société en vue des brevets à délivrer.

Lorsque le brevet était accordé pour un remède, les inventeurs pouvaient vendre ce dernier eux-mêmes ou le faire vendre par des dépositaires dont le nom et l'adresse devaient être communiqués à la Société. Toutefois la formule demeurerait secrète pour le public et même pour le médecin qui aurait été tenté de prescrire le médicament ; l'inventeur ne s'était dessaisi du secret que vis-à-vis de la Société de Médecine qui en restait dépositaire sans pouvoir le divulguer.

La prohibition de vente du remède dont l'inventeur restait seul à connaître la formule devenait la conséquence naturelle de ce contrôle médical.

Quant aux inventeurs qui étaient titulaires de permissions antérieurement accordées, ils devaient se pourvoir devant la Société royale de Médecine en vue d'une permission nouvelle, afin que fût unifié, pour tout le royaume, le régime applicable aux remèdes nouveaux.

Si l'on rapproche ces mesures de celles qui venaient d'être prises lorsque la Déclaration du Roi du 25 avril 1777 avait établi la charte initiale de la Pharmacie en réservant aux seuls apothicaires, réunis en Collège de Pharmacie, ayant laboratoire et officine ouverte, le privilège de vente des médicaments à l'exclusion des épiciers et droguistes cantonnés dans le seul commerce en gros des drogues simples, on voit que, à la veille de la Révolution, les médicaments de vente licite étaient, d'une part ceux que préparaient les pharmaciens sous l'égide de la maîtrise dont ils étaient investis suivant les règles de leur corporation et, d'autre part, ceux que des personnes étrangères à cette corporation, mais pour-

vues d'un brevet spécial, pouvaient fabriquer tout en gardant leur formule secrète vis-à-vis du public.

On pourrait faire la remarque que le privilège conféré aux pharmaciens par l'Ordonnance royale de 1777 s'accompagnait, au moins pour ceux qui exerçaient dans la région parisienne, de certaines restrictions qu ne frappaient pas les vendeurs de remèdes brevetés.

Des ordonnances et édits antérieurs, confirmés par un arrêt du Parlement de Paris en 1748, leur avaient, en effet, imposé l'obligation de préparer les remèdes d'officine suivant un formulaire légal et de ne délivrer aux malades que sur ordonnances des médecins de la Faculté de Paris les compositions du formulaire ou autres faites par eux ; mais cette tutelle médicale n'avait pas un caractère général pour tout le royaume et, en fait, les pharmaciens ne cessèrent jamais de vendre directement au public les remèdes de toute nature qu'ils fabriquaient d'après leurs propres formules.

Pendant la tourmente révolutionnaire, après le régime de licence sans frein instauré par la loi du 17 Mars 1791 abolissant les privilèges des corporations, un développement nouveau du charlatanisme fut le résultat de la liberté de la pharmacie, malgré le rétablissement assez rapide d'un contrôle dont l'efficacité pendant cette période troublée fut d'ailleurs restreinte.

Le statut définitif de la pharmacie, intervenu en 1803, par promulgation de la loi du 21 Germinal an XI, mit fin à cette anarchie. Les privilèges accordés aux pharmaciens par l'ordonnance royale de 1777 furent maintenus, mais les restrictions déjà imposées par les règlements aux pharmaciens de Paris furent étendues à tous. L'obligation de ne vendre aucun remède secret, de ne vendre au public des remèdes que sur ordonnances médicales, de ne détenir que des remèdes dont la formule est insérée au formulaire légal, semble, prise à la lettre, restreindre singulièrement l'initiative des praticiens dont le rôle social avait toujours été de contribuer par eux-mêmes au progrès de leur art par la recherche de procédés nouveaux et l'élaboration de nouvelles formules de médicaments.

En réalité, le législateur préoccupé à cette époque de réagir contre la diffusion renaissante du remède secret, n'avait sans doute élaboré un texte aussi draconien que pour combattre des initiatives professionnelles qui prenaient des allures charlatanesque et pour soumettre les pharmaciens eux-mêmes au contrôle préalable d'ordre médical pour tout remède délivré au public.

Un pareil contrôle se trouvait dès lors assuré :

- 1° Pour le remède magistral, par le médecin traitant qui le formulait ;
- 2° Pour le remède officinal, par la Commission du Formulaire légal où figuraient des professeurs des Ecoles de Médecine ;
- 3° Pour les remèdes nouveaux, non compris dans ces deux catégories,

par la Société Royale de Médecine dans les conditions prévues par les Lettres Patentes Royales de 1778.

Hormis ces trois catégories de médicaments, tout remède était secret et de vente prohibée.

On peut remarquer d'ailleurs que si l'art. 32 de la loi de Germinal a dû spécifier que les pharmaciens ne pourront vendre ces sortes de remèdes, c'est parce que les non-pharmaciens se trouvaient déjà compris dans cette prohibition par les dispositions générales concordantes de l'Ordonnance Royale de 1777 et de la loi de Germinal, qui leur interdisent la vente de tout médicament quel qu'il soit, sauf s'ils justifient du brevet de 1773 pour des remèdes déterminés.

Cette période fut courte. Le 18 Août 1810, un décret impérial, réformant le statut du remède secret, fait table rase du régime ancien, supprime les permissions de vente accordées pour des remèdes dont la formule n'est connue que de l'inventeur et de la Société Royale ; puis, retenant le principe de la prise en considération des remèdes nouveaux et utiles, décide que désormais nulle permission de vente ne sera accordée aux auteurs d'aucun remède simple ou composé que s'ils consentent à soumettre ledit remède à l'examen préalable d'une Commission spéciale de cinq membres nommés par le Ministre de l'Intérieur et dont trois seront des professeurs des Ecoles de Médecine. En cas d'acceptation du remède, et avec le consentement de l'auteur, rémunéré par une indemnité dont le taux est fixé sur proposition de la Commission, la formule en est rendue publique par les soins du Gouvernement.

Avec ce régime, le secret de la formule n'est plus réservé sous aucune forme, mais le bénéficiaire de la permission de vente peut encore tirer parti de la notoriété et de la faveur qui pourra s'attacher au remède préparé par l'inventeur lui-même. En tous cas, un médecin traitant peut, désormais, prescrire le remède en connaissance de cause puisqu'il peut connaître la formule publiée ; mais aucune obligation n'est imposée aux préparateurs du médicament pour en répéter la formule sur les étiquettes, en vue d'un renseignement immédiat, soit pour le médecin traitant, soit pour le public.

Il faut croire que les avantages moraux et matériels que les inventeurs de remèdes pouvaient attendre du régime ainsi modifié n'étaient pas de nature à faire solliciter avec empressement le contrôle de la Commission, car le nombre des permissions accordées fut restreint. En fait, la sévérité de ce contrôle écartait à juste titre les inventeurs d'éducation technique insuffisante et ce furent surtout des médecins et des pharmaciens qui furent les bénéficiaires des quelques permissions accordées.

Néanmoins, les laboratoires et les officines restèrent des centres de production de remèdes qui, bien que répondant à la qualification de remèdes secrets comme n'étant ni magistraux, ni officinaux, ni brevetés par le Gouvernement, étaient librement vendus au public par une tolérance tacite qui ne cessait que lorsque des abus étaient signalés.

Après quarante années de ce régime, un nouveau décret était promulgué le 3 Mai 1850 et inséré au *Bulletin des Lois* le 21 Juin 1852.

A vrai dire, ce décret se superposait à celui de 1810 dont l'abrogation n'était pas envisagée ; il légiférait pour des remèdes qui, reconnus nouveaux et utiles par un nouvel organisme, l'Académie de Médecine, publiés dans son *Bulletin* avec l'assentiment des inventeurs eux-mêmes, cessaient dès lors d'être considérés comme remèdes secrets et pouvaient être librement vendus par les pharmaciens, en attendant l'insertion de leur formule au *Codex*.

Si l'on compare cette réglementation à la précédente, on voit qu'elle en conserve les principes généraux de contrôle médical du remède et de publication de la formule, mais qu'elle s'y oppose par la suppression de l'indemnité aux inventeurs ; on voit également que la publicité donnée à la formule du remède nouveau apparaît comme une étape vers une diffusion plus assurée par sa transformation en remède officinal au moyen de l'insertion de la formule au *Codex* ; enfin, les permissions de vente par les inventeurs eux-mêmes ne sont plus envisagées, mais seulement la vente par les pharmaciens. L'inventeur est dépossédé.

Néanmoins, au point de vue juridique, la réglementation de 1810 pour les remèdes nouveaux n'a pas été abrogée ; des inventeurs pourraient encore s'en réclamer pour solliciter les permissions de vente qui restent son domaine.

En fait, ces deux réglementations se sont montrées inopérantes. La Commission prévue par le décret de 1810 a cessé depuis longtemps de fonctionner, et l'Académie de Médecine ne reçoit plus depuis longtemps les sollicitations de chercheurs que guiderait désormais le souci désintéressé de la santé publique ou l'espérance honorifique de voir un jour leurs formules figurer au *Codex medicamentarius*.

Toutefois, l'activité des laboratoires pharmaceutiques a compensé cette déficience et, actuellement, le nombre est considérable de médicaments de vente courante, qui sont des remèdes secrets au sens juridique du mot parce qu'il ne sont pas, ou prescrits par un médecin traitant, ou inscrits au *Codex*, ou publiés par le Gouvernement après avis d'une Commission spéciale, ou publiés au *Bulletin de l'Académie de Médecine* après avis de cette Compagnie savante. Tout médicament ne remplissant pas l'une ou l'autre de ces quatre conditions est remède secret prohibé, même dans le cas où sa composition serait indiquée sur l'étiquette par le fabricant. C'est sur ces remèdes secrets que votre Commission doit délibérer.

La plupart d'entre eux sont mis en vente sous la seule dénomination qui leur est propre et qui constitue la marque du pharmacien qui les prépare en se réclamant de soins particuliers ou de méthodes spéciales.

Nés dans le laboratoire du pharmacien préparateur, ces médicaments, divisés à l'avance pour la délivrance au public sous le cachet du fabricant, ont essaimé en grand nombre dans le commerce pour être vendus

dans toute officine ouverte au public sous la dénomination devenue courante et populaire de Spécialités pharmaceutiques.

Beaucoup de ces médicaments ont une valeur thérapeutique hautement reconnue et jouissent de la faveur du corps médical. Leur notoriété passe nos frontières et provoque un imposant commerce d'exportation, dont la contre-partie se traduit par l'entrée en France de spécialités médicamenteuses étrangères analogues. Une loi de douane récente a même réglé les conditions d'entrée de ces remèdes étrangers, sans les exonérer d'ailleurs de la prohibition légale qui peut en frapper la vente, comme celle de leurs similaires français.

Il est donc apparu depuis longtemps que, pour permettre aux malades de bénéficier des perfectionnements mondiaux apportés à la préparation des remèdes, pour donner aux médecins le moyens de faire appel en connaissance de cause à des médications nouvelles, pour satisfaire enfin à l'intérêt légitime des inventeurs, on devait faire cesser l'ostracisme légal qui, frappant en France les Spécialités pharmaceutiques laisse néanmoins se développer, sous l'égide d'une indispensable tolérance de fait, des abus certains qu'un statut nouveau, mieux adapté aux besoins thérapeutiques modernes, pourrait réfréner sans nuire aux progrès des médications utiles.

Cette question a été, à maintes reprises, débattue dans les cercles médicaux et pharmaceutiques.

L'accord s'est fait sur l'obligation de faire figurer sur chaque échantillon mis en vente et indépendamment de la dénomination spéciale choisie par le fabricant pour désigner le remède, toutes indications propres à renseigner immédiatement sur sa composition tout médecin appelé à le prescrire.

Toutefois, cette mesure envisagée sous la forme de l'inscription sur l'étiquette de la formule intégrale susceptible, d'autre part, de faciliter des imitations serviles préjudiciables aux intérêts de l'inventeur, avait soulevé de graves et légitimes objections.

Ces objections tombent si l'inscription se réduit à l'énoncé du nom et de la dose des substances actives du remède qui s'offre dès lors au choix du médecin dans les conditions d'une prescription qu'il aurait lui-même formulée, en laissant au pharmacien, comme il est d'usage, le soin de préparer et d'associer ces substances suivant les règles de son art. C'est d'ailleurs sous cette forme que les spécialités étrangères visées par la loi de douane du 19 avril 1923 sont admises à l'entrée en France, et l'on comprendrait mal que les remèdes français fussent soumis à un régime intérieur différent.

Reste la question du contrôle auquel doit être soumis tout remède de vente licite, dans les conditions prévues par la loi du 25 juin 1908 et par les règlements qui s'y rattachent.

Dans certains cas, l'addition de certains excipients aux substances

actives gêne le dosage de ces substances et rend nécessaire la connaissance par les services d'analyse de la formule intégrale du médicament.

La question envisagée à ce point de vue au cours de l'élaboration du dernier projet de loi sur l'exercice de la pharmacie avait paru pouvoir se résoudre par un dépôt de formule complète auprès d'un organisme officiel chargé d'en assurer la garde et le secret, sauf vis-à-vis des laboratoires qualifiés pour en connaître.

La Faculté de Pharmacie, appelée à donner son avis sur ce projet, n'avait pas cru devoir y faire obstacle et s'y était ralliée ; sans méconnaître qu'un pareil service serait appelé à prendre une importance matérielle dont les frais seraient considérables et peut-être hors de proportion avec les avantages qu'on en pourrait attendre, votre rapporteur croit devoir ajouter que la responsabilité morale encourue par le directeur de ce service d'enregistrement, au regard de divulgations des secrets de fabrication, serait un fardeau assez lourd pour qu'il fût difficile de pourvoir à cette direction.

Il paraîtrait plus simple et aussi efficace de résoudre la question du contrôle par la mise en œuvre, adaptée à ce cas spécial, de la procédure en usage en matière de prélèvement où l'intéressé est invité à faire, sur la nature et la composition du produit prélevé, toute déclaration qu'il juge utile pour affirmer la sincérité des énonciations qui figurent dans la formule du médicament.

Il suffirait dès lors que, le nom et l'adresse du pharmacien préparateur figurant sur l'étiquette, ce fabricant fût admis, sur l'invitation qui lui en serait faite par les autorités qualifiées, à fournir tout renseignement propre à faire la preuve de sa bonne foi.

Telles sont, Messieurs, les considérations générales qu'il a paru utile à votre rapporteur de développer, avant de vous soumettre un projet de décret propre à constituer un statut des remèdes nouveaux et utiles, mieux adapté aux besoins actuels que les régimes instaurés en 1810 et en 1850.

Ce projet répond, dans ses grandes lignes, aux principes qui viennent d'être exposés ; il vous appartient d'apporter à ce texte les amendements que votre expérience jugera nécessaire.

Le Rapporteur, Président de la Commission, RADAIS.

La seule lecture de cette œuvre magistrale, destinée à éclairer d'une lumière décisive une situation créée et compliquée par l'incompréhension des temps, explique sans qu'il soit besoin de commentaires que la faveur unanime ait accueilli sa parution. Elle dispensait sur tous les éléments de la question tant d'impiales satisfactions qu'elle devint le point de départ d'une nouvelle législation destiné à définir le

remède secret dans l'ordre social de nos jours. Les services ministériels s'en emparèrent pour préparer le texte originel d'un décret ultérieur. Déféré au Conseil d'Etat pour lui assurer une sanction supplémentaire, le projet fut, selon la règle en pareil cas, soumis à l'examen d'un membre de la Haute Assemblée administrative qui, après rapport, lui donna son adhésion.

Signé le 13 Juillet 1926, le décret fut publié au *Journal Officiel* du 26 Juillet de la même année, sous la rubrique du Ministère du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance Sociales : c'est ce texte qui circonscrit désormais le remède secret et définit la Spécialité Pharmaceutique reconnue et autorisée :

Décret du 13 juillet 1926 :

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'HYGIÈNE, DE L'ASSISTANCE
ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALES

Médicaments préparés à l'avance en vue de la délivrance au public

Le Président de la République française,

Sur le rapport du Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance Sociales,

Vu la loi du 21 Germinal an XI contenant organisation des écoles de pharmacie, modifiée par la loi du 25 Juin 1908 ;

Vu le décret du 18 Août 1910, concernant les remèdes secrets ;

Vu le décret du 3 Mai 1850, relatif à la vente des remèdes nouveaux ;

Le Conseil d'Etat entendu,

Décète :

ARTICLE PREMIER. — Les médicaments simples ou composés, préparés à l'avance en vue de la délivrance au public, ne peuvent être considérés comme remèdes secrets lorsqu'ils portent inscrits sur les flacons, boîtes, paquets et emballages qui contiennent ou enveloppent les produits, le

nom et la dose de chacune des substances actives entrant dans leur composition, ainsi que le nom et l'adresse du pharmacien qui prépare le médicament.

Sont qualifiées substances actives celles qui sont réputées posséder des propriétés médicamenteuses, ainsi que celles que le pharmacien préparateur déclare contribuer à l'efficacité curative ou préventive du produit.

Le nom de chaque substance active s'entend de sa dénomination scientifique usuelle, toute notation en symboles chimiques ne pouvant intervenir que comme complément de dénomination, la dose de chaque substance active s'entend soit de son poids par unité de prise déterminée, soit de sa proportion centésimale pondérale dans la préparation.

ART. 2. — Le Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance Sociales est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 13 juillet 1926.

Gaston DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

Le Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance Sociales.

DURAFOUR.

Par sa clarté, par sa netteté ce texte semble peu prêter aux discussions (1). Il dit ce qu'il veut dire, comme il doit le dire, en peu de mots, et satisfait le droit et l'équité. On peut affirmer qu'il satisfait aussi la pharmacie, dans la triple conjugaison des maîtres chargés de veiller à sa police, des fabricants zélés à l'invention des remèdes nouveaux, et des détaillants appliqués au commerce honorable de produits licites. Il met la raison là où on l'attendait depuis 1803, puisque la prohibition semée dans *Germinal* n'a donné que les fruits amers et secs de 1810 et de 1850. Bien plus, il concilie l'interdiction du remède secret et la reconnaissance de la spécialité. Il est adroit : il est pratique : il est technique. La Faculté de Paris qui l'a enfanté peut en être fière. Son titre même est la garantie de ce qu'il contient, car il donne des spécialités pharmaceutiques une

(1) La Presse Pharmaceutique a salué sa parution de quelques art. C. TORAUDE, dans la *Revue des Sciences Pharmacologiques*, Septembre 1926. BOGELOT, *Pharmacie Française*, Septembre 1926, *Union Pharmaceutique*, Octobre 1926, André NARODETZKI, *Revue des Spécialités*, Juin 1927.

définition inédite et excellente : « médicaments préparés à l'avance en vue de la délivrance au public. » Rien que par cette dénomination liminaire, il assigne à la spécialité fille de l'officine le rang qu'elle doit occuper à côté du médicament officinal, dont la composition est fixée par le *Codex*, et le médicament magistral, dont la composition est fixée par la prescription du médecin. Mais le formulaire légal, même après l'amélioration qu'une loi récente a apportée à sa parution en autorisant l'insertion au *Journal Officiel* des additions ou modifications admises par la commission chargée de rédiger la Pharmacopée officielle, ne peut prévoir les apports inédits d'une science pharmacologique qui crée sans cesse des apaisements nouveaux à la souffrance des hommes, ni les procédés auxquels incite un métier de mieux en mieux dominé. De son côté, le médecin, s'il doit rester complètement libre de formuler comme il lui semble bon sous la garantie de son diplôme, ne peut prétendre à la connaissance encyclopédique de toutes les combinaisons où, dans l'éprouvette, l'alambic et le mortier, s'intègrent les éléments curatifs, qu'ils soient acquis par les expériences millénaires ou offerts par les audaces ingénieuses. Drogues du passé qu'une saveur nouvelle rajeunit, apports contemporains que l'essai consacre, produits chimiques définis qui viennent de l'ordre végétal mieux exploré ou, comme le radium et ses analogues semblent dérobés à l'énergie vitale elle-même, complexes où s'amassent les synergies inespérées, solutions qui introduisent l'aspect colloïdal, ampoules où sommeillent les cultures salvatrices, opothérapies qui réhabilitent les exorcismes déoniaques et confirment la vertu des humeurs animales, c'est sous la garantie de son diplôme qu'à son tour le pharmacien les portera au jour, les offrira à l'art de guérir. les mettra en vente. Mais à une condition : que ces médicaments préparés à l'avance en vue de la délivrance au public portent le nom et la dose de chacune des substances actives entrant dans leur composition, (1) ainsi que le nom et l'adresse du pharmacien qui les prépare. Sinon, ces médicaments

(1) Par unité de prise (pilule, tablette, comprimé, cuillerée, etc), ou centésimalement c'est-à-dire pour un poids ou volume déterminé.

sont réputés remèdes secrets, et, comme tels, interdits par l'article 32 de la loi de Germinal an XI.

Car l'article 32 de la loi de Germinal subsiste (et aussi l'article 36, et tous les autres). Un décret ne saurait modifier une loi c'est la logique même du droit constitutionnel. L'interdiction du remède secret, potée par une loi, demeure intégralement : ce qui n'existe plus, c'est la définition du remède secret donnée par le décret du 18 Août 1810 et celle du remède nouveau donnée par le décret du 3 Mai 1850, définitions retenues par la jurisprudence pour les désastreuses conclusions que nous avons exposées. Le remède secret est et demeure interdit ; auparavant il était celui qui n'a pas accompli des déclarations formelles à un guichet dont le tenancier était d'ailleurs systématiquement absent ; il demandait son permis de circuler à une commission fantôme ou à une Académie qui ne répondait pas ; dorénavant le remède secret est le remède dont on ne connaît ni la formule ni le préparateur. C'était déjà ce que disait les mots et ce que disait le bon sens ; le Ministre le dit à son tour, et les Tribunaux le répéteront demain.

Tout entier marqué au coin de l'esprit le plus judicieux et le plus équitable, le décret a également résolu la question de savoir jusqu'à quel point le fabricant devait offrir la connaissance du produit auquel il attache ses soins. On n'a pas cru devoir exiger de lui la divulgation de la composition intégrale. le décret oblige simplement, à apposer, sous leur dénomination scientifique usuelle — pour éviter les pièges tendus par une notation chimique trop savante, qui aurait déçu les mémoires les plus fidèles ou inquiété les techniciens les mieux disposés — le nom et la dose des substances actives qui sont définies : celles que l'état actuel des connaissances réputé posséder des propriétés médicamenteuses, ou celles, que dans sa conscience professionnelle, le préparateur considère comme telles. Le fabricant n'est donc pas tenu de donner sa formule intégrale, il conservera par devers lui le nom et la dose des substances qui n'interviennent que pour améliorer la qualité organoleptique ou qui constituent le tour de main. Ce sont là des éléments non négligeables de succès auprès du public et, partant, la source même du profit où s'avère la récompense d'une industrie heureuse. Le législateur, qui a sans doute reçu et suivi

l'avis des maîtres auprès desquels les spécialistes font provision de science, d'ingéniosité et d'adresse a respecté l'incognito des excipients et le voile des enrobages. Il tolère l'essence qui cache l'aloès et l'orange amère qui dissimule le bromure. Pour lui toutes les pilules seront dorées d'un peu de silence ; il ne s'attarde pas au réglisse ou à la guimauve de l'enveloppe et pourvu que le cœur dise tous ses secrets, l'arôme pourra conserver son mystère. Le grand jour, le plein soleil, pour ce qui est de la science, qui ne craint aucune lumière ; une ombre complice, une pudeur favorable pour ce qui est de l'art, et, comme l'amour, témoigne la dilection subjective... Il restera donc pour chaque produit mille possibilités dans le goût, la forme et la présentation ; ce qui le caractérise d'un attrait original ne sera pas livré à l'attention, parfois indiscreète, de la concurrence qui devra se piquer d'émulation et non pas se targuer d'imitation. Mais, chose importante à la santé publique, le médecin saura tout ce qu'il doit savoir pour régler son traitement (1).

Si le médicament préparé à l'avance en vue de la délivrance au public ne satisfaisait pas à cette double obligation de donner sa formule et le nom de son fabricant (2), les tribunaux lui infligeraient, cette fois avec le plus complet assentiment de la doctrine et nonobstant toutes controverses sur l'extension du fameux arrêt de Parlement de 1748 (3), les peines d'amen-

(1) Faut-il admettre, comme le font certains non sans une arrière pensée facile à deviner, qu'il y aurait parfois quelque inconvénient à dévoiler au consommateur la composition d'un remède ? Nous avons donné déjà (*supra* cf. page 145) notre sentiment sur ce point. Dans les cas, très rares, où il y a un avantage (peu important en rapport des grands progrès que réalise la publicité par ailleurs) à ce que la composition reste plus ou moins secrète pour le malade, la définition du principe actif permettra des synonymies adroites ; il y suffira d'un peu de doigté et, en cas de besoin, de quelques lettres grecques, par exemple.

(2) Ou de la Société (en principe régulière) qui le fabrique. Cette obligation si raisonnable ne va pas être sans gêner quelques unes des fabrications établies sous les errements antérieurs qui, à vouloir tout interdire, finissaient par tout tolérer, même des produits sans aucune indication du fabricant.

(3) *Supra*, Cf. pages 104 et suivantes.

des dont ils ont fait, pendant près d'un siècle, l'usage mal justifié que l'on sait. Mais l'on peut prévoir en outre une autre voie répressive, sur laquelle nous entendons attirer l'attention. L'obligation pour le pharmacien-fabricant d'apposer son nom et son adresse sur son produit répond à la préoccupation de l'assujettir à toutes les règles de la profession, et, notamment, à celles qui répriment les fraudes, donc à la loi du 1^{er} Août 1905 (3) sur la repression des fraudes, loi sévère et qui prévoit

(3) **Loi du 1^{er} Août 1905 sur les fraudes et falsifications :**

ARTICLE PREMIER. — Quiconque aura trompé ou tenté de tromper le contractant :

Soit sur la nature, les qualités substantielles, la composition et la teneur en principes utiles de toutes marchandises ;

Soit sur leur espèce ou leur origine lorsque, d'après la convention ou les usages, la désignation de l'espèce ou de l'origine, faussement attribuée aux marchandises, devra être considérée comme la cause principale de la vente ;

Soit sur la quantité des choses livrées ou sur leur identité par la livraison d'une marchandise autre que la chose déterminée qui a fait l'objet du contrat,

Sera puni de l'emprisonnement pendant trois mois au moins, un an au plus, et d'une amende de 100 francs au moins, de 5.000 francs au plus, ou de l'une de ces deux peines seulement.

ART. 2. — L'emprisonnement pourra être porté à deux ans, si le délit ou la tentative de délit prévus par l'art. précédent ont été commis :

Soit à l'aide de poids, mesures et autres instruments faux ou inexacts.

Soit à l'aide de manœuvres ou procédés tendant à fausser les opérations de l'analyse ou du dosage, du pesage ou du mesurage, ou bien à modifier frauduleusement la composition, le poids ou le volume des marchandises, même avant ces opérations ;

Soit, enfin, à l'aide d'indications frauduleuses tendant à faire croire à une opération antérieure et exacte ».

..... Les substances médicamenteuses sont nommément visées par la loi, notamment dans ses art. 3 § 1 et 3, art. 4, les sérums thérapeutiques dans l'art. 15. La loi de 1905 a d'ailleurs été complétée par le très explicite décret du 5 Août 1908, qui joint la répression des fraudes sur les substances médicamenteuses à l'inspection des pharmacies, décret lui-même complété par celui du 6 Août 1908, qui détermine la procédure de prélèvement et d'analyse des produits suspectés.

Tous ces textes forment un assemblage repressif minutieusement organisé, dont les spécialistes, n'ont guère eu à se préoccuper jusqu'ici ; l'illicéité de leur fabrication dispensant par définition d'en examiner le contenu. Mais il leur faudra désormais tenir le plus grand compte de cette législation des fraudes, qui s'applique à tous les produits contenus dans l'officine

des amendes élevées voire des peines de prison, que ne tempère amendes élevées voire des peines de prison, que ne tempère même pas l'application de la loi de sursis, formellement exclue.

Il est hors de doute que toute omission ou toute falsification dans l'exposé de la formule permettra « la mise en œuvre de la « procédure en matière de prélèvement, où l'intéressé est invité « à faire sur la nature et la composition du produit prélevé « toute déclaration qu'il juge utile pour affirmer la sincérité « des énonciations qui figurent dans la formule des médica- « ments. » Le décret ne le dit pas nommément, mais ce sont là les propres termes du rapport RADAI, que l'on a reconnus et qui sont ses racines. Le médicament préparé à l'avance en vue de la délivrance au public est, comme le médicament officinal et le médicament magistral, justiciable de toutes les dispositions qui ont organisé le contrôle et la police de la pharmacie. La loi de Germinal, jusqu'à nouvel ordre, reste la charte de la profession, assujettie, de plus, aux réglementations générales du commerce (loi sur la répression des fraudes, lois fiscales, particulièrement) (1).

On peut d'ailleurs certifier que le nouveau texte ne vaudra

(1) Sur cette question, voir les articles si documentés et si précieux de Paul BOGELOT dans la « *Pharmacie Française* », Paris, n° septembre 1926, et « *l'Union Pharmaceutique*, Paris, n° octobre 1926.

Voir aussi, mais dans un autre esprit, l'article assez venimeux publié par un médecin anonyme dans « *l'Evolution Pharmaceutique* », Paris, n° de mars 1927, qui prévoit une ère de poursuite, invoque la nécessité de cacher à certains malades la nature de leur maladie, et appuie sur le drame causé par la publication de certaines formules, qui attesteront le peu d'activité et de la valeur, dans tous les sens du mot, de certains produits. Répondons brièvement à ce mystérieux praticien qu'il n'y aura pas de drame pour les spécialités sérieuses et que les fabricants comprennent très bien la nécessité de respecter, comme tous les autres pharmaciens, les prescriptions de la loi sur les fraudes avec les obligations et ses sanctions ; ils savent très bien que, loin de pousser à des poursuites mal justifiées, les Ecoles et Facultés de Pharmacie interposent au contraire leur autorité morale entre le Parquet et le délinquant accidentel ou de bonne foi.

pas de grosses difficultés d'application. Il sera, dans la pratique, aisé de se plier à ses injonctions en apposant sur les produits en stock des bandes ou des mouches qui porteront la formule telle que le décret la demande, en attendant l'impression de nouvelles étiquettes tout à fait conformes.

Pour le nom au fabricant, il est assez rare qu'il ne figure pas déjà ; d'ailleurs, cette omission ne peut s'expliquer ni se défendre. L'inspection des pharmacies entretiendra ensuite cette surveillance, avec sa haute impartialité qui fait de cette institution non pas une charge, mais un privilège pour la corporation des pharmaciens qu'elle protège le plus souvent contre les exagérations de la vindicte publique. Aucune spécialité sérieuse n'a rien à redouter de prescriptions modérées, dont l'application reste, au surplus, entre les mains de ses maîtres naturels.

Le texte qui permet un contrôle professionnel aussi facile, une surveillance aussi souple, vaudra à la santé publique d'autres avantages d'un ordre supérieur.

L'obligation de donner la composition active du produit se concilie mal avec le charlatanisme. Une spécialité ne pourra plus attendre son succès d'un caractère mystérieux, d'une découverte occulte. Si un fabricant sans scrupules prétendait monopoliser à son profit la faveur des sortilèges, Gavroche, après un coup d'œil sur l'étiquette désormais révélatrice, ne serait pas long à lui répondre que les pilules à la mie de pain valent les boniments à la noix de coco. L'avenir se présume sombre pour les « cures formidables » et les inventeurs appliqueront mieux leur génie au bien fini de leur production qu'à la rédaction d'une littérature fallacieuse, vite ramenée au vide de ses réalisations par les quelques lignes où, de par la loi, s'inscrira la formule. En vérité, le décret du 13 Juillet 1926, c'est la fin de ce remède secret qui n'est plus un remède s'il n'est plus secret ; la réglementation nouvelle va réaliser les intentions du

législateur de Germinal, dont le dessein était parfaitement louable quand il voulait s'attaquer à la plus basse superstition, mais dont la rédaction uniquement négative, malheureusement complétée par les décrets subséquents, a dévié le bras justicier. Les sanctions, tombant à tort et à travers en lourdes éclaboussures d'injustice, n'ont pu que désorienter le marché ; maintenant que les choses sont remises en place par un texte d'équilibre et de logique, les rectifications nécessaires se feront d'elles-mêmes. Une à une, et peut-être toutes à la fois — c'est au fond si simple d'être honnête quand l'impunité n'est plus assurée à la spéculation sur la sottise des contemporains — les mauvaises habitudes, déjà rares et, en tous cas, très étroitement localisées, disparaîtront : ainsi celle de remplacer, dans un produit déterminé, un composant actif, mais coûteux, par un autre, moins coûteux, mais moins actif, ou même de supprimer complètement cet élément de dépense. Certaines spécialités, au cours des années qui ont suivi la guerre, ont connu une teneur en principes utiles inversement proportionnelle au cours de ceux-ci ; elles ont reflété les cotations de la devise nationale, sans qu'il soit bien sûr qu'elles aient remonté parallèlement au franc leur teneur en alcaloïdes. Comme le pétrole, la codéïne a eu des cascades, mais au moins y avait-il un prix officiel à la Royal Dutch. et le public, en échange d'un nombre variable de billets de banque, a-t-il reçu toujours le même titre.

Tandis qu'abusé par l'identité de la dénomination à laquelle il avait voué sa confiance, il a, dans certains cas extrêmement rares, mais qui n'auraient jamais dû se produire, absorbé, au gré des achats successifs, des produits qui n'avaient de commun que le nom et l'apparence, lesquels ne sont pas toujours l'élément décisif de la guérison. D'autres causes ont bien pu aussi, dans les âges qui viennent de s'éteindre, retentir sur la composition inconnue de spécialités connues : le changement de préparateur, une difficulté transitoire de trésorerie, l'établissement d'un enfant... Ces pratiques blâmables, qui n'ont jamais été que d'une infime exception et que les fabricants sérieux regrettaient de voir soustraires à la juste sévérité des lois, ne survivront pas au décret du 13 Juillet 1926, dont les exigences, facilement contrôlables, comme nous l'avons montré, assureront à un produit la permanence de sa composition, puisque le con-

tenu de chaque boîte ou flacon devra être strictement conforme à la formule que sa propre étiquette indiquera. Et si tel fabricant marie sa fille, on peut espérer que les titres de la dot ne diminueront pas ceux de la préparation, ou alors il faudra que les étiquettes, elles aussi, servent de faire-part. Qui donc, dans cette quasi-unanimité que forment dans la corporation les préparateurs scrupuleux, ne se réjouira de voir à coup sûr interdits des agissements coupables, propres à jeter le contre-coup de la suspicion sur les éléments les plus honnêtes ? (1).

Ainsi encore, il sera maintenant difficile de vendre sous des noms différents le même produit et de présenter comme une invention nouvelle ce qui est simplement l'utilisation de vertus longuement éprouvées.

C'était ce qui se passait fréquemment, puisque le meilleur moyen d'échapper à la présomption de remède secret était la conjugaison sur le mode personnel des données du *Codex*. L'ancienneté d'une fabrication restera une garantie que l'acheteur recherchera ; mais le procédé qui consistait à affubler d'un nom prestigieux les pilules savonneuses ou le sirop d'ipéca cuanha composé sera rendu assez vain par l'obligation de faire figurer la composition. A beau mentir qui vient de loin ; tous les baumes sont péruviens, ou bien viennent du Mexique, rapportés sans doute par le corsaire Jean-Bart ; les tabacs de Virginie sont les plus chers et le Maryland corse d'exotisme les productions languedociennes. C'est davantage aux qualités loyales d'une préparation consciencieuse qu'il sera fait appel sous le

(1) Suspicion que la mauvaise foi de certains adversaires systématiques de la spécialité rend inutile vraiment d'entretenir. Voir la toute récente discussion de l'Académie de Médecine, du 12 octobre 1927, où le Professeur ACHARD a cru devoir à nouveau fulminer contre cette importante industrie. Nous demandons respectueusement à M. le Professeur ACHARD si, avant de parler, il a réfléchi au parti que pourraient tirer de son intervention certaines campagnes francophopes, au Brésil par exemple, où l'on dira : la spécialité pharmaceutique française est critiquée par la propre Académie de Médecine française, qui en demande l'interdiction. Le Professeur ACHARD n'a sans doute cure de semblables incidences ; il sera nonobstant permis de regretter qu'aucune voix ne se soit élevée pour faire les réserves nécessaires et s'enquérir des mobiles profonds d'une intervention assez surprenante.

régime du nouveau texte, et l'imagination devra céder la place à la réalité des énonciations matérielles.

Le médecin (pour qui la spécialité est à la fois la meilleure des choses, quand elle sollicite sa référence et sa protection à grand renfort d'échantillonnages et de brochures, et la pire, quand elle prétend, par le truchement des gazettes, ou même celui de la renommée, gagner directement la confiance des guérissables) ne pourra que se féliciter de la nouvelle définition. Si le hasard lui permet la confrontation des formules, il risquera d'y apprendre que souvent, les modes de publicité diffèrent seuls et qu'il n'y a point deux sortes de spécialités, les unes médicales qui sont scientifiques et méritent le parrainage d'Esculape, et les autres, qui sont sous le signe de Tabarin (1) — mais bien deux autres, les bonnes, qui sont bien faites, et les mauvaises, qui sont mal faites. Il acquerra à coup sûr le privilège de savoir, en tout état de cause, exactement ce qu'il prescrit : il épurera graduellement son formulaire usuel des préparations dont le dosage lui était inconnu et qu'une réputation usurpée y maintenait seulement. Qui donc s'en plaindra, des spécialistes, des médecins ou des malades ?

Car le malade, plus que le fabricant, plus que le médecin, trouvera son compte au régime qu'installe le décret du 13 Juillet 1926. La confiance qu'il accordait parfois au mystère, il lui faudra la reporter sur la qualité profonde de la préparation, dont il pourra connaître et vérifier les éléments d'activité. C'est le malade qui a gagné, jadis, quand Diafoirus a dépouillé sa robe d'astrologue et son bonnet pointu ; c'est lui qui gagnera encore quand la vérité, jaillissant non pas du puits légendaire, mais de la fiole ou de l'ampoule, inscrira sa signature sous le cachet du préparateur. Rien n'est plus préjudiciable à la collectivité que le goût du miracle ; elle y dissout sa résistance aux forces malévoles, elle y égare ses facultés de raisonnement, elle y abandonne la sauvegarde du passé et la préparation de l'avenir. Chaque fois que la connaissance du réel l'emporte, un pas de plus est fait par l'humanité tout entière sur la route où

(1) Lequel d'ailleurs était docteur en médecine. Cf. les études si savoureuses de notre érudit confrère Maurice Bouvet, déjà rappelées (*supra*, page 15).

l'attardent les mysticismes surannés. Personne, pas même si la Faculté le revêt des diplômes du thérapeute, ne peut mettre le soleil en bouteille, et le ciel sait garder toutes ses béatitudes ; mais il n'est pas indifférent d'utiliser sainement ce qui est sur la terre, et les paradis ne sont pas artificiels, où la morphine conduit le mourant. Dans la mesure où il aura traduit ce souci de vérité qui est la base des sociétés modernes, le décret du 13 Juillet 1926 aura, du point de vue social, ajouté aux motifs de s'en féliciter du point de vue juridique.

A la satisfaction supérieure de la moralité médicale et sociale ne manquera pas de s'ajouter celle, qui ne doit pas être négligée, des pharmaciens-détaillants. Faisant même abstraction du fait qu'aucune de ces préparations qui font la réputation locale d'une officine n'était absolument sûre d'échapper aux risques d'une définition mal posée — il est des procès qui l'ont bien montré (1) — il y aura un grand progrès à ce que tous les produits vendus dans l'officine soient licites. Au moment où s'efface une grande iniquité, il faut souligner dans quelle condition pénible elle mettait par milliers de modestes praticiens dont la valeur professionnelle n'était souvent séparée de leurs confrères spécialisés que par ces impondérables que sont la trouvaille opportune, le don industriel ou la naissance heureuse. La spécialité, élément illicite de leur commerce, tendait à en devenir l'élément principal, tant elle est entrée dans les habitudes du public et du médecin. La tolérance rendait léger à chacun le poids du délit, mais la profession se sentait atteinte dans son meilleur prestige à renouveler perpétuellement des gestes de contravention. Les rapports entre spécialistes et détaillants, ont été, comme nous l'avons indiqué avec la plus volontaire réserve, littéralement empoisonnés par la définition enfin périmée du remède secret ; tenons pour assuré que, dans l'hostilité de beaucoup de pharmaciens de détail, il y avait la sensation sourde de l'interdiction légale. Pour ceux qui sont, dans la nation, une élite par leurs études et par leurs privilèges, il y avait un trouble douloureux à ne pas pouvoir rendre aux lois le respect qui leur est dû dans tous les domaines, précisément

(1) *Supra* Cf. pages 74 et suivantes.

dans celui de leur activité quotidienne. Cas de conscience parfois exacerbés, éléments d'incertitude parfois exploités, au cours des temps, avec de blâmables déformations, règles déontologiques compliquées de l'irrecevabilité d'action opposée par les Tribunaux, on les retrouve facilement sous les décisions de justice que nous avons analysées. La déloyauté menaçait de s'encourager d'une impunité mal entamée par la défense de la marque ; désormais toutes les conventions relatives aux spécialités pharmaceutiques seront licites — à condition d'être passées uniquement par des diplômés. Tout sera pur aux purs, et du moment qu'on sera entre pharmaciens, tout sera légal. Une vitre a été cassée ; un grand souffle d'air frais pénètre dans la salle où l'on pourra librement discuter, sous la protection des textes, réglementation, remise ou association.

Débarrassé d'une responsabilité pénale dont il avait hautement le droit de se plaindre quand il était acculé par l'extention de la spécialité à la méconnaissance des règles fondamentales, le pharmacien détaillant reconvre la sécurité, condition première du labeur bienfaisant, dont la privation ne l'atteignait pas moins que le fabricant. Tous deux lésés par un long passé, qu'ils sachent désormais s'accorder pour trouver, dans le texte nouveau, des raisons nouvelles de mieux servir la profession qu'ils honorent également. Bien plus, le décret du 13 Juillet 1926 ne reconnaît-il pas le droit, annihilé jadis par la vicieuse définition du remède secret, qu'a désormais le pharmacien à la création des remèdes nouveaux et n'enrichit-il pas par là même toutes les perspectives du diplôme pharmaceutique ? (1).

*

* *

(1) Insistons également, au cas où nos explications ne l'auraient pas suffisamment dégagé, sur l'avantage considérable offert par le nouveau régime à l'expansion étrangère de notre spécialité, contre laquelle on exploitait volontiers, en certains pays, sa situation irrégulière sur le sol national. Cette campagne, qui nous a fait bien du tort, en Amérique du Sud notamment, cessera désormais d'être possible.

Nul ne saurait avoir la prétention de déchiffrer l'avenir où le décret du 13 Juillet 1926 engage la pharmacie française, et l'auteur de cette étude, moins que tout autre. Au moment où la spécialité pharmaceutique se libère des antiques entraves, il lui est apparu qu'il y avait opportunité à rappeler les textes, les décisions, les conceptions qui l'ont régie pendant cent vingt trois ans. Puisqu'il ne pouvait être question pour lui de tout dire faute de tout savoir, il serait heureux si ce trop insuffisant ouvrage donnait de cette vieille question du remède secret, par la simple juxtaposition des sources et des faits, une image point trop inexacte. Il ne manque pas de plus qualifiés qui pourront la reprendre, la compléter et l'agrandir à la taille de ce haut sujet. Il aura fallu, pour l'entreprendre, bien des encouragements ; il faut, pour la publier, bien de la témérité. Telle quelle, offrons la cependant à ceux qui sont nos maîtres, nos confrères ou nos amis : elle est œuvre de bonne foi et d'hommage à ce Droit que, pour notre part, nous ne pouvons séparer de la Pharmacie. Il nous semble bien que le décret du 13 juillet 1926 sert, à la fois, l'un et l'autre. Pour l'étudier, il a fallu le situer dans la chaîne des textes, en donner les antécédents et montrer les coordonnées de cette résultante. Il ouvre à une belle profession de belles perspectives dans le respect désormais affirmé de la loi. A l'instant de les aborder, qu'elle salue ceux qui les ont préparées, ceux qui ont enseigné dans les chaires magistrales et ceux qui ont besogné sur les comptoirs poudreux, ceux dont la fonction était de juger et ceux dont le rôle était de plaider, ceux qui ont dirigé les groupements professionnels et ceux dont la troupe anonyme formait les majorités consentantes, ceux qui ont eu raison sur d'injustes textes et ceux qui ont eu tort sur de justes prétentions, ceux qui ont subi l'erreur et ceux qui ont redressé l'iniquité. Ce livre n'est pas tout à fait inutile si quelque chercheur, mieux apte à servir leur mémoire, y retrouve le parfum de leurs vertus et le souvenir de leurs efforts.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	7
Chapitre Premier. — <i>Sous le signe de Germinal</i>	11
Chapitre II. — <i>Sous le signe de la Tolérance</i>	133
Chapitre III. — <i>Sous le signe de la Clarté</i>	187

LISTE

des principaux Ouvrages et Documents consultés

- CODEX MEDICAMENTARIUS GALLICUS, ou *Pharmacopée Française* rédigée par ordre du Gouvernement, Paris, Masson et C^{ie}, 1908 (et supplément, 1920).
- DORVAULT, *l'Officine*, Paris, Vigot frères 1923.
- WALKER, *Collection des Edits et des Lois*, Paris, Delamotte, 1836.
- DURUY & LAUGIER, *Pandectes Pharmaceutiques*, Paris, Colas, 1837.
- BRIAND & CHAUDÉ, *Manuel complet de Médecine Légale*, Paris, J.B. Baillière & Fils, 1879.
- F. DUBRAC, *Traité de Jurisprudence Médicale et Pharmaceutique*, Paris, J.B. Baillière & Fils, 1882.
- F. PHILY, *Jurisprudence Générale et Législation de la Médecine - Pharmacie*, Paris, Larose et Tenin, 1911.
- P. ROUE, *Jurisprudence Pharmaceutique*, Paris, Société d'Editions Scientifiques, 1896.
- TREBUCHET, *Jurisprudence de la Médecine, de la Chirurgie et de la Pharmacie*, Paris, J.B. Baillière, 1834.
- WEIL, *Exercice Illégal de la Médecine et de la Pharmacie*, Paris, Librairie Générale de Jurisprudence, 1886.
- MOUILLESAUX de BERNIERES, *Le Régime Jaridique des Remèdes Spécialisés*, Paris, Dalloz, 1924.
- E. H. PERREAU, *Législation et Jurisprudence Pharmaceutiques*, Paris, J.B. Baillière & Fils, 1920.
- Georges RENARD, *Le droit de la Profession Pharmaceutique*, Paris, Sirey, 1924.
- BOGELOT & TORAUDE, *Législation des Substances Vénéneuses*, Paris, Vigot Frères, 1920.
- FALIGOT, *Le remède Secret sous la Révolution et l'Empire*, Paris, Occitania, 1924.

- HAURIOU, *Traité du Droit Constitutionnel*, Paris, Sirey, 1923.
- Jean CRUET, *La Vie du Droit et l'Impuissance des Lois*, Paris, Flammarion, 1908.
- Louis LAFOND, *La dynastie des Helvétius, les remèdes du Roi*, Paris, Occitania, 1926.
- DUFAU & TORAUDE, *Notions pratiques de Pharmacie*, Paris, Vigot frères, 1926.
- André PONTIER, *Histoire de la Pharmacie*, Paris, Doin, 1900.
- POUILLET, *Traité des Marques de Fabrique*, Paris, 1926.
- GUITARD, *Deux siècles de Presse au service de la Pharmacie*, Paris, Pharmacie Centrale, 1913.
- Albert CRINON, *Annales de Jurisprudence Pharmaceutique*, Paris années 1909 et suivantes.
- Maurice BOUVET, in *Bulletin de la Société d'Histoire de la Pharmacie*, passim, Paris, années 1920 et suivantes.
- RAPPORT GENERAL de l'Exposition Française des Arts et Sciences appliqués à la Médecine, à la Pharmacie et à l'Hygiène sanitaire du Val-de-Grâce de Paris, 1925, Paris, Comité français des Expositions, 1926.
- Henri PRUD'HOMME, *Les Courses de Taureaux*, in *Revue Pénitentiaire et du Droit Penal*, Paris, 46^e année, n^{os} 7, 9.
- D^r Henri MARTIN, *Le défaut de sanction à l'article 32 de la Loi de Germinal*, in *Journal de Pharmacie et de Chimie*, Paris, 1913, mai.
- Albert CRINON, *Consultation pour MM. ROGUET & CHENE contre le Ministère Public*, Paris, 1913.
- Nombreux articles de Paul BOGELOT, TORAUDE, Albert CRINON, Maurice BOUVET, André NARODETZKI dans la *Presse Pharmaceutique contemporaine*.
- Bulletin Officiel de l'Académie de Médecine*, Paris.
- Bulletin des Sciences Pharmacologiques*, Paris.
- Bulletin de la Société d'Histoire de la Pharmacie*, Paris.
- La Pharmacie Française*, Paris.
- La Revue des Spécialités*, Paris.
- Bulletin de l'Association générale des Syndicats Pharmaceutiques de France*, Dijon.
- Bulletin de la Chambre Syndicale des Pharmaciens de la Seine*, Paris.

Bulletin de la Chambre Syndicale des Fabricants de Produits Pharmaceutiques, Paris.

L'Union Pharmaceutique, Paris.

L'Action Pharmaceutique, Cahors.

Journaux juridiques et Recueils de Jurisprudence usuels.

VU, bon à imprimer :

Le Président de la Thèse,

RADAIS

VU :

Le Doyen de la Faculté,

RADAIS

VU et permis d'imprimer

Le Recteur de l'Académie de Paris,

S. CHARLETY.



